

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

XXIX.

UNIVERSITÉ DE SZEGED

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET D'ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES

SZEGED

2020

Directeur de publication

László J. Nagy

Comité de rédaction

Salvatore Barbagallo (Università del Salento, Lecce), Péter Ákos Ferwagner (Université de Szeged), Habib Kazdaghli (Université de la Manouba, Tunis), Andrea Kökény (Université de Szeged), Lajos Kövér (Université de Szeged), Didier Rey (Università di Corsica Pasquale Paoli), Tramor Quemeneur (Université de Paris VIII), Beáta Varga (Université de Szeged), Péter Vukman (Université de Szeged)

Rédaction, publication

Szegedi Tudományegyetem
Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék
H-6722 Szeged, Egyetem u. 2.
Tel./Fax.: (36) (62) 544-805, 544-464
e-mail : jnagy@hist.u-szeged.hu

Metteur en pages

Péter Ákos Ferwagner

Actes du colloque scientifique « *Nations, nationalismes, minorités et migrations dans l'espace euro-méditerranéen, à l'ère de la mondialisation* »
17-18 octobre 2019, Université de Szeged

ISSN : 02388308

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

SOMMAIRE

Avant-propos	5
Antonio Magurano La résistance de la langue grecque dans le Salento	7
Marco Trotta The construction of the Italian national identity. A historiographical reflection	13
Salvatore Barbagallo Cavour : l'Italie, la Hongrie et l'Orient	23
Giampaolo Borghello Pascoli 1911: il discorso “La grande Proletaria si è mossa”	35
Alessandro Rosselli Riflessioni sul neo-nazionalismo italiano: il caso della Lega di Matteo Salvini	45
Alexandros Dagkas Opulence et austérité en Grèce d'aujourd'hui : les Trente non Glorieuses. L'État et les collectivités face aux réfugiés et immigrants	53
Nourredine Abdi Regard historique sur l'émigration dans l'espace euro-méditerranéenne, 20 ^{ème} -21 ^{ème} siècle	63
Krisztián Bene Une nouvelle étape des rapports militaires franco-hongrois : une contribution involontaire française pour la montée du nationalisme hongrois	67
Georgina Nagy Sécurité et migration : l'Algérie et le danger du Sud	77
Belhira Kajevic Resettled women and the challenges they face – the case of Sweden.....	83

Miklós Nagy Les particularités des changements de régime en Europe centrale et orientale et la montée des nationalismes	89
Géza Szász L'internationalisation d'un championnat national : gestes, mythes et réalités de la première division hongroise.....	97
Didier Rey La Corse et la Coupe du monde de football 2018 : quand un pays peut en cacher un autre.....	103
Ornella Graziani « La compétence, je la prends ». Redefinition of elected role and migratory phenomenon: introducing as a national leader when you are a regionalist one	115
Vittorio Felci Resilience in Urban Sudan (RUS): a Temporal Analysis of Social Cohesion and Resilience to Tackle the Consequences of Climate and Environmental Change in Urban Khartoum.....	121
Varia	
Ladislav Župčán Košice castle in the optics of written sources.....	129
Angela Carbone Brides in Family or in Institute: Dowry Between Customs, Symbols and Rituals in Southern Italy (18 th -19 th centuries).....	157
Oliver Friggieri La cultura romantica italiana e la nascita della poesia maltese	171

Avant-propos

Nations, nationalismes, minorités et migrations dans l'espace euro-méditerranéen, à l'ère de la mondialisation

En 2015, les historiens de l'Université de Corsica Pasquale Paoli et de l'Université de Szeged en collaboration déjà depuis des années ont décidé de lancer le projet d'une série de colloque international sur le sujet « *Nations, nationalisme, nationalités et minorités dans l'espace euro-méditerranéen du début du XX^e siècle jusqu'à nos jours* ». La première rencontre universitaire internationale couvrait la période 1903-1945. La deuxième celle de la fin de la guerre 1939-1945 jusqu'au grand bouleversement géopolitique à la chute du Mur. Et la troisième a eu lieu en octobre 2020 à Szeged traitant le nationalisme, la problématique de l'identité nationale en contexte de l'effet migratoire à l'ère de la mondialisation.

Les intervenants venant de l'Italie, de la France, de la Grèce et de la Hongrie ont traité la renaissance excessive du nationalisme se manifestant en néo-nationalisme ou plutôt en populisme de droite. Quelles sont par exemple ses manifestations dans le domaine des événements sportifs ? Comment réagissent les minorités ? Est-ce que le mouvement migratoire contribue-t-il au dérive nationaliste ? Si oui à quelle mesure ? Et quel est le poids du passé dans ce phénomène ?

Certainement la réponse à toutes ces questions n'est pas – ne peut pas être – définitive dans notre monde bouleversé, mais l'approche pluridisciplinaire permet d'élargir et d'approfondir nos connaissances tout en nous poussant à la nouvelle réflexion. Et éventuellement à l'organisation de la quatrième rencontre universitaire internationale.

László J. Nagy
directeur de publication
Szeged, mars 2020

La résistance de la langue grecque dans le Salento

ANTONIO MAGURANO
UNIVERSITA DEL SALENTO

En 1071, quand Roberto il Guiscardo assiège et prend Bari, s'achève la domination byzantine dans les Pouilles et s'affirme celle des Normands. La conquête normande fut mise à mal par les villes côtières, surtout par les centres qui, sous le gouvernement byzantin, avaient expérimenté des formes d'autonomie administrative, politique et commerciale. Au milieu du VI^e siècle, la conquête par les Byzantins avait donné naissance à une longue période de tourment pour les Pouilles, qui était devenue la région d'affrontement entre deux univers désormais éloignés : l'ouest romain-germanique et l'est gréco-byzantin. Byzance ramènera à plusieurs reprises les Pouilles dans son orbite politique. La deuxième période de domination dura environ deux siècles (IX^e-X^e) et assura à la région une période de prospérité pacifique, de développement démographique, urbain et économique progressif.

Même dans la période de reconquête byzantine, les Pouilles ont été le théâtre continu d'affrontements entre l'empire oriental et l'empire occidental. Malgré cela, la colonisation grecque laisse des traces principalement en Terre d'Otranto, byzantine de façon ininterrompue depuis le sixième siècle. Dans l'histoire de la région, la suprématie de Taranto la grecque et de Brindisi la romaine est suivie par celle de Bari la byzantine.

Au cours de ces siècles, les Pouilles connurent de nombreux affrontements dans le domaine religieux : des oppositions vives surtout à cause des divergences entre le clergé de rite latin protégé par les papes romains et le clergé de rite byzantin protégé par Byzance. En 1098, le pape Urbano II (1088-99) a tenté en vain une réconciliation avec l'Église orientale en convoquant un concile à Bari auquel participèrent les évêques des Pouilles de rite grec mais pas ceux de Byzance, par ordre de l'empereur oriental¹.

Sans aucun doute, au cours du haut Moyen Âge, les Pouilles restèrent aussi un point de rencontre et un terrain de fusion de diverses expériences culturelles, religieuses et artistiques grâce au cadre global très articulé par sa composition sociale et ethnique, où, à côté de la population latine prédominante, vivaient des Lombards, des Byzantins, des Arméniens, des Serbes, des Juifs et des Sarrasins.

En parallèle avec le reste de la Péninsule, même les Pouilles enregistrent un recul général de la culture. À la suite de l'effondrement des institutions de l'âge impérial, l'analphabétisme croît parmi les masses tandis que l'Église catholique s'affirme presque comme unique dépositaire de la culture. Par conséquent, même le système de reproduction du manuscrit antique se transforme : confié d'abord aux ateliers de librairies laïques, il devient progressivement l'activité exclusive des *scriptoria ecclesiastici* qui reproduisent princi-

¹ G. Musca, *Dagli Ostrogoti agli Angioini. Le vicende politiche dal V al XIV secolo*, dans A. Massafra e B. Salvemini, *Storia della Puglia. 1. Dalle origini al Seicento*, Laterza, Bari 2005, pp. 114-129.

palement des textes à caractère religieux destinés à circuler dans les seuls milieux qui les réalisent.

À l'époque byzantine, il existait encore des centres de production culturelle de nature diverse. À Bari surtout, capitale du Thème de la Longobardie, la province la plus occidentale de l'Empire byzantin, au siège épiscopal fonctionna au moins jusqu'à l'An mil une école destinée à la préparation des notaires citoyens, alors tous ecclésiastiques. De la production de cette période il reste bien peu de rouleaux de parchemin, parmi lesquels l'*Exultet* I de Bari et celui de Troie.

Pour l'écriture, à partir du début du X^e siècle, les Pouilles suivirent pour la langue latine un même canon graphique : l'écriture bénéventaine, venue de la principauté de Bénévent par les fondations bénédictines dans les centres d'écriture de la Région. La seule exception à l'utilisation de la bénéventaine est représentée par la Terre d'Otranto, où la domination de Byzance resta toujours stable et où la culture grecque avait imprégné tous les secteurs de la civilisation.

Dans la Terre d'Otranto, la production des livres était fortement ancrée dans la culture grecque et les centres *scriptorii* atteignirent leur acmé pendant l'époque de Frédéric II. Le Monastère basilien de San Nicola di Casole avait un rôle de premier plan, avec les *scriptoria* de Nardò, Maglie, Galatina qui contribuèrent à une saison culturelle animée, marquée par une riche production de langue grecque². Aradeo, Maglie, Corigliano et Soletto furent les centres les plus importants de la culture grecque dans les Pouilles dont la fonction fut renforcée après la destruction de la bibliothèque de San Nicola di Casole par les Turcs dont on sauva presque seulement les manuscrits récupérés par l'humaniste grec S. Stiso de Zollino : événement dramatique qui laissa un écho retentissant dans les pages du Galateo, qui tend également à souligner que la décadence de l'ancien monastère était antérieure au pillage turc³.

La persistance d'une vaste zone de langue, de religion et de coutumes grecques se rattache historiquement à la particularité de la domination byzantine dans le Salento, à la physionomie particulière d'Otranto comme siège d'un archevêché autocéphale qui dépendait directement du siège patriarcal, de la pénétration d'un modèle d'économie ecclésiastique (le système des fermes fortifiées, les *grance* et des petits hameaux répandus) qui faisait partie du grand réseau des cenobi basiliens : Santa Maria de Formellis, Santa Maria Balneo, Santa Maria della Croce, Sant'Andrea de Insula près de Brindisi, San Mauro, San Salvatore près de Gallipoli.

Outre l'ampleur de la diffusion au cours du Moyen Âge de la culture grecque dans le Salento, il faut relever la lenteur de son déclin. Au XIV^e et XV^e siècle, la disparition ou la décadence des monastères basiliens, la politique de faveur des grandes maisons féodales à l'église latine, l'impulsion donnée par ces mêmes monastères (le cas le plus connu est celui des d'Enghien) à l'utilisation du vulgaire comme langue administrative agissent comme des facteurs de recomposition du tissu ethnique, mais surtout elle influence en ce sens dans le plus général processus de restructuration de l'habitat la disparition des fermes antiques grecques.

² M. Cannataro, *La cultura scritta : centri, modelli, diffusione sociale*, dans A. Massafra e B. Salvemini, *Storia della Puglia*. 1. op. cit., pp. 150-157.

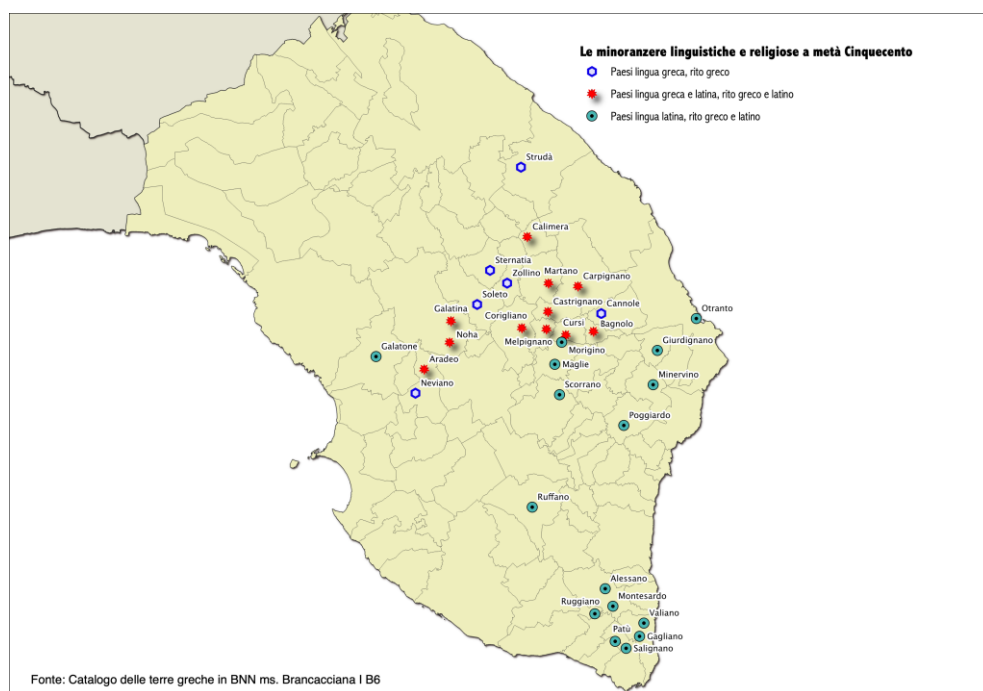
³ G. Antonucci, *Per la storia del grecismo salentino*, dans « Rinascenza salentina », 1941, pp. 106-109.

La question que nous allons poser ici, est seulement celle de la résistance du grécisme dans les temps modernes et dans des périodes ultérieures. L'image de la *Grecia* salentine que nous avons se dessine donc au XVI^e siècle et est largement celle qui ressort des enquêtes promues par la Congrégation sacrée des rites dans la phase post-tridentine⁴.

Mais tout d'abord, au XVI^e siècle, quelles sont territorialement, les zones de langue grecque et de rite grec en Terre d'Otranto ? Dans quelle mesure coïncident-elles ?

La carte que nous avons élaborée se réfère à 1577 et reflète la triple classification suivante que nous repropsons en maintenant la terminologie du document :

- a) « châteaux », où l'on ne parle que « grec » et où l'on ne fait que des « offices grecs » ;
- b) « châteaux » où l'on parle à la fois grec et latin et où l'on pratique les deux rites ;
- c) « châteaux » où l'on ne parle que le latin et où l'on suit le rite grec et le rite latin (cfr. carte 1).



Les minorités religieuses et linguistiques en Terra d'Otranto au milieu du XVI^e siècle (*Catalogo delle terre greche*, Biblioteca Nazionale di Napoli, Ms. Brancacciana, I B6).

À la fin du XVI^e siècle, le rite grec prévaut dans une grande partie du diocèse d'Otranto, tandis qu'il est limité dans le diocèse de Nardo à Aradeo, Noha et Neviano, et plus au sud

⁴ V. Peri, *Chiesa latina e Chiesa greca nell'Italia post-tridentina (1564-1596)*, dans *La Chiesa greca in Italia dall'VIII al XVI secolo*. « Atti del Convegno storico interecclesiale », Bari 30 aprile-4 maggio 1969, Padova 1973, pp. 271-469.

dans la sous-région du cap il est limité à certaines terres et fermes du diocèse d'Alessano. La première donnée avec laquelle l'intention normalisatrice de la Congrégation sacrée se trouve à tenir compte est la grande liberté dans l'observation des deux rites pratiquée par les populations de la Grèce salentine, l'habitude par exemple de célébrer par le rite latin dans les églises grecques et vice versa⁵. Le problème du mariage des prêtres, de l'administration de l'eucharistie, du bréviaire liturgique qui fut au centre du Synode diocésain otrantin de 1583 dans la pratique religieuse ordinaire n'alimenta pas de profondes oppositions entre les disciples des deux liturgies et ce n'est pas par hasard que les intentions réformatrices du *Corderos* se réduisirent à une substantielle acceptation de la coexistence des deux rites⁶.

Le *déclin du rite grec* fut donc un processus qui se consumma lentement mais inexorablement au cours de l'âge moderne. Voyons au cas par cas : en 1611, Sternatia était encore paroisse grecque et en 1624 devient une paroisse latine. A Sogliano, village de population uniquement grecque, l'église latine s'impose dans les années trente du XVII^e siècle. Melpignano a jusqu'à la même date un clergé mixte à prédominance grecque, rapport qui s'inverse cependant en 1637. À Corigliano, ville de tradition grecque et latine, le rite latin s'affirme vers le milieu du XVII^e siècle. Dans le village de Calimera où, comme l'écrivait couramment l'évêque Diego Lopez en 1624 « *populus totus grecus est* », le dernier protopape grec est tué en 1663 par des membres du clergé latin. Dans la *Grecia*, le rite survécut plus longtemps à Zollino jusqu'aux dernières années du XVII^e siècle, et a Soletto jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle⁷.

Cette chronologie uniforme nous montre que l'offensive réformatrice n'éradique pas le rite grec mais qu'au XVII^e siècle elle opère une brusque accélération du processus de décadence. Des prêtres *more grecorum* furent ordonnés dans quelques villages du Salento jusqu'au XVIII^e siècle, mais au XVIII^e siècle la formule exprimait désormais une survie plus qu'une réelle différenciation. La zone même de la Grèce comme le montre la table chorographique élaborée par l'abbé G. Pacelli en 1807 s'était considérablement rétrécie en se réduisant au XV^e siècle de 27 villages (selon l'estimation de G. Gabrieli) à 13 villages⁸.

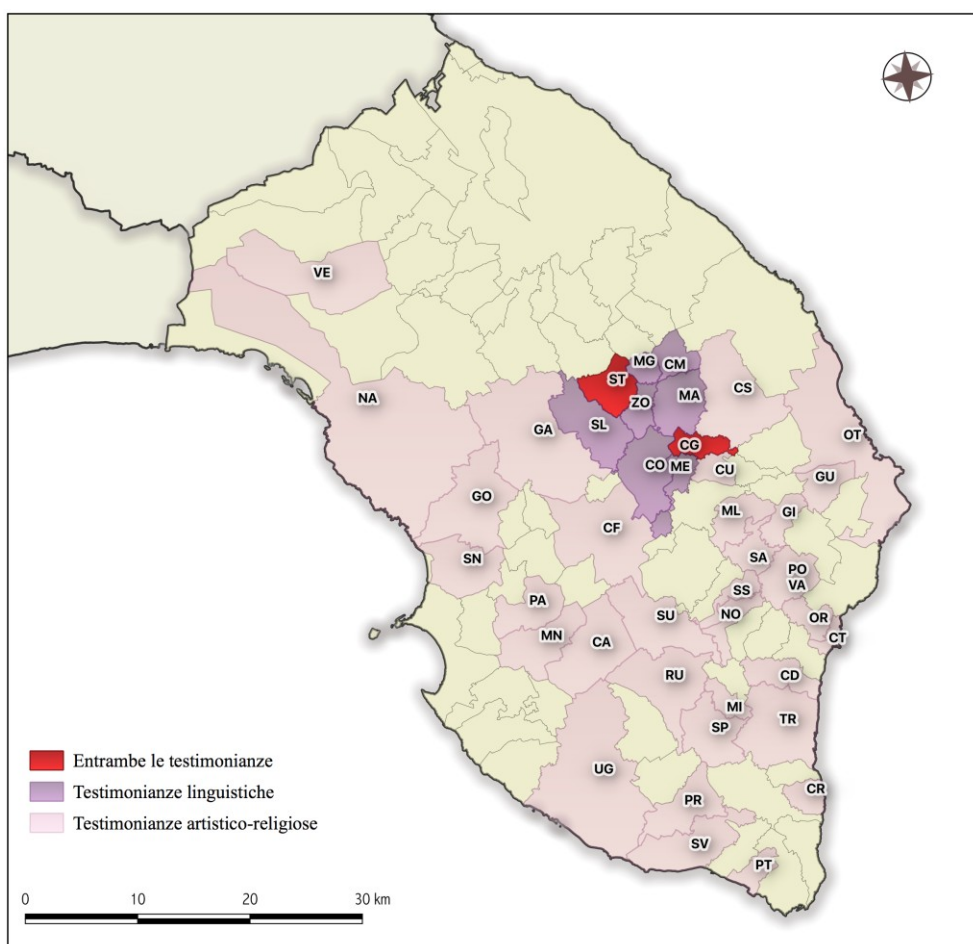
⁵ C. Chiriatti, *Per la storia del rito greco in Terra d'Otranto*, dans « Rivista Storica Salentina » 1904, p. 110.

⁶ La formule de la correspondance entre ethnie et rite fut également développée par le Cardinal de Santa Severina dans les *Istruzioni* à l'évêque de Nardò Mons. Fabio Fornari, cfr. F.A.P. Coco. *Le cause del tramonto del rito greco in Terra d'Otranto*, dans « Rinascenza salentina », 1936, pp. 255-265.

⁷ M. Cassoni, *Il tramonto del rito greco in Terra d'Otranto*, dans « Rinascenza Salentina », 1934, pp. 1-15 ; 1935, pp. 71-80 ; 1936, pp. 73-83 ; 1937, pp. 234-250.

⁸ C. Gabrieli, *Bibliografia di Puglia*, dans « Japigia », 1931, fasc. III, p. 358 ; C. Pacelli, *L'Atlante Salentino o sia la Provincia di Otranto secondo il suo stato politico, economico, ecclesiastico e militare (1807)*, ed. par G. Carlone, Fasano 1985. « Tredici sono i paesi che attualmente parlano il greco e sono Soletto, Sogliano, Cutrofiano, Corigliano, Castrignano, Melpignano, Cursi e Cannole. Ma in Soletto ed in Martano si mantiene maggiormente in vigore, ove alcuni del popolo, né parlano, né intendono altro linguaggio che il solo greco mentre negli altri paesi va di giorno in giorno degenerando la lingua e più frequentemente del greco parlano l'italiana. » (Treize villages parlent actuellement le grec. Il s'agit de Soletto, Sogliano, Cutrofiano, Corigliano, Castrignano, Melpignano, Cursi et Cannole. Mais à Soletto et à Martano il se maintient plus vigoureusement, où certaines personnes ne le parlent pas, et n'entendent pas d'autre langue que le grec tandis que dans les autres villages la langue dégénère de jour en jour et ils parlent l'italien au lieu du grec.)

Les témoignages historiques et culturels sont encore visibles, principalement sous forme de bâtiments de culte, ainsi que dans la survie d'îles linguistiques grecques où l'on parle un idiome qui présente des caractères d'affinité avec le néo-grec et est communément appelé grécanique par le contexte calabrais et *griko* ou *grico* pour le contexte salentin. De la longue domination byzantine, il reste donc, outre les œuvres physiques conservées en divers lieux, de nombreuses paroles qui se manifestent également sous la forme de noms du substrat grec. Leurs distributions et les pourcentages correspondants des porteurs identifient des aires de répartition qui permettent de suggérer des corrélations avec l'ancienne présence byzantine dans ces territoires. Dans la phase post-tridentine, la langue, là où elle prévalait, se conserva plus longtemps que le rite et jusqu'au seuil de l'âge contemporain (cfr. carte 2).



Témoignages artistiques-religieux et linguistiques dans la province salentine de Lecce

Les sigles des communes sont les suivants (les localités de Grecophone sont précisées en italique) : CA (Casarano), CD (Castiglione d'Otranto ; frazione del comune di Andrano),

CF (Cutrofiano), CG (*Castrignano de' Greci*), CM (*Calimera*), CO (*Corigliano d'Otranto*), CR (Corsano), CS (Carpignano Salentino), CT (Castro), CU (Cursi), GA (Galatina), GI (Giuggianello), GO (Galatone), GU (Giurdignano), MA (*Martano*), ME (*Melpignano*), MG (*Martignano*), MI (Miggiano), ML (Muro Leccese), MN (Matino), NA (Nardò), NO (Nociglia), OR (Ortelle), OT (Otranto), PA (Parabita), PO (Poggiardo), PR (Presicce), PT (Patù), RU (Ruffano), SA (Sanarica), SL (*Soletto*), SN (Sannicola), SP (Specchia), SS (San Cassiano), ST (*Sternatia*), SU (Supersano), SV (Salve), TR (Tricase), UG (Ugento), VA (Vaste ; hameau de Poggiardo), VE (Veglie), ZO (*Zollino*) (représentation extraite de G. Ravegnani, *Introduzione alla storia bizantina*, Il Mulino, Bologna 2016, en ajoutant les villes de langue grecque).

The construction of the Italian national identity A historiographical reflection

MARCO TROTTA
“GABRIELE D’ANNUNZIO”
UNIVERSITY OF CHIETI –
PESCARA

If we consider the historical forms with which the construction of the Italian national identity was outlined in the second half of the 19th century, I believe that we cannot ignore the suggestions offered by the studies of Giuseppe Galasso¹, one of the greatest European historians of the 20th century. Galasso rightly asked himself whether the centuries-old Italian story concerned “the history of things that happened in the peninsula”; or whether, rather, it should constitute the model of a spiritual entity called “Italy”². Overall – the Italian scholar notes – the Italian identity has been formed in the European assembly as a result of a series of fractures, such as the redesigning of the geographical spaces of the community that came about under Roman rule: the Arab-Muslim intrusion into the Mediterranean and the loss of the unitary direction of the already Phoenician and Hellenic and later Roman traditions³; the religious division between the Latin West and the Byzantine East⁴; the formation of a European socio-economic structure renewed after the year 1000⁵; the breaking of the ancient Mediterranean balance in the wake of new Atlantic routes in the 16th century, which in the framework of the “world economy” made possible the progressive shift of the centre of gravity of the strategic interests of the most influential powers towards Northern Europe⁶. In light of these changes, on a long-term historical horizon, the Italian regions would no longer have had the same community relations that once existed between West and East.

Galasso writes that “the process of the formation of an Italian identity and the process of the formation of an awareness of Italianity, which are two sides of the same inseparable national story, must be identified and contextualized in a very lengthy period, in the seven to eight centuries between the dissolution of the empire of Charlemagne and the imperial ef-

¹ Cf. G. Galasso, *L'Italia come problema storiografico*, Torino, UTET, 1991.

² *Ivi*, p. 173.

³ Cf. G. Galasso, *Storia d'Europa*, Roma-Bari, Laterza, 2019, pp. 73-134.

⁴ Cf. G. L. Potestà-G. Vian, *Storia del Cristianesimo*, Bologna, il Mulino, 2010.

⁵ Cf. R.S. Lopez, *La nascita dell'Europa. Secoli V-XIV*, Torino, Einaudi, 1966.

⁶ Cf. F. Braudel, *Espansione europea e capitalismo (1450-1650)*, Bologna, Il Mulino, 1999; *Id.*, *Civiltà e imperi del Mediterraneo nell'età di Filippo II*, Torino, Einaudi, 2010; I. Wallerstein, *Il sistema mondiale dell'economia moderna*, 3 voll., Bologna, il Mulino, I 1978, II 1982, III 1995.

fort of Charles V, that is, between the ninth and sixteenth century”⁷. Galasso also observed that the national realities, at the very moment in which they sprang up, “are outside the dissolution of the empire of Rome, and the complex story of encounter and confrontation between the peoples of the Empire itself and the invading Germanic peoples of the Roman West, which the Christian faith and the Roman Catholic Church soon united, extending to new peoples and to a European area much wider than the imperial one”⁸. Under the rule of the first Roman-Barbarian kingdoms and with the partial Byzantine occupation what unity there had been in the peninsula was lost⁹ and with the subsequent descent of the Lombards, and the beginning of political division and the dualism between the North and South of the country, the long duration of the temporal power of the Church of Rome began¹⁰. In some areas of Northern Italy the phenomenon of urbanization spread¹¹, which in the framework of the multi-national dimension of Italian history managed to maintain the prerogatives of feudality at a rather low level of functions¹²: in the twelfth century there were, in fact, at least two hundred municipalities of a considerable in central-northern Italy, while the mon-archic South continued in its tendency towards a rural and feudal organisation¹³.

Beyond the universalistic objectives and beyond the exaltation of imperial dreams, of which literary men of letters and high officials of the international chancelleries remained greatly inebriated, between the 11th and 13th centuries, the social matrix of typically urbanized realities was accentuated in Italy, which in a *fil rouge* of continuity came to be referred

⁷ Cf. G. Galasso, *L'Italia s'è desta. Tradizione storica e identità nazionale dal Risorgimento alla Repubblica*, Firenze, Le Monnier, 2002, p. 70; G. Galasso, *Carlo V e Spagna imperiale. Studi e ricerche*, Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 2006; F. Chabod, *Carlo V e il suo impero*, Torino, Einaudi, 1985; J. H. Elliott, *La Spagna imperiale*, Bologna, Il Mulino, 1982.

⁸ Cf. G. Galasso, *L'Italia s'è desta* cit., p. 79.

⁹ Cf. F. Canale Cama-D. Casanova-R.M. Delli Quadri, *Storia del Mediterraneo moderno e contemporaneo*, diretta da L. Mascilli Migliorini, Napoli, Guida, 2009, pp. 11-34; G. Galasso, *Medioevo euro-mediterraneo e Mezzogiorno d'Italia da Giustiniano a Federico II*, Roma-Bari, Laterza, 2009.

¹⁰ Cf. D. Abulafia, *The two Italies: economic relations between the Norman Kingdom of Sicily and the northern communes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

¹¹ Cf. P. Malanima, *L'economia italiana. Dalla crescita medievale alla crescita contemporanea*, Bologna, il Mulino, 2012, pp. 77-92.

¹² Cf. G. Galasso, *Potere e istituzioni in Italia. Dalla caduta dell'Impero romano ad oggi*, Torino, Einaudi, 1974, pp. 46-61.

¹³ Cf. G. Galasso, *Il Regno di Napoli, Intervista* a cura di F. Durante, *Postfazione* di V. Fiorelli, Vicenza-Milano, Neri Pozza, 2019; Id., *Intervista sulla storia di Napoli*, a cura di P. Allum, *Nota* di L. Mascilli Migliorini, Roma-Bari, Laterza, 2018; Id., *Mezzogiorno medievale e moderno*, Torino, Einaudi, 1975, pp. 13-59; Id., *Il Mezzogiorno nella storia d'Italia. Lineamenti di storia meridionale e due momenti di storia regionale*, Firenze, Le Monnier, 1992, pp. 42-80; Id., *Le città del Regno di Napoli. Studi storici dal 1980 al 2010*, Napoli, Editoriale Scientifica, 2011; G. Vitolo-A. Musi, *Il Mezzogiorno prima della questione meridionale*, Firenze, Le Monnier, 2005, pp. 14-45; G. Vitolo, *L'Italia delle altre città. Un'immagine del Mezzogiorno medievale*, Napoli, Liguori, 2014; A. Musi (a cura di), *Le città del Mezzogiorno nell'età moderna*, Napoli, ESI, 1998; *Città e contado nel Mezzogiorno tra Medioevo ed età moderna*, a cura di G. Vitolo, Battipaglia, Laveglia e Carlone, 2005; M.L. Cicalese, A. Musi (a cura di), *L'Italia delle cento città. Dalla dominazione spagnola all'unità nazionale*, Milano, F. Angeli, 2005.

to as the so-called Italian model¹⁴: the system of Italian states at the time of Dante; southern unification under the Normans; the birth of the Lombard League, the backbone of a certain identity and unifying discourse; the separation of the young Frederick II from Innocent III between the Sicilian heritage and the Germanic bond; the politics of equilibrium that fixed its pre-requisites and its rules with a view to Italian freedom, not only with the aim of keeping the overlanders at bay but also of preserving the independence of the individual states¹⁵. Thus we come to the early sixteenth century with the dramatic outbreak of the “horrendous wars” of Italy¹⁶, which beginning in 1494 had heralded the upheaval of most of the territories of the peninsula¹⁷, leading to the genesis, so to speak, of that Italian “decadence”, whose lively and dramatic perception, soon translated into historiographic paradigm, that would accompany the long and jagged path of the most sensitive cultural sensibilities towards national unification¹⁸.

There are, then, these cultural contexts that fill the tortuous journey of the developing Italian identity with content. The focus is on a certain national coinage: the chivalric motifs of the *langue d’oil* and the Provençal themes, which are affirmed both in the North of the peninsula and in Sicily, soon become the almost exclusive prerogative of urban civilization within a process of authentic appropriation. Dante Alighieri introduces the association between Frederick’s court in Sicily and the Italian literary tradition: through his *De vulgari eloquentia* and Boccaccio’s mediation, the first critical awareness of the Italian literary heritage is probably formed and the awareness is born that Italy, through the creative genius of the author of the Comedy, but also of Petrarch and Boccaccio himself, is beginning to represent an intellectual environment of undisputed European appeal¹⁹.

Galasso argues that the cultural primacy of the Tuscan idiom was not flanked by the same political and social hegemony and that the incipient urban bourgeoisie imposed its

¹⁴ Cf. P. Craveri, *Potere e Istituzioni in Italia di Giuseppe Galasso: un’analisi penetrante sui vizi e le virtù di dieci secoli di storia italiana e su come questi si riflettano nell’odierna crisi nazionale*, in *L’Europa e l’Altra Europa. I libri di Giuseppe Galasso*, Napoli, Guida, 2011, pp. 85-100.

¹⁵ Cf. E. Stumpo, *Il sistema degli Stati italiani: crollo e consolidamento (1429-1559)*, in N. Tranfaglia-M. Firpo (a cura di), *La Storia*, V. 3, Torino, UTET, 1995, pp. 35-53; E. Fueter, *Storia del sistema degli Stati europei dal 1492 al 1559*, Firenze, Sansoni, 1932.

¹⁶ Cf. G. Galasso, *Dalla “libertà d’Italia” alle “preponderanze straniere”*, Napoli, Editoriale Scientifica, 1997.

¹⁷ Cf. P. Pieri, *Il Rinascimento e la crisi militare italiana*, Torino, Einaudi, 1952; F. Gilbert, *Machiavelli e Guicciardini. Pensiero politico e storiografia a Firenze nel Cinquecento*, Torino, Einaudi, 2012.

¹⁸ Cf. B. Croce, *Storia dell’età barocca in Italia. Pensiero, Poesia e Letteratura, Vita morale*, Milano, Adelphi, 1993, pp. 65-77; Id., *Storia del Regno di Napoli* cit., pp. 335-360; A. Quondam, *L’identità (rin)negata, l’identità vicaria. L’Italia e gli italiani nel paradigma culturale dell’età moderna*, in G. Rizzo (a cura di), *L’identità nazionale nella cultura letteraria italiana*, I, Martina Franca, Congedo, 2001, pp. 127-150; A. Musi, *Fonti e forme dell’antispagnolismo nella cultura italiana tra Ottocento e Novecento*, in Id. (a cura di), *Alle origini di una nazione. Antispagnolismo e identità italiana*, Milano, Guerini & Associati, 2003, pp. 11-45; M. Verga, *La Spagna e il paradigma della decadenza italiana tra Seicento e Settecento*, ivi, pp. 49-81.

¹⁹ Cf. A. Asor Rosa, *Storia europea della letteratura italiana. I. Le origini e il Rinascimento*, Torino, Einaudi, 2009, p. 140 ss.; G. Petrocchi, *Vita di Dante*, Roma-Bari, Laterza 2008; A. Quondam, *Petrarca, l’italiano dimenticato*, Milano, Rizzoli, 2004.

own dialects without, however, succeeding in raising them to a national level; the language therefore grew in an exclusive literary space, fed by elites who were well integrated in the court society²⁰. This explains “the multilingualism of the Roman dialect (at least in some areas) until almost the beginning of the 15th century; bilingualism with Latin until almost the end of the 16th century. Moreover, there were geographical, social and sectorial limitations to the diffusion of Tuscan dialect as a hegemonic language even after the 14th century and until the advanced 16th century such as the return of Latin to a position of pre-eminence, as a written language, from the first decades of the fifteenth century to the mid-sixteenth century. There followed the final victory of the vernacular, as a language, however, always prevalently literary, and of a literature that was prevalently positioned in the arc of ‘grammar in rhetoric’, language “of another style, of an intellectual aristocratic style”²¹.

New elaborations of this history seem, however, to distance themselves from the historiographical models that have been accepted thus far. From this point of view, two important basic differences are shown in a study by Banti²², that departs from the interpretations described above. Firstly Banti uses a different chronological approach that looks at the period between 1796 and 1861, in particular the three Jacobin years with Napoleon’s entry into Italy and then the completion of the unitary process and secondly he places considerable emphasis on the thesis that the nation represents the imagined community. In fact, Banti states that the men of letters, who worked to forge the Italian identity, used pre-existing linguistic and semiotic codes, which belonged to discursive parameters clearly different from those presented by the historical models considered above.

Contrary to the French historian Lucien Febvre, although coinciding with a methodological trajectory having as its purpose both the meaning and the semantic change of the categories of homeland and nation, Banti chooses to place similar historiographical images in the second half of the eighteenth century, where the pre-political, so to speak, components of the Italian nation emerge from the “texts of the Risorgimento canon”, which play a decisive role in promoting the spread and success of the national discourse²³. Through the examination of memoirs and epistolaries of personalities, who reshaped a certain interest in the Risorgimento process, Banti identifies precisely in the status of Nation the formation of a single thought and a coherent narration which leads to an elementary morphology of the national assumption, that is, to an idea which is the result of a conscious choice, of a collective pact which prevails over ethnic belonging, strongly anchored to the earth and blood.

The existence of a foundation agreement signed by a community of heroes fighting for their homeland is outlined, where even the familial network of relationships acquires an exclusive function that gives it an original place; a land, in short, that has hosted since time immemorial, a universe studded with glory and pain, heroism and tragedy, where the protagonists are, as in the novels, paladins and traitors and where interesting figures of the fe-

²⁰ Cf. N. Elias, *La società di corte*, Bologna, Il Mulino, 2010.

²¹ Cf. G. Galasso, *L'Italia come problema storiografico* cit., p. 78; also C. Dionisotti, *Geografia e storia della letteratura italiana*, Torino, Einaudi, 1967, p. 87.

²² Cf. A. M. Banti, *Nazione del Risorgimento. Parentela, santità ed onore all'origine dell'Italia unita*, Torino, Einaudi, 2000.

²³ Cf. G. Cirillo, *Virtù cavalleresca e antichità di lignaggio. La Real Camera di S. Chiara e le nobiltà del Regno di Napoli nell'età moderna*, Roma, Ministero per i Beni e le Attività Culturali - Direzione Generale per gli Archivi, 2012, p. 247.

male universe emerge²⁴. And while the hero dies because of a betrayal, it is around the woman that the defence of the honour of the homeland is concentrated. But what communicative devices can produce such a result? And what symbolic circuits are activated to make such an idea of belonging credible, so that men and women are led to believe that it is really worth sacrificing themselves for their country and the values it embodies, as do lyrical heroes in novels?

It is undoubtedly a civil archetype which, owing much to the fortune of Giambattista Vico, can be read implicitly in the pages immortalized for posterity by Vincenzo Cuoco, and which revolves around a double trajectory: on the one hand, the one where the “antiquissima sapientia italica” runs, masterfully described in *Platone in Italia*²⁵, and in which the design of a pre-Roman origin of the Italian nation emerges strongly; on the other, the “federalist” one, which marches in tune with the moral and civil primacy of the Italians²⁶. Therefore, the “Risorgimento unitary canon” identified by Banti after 1861 proceeds to crack following the discovery of the “two peoples” and the “two Italies”²⁷. The territorial fractures put the smooth scheme of the canon to the test and a real gap is wedged between the liberal-monarchical model and the democratic-republican model. On the other hand, in this direction it has also been pointed out that a certain image of Southern Italy marks “that divisiveness which seems to be among the salient characteristics of contemporary Italy” and also constitutes the vision of Italian dualism exemplified in “anthropological stereotypes, economic policies, forms of representation on a macro-territorial scale, as well as the great and multi-faceted river of Southern Italy”²⁸.

While the interpretations that proposes the *topos* of the “two Italies” may lack a cultural approach, it is also true that, beyond the evident dualism present in the social structures of

²⁴ Cf. M. Baioni, *Miti di fondazione. Il Risorgimento democratico e la Repubblica*, in M. Ridolfi (a cura di), *Almanacco della Repubblica. Storia d'Italia attraverso le tradizioni, le istituzioni e le simbologie repubblicane*, Milano, Bruno Mondadori, 2003, pp. 185-196.

²⁵ Cf. V. Cuoco, *Platone in Italia*, Roma-Bari, Laterza, 2006.

²⁶ Cf. G. Cirillo, *Virtù cavalleresca e antichità di lignaggio* cit., pp. 219-241; A.-L.G. Staël-Holstein (Madame de Staël), *Corinne ou l'Italie*, Paris, Nicolle, 1807; G. Leopardi, *Discorso sopra lo stato presente dei costumi degl'italiani*, in *Scritti vari inediti di Giacomo Leopardi dalle carte napoletane* (1824), Firenze, Le Monnier, 1906; G. Prezzolini, *L'Italia finisce. Ecco quel che resta*, Milano, Rizzoli, 2003; G. Bollati, *L'Italiano*, in *Storia d'Italia*, 1. *I caratteri originali*, Torino, Einaudi, 1972, pp. 951-1022.

²⁷ Cf. V. Cuoco, *Saggio storico sulla rivoluzione di Napoli*, Introduzione di A. De Francesco, Manduria-Bari-Roma, Piero Lacaita editore, 1998; also Id. *Saggio storico sulla rivoluzione di Napoli*, a cura di A. De Francesco, Roma-Bari, Laterza, 2014.

²⁸ Cf. P. Macry, *Se l'Unità crea divisione. Immagini del Mezzogiorno nel discorso politico nazionale* (pp. 63-92), in L. Di Nucci-E. Galli della Loggia (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologna, il Mulino, 2003, p. 63. On these issues cf. also G. Pescosolido, *Nazione, sviluppo economico e questione meridionale in Italia*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2017; G. Brancaccio, *Primato di Napoli e identità campana nell'Italia unita*, Lanciano, Itinerari, 1994 and M. Trotta, *Il Mezzogiorno nell'Italia liberale. Ceti dirigenti alla prova dell'Unità 1860-1899*, Milano, Biblion, 2012, pp. 33-63. Cf., then, M. Petrusiewicz, *Come il Meridione divenne una Questione. Rappresentazioni del Sud prima e dopo il Quarantotto*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998; C. Petraccone, *Le due civiltà. Settentrionali e meridionali nella storia d'Italia dal 1860 al 1914*, Roma-Bari, Laterza, 2000, and Id., *Le “due Italie”. La questione meridionale tra realtà e rappresentazione*, Roma-Bari, Laterza, 2005.

the nation, that approach has proved to be a fundamental element for the definition of the collective identity process that started with the Risorgimento. And it is relevant to note here, that Galasso²⁹ identified the main elements of identity in the works of great men of southern culture, such as Benedetto Croce³⁰ and Francesco De Sanctis³¹.

Since the last decade of the twentieth century the discussion on the destiny of the Italian nation³², developed along a particularly delicate phase of Italian political history, regained vigor and the unitary certainties of a country that seemed to have finally become a nation-state began to falter under the pressure from movements born out of secessionist fury and in the name of alleged Celtic traditions³³. At the same time with an empty rhetoric, the historical 'southern question' was reposed, and the disastrous results of past efforts to ameliorate problems in the South continued to echo threateningly against the unitary life of the Italian nation, bringing to the surface the great gap between the two strongly differentiated geographical areas and between the two anthropologically divergent peoples (according to Cuoco's scheme, mentioned above)³⁴.

The Northern separatist movements were not the only controversial issues that tended to weaken unity: the crisis of the liberal state, the tragedy of the Great War³⁵, the rise and fall of fascism on 8 September (1943) and the relative death of the Fatherland³⁶, the partisan resistance as a palingenetic projection of a new birth and the anti-fascist narrative of national history, the history of the winners³⁷ were all topics which, since the end of the Second World War, have not only been pretexts or "paper flags"³⁸ feeding the long-standing and bitter confrontation between political forces and intellectuals forced to take one side or

²⁹ Cf. G. Galasso, *L'Italia s'è desta. Tradizione storica e identità nazionale dal Risorgimento alla Repubblica* cit., pp. 197-216.

³⁰ Cf. B. Croce, *Storia d'Italia dal 1871 al 1915*, Milano, Adelphi, 2004.

³¹ Cf. F. De Sanctis, *Storia della letteratura italiana*, Torino-Parigi, Einaudi-Gallimard, 1996; cf. also P. Orvieto, *La "Storia della Letteratura italiana" (1870-'71). Letteratura ed educazione nazionale. La condanna del nostro Rinascimento è da rivalutarsi?*, in Id., *De Sanctis*, Milano, RCS, 2016 (Salerno editrice 2015), pp. 154-185.

³² Cf. A. De Francesco, *1799. Una storia d'Italia*. Milano, Guerini & Associati, 2004, pp. 121-163; G. Aliberti, *La resa di Cavour. Il carattere nazionale italiano tra mito e cronaca (1820-1976)*, Firenze, Le Monnier, 2000; E. Galli della Loggia, *L'identità italiana*, Bologna, il Mulino, 2010.

³³ Cf. G. Galasso, *Italia nazione difficile. Contributo alla storia politica e culturale dell'Italia unita*, Firenze, Le Monnier, 1994.

³⁴ Cf. A. Musi, *Mito e realtà della nazione napoletana*, Napoli, Guida, 2016; G. Galasso, *Il Mezzogiorno da "questione" a "problema aperto"*, Manduria-Bari-Roma, Lacaita, 2005; and in a different perspective G. Di Fiore, *La nazione napoletana. Controstorie borboniche e identità "suddista"*, Torino, UTET, 2015.

³⁵ Cf. M. Isnenghi, *La tragedia necessaria. Da Caporetto all'otto settembre*, Bologna, il Mulino, 2013; P. Fussler, *La Grande Guerra e la memoria moderna*, Bologna, il Mulino, 2000; G.E. Rusconi, *1914: attacco a Occidente*, Bologna, il Mulino, 2014.

³⁶ Cf. E. Galli della Loggia, *La morte della patria. La crisi dell'idea di nazione tra Resistenza, antifascismo e Repubblica*, Roma-Bari, Laterza, 2003; E.A. Rossi, *Una nazione allo sbando. 8 settembre 1943*, Bologna, il Mulino, 2006.

³⁷ Cf. R. De Felice, *Rosso e Nero*, Milano, Baldini e Castoldi, 1997; C. Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 2006.

³⁸ Cf. A. Musi, *Bandiere di carta. Intellettuali e partiti in tre riviste del dopoguerra*, Cava de' Tirreni, Avagliano, 1996.

the other by a reality that reduced everything to one or the other side of the “Iron Curtain”, but they have also vanifed efforts at finding a path forward that offers a different unitary vision of the vicissitudes of the Nation³⁹. Dark ideological barriers made the unitary scaffolding of a homeland falter, which – as is well known – was rooted in the fragile results of a revolutionary solution then applied in the name of moderation in 1861, the year of the Unification of Italy under the the Savoy monarchy, the only way recognized as practicable by the constituent fathers of the Risorgimento process, for the most part almost all of whom agreed with Mazzini. It was a result that for a long time would keep the popular masses, socialist and catholic, distant from a certain national narration⁴⁰ (although fascist propaganda had indeed tried to nationalize these masses).

However, it was precisely in the first post-unification decades and in the last phase of the 19th century that liberal Italy, hermetically closed and refractory to any popular inclusion in general political life, managed to conquer a living space among the most industrialized powers in Europe and was able to consolidate it over a very long period among many uncertainties and false steps⁴¹. And it did so thanks to rationales and practices that made full sense of the supreme need to defend a monarchic regime governed by elitist modes: one of these was certainly the “trasformismo”, a method and a practice which served to face the subversive danger of the internal enemies (republicans and internationalists, future socialists) in the context of a centralized design of the institutional configuration, where regionalisms, still too recent echoes of the multi secular history of the Italian States, continued to lead the new institutional structure and to establish more or less stable hegemonies, in the framework of alliances constituted in Parliament in the name of a lasting compactness of the political system.

The “trasformismo”, for some an anomaly, has undoubtedly constituted a crucial hairpin bend in national history since the unification of 1861⁴². Its specificity – not by chance, nor anomaly – coincided with the forms of the “Latin democracy” and served to align the State to the block of the liberal models in vogue in 19th century Europe, offering elements of constitutional affinity and near equivalence of government practices⁴³. From this point of view, the identity discourse not only questioned the reasons for the anthropological instability of the territorial framework in formation, but with it and through it a solid tradition of historical studies, on the one hand, sought to forge through the national foundation of a language the cultural dimension of a community, so as to strengthen and preserve the idiomatic unity

³⁹ Cf. E. Di Rienzo, *Un dopoguerra storiografico. Storici italiani tra guerra civile e Repubblica*, Firenze, Le Lettere, 2004.

⁴⁰ Cf. A. Oriani, *La rivolta ideale*, Napoli, Ricciardi, 1908; G. Volpe, *L'Italia in cammino*, Roma-Bari, Laterza, 1991; F. Chabod, *L'Italia contemporanea (1918-1948)*, Torino, Einaudi, 2002.

⁴¹ Cf. R. Romeo, *Risorgimento e capitalismo*, Roma-Bari, Laterza, 2008; G. Pescosolido, *Rosario Romeo*, Roma-Bari, Laterza, 1990, pp. 39-49.

⁴² Cf. C. Tullio-Altan, *La nostra Italia. Clientelismo, trasformismo e ribellismo dall'unità al 2000*, Milano, EGEA, 2000; L. Musella, *Il trasformismo*, Bologna, il Mulino, 2003; G. Sabbatucci, *Il trasformismo come sistema. Saggio sulla storia politica dell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 2003; M. Salvadori, *Storia d'Italia, crisi di regime e crisi di sistema: 1861-2013*, Bologna, il Mulino, 2013; G. Carocci, *Il trasformismo dall'unità ad oggi*, Milano, Unicopli, 2013.

⁴³ Cf. G. Galasso, *Stato nazionale e democrazia latina: il modello italiano*, in P. Ciocca-G. Toniolo (a cura di), *Storia economica d'Italia, 1. Interpretazioni*, Roma-Bari, Laterza, 1999, pp. 327-400.

in the face of the irrepressible particularisms which had been so tightly interwoven into the millenary history of Italy and indeed reinforced by centuries of foreign occupation and oppression; on the other hand the discourse on identity also attempted to promote, so to speak, the invention of a tradition shared by patriots who identified themselves as the sole repositories of the nation-building process⁴⁴.

Therefore, the category of national identity was formed at the time of the Romantic ferments and remains intimately connected to those anthropological traits that would have provided the foundation of the community of Italians in the mid-nineteenth century, eventually reunited under the aegis of an unprecedented statuesque framework⁴⁵. Not a single identity, therefore, but a multiplicity of references to the rich, centuries-old Italic cultural tradition, rethought in the light of a decisive turn of time for national destinies. Identity yes, but also decadence in the modern framework of the “territorial nations”⁴⁶, and the foreign predominance (French, Spanish, Austrian) was found to be a contributing factor in the Italian decline in long term development, which also gave rise to that lively sense of moral regeneration, that stubborn search for the collective ideals of independence and autonomy, those moral principles that have marked the national movement, proving to be decisive in explaining, in the end, the expectations of renewal, the passions and the proofs of redemption, but also the contradictions and disappointments of a whole movement crossed by turbulent and confused unitary feelings⁴⁷.

⁴⁴ Cf. R. Romeo, *Italia mille anni. Dall'età feudale all'Italia moderna ed europea*, Firenze, Le Monnier, 1996; G. Volpe, *L'Italia moderna, I. 1815-1898*, Firenze, Le Lettere, 2002.

⁴⁵ Cf. F. Chabod, *L'idea di nazione*, Roma-Bari, Laterza, 2011, p. 17; A. Quondam-G. Rizzo, *L'Identità nazionale. Miti e paradigmi storiografici ottocenteschi*, Roma, Bulzoni, 2005; *Rileggere l'Ottocento. Risorgimento e nazione*, a cura di M.L. Betri, Roma, Carocci, 2011.

⁴⁶ Cf., for example, in a southern trajectory, G. Galasso, *Napoli capitale. Identità politica e identità cittadina. Studi e ricerche 1266-1860*, Napoli, Electa, 2003; and G. Brancaccio, *Il “governo” del territorio nel Mezzogiorno moderno*, Lanciano, Itinerari, 1996.

⁴⁷ Cf. J.C.L. Simonde de Sismondi, *Storia delle Repubbliche italiane*, Torino, Bollati Boringhieri, 1996; G. Aliberti, *Carattere nazionale e identità italiana*, Roma, Nuova Cultura, 2009; F. Cusin, *Antistoria d'Italia*, Milano, Mondadori, 1970; A. De Benedictis-I. Fosi-L. Mannori, *Nazioni d'Italia. Identità politiche e appartenenze regionali fra Settecento ed Ottocento*, Roma, Viella, 2012; E. Di Ciommo, *I confini dell'identità. Teorie e modelli di nazione in Italia*, Roma-Bari, Laterza, 2005; E. Galli della Loggia-A. Schiavone, *Pensare l'Italia*, Torino, Einaudi, 2011; P. Gobetti, *Risorgimento senza eroi*, Torino, Edizioni del Baretto, 1926; A. Omodeo, *Difesa del Risorgimento*, Torino, Einaudi, 1951; G. Pécout, *Il lungo Risorgimento. La nascita dell'Italia contemporanea (1770-1922)*, Milano, Bruno Mondadori, 2011; L. Pirandello, *I vecchi e i giovani*, Milano, Mondadori, 1931 (I ed., 2 voll., Milano, Treves, 1913); A. Placanica, *L'identità del meridionale*, in “Meridiana”, 32, 1998, pp. 153-182; M. Sciarrini, “La Italia nazione”. *Il sentimento nazionale italiano in Età moderna*, Milano, F. Angeli, 2004; G. Tomasi di Lampedusa, *Il Gattopardo*, Milano, Feltrinelli, 1958; A. Zottoli, *Il sistema di don Abbondio*, Bari, Laterza, 1933. On various aspects related to the history of regional and city identity, particularly concerning the secular history of the Italian Mezzogiorno, cf. instead G. Vitolo, *Tra Napoli e Salerno. La costruzione dell'identità cittadina nel Mezzogiorno medievale*, Salerno, Carbone editore, 2001; G. Brancaccio, *Il Molise medievale e moderno*, Napoli, ESI, 2005; Id., *In provincia. Strutture e dinamiche storiche di Abruzzo Citra in età moderna*, Napoli, ESI, 2001; L. Delli Compagni, *Identità e nazione in Abruzzo tra Settecento e Ottocento. Politica Società Istituzioni*, L'Aquila, 2007; M. Mazziotti, *Ricordi di famiglia. 1780-1860*, Casalvelino, Galzerano, 2001.

In short, nothing more than the necessary corollary of that fundamental experience of struggle for national independence called the Risorgimento. This struggle precisely in the context of that nineteenth-century Romanticism led to Italian unity and helped to bring together under an undivided base meaningful terms such as territory, nation and identity in the intricate and legitimate attempt to establish a feeling of common belonging. However, it still struggle to find the unitary reasons for a harmonious and concordant understanding of the Italian national story.⁴⁸

⁴⁸ Cf. E. Di Rienzo, *Revisionismo, conservatorismo e tradizione storiografica. Gli studi sulla stagione rivoluzionaria in Italia*, in I. Botteri (a cura di), *Revisioni e revisionismi. Storie e dibattiti sulla modernità in Italia*, Brescia, Grafo edizioni, 2004, pp. 65-75; E. Di Rienzo, *Storia d'Italia e identità nazionale. Dalla Grande Guerra alla Repubblica*, Firenze, Le Lettere, 2006; M. Isnenghi, *Dieci lezioni sull'Italia contemporanea. Da quando non eravamo ancora nazione... a quando facciamo fatica a rimanerlo*, Roma, Donzelli, 2011.

Cavour : l'Italie, la Hongrie et l'Orient

SALVATORE BARBAGALLO

UNIVERSITA DEL SALENTO

Le Royaume d'Italie fut proclamé après l'annexion des territoires situés au sud de la Péninsule le 17 mars 1861, mais il fallut attendre la guerre franco-prussienne, le retrait de Rome des troupes françaises, le 3 août 1870, pour résoudre le problème romain. Après la chute du deuxième empire napoléonien (4 septembre 1870), les Bersaglieri italiens, le 20 septembre, après avoir ouvert une brèche dans les murs de la ville éternelle, en décrétèrent l'annexion dans le Royaume d'Italie. Finalement fut atteinte, avec la proclamation de "Roma capitale", la réunion tant attendue des petits États italiens à l'intérieur d'un système politique et administratif centralisé dont les fondements étaient posés dans le Statuto que Carlo Alberto avait accordée aux sujets du royaume de Sardaigne en 1848. Selon Fyodor Dostoïevski :

Les peuples qui se succédèrent en Italie pendant ces vingt siècles, comprenaient qu'ils étaient en gestation d'une idée mondiale ; ceux même qui ne la comprenaient pas, le devinaient, le sentaient. Leur art, leur science portaient l'empreinte de cette idée qui se réalisa même en partie. Plus tard la vaste conception s'émietta, et qu'en est-il reste ? Un petit royaume de second ordre plus ou moins uni *matériellement*, sans aucun soupçon de la grande tâche qui aurait pu être accomplie : l'unification *spirituelle* de tout l'Ancien Monde. L'œuvre du comte de Cavour, c'est ce petit royaume si ravi d'être de second ordre. On l'a bien dit. Le diplomate moderne est une « grande bête qui fait des petites choses »¹.

Je me suis arrêté sur ces réflexions du grand écrivain russe parce que je considère que le souverainisme si tant vanté par certains partis politiques italiens contemporains se nourrit d'une vision nationaliste et slavophile qui serpentait déjà dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans ce dessein était souhaitée l'insignifiance de l'union politique italienne (et européenne) telle qu'elle est aujourd'hui prévue par les orientations avancées pour atteindre une plus grande autonomie à travers le régionalisme différencié. Mais l'opposition à la modernisation, alors entendue comme contraste avec l'application du principe de la division sociale du travail, se manifeste aujourd'hui aussi dans l'opposition aux politiques de libre circulation des marchandises et des citoyens. Nous devons également noter que les jugements de Dostoïevski concernant un royaume italien endetté ont été utilisés par certains courants du nouveau révisionnisme historiographique qui ont conduit à alimenter, même

¹ F. Dostoïevski, *Journal d'un écrivain, 1873, 1876 et 1877*, trad. du russe par J.-W. Bienstock et John-Antoine Nau, Paris, Bibliothèque Charpentier, Eugène Fasquelle Editeur, 1904, p. 472.

inconsciemment, une vision nostalgique de la politique du régime bourbonien. En outre, nous ne pouvons manquer de souligner que l'exaltation de cette ruralité diffuse, capable de dominer et d'enrayer les effets néfastes de l'usine, se raccorde à un retard plus généralisé des pratiques agricoles constatées non seulement en Russie vis-à-vis des grandes puissances occidentales qui sont ses antagonistes, mais aussi dans le royaume de Naples par rapport aux royaumes de l'Italie septentrionale.

Nous devons cependant noter, non sans quelques réserves, que c'est précisément dans le Mezzogiorno de l'Italie que certains modèles économétriques basés sur des données relevées au XIX^e siècle, ont prouvé la présence "di parametri che, addirittura, suggerirebbero condizioni simili a quelle del Nord, se non addirittura migliori. Anzi, è emerso che fino al 1861 non esisteva un vero e proprio divario tra l'area settentrionale e quella meridionale"².

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la présence anglaise en Inde, la décadence de l'empire Ottoman et les visées expansionnistes des tsars en Orient rendaient les équilibres politiques bien établis dans la région des Balkans extrêmement fragiles et problématiques. Les répercussions de ce « grand jeu »³ eurent des répercussions sur les événements de l'unification italienne. En 1844 déjà, Cesare Balbo a imprimé l'œuvre *Delle Speranze d'Italia*, dans laquelle il posait les questions suivantes :

che si lascino le bocche del Danubio a chi non ne ha nè può aver mai il corso germanico, a chi non v'ha nè può avere interesse se non di chiuderlo? che si sottomettano al capriccio russo tutti i progressi commerciali della Germania? Ovvero, che si diano quelle bocche, e il corso inferiore di quella gran comunicazione germanica ed europea, a chi ha già tutto il corso superiore, a chi ha interesse a trarne tutto il profitto possibile per sè, e per altrui? – Che si aggiungano per contrafforte alle chiuse del Danubio le chiuse del Mar Nero, e si faccia di questo un lago, una darsena, un dock russo, dove s'esercitino e progrediscano tranquille le armate navali di quella potenza, per iscendere in poco più d'un dì nel Mediterraneo, e cadere in tre sul gran passaggio orientale di Alessandria e di Suez, e in dodici o quindici su qualunque altra stazione navale greca, austriaca, italiana, inglese, francese o spagnuola?⁴

Le contrôle des détroits du Bosphore, des Dardanelles avec le Danube par l'Autriche aurait permis une division des zones d'influence de la mer Noire, permettant à la Méditerranée de rester libre de « niun imperio »⁵. Mais ces objectifs pouvaient être atteints par une redistribution soignée des rémunérations, c'est-à-dire des cessions et des acquisitions de territoires sur lesquelles exercer son influence⁶. Ce sont précisément les dessins préconisés par le prince Eugenio di Savoia qui prédisaient que c'était dans l'intérêt de l'Autriche « il trasportare la propria potenza principalmente sul Danubio »⁷, et tout cela pouvait, encore

² G. Poli, *Le radici storiche della « diversità » meridionale*, in *Arte cultura società nell'Ottocento meridionale*, a cura di D. Donofrio Del Vecchio, Bari, Progedit, 2013, p. 25.

³ P. Hopkirk, *The Great Game : on secret service in High Asia*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

⁴ C. Balbo, *Delle speranze d'Italia*, Parigi, dalla libreria dei fratelli Firmin Didot, 1844, p. 114.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ivi*, pp. 114-115.

⁷ *Ivi*, p. 116.

plus facilement, être réalisé parce que le royaume autrichien « è la sola monarchia che non consti essenzialmente d'una nazione »⁸.

Pour l'Allemagne et la France, l'expansion politique de l'Autriche vers l'Est procurerait « accrescimenti, sfoghi commerciali o di popolazione ; ma a noi [italiani] darebbe il bene che li passa tutti, l'indipendenza »⁹. Mais déjà dans les deux deuxièmes éditions publiées la même année, Cesare Balbo s'aperçut que le schéma de son dessein suivait certaines intuitions contenues dans un plan conçu par le ministre des Affaires étrangères français Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord et soumis à Napoléon Bonaparte après la bataille d'Ulm¹⁰. Ce n'est qu'en profitant des conditions offertes par l'évolution des conjonctures des équilibres continentaux que l'on pouvait construire une action visant à unifier les petits États italiens.

Quand éclata la guerre entre la Russie et l'empire Ottoman soutenu par la France et l'Angleterre, la neutralité autrichienne permit au Royaume de Sardaigne d'embarquer à Gênes, le 25 avril 1855, un contingent de soldats en soutien aux deux puissances occidentales. Les pourparlers de paix se déroulèrent dans la capitale française entre le 25 février et le 16 avril 1856 ; et si d'une part l'assemblée de Paris n'avait pas apporté de résultats tangibles pour le royaume Sabaud, de l'autre il créa des prémisses pour rapprocher le royaume français de celui de Sardaigne.

Juste dans la capitale française, face à un Cavour qui menaçait d'entreprendre « une guerre terrible, une guerre à mort », le ministre britannique des Affaires étrangères Lord Clarendon s'écria-t-il : « Oh certainement si vous êtes dans l'embarras vous pouvez compter sur nous, et vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à votre aide »¹¹. Si les promesses anglaises¹² ne furent pas honorées, les intentions de Cavour de déclencher « *the war to the knife* »¹³ furent au contraire maintenues. Alors que les accords de Plombières étaient signés, le Piémont avait développé le projet de soutenir une rébellion précisément en Hongrie et dans l'Europe des Balkans. Ils étaient des suggestions et des intentions mûries dans le cadre des mouvements de libération polonais, hongrois et par le prince Jérôme Napoléon lui-même. A ces intentions n'étaient pas indifférents ceux qui venaient des consortiums de Mazziniens et de Garibaldiens. On établissait ainsi un axe entre le Ministre du Royaume de Sardaigne et « l'Europa sotterranea delle rivoluzioni » afin d'organiser

⁸ *Ibidem*.

⁹ Ivi, p. 144.

¹⁰ Cesare Balbo avait pris connaissance de l'intuition heureuse de Talleyrand par la lecture du livre de F.-A. A. Mignet, *Notices et Mémoires historiques*, tomo I, Paris, Paulin Libraire-Éditeur, 1843, p. 132. Sur ce point, voir également D. Cooper, *Talleyrand*, Milano, Mondadori, 1974, pp. 104-105.

¹¹ La lettre a été envoyée à Urbano Rattazzi de Paris le 12 avril 1856, C. Benso di Cavour, *Lettere edite ed inedite raccolte ed illustrate da Luigi Chiaia deputato al parlamento*, seconda edizione riveduta ed accresciuta, Volume II, Torino, Roux e Favale, 1884, p. 427.

¹² G. Talamo, *Il Piemonte e l'età cavouriana*, in *La storia d'Italia*, Vol. 17, *Il Risorgimento e l'Unità*, Roma, La biblioteca di Repubblica, 2004, p. 655-656. Sur les circonstances qui ont amené les Britanniques à modifier les plans présentés par Clarendon à Cavour, voir S. Barbagallo, *Il Risorgimento italiano tra Oriente e Occidente*, in A. Lerra (a cura di), *La Basilicata per l'Unità d'Italia. Cultura e pratica politico-istituzionale (1848-1876)*, Atti del Convegno nazionale di studio, Potenza, 22-23 settembre 2011, Milano, Guerini e associati, 2014, pp. 544-548.

¹³ C. Benso di Cavour, *Lettere edite ed inedite raccolte ed illustrate da Luigi Chiaia deputato al parlamento*, cit., 1884, p. 427.

« una insurrezione sul Danubio ». Un plan téméraire pour affaiblir la puissance de l'empire des Habsbourg grâce à « l'interdipendenza strategica tra il Po e il Danubio »¹⁴. Les plans comportaient la création de dépôts d'armes dans les territoires danubiens et les approvisionnements d'armes devaient être surveillés à travers le vigile et attentif contrôle de Francesco Ferdinando Astengo, consul du Royaume de Sardaigne en Serbie, qui arriva « a Belgrado il 22 marzo 1859 »¹⁵. Grâce à la complicité d'Alexandru Ioan Cuza, déjà élu prince de Moldavie le 17 janvier 1859 et de Valachie le 5 février, les dépôts furent placés le long de la vallée du Sereth.

Les 20 000 fusils vendus par les Français à la Maison de Savoie vers la mi-mai furent embarqués « a Marsiglia sul brick "Maria" », qui avait été acheté par le consul piémontais en Serbie Vincenzo Durio, et arrivèrent « a Galatz il 25 giugno »¹⁶. L'opération, loin de rester secrète, fut suivie par les émissaires autrichiens qui protestèrent auprès du gouvernement Ottoman. Mais désormais la signature de l'armistice de Villafranca du 11 juillet 1859 avait gelé toute intention d'insurrection¹⁷.

Mais ce sont précisément ces événements qui ont conduit à l'armistice de Villafranca, selon Luigi Chiala, qui se sont déroulés dans des circonstances qui n'étaient rien de moins que mystérieuses et dignes d'un thriller. En effet, le 5 juillet 1883, le député d'Ivrea adressa à Isaac Artom une lettre dans laquelle il signalait à l'ancien secrétaire de Cavour des extraits de *Memories* de Lajos Kossuth¹⁸ relatifs à la période de la seconde guerre d'indépendance italienne. Dans ces écrits, Kossuth rappelle que « le 7 décembre 1858 » son ami et exilé « Daniel Iranyi » lui avait dit qu'il avait été approché par « Mieroslowski »¹⁹, un « général polonais exilé » qui lui a demandé, pour le compte du « Prince Napoléon », de lui indiquer le nom d'un hongrois « lequel irait en Italie s'informer de la force et des dispositions des régiments hongrois » parce que la guerre était proche. Le plan rapporté par Ludwik Adam Mierosławski prévoyait que « *Le Piémont céderait à la France la Savoie et Nice, et recevrait en échange le Milanais jusqu'au Mincio. Si l'Autriche, après la prise du Milanais, consentait à en être dépossédée, alors on conclurait la paix avec elle sans pousser les choses plus loin* ». Chiala lui-même soulignait que les reliefs attribués par Kossuth à l'exilé polonais à Paris reproduisaient « mot à mot les conditions auxquelles sept mois plus tard, en juillet 1859, la guerre fut terminée à Villafranca ». En effet, ces faits apparaissaient très étranges, et Chiala, à juste titre, notait que « ou Mieroslowski était prophète (s'il naît encore des prophètes dans notre siècle de machines à vapeur), ou bien cette question se pose devant l'historien : l'arrangement de Villafranca était-il réellement un produit de la nécessité du moment, notamment de la perspective d'une intervention

¹⁴ A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, Torino, Ilte, 1958, p. 114; S. Barbagallo, *Il Risorgimento italiano tra Oriente e Occidente*, cit., p. 548-549.

¹⁵ A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 123.

¹⁶ Ivi, p. 132.

¹⁷ Ivi, p. 132.

¹⁸ L. Kossuth, *Souvenirs et écrits de mon exil, période de la guerre d'Italie*, Paris, E. Plon, 1880.

¹⁹ Ludwik Adam Mierosławski (Nemours, 17 janvier 1814 – Paris, 22 novembre 1878) était un général et patriote polonais exilé à Paris.

armée de la Prusse ; ou bien était-ce un plan froidement et silencieusement combiné que ne soupçonnaient ni Cavour, ni le premier soldat d'Italie, le Roi Victor Emmanuel ?²⁰ ».

Le 21 janvier 1860, Cavour fut appelé à présider le nouveau gouvernement²¹. L'année précédente avait été créé à Paris le Comité National hongrois, un organisme qui assumait les fonctions d'un gouvernement en exil composé de Lajos Kossuth, László Teleki et György Klapka²². Les trois exilés hongrois adressèrent au Premier ministre du Royaume de Sardaigne une lettre dans laquelle ils présentaient les demandes suivantes : envoyer au plus vite « dans les Principautés Danubiennes et en Serbie » cinquante mille fusils, « deux batteries de canons avec les munitions nécessaires et 2 à 3 mille sabres » ; 2) deux cent mille francs pour organiser les mouvements croates, intervenir sur les « Régiments » frontaliers de Croates et de Slavons et assurer le soutien des « Serbes de la Voïvodine et du Banat et des Roumains de Transylvanie » ; 3) cent mille francs pour les « agents secrets » et autres frais ; 4) un prêt pour subventionner les phases initiales de la guerre et un prêt de deux cent mille francs pour l'achat des machines à imprimer les billets de banque ; 5) un dépôt d'uniformes pour trois mille soldats²³.

Les armes furent prélevées dans les entrepôts de Gênes et de Turin pour être chargées sur les bateaux *Tito*, *Emma*, *Joseph*, *Matilde* et *Union*, mais aucune mesure ne fut prise pour garder secrète toute l'opération. Quand les deux premiers bateaux arrivèrent dans la capitale turque, Marcello Cerruti constata avec stupeur que sur les caisses n'avaient pas été enlevées les inscriptions « *Regio Arsenale di Genova*, *Regio Arsenale di Torino* », visibles par ceux qui voudraient observer de loin avec des jumelles le pont du navire. Le représentant devait donc procéder au retrait de ces écritures et à la répétition de l'opération sur tous les autres bateaux à l'arrivée. L'opération fut gérée de manière approximative et l'armée prouva encore une fois qu'elle ne pouvait pas remplir ses fonctions. L'expédition d'armes fut découverte par les Autrichiens qui, d'ailleurs, protestaient contre le traité commercial entre les Piémontais et les Ottomans, signé le 31 juillet 1854, qui, dans l'article 6, interdisait les activités commerciales d'armes sans le consentement du gouvernement.

S'il était important pour Cavour que la cargaison reste dans les principautés danubiennes, l'intervention ferme de l'ambassadeur britannique à Constantinople conduisit le gouvernement turc à renvoyer les deux derniers navires qui aboutirent dans la capitale ottomane. Tandis que les armes arrivées dans les magasins de Galatz furent embarquées sur les deux bateaux de guerre anglais *Banshee* et *Psiches* et ramenées à Gênes²⁴.

²⁰ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Chiala invia a Artom una pagina delle "Memorie" di Kossuth, Roma, 5 luglio 1883.

²¹ Cfr. G. Candeloro, *Storia dell'Italia moderna*, vol. IV, *Dalla Rivoluzione nazionale all'Unità*, Milano 1975, p. 403.

²² "For their part, the leaders of the Hungarian revolution in exile were experiencing their own difficulties. Kossuth, with the help of Teleki and György Klapka, created a Hungarian National Directorate in Paris in 1859, a kind of Hungarian government in exile", L. Kürti, *Liberty, Equality, and Nationality*, in M. Fitzpatrick (ed. by), *Liberal Imperialism in Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, p. 102.

²³ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Lettera Kossuth, Teleki e Klapka a Cavour, s.l., s.d. 1860. Voir aussi A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 134.

²⁴ A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., pp. 135-137.

Malgré les échecs endurés, le gouvernement Sabaudo n'abandonna pas l'idée de continuer à soutenir les intentions d'insurrection mûries parmi les patriotes hongrois qui avaient conduit à la formation d'une « Hungarian National Directorate in Paris in 1859, a kind of Hungarian government in exile »²⁵. Le 21 novembre 1860, Kossuth envoya à Cavour *un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese circa l'eventuale collaborazione dell'Ungheria in una guerra dell'Italia contro l'Austria*²⁶ et en 1861, après avoir participé à l'expédition de Garibaldi dans le Mezzogiorno d'Italie, la Légion Hongroise fut inscrite dans les rangs de l'armée piémontaise en respectant toutes les conditions contenues dans une *Copia di relazione di Kossuth per Cavour*, dans le but de veiller à ce qu'elle soit « destinée à l'affranchissement de la Hongrie »²⁷.

Depuis 1861, le même György Klapka commence à percevoir les difficultés qui se profilent à l'horizon. Dans une lettre envoyée par Paris le 27 mai 1861, il écrit : « J'ai vu le Prince Napoléon et le Comte Vimercati. Le premier ennuyé par bien des choses se prépare à faire un voyage de deux mois dans la Méditerranée. Le Comte m'a fait part des inquiétudes qu'on nourrit en haut lieu au sujet de la question d'Orient. Il est à désirer que la crise qui doit venir de ce côté ne nous surprenne pas trop »²⁸.

Malgré ces événements, Cavour n'a pas interrompu ses contacts avec le Comité hongrois. De la lecture de la correspondance d'Isaac Artom, secrétaire du ministre piémontais, dans un *promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese*, il ressort qu'en 1860 Lajos Kossuth avait été reçu par Cavour pour renforcer les engagements que Carlo Alberto avait promus dès 1849 en chargeant le colonel et comte Alessandro Monti de se rendre vers les territoires hongrois « en qualité d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire » pour « reconnaître en son nom l'indépendance de la Hongrie et de lui offrir un traité d'alliance formel, avant même que la nation hongroise ait officiellement déclaré son indépendance »²⁹. Dans sa mémoire, Kossuth répète que

²⁵ L. Kürti, *Liberty, Equality, and Nationality*, in M. Fitzpatrick (ed. by), *Liberal Imperialism in Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 101-102.

²⁶ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Copia autografa di Artom di una memoria di Kossuth inviata a Cavour. Si tratta di un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese circa l'eventuale collaborazione dell'Ungheria in una guerra dell'Italia contro l'Austria, s.l., 21 novembre 1860.

²⁷ La copie du Statut continue en déclarant : « Si donc il est tout naturel que, pendant qu'elle se trouve sur le sol Italien, le Gouvernement du Roi. L'emploie militairement comme bon lui semble, et qu'elle lui doive de l'obéissance elle ne saurait pourtant être fondue dans l'armée royale ; mais elle forme un corps auxiliaire sous les ordres d'un commandant nommé, et revocable sur la proposition du Comité National Hongrois par le Ministère de la guerre, auquel la Légion sera soumise sous le rapport du service. Toutefois il serait bon de l'agréger à la division du Général Turr à l'égal de toute autre brigade de l'armée. Ce général pour tout ce qui regarde le service sera l'intermédiaire entre la Légion – d'une part, le Ministère et le Comité de l'autre part », Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Copia calligrafica dello Statuto Organizzativo della Legione Ungherese inviato da Kossuth a Cavour, Torino, 1 giugno 1861.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Copia autografa di Artom di una memoria di Kossuth inviata a Cavour. Si tratta di un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese circa l'eventuale collaborazione dell'Ungheria in una guerra dell'Italia contro l'Austria, s.l., 21 novembre 1860.

La base de notre accord étant ainsi établie, nous sommes heureux de pouvoir constater, qu'il n'entre pas dans les pensées du Gouvernement du Roi de se servir d'une insurrection en Hongrie, en manière d'une simple diversion; mais qu'il s'agit d'une alliance entre les deux pays pour la guerre éventuelle contre l'Autriche ; et que le Gouvernement de S.M. accepte pour un des points principaux du programme de cette guerre et pour un des buts coordonnés de l'alliance, l'affranchissement définitif de la Hongrie, de dessous la domination autrichienne et le rétablissement de son indépendance entière, qui fut déjà formellement décrétée par le vote unanime de la nation Hongroise le 14 et le 19 avril 1849 ; d'autant plus que cette Indépendance légitimement établie par la volonté nationale ne fut arrêtée que par l'intervention étrangère, l'inadmissibilité de laquelle contre la volonté de la nation ; est aujourd'hui formellement reconnue par la France et l'Angleterre par suite des heureux événements en Italie³⁰.

Mais, au-delà des déclarations purement abstraites, le Comité National Hongrois déclarait à Cavour qu'il était dans l'urgence de devoir demander l'envoi en Hongrie d'un « Corps Auxiliaire Italien » soutenu par les forces maritimes du royaume de Sardaigne, nécessaire « à opérer le débarquement, à établir une base de communication et à assurer la ligne entre la mer et la Hongrie en occupant la Dalmatie et la Croatie et à rendre ainsi possible le passage rapide en Hongrie de la légion hongroise »³¹. Cette demande du Comité était dictée par la constatation que « employés en Italie ces 30 ou 40 m. hommes ne vaudraient que 30 ou 40 m. hommes tandis que envoyés en Hongrie ils vaudraient une nation de 15 millions et une armée de 200 mille hommes qu'ils nous mettrons à même de ranger en ordre de bataille en peu de semaines »³². Ce plan aurait permis aux conspirateurs hongrois de diviser « les forces de l'ennemi, [et ainsi] on portera la dissolution dans son armée et on compromettra sa base d'opération en menaçant sa ligne de communication ». Pour le Comité c'était

donc convenu que les opérations se feront du côté de l'Adriatique avec un corps auxiliaire italien et avec les troupes hongroises organisées dans ce but en Italie : du côté des Principautés Unies et de la Serbie avec les détachements qui seront formés sur toute la frontière du Banat et de la Transylvanie – enfin avec le soulèvement du pays d'un bout à l'autre au moment où ces différentes forces franchiront la frontière³³.

Outre l'intervention de groupes armés venant de l'extérieur, elle était prévue la formation d'une force militaire interne : et la campagne de recrutement comportait « la triste mais inévitable nécessité de devoir solliciter un subside de dix millions de francs pour la première mise en campagne, en manière d'emprunt national »³⁴.

³⁰ *Ibidem.*

³¹ *Ibidem.*

³² *Ibidem.*

³³ *Ibidem.*

³⁴ *Ibidem.*

Mais les dessins du royaume de Sardaigne étaient désormais destinés à organiser l'expédition des Mille au Royaume de Naples, à établir les modalités de l'annexion de la Toscane et des territoires d'Émilie à travers deux plébiscites. A tout cela s'ajoutaient les problèmes liés à la Question Romaine, au brigandage dans les provinces centre-sud et à la définition de la forme de l'État de plus en plus centralisée du nouveau royaume. C'est pourquoi les projets visant à soutenir un soulèvement hongrois ont été retardés, même pour ne pas interférer avec les politiques anglaises dans l'Adriatique. Ce fut un bref intervalle : en effet, lorsque les équilibres de la région orientale de l'Europe furent troublés par l'insurrection polonaise (le 22 janvier 1863), le cadre politique pouvait faire avancer une réouverture des présupposés insurrectionnels. La répression acharnée des Russes et la stigmatisation immédiate de la France et de l'Angleterre par le biais d'une note laissaient présager de nouveaux scénarios qui mettaient la cour de Vienne en difficulté. Ainsi, grâce à l'appui prussien, la Russie a pu déployer la puissance de son appareil militaire pour l'emporter sur les forces des Polonais, tandis que les intentions annoncées par les grandes puissances occidentales demeurèrent une pieuse intention. Pendant ce temps, le parti qui défendait l'objectif d'une indépendance absolue depuis 1861 s'était rassemblé autour de Ferenc Deák qui se bat « toujours la loi à la main » mais qui « une fois cette lutte légale close il fera place aux autres »³⁵.

Mais déjà le 2 septembre 1864, György Klapka envoyait à Marco Minghetti un rapport dans lequel, suite à la situation politique européenne, en particulier hongroise et italienne, préconisait la reprise du projet d'une insurrection dans les terres hongroises. A cette fin, les préparatifs de défense militaire ont été confiés « au Comité central et à son représentant hors du pays M. Georges de Komaromy ». De son côté, Klapka devait assurer l'approvisionnement en armes, les relations avec les départements hongrois qui militaient dans l'armée autrichienne et les relations avec les Slaves et les Polonais. Le général hongrois se mit en contact en Suisse avec les fabricants d'armes pour acheter « 10 000 fusils rayés » à expédier en Hongrie par les territoires allemands autrichiens. Organiser le trafic d'armes s'avéra dès le début l'opération la plus compliquée : les armes par l'action de quelques contrebandiers franchissaient la frontière avec l'Autriche et de « In[n]sbruck » étaient apportées à Klagenfurth « d'où elles repartaient pour la Hongrie ». Les saisies répétées d'armes ont permis au Comité d'insurrection d'essayer de suivre un autre chemin à travers la Galicie, mais sans meilleur résultat. Nonostante ciò

[Le peuple] a vu pour la première fois qu'une organisation secrète et forte s'occupait fermement de la délivrance de la Hongrie et aujourd'hui il croit qu'un grand nombre d'armes resté inaperçu des Autrichiens se trouve caché et à sa disposition pour le moment de l'action.

Cette circonstance n'a pu que fortifier ses espérances dans un meilleur avenir et les prochains événements le trouveront prêt³⁶.

³⁵ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, George Klapka, fasc. 100, Copia calligrafica e dattiloscritta di promemoria di Klapka a Cavour circa l'organizzazione militare dell'esercito ungherese, Parigi, 27 maggio 1861.

³⁶ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, George Klapka, fasc. 100, Copia autografa di Artom della relazione di Klapka sull'organizzazione di attività insurrezionale nei paesi danubiani, s.l., 2 settembre 1864.

À la suite des saisies effectuées par les Autrichiens de presque toutes les armes présentes sur le territoire, le général Nándor Éber fut chargé de jeter les bases des activités de conspiration dans la région « sur le bas Danube » et le long de la « frontière orientale de la Hongrie ». Ces intentions se sont révélées fructueuses parce que, comme le soulignait Klapka dans son rapport, « le Général Éber n'a ni confiscation ni pertes encore à déplorer ». Les rapports étaient également reconstitués avec les unités composées de militaires hongrois et surtout avec les départements de cavalerie (Huszár) qui avaient été « stationnés en Galicie, en Bohême, et en Moravie ». Les contacts avec les « Slaves Autrichiens », surtout avec les Tchèques et les Croates, furent confiés à « M. Przibilski », tandis que les activités imprudentes des mazziniens dans les principautés danubiennes, et en particulier du « Major Frigessy et M. Bolzeslamski » étaient sur le point de « nous gâter cette précieuse base »³⁷.

Pour compenser les pertes d'armes subies, György Klapka chargea le comte Scheertosz d'approcher le prince Alexandru Ioan Cuza pour demander la restitution des dix mille fusils qu'il détenait pour le compte des Hongrois ; « M. Scheertosz très bien accueilli d'abord fut, sur les instances probables de l'Autriche, invité tout-à-coup à quitter le pays ». Malgré ces circonstances défavorables, György Klapka conclut, au nom du Comité d'insurrection hongrois, qu'il était nécessaire que le gouvernement italien désigne un « délégué secret italien » chargé de traiter les « affaires hongroises » avec le « Gen. Eber sur ses opérations en Transylvanie » et avec les « représentants hongrois sur les trois sphères de notre activité, c'est-à-dire la Hongrie, la Serbie et les Principautés Danubiennes »³⁸. Dans l'état actuel des faits, ou plutôt de la lecture de la documentation et des échanges épistolaires entre le Ministre du Royaume de Sardaigne et le Comité d'insurrection hongrois, les engagements financiers que la maison de Savoie consacre à l'organisation du soulèvement apparaissent clairement. Et il ne s'agit pas seulement de dépenses importantes en armes : les bonnes dispositions apparaissent avec suffisamment d'évidence pour fournir également un soutien de soldats.

La question qui se pose maintenant est la suivante : pourquoi les intentions insurrectionnelles n'ont-elles pas été déployées ? Même si la question ne trouve pas de réponse claire, nous pouvons en tout cas trouver des preuves indirectes parmi les cartes d'archives. Ces preuves nous conduisent à des suppositions. Tout d'abord, dès le conflit qui l'a amené à se heurter aux armes autrichiennes, Cavour s'était engagé pour que les hostilités n'impliquent pas l'Angleterre, la Prusse et la Russie ; un éventuel soulèvement hongrois avec le soutien actif des Piémontais aurait pu déclencher les intentions de guerre des grandes puissances continentales³⁹. Cavour avait clairement compris combien étaient

³⁷ Dans son rapport, Klapka écrit : « Je du de suite à la première nouvelle y envoyer une commission secrète pour contrecarrer l'action de ces MM. reparer le mal qu'ils nous avaient causé, prévenir la demoralisation des forces hongroises et sauvegarder ainsi le terrain le plus important pour nos opérations futures. La Commission à son arrivée trouva tous les éléments d'action en plein desordre Frigessy fut bientôt après arrêté et plusieurs hongrois expulsés », *Ibidem*.

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ Dans les instructions envoyées par Cavour au Consul du Royaume de Sardaigne à Bucarest, Annibale Strambio, le Premier Ministre écrivait : « ella avrà sempre innanzi agli occhi della mente quale è il primario interesse del Piemonte nel condurre la impresa cui si è accinto coll'aiuto della Francia. Preme al governo del Re che la guerra rimanga circoscritta all'Italia e che sia combattuta solamente dalle armi collegate della Sardegna e della Francia. Una diversione in Oriente sarebbe

« numerose ed intime le connessioni esistenti fra la questione d'Oriente e la questione italiana » et il n'ignorait pas « che dallo stato e dalle aspirazioni degli abitanti della valle del Danubio » pouvaient venir des possibilités de réaliser « con maggiore prontezza e miglior probabilità di buon esito l'impresa dell'acquisto dell'indipendenza italiana ».

Il fallait donc construire une ligne politique du Royaume de Sardaigne capable d'insérer les intérêts complexes dans une perspective de la Méditerranée, du monde slave et grec⁴⁰, qui se déplaçaient dans l'aire balkanique et danubienne pour les plier aux desseins de l'unification italienne⁴¹. Nous ne devons pas manquer de souligner que le grand homme d'État italien, après les incidents diplomatiques qui ont suivi l'envoi d'armes dans les principautés du Danube, ne voulait pas encourir d'autres débâcles qui pourraient compromettre ses plans. Alors, pour mieux connaître la situation politique de cette région, il envoya Marcello Cerruti comme émissaire pour recueillir des nouvelles et des impressions. Dans les instructions, il y a des craintes que l'on puisse réformer une coalition basée sur les principes de la « Santa Alleanza », et demande par conséquent à son envoyé de ne pas faire fuir de sympathie envers les rebelles polonais mais en même temps d'examiner s'il serait possible d'utiliser les dissidents polonais pour contrer une éventuelle ingérence militaire russe à l'aide de l'Autriche. En outre, il fallait vérifier jusqu'à quel point le Tsar s'était exposé avec ses armées pour donner un coup de main aux Habsbourg en cas d'éventuelle rébellion hongroise.

funesta. La Russia non ne rimarrebbe spettatrice inoperosa ed allora l'Inghilterra entrebbe in campo e ad un suo cenno la Prussia e l'Alemagna intiera. Certo la Francia e il Piemonte hanno preveduto anche questa eventualità dolorosa e saprebbero, occorrendo, affrontarla. Ma i loro sforzi più energici e costanti mirano ad impedirla, a renderla impossibile », *Cavour ad Annibale Strambio*, Torino 24 maggio 1859, in A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 386.

⁴⁰ Cavour demandait à Cerutti de collecter en Serbie et dans les principautés de Moldavie et de Valachie « tutte le informazioni relative alla Bosnia, all'Erzegovina ed al Montenegro ». Ajoutait en outre : « il di Lei soggiorno a Costantinopoli le procurerà eziandio modo di ben conoscere le condizioni della Bulgaria. In questi paesi è soprattutto a cercarsi l'influenza dell'elemento religioso : è d'uopo riconoscere se questa influenza sia ancora per immediato effetto la prevalenza politica russa; infine occorre sapere se i cristiani della Bosnia e della Bulgaria sono già attualmente capaci di conquistare e di ritenere durevolmente il sopravvento sulle popolazioni turche.

Queste indagini sono necessarie per decidere se abbia a favorirsi in quei paesi la formazione di Stati cristiani indipendenti, o se come fu proposto spesso dai pubblicisti convenga cercare di compensar l'Austria della perdita del Veneto coll'accordarle le provincie turche sino al Golfo di Salonicchio.

Questo disegno non potrebbe effettuarsi che a danno gravissimo della Grecia, la quale ha per l'opposto smisurate ambizioni di ingrandimento. L'Italia sarebbe certo lieta di veder risorgere e grandeggiare mercé un nuovo Impero Bizantino la sua sorella primogenita di civiltà. Sarebbe incalcolabile il vantaggio che ridonderebbe all'Europa se mercé il rifiorimento contemporaneo della Spagna, dell'Italia e della Grecia le razze latine avessero di nuovo il predominio del Mediterraneo. Ma questi disegni che saranno forse effettuabili in un più remoto avvenire sembrano poco attuabili in questo momento. La S. V. Ill.ma potrà dirmi però quale sia il suo avviso in proposito.

Fra i vari modi con cui si propone di riordinare l'Europa Orientale è da annoverarsi, altresì, il progetto di formare una federazione di Stati slavi aventi a centro od a nucleo principale l'Ungheria. Io prego la S. V. Ill.ma di volermi riferire il suo giudizio anche su questa proposta », *Cavour a Marcello Cerruti*, Torino 18 settembre 1860, in A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 391.

⁴¹ Ivi, p. 389.

Un moto insurrezionale che dal littorale dalmata ed illirico si estendesse sino alle rive del Baltico sarebbe così formidabile da dar grave pensiero anche al Governo Russo. Il Gabinetto di Pietroburgo si esporrebbe a questo grave pericolo se intervenisse di nuovo in Ungheria: esso impedirebbe d'altronde per sempre quella riunione dei due grandi rami della razza slava, quello del sud e quello del nord, a cui mira in segreto, e che è la speranza dei panslavisti⁴².

Les termes de la question sur le front oriental du continent européen avaient déjà été mal posés dans le Traité international de Paris de 1856 : un accord qui montrait l'intention des puissances de délimiter les frontières des États en utilisant le principe de la nationalité de ces peuples. Dans un contexte territorial extrêmement diversifié et complexe, où confluaient les civilisations des trois grandes traditions religieuses (orthodoxe, islamique et catholique), il fallait au moins amener les empires et les puissances occidentaux à élaborer des « soluzioni di convivenza più appropriate »⁴³. Au lieu de cela, les Habsbourg décidèrent de suivre la politique étrangère tracée par le vieux chancelier Klemens von Metternich qui, dans une lettre à Karl Ferdinand von Buol-Schauenstein, soutenait que:

L'*État du centre* ne peut se laisser traîner à la remorque ni du côté de l'Orient ni de celui de l'Occident. La situation géographique qui lui est particulière l'en empêcherait, si des raisons morales ne venaient se joindre à cette première considération. Nous sommes appelés à faire pencher la balance du côté du rétablissement de la paix, c'est-à-dire de la fin définitive d'une situation déplorable, mais nullement à laisser faire de nous l'avant-garde de l'Orient contre l'Occident ou de l'Occident contre l'Orient⁴⁴.

Poursuivant cette orientation, l'Empire ne voulut pas prendre en considération une autre ligne politique visant à affirmer une présence hégémonique dans la région du Danube, et pour cette raison il ne suivit pas ce que Cesare Balbo voulut définir comme « la sua natura » et donc accomplir son destin pour entreprendre une activité visant à devenir promotrice et interprète d'un programme progressiste. Ne voulant pas ainsi poursuivre une politique d'expansion en Orient, le royaume des Habsbourg se heurta à « un'inevitabile serie di esitazioni, di contrasti e indebolimenti » déterminée par toutes les nations de l'Occident européen qui gravitaient « su di lei » et qui ressentaient la nécessité et la tâche inéluctable « di compiere essa tutta il suo movimento orientale ». Et par ces réflexions, l'homme d'État piémontais concluait prophétiquement que

la prima e principale spinta verrà probabilmente, da Germania. Chiusa nel cuor d'Europa, con una sola spiaggia marittima, e questa povera di grandi aditi e lontanissima da ogni comunicazione coll'Oriente, la nazione germanica non può prender parte al gran movimento, se non spingendo innanzi Austria e Prussia in quella direzione; cioè, per parlar chiaro, Austria sulle provincie turche, Prussia sulle polacche⁴⁵.

⁴² Ivi, 1958, p. 392.

⁴³ S. Barbagallo, *Il Risorgimento italiano tra Oriente e Occidente*, cit., p. 556.

⁴⁴ K. Metternich, *Mémoires*, volume VIII, Parigi, Typographie de E. Plon, 1884, p. 376.

⁴⁵ C. Balbo, *Delle speranze d'Italia*, Parigi, dalla libreria dei fratelli Firmin Didot, 1844, pp. 118-119.

Malheureusement, avec la Troisième Guerre de l'Indépendance italienne – autrement connue comme guerre austro-prussienne – les Habsbourg perdirent les territoires vénitiens sans avoir su acquérir cette prééminence tant invoquée par Balbo dans la région du Danube.

Pour en revenir à Cavour, homme d'État clairvoyant, il avait constaté que cinq ans après le congrès de Paris les équilibres politiques entre les grandes puissances européennes avaient changé. Après cette réunion, en effet, « la Francia di Napoleone III s'avvicinava alla Russia e l'Austria – ahimè – l'Austria si avvicinava all'Inghilterra »⁴⁶. Dans la *Bozza autografa di Artom del progetto di Cavour a lui dettato sull'organizzazione dell'Europa* du 1861, le grand homme d'État italien observait que l'Autriche se faisait le bouclier de l'Allemagne pour défendre ses intérêts et que la Russie, après avoir tenté inutilement d'établir une union d'intentions avec la France pour réaliser ses dessins en Orient, il se repositionnait sur une politique inspirée des principes de la « Sainte Alliance »⁴⁷. Ces considérations ont incité Cavour à prendre acte que face à une probable alliance des « trois puissances du Nord »⁴⁸ il était donc nécessaire de porter tous les efforts de la diplomatie italienne vers un accord avec l'Angleterre. Les lignes d'orientation de cette politique étrangère devaient reprendre les fondements qui avaient inspiré l'entente entre les trois alliés de la guerre en Crimée, en se référant aux deux principes qu'ils établissaient : la constitution de l'unification politique de la Péninsule au profit de la maison régnante de la Savoie et la défense des intérêts français et anglais en Orient. Ces objectifs devaient être poursuivis en redéfinissant les principaux domaines d'influence dans la région orientale. Pour ce faire, Cavour envisageait la structure suivante : l'Égypte et la Syrie devaient tomber sous le contrôle de l'Angleterre ; la Hongrie devait devenir le centre de gravité politique d'une union formée de populations illyriennes avec les populations slaves de la Mer Méditerranée et du Danube ; le duc de Brabant, Léopold Louis Philippe Marie Victor de Saxe Cobourg-Gotha, devait prendre le trône d'un royaume constitué par les territoires de la Grèce avec Constantinople capitale ; enfin, la Prusse devait exercer son contrôle sur les populations allemandes du Rhin et sur les populations baltes.

Par ailleurs, le renforcement du royaume italien et du royaume allemand aurait constitué un solide rempart à la consolidation de la puissance française et un obstacle plus efficace que ce système conçu à travers le mécanisme de la « neutralité de la Belgique »⁴⁹. En outre, pour freiner l'union des États sous l'hégémonie russe et pour conjurer l'éventualité du déploiement du despotisme du Tsar qui aurait pu s'adresser aux régions baltes, de la Méditerranée et de la Mer Noire, il fallait favoriser la création d'une confédération slave sous l'hégémonie hongroise. De cette façon, « en perdant la Hongrie et la Vénétie, l'Autriche resterait une Puissance de 3^{ème} ordre »⁵⁰.

⁴⁶ G. Berti, *Russia e stati italiani nel Risorgimento*, Torino 1957, p. 667.

⁴⁷ Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 5, Carte cavouriane (documentazione autografa e dettata a Artom), fasc. 201, Progetto Cavour, *Bozza autografa di Artom del progetto di Cavour a lui dettato sull'organizzazione dell'Europa*, s.l. s.d. (1861 ca.), f. 90.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *Ivi*, f. 93.

⁵⁰ *Ibidem*.

Pascoli 1911: il discorso “La grande Proletaria si è mossa”

GIAMPAOLO BORGHELLO

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI UDINE

Il 26 Novembre 1911 al Teatro dei Differenti di Barga (Lucca) Giovanni Pascoli tenne, in occasione dello scoppio della guerra contro la Turchia (per la conquista della Libia), il discorso “La grande Proletaria si è mossa”. La ‘grande Proletaria’ era l’Italia, nazione povera e derelitta tra le nazioni ricche e potenti. Il discorso fu pubblicato il giorno seguente sul giornale di Roma “La Tribuna” ed ebbe vasta risonanza nazionale e internazionale¹.

Per un rapido inquadramento letterario del Pascoli si può agevolmente partire da un flash sui famosi tre tavoli dello studio del poeta, ancor oggi ben visibili nella casa di Castelvecchio di Barga². I tre tavoli erano dedicati rispettivamente alla poesia italiana, a quella latina, agli studi danteschi³. L’immagine dei tre tavoli è di compresenza e, al tempo stesso, di distinzione. Viene assicurata innanzitutto la pari dignità tra l’esperienza della poesia latina e i versi italiani, prefigurando a chiare lettere il modulo di un «bilinguismo» pascoliano: non dunque la voce latina del Pascoli come «aspetto minore», culta ricerca di dotto professore di lettere classiche, ardua sperimentazione per la comunità dei sapienti, ma momento di pari livello stilistico ed espressivo. E parità è assicurata (accanto a questi due filoni del Pascoli creativo) a Pascoli acuto e originale studioso del mondo dantesco. Si badi bene: non un tavolo genericamente riservato all’attività di critico letterario (tavolo che potremmo idealmente ritrovare per molti autori dell’Ottocento o del Novecento), ma un tavolo specificamente dedicato e consacrato agli studi danteschi, cui (come è noto) il poeta attribuiva, anche su di un piano personale ed esistenziale, enorme rilievo. L’immagine

¹ Sulla scelta del giornale “La Tribuna” cfr. P. Treves, *Pascoli colonialista “sinistrorso”*, in Id., *Ottocento italiano fra il nuovo e l’antico*, vol. III, *Le tre corone ?...*, Modena, Mucchi, 1992, pp.170-171. Cfr. anche la lettera del Pascoli a Giovanni Ricci del 22 Dicembre 1911 (G. e M. Pascoli, *Lettere a Giovanni Ricci*, a cura di C. Doni, Barga, Gasperetti, 1981, pp. 23-25). Per le reazioni al discorso cfr. inoltre B. Sereni, *Giovanni Pascoli e la lotta politica a Barga dal 1900 al 1911*, in *Omaggio di Barga a Giovanni e Maria Pascoli*, a cura di C. Corradini e B. Sereni, Barga, Gasperetti, 1962, pp. 43-44.

² Dopo la scomparsa del poeta, la diletta sorella Mariù per quarantun anni non apportò modifiche sostanziali alla casa e ai suoi arredi: si rifiutò di installare acqua corrente, luce elettrica e riscaldamento per mantenerne l’integrità. Cfr. M. Santini, *Candida Soror*, Milano, Simonelli, 2005, pp.298-299; S. Moscardini e P.P. Angelini, *Maria Pascoli. La signorina di Castelvecchio*, Barga, Misericordia di Castelvecchio, 2015, p.105.

³ Nel primo volume della *Letteratura italiana*, diretta da A. Alberto Asor Rosa, *Il letterato e le istituzioni* (Torino, Einaudi, 1982), la sezione fuori testo *Gli strumenti di lavoro* (scelta e commento di A. Petrucci) illustra la suggestiva sequenza dei materiali e dei luoghi di scrittura, dall’Alto Medioevo ai giorni nostri. Tappa obbligatoria è naturalmente anche lo studio pascoliano di Castelvecchio, con i famosi tre tavoli: la foto si colloca tra le immagini di Carducci, di Diego Martelli (che vuol rappresentare l’aspetto non istituzionale della professione intellettuale) e di D’Annunzio.

vulgata ma sempre viva dei tre tavoli suggerisce immediatamente l'idea di una ricerca che è libera, aperta, simultanea, non bloccata in rigide determinazioni o percorsi: Pascoli quindi ideerà e scriverà una lirica italiana, o una poesia latina, o costruirà una cellula o una sequenza della ricerca dantesca, sedendosi idealmente (e liberamente) a uno dei tre tavoli.

Il poeta, da giovane studente universitario a Bologna, negli anni 1876-1880, parte da posizioni socialiste: in quella fase in Italia sono continui i contatti tra i socialisti e il mondo degli anarchici⁴. Sotto i riflettori c'è, ad esempio, la figura di Andrea Costa (1851-1910). Costa così partì da convinzioni anarchiche ma poi, anche per l'influenza della sua compagna Anna Kuliscioff (rivoluzionaria russa), si andò orientando verso una forma di socialismo evoluzionistico. Sotto la sua direzione si costituì nel 1881 il partito socialista rivoluzionario di Romagna; l'anno seguente Andrea Costa fu eletto deputato di Imola: con lui per la prima volta un esponente socialista entrava alla Camera. Condusse decise e fiere battaglie parlamentari; nel 1909 fu eletto Vicepresidente della Camera. Pascoli, legato a Costa da profonda stima e amicizia, partecipe della comune *Stimmung* romagnola, dettò significativamente anche l'epigrafe per la sua tomba⁵.

Negli anni universitari bolognesi il Pascoli parte sostanzialmente da posizioni socialiste, marxista, rivoluzionarie⁶. Nel 1879 il poeta, in seguito ad alcune dimostrazioni di protesta per la condanna dell'anarchico Passanante (che aveva attentato a Napoli alla vita del re Umberto I), viene arrestato insieme all'amico Ugo Corradini⁷. Resterà nel carcere bolognese di S. Giovanni in Monte per 107 giorni. Al processo viene assolto con formula piena, anche per la testimonianza a suo favore di Giosuè Carducci.

Nel suo *iter* ideologico il Pascoli vira poi verso una posizione di socialismo riformista, umanitario, cristianeggiante ("Cristo è il primo socialista..."), deamicisiano⁸. Le ricerche sulla biografia del Pascoli non consentono fino ad oggi di monitorare al meglio le sequenze di questo passaggio da un socialismo rivoluzionario a un socialismo deamicisiano⁹. Forse il nodo di questo complesso percorso ideologico-politico è stato quello della *violenza*, considerato anche il peso che ha avuto nella vita del poeta l'uccisione del padre nel 1867 (un delitto ancora misterioso).

⁴ Cfr., tra gli altri, M. Antonioli P.C. Masini, *Il sol dell'avvenire*, Pisa, Biblioteca Franco Serantini, 1999; M. Ridolfi, *Il socialismo al tempo di Pascoli*, in *Pascoli socialista*, a cura di G. M. Gori, Bologna, Pàtron, 2003, pp. 25-41.

⁵ L'epigrafe si legge in *Lucca a Giovanni Pascoli*, a cura del Comune, Lucca, Tip. "Rinascenza italiana", 1925, p. 33. Una ampia e quasi completa raccolta delle epigrafi pascoliane, a cura di M. Tropea, si trova nella rivista "Siculorum Gymnasium", nuova serie, XXXI (1973).

⁶ Cfr. in particolare E. Graziosi, *Pascoli studente e socialista: una carriera difficile* in *Pascoli socialista*, a cura di G. M. Gori, cit., pp. 75-103.

⁷ Cfr. U. Alfassio Grimaldi, *Il re "buono"*, Milano, Feltrinelli, 1970, pp. 138-162.

⁸ *Deamicisiano* è un aggettivo che rimanda al romanzo di Edmondo De Amicis *Cuore* (1886), libro famosissimo in Italia e in Europa, carico di commosso sentimentalismo e di intenso moralismo.

⁹ A integrazione delle topiche ricostruzioni della biografia pascoliana da parte della sorella Mariù (M. Pascoli, *Lungo la vita di Giovanni Pascoli*, Milano, Mondadori, 1961) e di Mario Biagini (M. Biagini, *Il poeta solitario. Vita di Giovanni Pascoli*, Milano, Mursia, 1963²) cfr.: in *primis* F. Del Beccaro Pascoli: *una biografia difficile*, ora in Id., *Studi pascoliani*, a cura di F. Livi, Lucca, Maria Pacini Fazzi, 1993, pp.43-51; e l'importante e documentato lavoro di Elisabetta Graziosi, *Una gioventù bolognese: 1873-1882* (in *Pascoli. Poesia e biografia*, a cura di E. Graziosi, Modena, Mucchi, 2011, pp. 89-129).



Copertina dell'opuscolo della Casa Editrice Zanichelli con il discorso "La grande Proletaria si è mossa" (Dicembre 1911)

Intanto nel 1895 il Pascoli prende in affitto una casa a Castelvecchio di Barga (in provincia di Lucca), in ottima e amena posizione. La acquisterà nel 1902, impegnando anche cinque delle medaglie d'oro vinte nel Concorso di poesia latina di Amsterdam (*Certamen Hoefstianum*).

La casa di Castelvecchio è un tassello molto importante nella biografia del Pascoli, non solo come squisita fonte di ispirazione delle sue poesie, ma anche perché mette in contatto il poeta con la dura realtà dell'emigrazione. Le terre della Garfagnana e della Lucchesia erano da tempo segnate da questo fenomeno. Un riflesso rilevante ed esplicito dell'emigrazione si può cogliere, ad esempio, nel poemetto *Italy*¹⁰, caratterizzato, tra l'altro, da un singolare e ardito impasto plurilinguistico (che riflette la parlata degli emigranti che dalla Lucchesia si recano in America e a volte ritornano¹¹).

Il tema dell'emigrazione prelude in qualche modo alla valutazione/immagine di un'Italia *nazione povera* nel concerto delle nazioni più ricche e potenti. Emerge così il dolore per gli italiani costretti a cercare lavoro all'estero, in condizioni particolarmente difficili e amare. Temi di questo tipo compaiono in molte poesie, in varie prose e nel ricco epistolario. Così il discorso *Una sagra* del 1900 segna, per certi versi, il passaggio da un quadro di lotta tra le classi a un orizzonte di conflitto tra le nazioni. In particolare la raccolta di poesie *Odi e Inni* (1906-1913) palesa continue e interessanti oscillazioni tra socialismo, ex socialismo e nazionalismo¹².

L'approdo di questo tortuoso e singolare *iter* ideologico-culturale è sicuramente rappresentato proprio dal discorso "La grande Proletaria si è mossa"¹³. Pascoli muove da una contrapposizione fra le grandi glorie passate dell'Italia e la situazione attuale, con il disprezzo per gli italiani e per chi parla italiano: "Era una vergogna e un rischio farsi sentire a dir *Sì*, come Dante, a dir *Terra* come Colombo, a dir *Avanti !* come Garibaldi"¹⁴. L'autore inoltre alterna un atteggiamento generale di disprezzo verso gli abitanti dell'Africa a una singolare sensibilità per l'emarginazione dei negri in America¹⁵. Costante è nel discorso

¹⁰ La poesia, composta nel 1904, fu subito inserita nella terza edizione dei *Primi poemetti* (Bologna, Zanichelli, 1904).

¹¹ Anche nella sua esperienza di docente all'Università di Messina, il Pascoli entrò in contatto con la delicata e rilevante questione dell'emigrazione siciliana.

¹² Riguardo a queste oscillazioni e a questo complesso amalgama, è da segnalare il fatto che le posizioni della critica pascoliana appaiono divergenti, volta a volta pronte a sottolineare e a recuperare aspetti diversi nei testi pascoliani e in particolare nelle poesie di *Odi e Inni*. Per affrontare la complessa e affascinante realtà della raccolta rimane fondamentale il commento di Francesca Latini (G. Pascoli, *Odi e Inni*, a cura di F. Latini, Torino UTET, 2008). Cfr. inoltre G. Barberi Squarotti, *Pascoli e l'idea dell'impero*, in "Revue des études italiennes", n. 1-4, 1990, pp. 5-17; A. De Lorenzi, *La poesia civile di Giovanni Pascoli*, in *Convegno Internazionale di studi pascoliani*, Barga, Tipografia Gasperetti, 1992, vol. III, pp. 9-39; P. Treves, *Pascoli colonialista "sinistrorso"*, cit., pp. 155-177.

¹³ Il discorso, come si è anticipato, comparve sul quotidiano di Roma "La Tribuna" il 27 Novembre 1911. Pochi mesi dopo fu pubblicato in un opuscolo dall'editore Zanichelli di Bologna. Si citerà da questa edizione e, per agevolare il volenteroso lettore, anche dall'antologia pascoliana *Limpido rivo* (Milano, Mondadori, 1933³, pp. 223-233).

¹⁴ Zanichelli p. 8 (*Limpido rivo*, p. 223).

¹⁵ Ha scritto il Pascoli, riferendosi agli Italiani: "Erano diventati un po' come i negri, in America, questi connazionali di colui che la scopri; e come i negri ogni tanto erano messi fuori della legge e

pascoliano la contrapposizione vincitori – vinti. Le grandi vittorie risorgimentali del passato (S. Martino e Calatafimi) sono contrapposte alla bruciante sconfitta di Abba-Garima (Adua).



Cartolina di propaganda per la guerra italo-turca (1911-1912): “L’Italia brandisce la spada dell’antica Roma”

dell’umanità, e si linciavano” (Zanichelli, p. 8; *Limpido rivo*, p. 223). Bisogna notare che, in quegli anni, quest’attenzione alla questione razziale negli Stati Uniti, appare veramente sorprendente.

Nel discorso un elemento nuovo si presenta all'orizzonte: un *luogo*. Per i lavoratori emigrati che tornano in patria “poveri come prima e peggio contenti di prima”¹⁶ la “grande Proletaria” ha trovato un luogo:

una vasta regione bagnata dal nostro mare, verso la quale guardano, come sentinelle avanzate, piccole isole nostre; verso la quale si protende impaziente la nostra isola grande: una vasta regione che già per opera dei nostri progenitori fu abbondevole d'acque e di messi, e verdeggiante d'alberi e giardini; e ora, da un pezzo, per l'inerzia di popolazioni nomadi e neghittose, è per gran parte un deserto¹⁷.

Questa regione è naturalmente la Libia. Come si vede non a caso qui ritornano gli antecedenti storici lontanissimi (i Romani) e riemerge la valutazione sostanzialmente razzista che gli Africani non siano in grado e/o non vogliano coltivare quelle terre.

Questo atteggiamento neghittoso dei Libici è pesantemente ribadito più avanti nel discorso, quando il Pascoli sostiene che questo comportamento degli abitanti della regione causa un danno e una forte privazione al mondo intero:

Noi difendiamo gli uomini e il loro diritto di alimentarsi e vestirsi coi prodotti della terra da loro lavorata, contro esseri che parte della terra necessaria al genere umano tutto, sequestrano per sé e corrono per loro, senza coltivarla, togliendo pane, cibi, vesti, case, all'intera collettività che ne abbisogna. A questa terra, così indegnamente sottratta al mondo, noi siamo vicini; ci fummo già; vi lasciammo segni che nemmeno i Beduini, gli Arabi e i Turchi riuscirono a cancellare; segni della nostra umanità e civiltà, segni che noi appunto non siamo Beduini, Arabi e Turchi. Ci torniamo. In faccia a noi questo è un nostro diritto, in cospetto a voi era ed è un dovere nostro¹⁸.

È interessante osservare che a questa impostazione decisamente imperialista e razzista (basata sull'idea-cardine di una atavica superiorità della civiltà italiana, anche grazie al retaggio dei Romani) si accompagna un'immagine-elogio della *piccola proprietà* (“agricoltori *sul suo*, sul terreno della patria”¹⁹).

¹⁶ Zanichelli, p. 9 (*Limpido rivo*, p. 224).

¹⁷ Zanichelli, p. 9 (*Limpido rivo*, p. 224). Un osservatore francese, E. Lémonon, scrisse, alla fine del 1913, che quanti prima della conquista consideravano la Libia un paradiso terrestre, avevano presto imparato a chiamarla un deserto e un inferno (E. Lémonon, *La Libye et l'opinion publique italienne*, in “Questions Diplomatiques et Coloniales”, n.36, II sem., 1913, pp. 601-611, cit. in C.G. Segrè, *Fourth Shore. The Italian Colonization of Libya*, Chicago-London, University of Chicago Press, 1974, p. 43).

¹⁸ Zanichelli, p. 18 (*Limpido rivo*, p. 229). È interessante qui rimarcare la ripetizione ossessiva della triade ‘Beduini, Arabi, Turchi’. È curioso osservare che, già nel volume pascoliano *Patria e umanità* (Bologna, Zanichelli, 1914) (e poi naturalmente in *Limpido rivo*), la triade suona invece “Berberi, Beduini, Turchi”. Sui criteri di trascrizione del discorso “La grande Proletaria si è mossa” cfr. P. Treves, *Pascoli colonialista “sinistrorso”*, cit., p. 175. Mi riprometto in futuro di approfondire questa ghiotta questioncella.

¹⁹ Zanichelli, pp. 9-10 (*Limpido rivo*, p. 224). Questo riferimento alla piccola proprietà rimanda naturalmente al tema della *siepe*, anche in relazione alla polemica con D'Annunzio. Cfr. G. Pascoli, *Poemetti*, a cura di E. Sanguineti, Torino, Einaudi, 1971, pp. 286-287; G. Pascoli, *L'opera poetica*,



Cartolina di propaganda per la guerra italo-turca

scelta e annotata da P. Treves, Firenze, Edizioni Alinari, 1980, I, pp. 261-263; G. Pascoli, *Primi poemetti*, a cura di G. Leonelli, Milano, Mondadori, 1982, pp. 175-176; G. Pascoli, *Primi poemetti*, a cura di O. Becherini, Milano, Mursia, 1994, pp. 276-277; G. Pascoli, *Primi poemetti*, a cura di N. Ebani, Milano, Fondazione Pietro Bembo / Guanda Editore, 1997, pp. XXII-XXIV e p. 263; G. Pascoli, *Poesie*, vol. II, *Primi poemetti e Nuovi poemetti*, a cura di F. Latini, Torino, UTET, 2008, pp. 237-238.

Come è noto, con la guerra italo-turca per la conquista della Libia l'Italia voleva conquistarsi "un posto al sole", assumendo tardivamente un ruolo colonialista²⁰. Ma, considerate tutte le dinamiche e le componenti, gli storici parlano realisticamente e immaginosamente di "imperialismo straccione" (a sottolineare proprio la 'dimensione' della nazione ultima arrivata). Colpisce il fatto che il Pascoli in molte poesie di *Odi e Inni* (e di altre raccolte coeve) e in parecchi discorsi si riallacci metodicamente alle grandi glorie di Roma antica (con l'evocazione continua di figure e parole come *legionari*, *veliti*, *triari*).

Il poeta sottolinea poi la grande novità dell'uso a fini bellici di tutte le invenzioni e scoperte: tutto è al servizio della guerra. Da questo punto di vista l'utilizzo di questi nuovi strumenti di distruzione e di morte risulta, di fatto, purtroppo, una sorta di 'prova generale' di quel che succederà di lì a poco nella Prima Guerra Mondiale.

Dice Pascoli nel discorso "La grande Proletaria si è mossa", riferendosi al popolo italiano:

Dopo non molti anni che si veniva trasformando in silenzio, eccolo mettere per primo in azione tutte le moderne invenzioni e scoperte, le immense navi, i mostruosi cannoni, le mine e i siluri, la breve vanga delle trincee, e il tuo invisibile spirito, o Guglielmo Marconi, che scrive coi guizzi del fulmine; tutti i portati della nuova scienza e tutto il suo antico eroismo; e coi suoi *soldatini*...

O non sono chiamati soldatini anche i classiari e i legionari d'Italia? Non ha l'Italia nuova in questa sua prima grande guerra messo in opera tutti gli ardimenti scientifici e tutta la sua antica storia? Non ha per prima battuto le ali e piovuto la morte sugli accampamenti nemici?²¹.

"Da chi è formato l'esercito?" si chiede a un certo punto il Pascoli: da "Proletari, lavoratori, contadini"²². Da questa analisi e valutazione il poeta passa a reimpostare un discorso sulla dinamica delle classi:

Invero né là esistono classi né qua. Ciò che perennemente e continuamente si muta, non è. La classe che non è per un minuto solo composta dei medesimi elementi, la classe in cui, con eterna vicenda, si può entrare e se ne può uscire, non è mai sostanzialmente diversa da un'altra classe. Qual lotta dunque può essere che non sia contro sé stessa?²³

²⁰ La bibliografia sulla guerra italo-turca è sterminata e molto articolata: un efficace quadro sintetico è proposto dal libro di F. Cresti e M. Cricco, *Storia della Libia contemporanea*, Roma, Carocci, 2015², in particolare pp. 49-77.

²¹ Zanicelli, pp. 12-13 (*Limpido rivo*, p. 226). Diciamo pure che sono parole agghiaccianti, che ci danno anche l'idea del clima complessivo che si respirava in quei mesi e in quegli anni. Sulle complesse vicende dell'aviazione militare italiana nel periodo cfr. il classico F. Caffarena, *Dal fango al vento. Gli aviatori italiani dalle origini alla Grande Guerra*, Torino, Einaudi, 2010. Del Pascoli cfr. anche il discorso *L'era nuova* del 1899 (ora in G. Pascoli, *Prose*, Milano, Mondadori, 1956³, pp. 107-123).

²² Zanicelli, p. 14 (*Limpido rivo*, pp. 226-227).

²³ Zanicelli, p. 18 (*Limpido rivo*, p. 228).

Tutto dunque, secondo Pascoli, si deve fare per la Patria: “Lotta d’emulazione tra fratelli, ufficiali o soldati, a chi più ami la madre comune, che ne li rimerita con uguali gradi, premi, onori, e li avvolge morti nello stesso tricolore”²⁴. I capisaldi del discorso pascoliano “La grande Proletaria si è mossa” sono rappresentati dalle topiche valutazioni nazionalistiche: considerare la guerra non offensiva ma difensiva, imporre la pace con la guerra.

Sono a mio avviso drammatiche e agghiaccianti le parole con cui il Pascoli esalta e glorifica i feriti in guerra e poi i morti “per la Patria”:

I nostri feriti non trascineranno per le vie le mutile membra e la vita impotente. No. Saranno quello che per la madre e per i fratelli è il figlio e fratello nato o fatto infelice. Saranno i careggiati, i meglio riguardati, i più amati. Essi ci ricorderanno la prima ora che abbiamo avuta, dopo tanti anni, di coscienza di noi, di gloria e vittoria, d’amore e concordia [...]”²⁵.

Dai feriti ai morti:

Benedetti voi, morti per la Patria! Riunitevi, eroi gentili, nomi eccelsi, umili nomi, ai vostri precursori meno avventurati di voi, perché morirono per ciò che non esisteva ancora!

Voi l’Italia già grande ha raccolti nelle braccia possenti.

Qual festa vi faranno i morti vincitori di S. Martino e di Calatafimi! Il gigantesco Schiaffino, morto impugnando la bandiera dei Mille, come accoglierà i piccoli fucilieri dell’84, conquistatori della bandiera del Profeta! Ma non vi fermate troppo con loro, o bersaglieri di Homs coi bersaglieri di Palestro, o cavalleggeri di Tripoli coi cavalleggeri di Montebello. La vittoria rende felici anche i morti²⁶.

E la conclusione, non a caso, è in linea con la stabile deriva nazionalistico-patriottica del discorso:

Benedetti, o morti per la Patria! Voi non sapete che cosa vi debba l’Italia! L’Italia!, cinquant’anni or sono, era fatta. Nel sacro cinquantenario voi avete provato, ciò che era voto de’ nostri grandi che non speravano si avesse da avverare in così breve tempo, voi avete provato che sono fatti anche gl’italiani²⁷.

A questo punto, infine, vorrei porvi una ‘domanda aperta’. C’è anche una premessa: quando facevo le scuole elementari mi hanno sempre insegnato che “con i *se* non si fa la Storia”. E una cosa analoga, mi dicono, succedeva anche qui in Ungheria.

²⁴ Zanichelli, p. 17 (*Limpido rivo*, p. 228).

²⁵ Zanichelli, pp. 22-23 (*Limpido rivo*, pp. 231-232).

²⁶ Zanichelli, pp. 23-24 (*Limpido rivo*, p. 232).

²⁷ Zanichelli, p. 25 (*Limpido rivo*, p. 233). Le considerazioni finali riprendono naturalmente la famosa frase del 1861 attribuita a Massimo D’Azeglio: “L’Italia è fatta, adesso bisogna fare gli Italiani”. Per una accurata e disinibita messa a fuoco della ‘geologia’ della frase di D’Azeglio cfr. ora S. Lorenzetto, *Chi (non) l’ha detto. Dizionario delle citazioni sbagliate*, Venezia, Marsilio, 2019, pp. 80-82.

Poi, passando gli anni e i decenni, questo antico e ripetuto insegnamento ha cominciato a vacillare. Naturalmente non parliamo della lunghezza del naso di Cleopatra: ma invece di cercare di comprendere i rapporti di forze e le reali dinamiche della Storia.

La domanda finale è allora questa: “Se Pascoli non fosse morto nel 1912, sarebbe diventato fascista?”. Lascio a voi il suggestivo quesito e vi ringrazio per l’attenzione.

Riflessioni sul neo-nazionalismo italiano: il caso della Lega di Matteo Salvini

ALESSANDRO ROSSELLI
UNIVERSITÀ DI SZEGED

Per il momento, dopo che il *leader* della nuova *Lega*, Matteo Salvini, nell'agosto del 2019 si è autoescluso dal governo in cui conviveva, con innaturale alleanza, con l'altro protagonista dell'antipolitica italiana, il sedicente *Movimento Cinque Stelle*, l'incubo che uno dei paesi più europeisti in Europa, l'Italia, scivolasse in un neo-nazionalismo i cui ingredienti principali, oltre ad un subdolo anti-europeismo, sono il populismo ed il razzismo contro gli extra-comunitari, pare scongiurato. Il pericolo che tale minaccia si ripresenti spinge comunque a non abbassare la guardia, dato che il neo-nazionalismo italiano incarnato dalla *Lega* è ancora parte integrante di quello che negli ultimi anni è stato il mutamento interno a questo movimento-partito, e che inoltre il suo più acerrimo fautore è tutt'altro che sconfitto. Si osserverà che finora una storia organica delle nascita e degli sviluppi della *Lega Nord* – ai suoi inizi guidata dal fin troppo mitizzato *Senatur* Umberto Bossi – non esiste ancora poiché questo fenomeno politico – o, per meglio dire, antipolitico –, sorto negli anni '70 del '900, non appartiene ancora alla storiografia quanto piuttosto alla politologia¹: per tale ragione, oggi può risultare non privo di interesse fare qualche riflessione sul passaggio dalla prima *Lega Nord* all'attuale *Lega* guidata da Matteo Salvini in cui il suo *leader*, nel governo italiano che proprio grazie a lui è da poco caduto, e che si basava su una coalizione contro-natura tra la *Lega* ed il *Movimento Cinque Stelle* – anch'esso ormai avviatosi a divenire un partito e a perdere così i suoi stessi caratteri originali –, deteneva non solo il ruolo di *Vice-Premier* ma anche quello chiave di Ministro degli Interni, con conseguenze facilmente immaginabili e che sono state sotto gli occhi di tutti.

Va detto, quindi, che la *Lega Nord*, ai suoi inizi un movimento poi divenuto anch'esso un partito, si presentava come *reazione antipolitica*² alla politica tradizionale che, secondo il suo *leader* di allora, Umberto Bossi, era del tutto fallita³, ed aveva un forte accento anti-meridionale che si tramutava in aperto razzismo, fino ad arrivare alla richiesta di separazione della fantomatica *Padania* (cioè, di tutte le regioni settentrionali) dal resto dell'Italia

¹ Per ora, infatti, la storia della *Lega Nord* non è stata oggetto di un'analisi autonoma da parte della storiografia, per rientrare in modo del tutto disorganico in due recenti storie dell'Italia contemporanea: cfr. Enzo Santarelli, *Storia critica della Prima Repubblica. L'Italia dal 1945 al 1994*, Milano, Feltrinelli, 1997³, p. 283, p. 283 n, p. 309, p. 331, p. 333 (1^a ed. 1996); Paul Ginsborg, *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato (1980-1996)*, Torino, Einaudi, 1998, p. 329, p. 330 e n, p. 331 n, p. 332, p. 333 n, p. 334, p. 335 e n, p. 336, p. 479, pp. 534-536, p. 541, p. 542, p. 545, p. 550, p. 554, p. 555, p. 557.

² Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

³ Sulla *Lega Nord* ed il suo primo *leader* cfr. nota 1.

– di cui il Sud andava venduto in blocco al miglior offerente – per poi creare un’altrettanto impossibile *Repubblica del Nord*⁴: ma, in questo caso, era possibile notare una prima contraddizione in termini poiché, mentre l’organizzazione antipolitica di Umberto Bossi voleva la secessione della *Padania* dal resto dell’Italia, i suoi deputati e senatori continuavano a sedere nel Parlamento italiano ed a percepire i relativi stipendi proprio da quella che nei loro *slogans* definivano *Roma Ladrona*.

Una simile politica poteva solo portare all’isolamento della *Lega Nord* nella sua cosiddetta *Padania*, dove continuava a svolgersi il bi-folkloristico *Giuramento di Pontida* perché la *Lega Nord* di Umberto Bossi si riteneva erede della medioevale *Lega Lombarda* che, sotto la guida di Alberto Da Giussano, combatteva le mire imperiali sull’Italia di Federico I di Svevia, detto *il Barbarossa*⁵, ma lasciò una traccia oggi visibile nell’Italia attuale: la famosa – e famigerata Legge Bossi-Fini – che porta i nomi dell’allora *leader* della *Lega Nord* e di quello dell’almeno in teoria partito neo-fascista, l’*M.S.I.-Movimento Sociale Italiano*, che per opportunismo politico si riciclò poi in *Alleanza Nazionale* e giunse al punto di rinnegare l’eredità fascista e quella dello stesso Benito Mussolini⁶ – che, nell’idea di voler controllare l’emigrazione extra-comunitaria in Italia, definita in blocco *clandestina* o *economica*, in pratica impedisce a chi giunge nel paese di poter lavorare e, quindi, lo spinge a compiere atti criminali pur di sopravvivere; e proprio in questa legge, purtroppo ancora oggi in vigore⁷, è possibile riscontrare le radici del neo-nazionalismo – che contiene una

⁴ All’epoca di tale richiesta, un uomo politico della vecchia scuola ed esponente della *D.C. (Democrazia Cristiana)*, il partito politico cattolico che governava l’Italia in pratica dal 1948 (cfr. in proposito Giuliano Procacci, *Storia degli italiani*, II, Bari, Laterza, 1972, pp. 543-554; Carlo Pinzani, *L’Italia repubblicana*, in AA.VV., *Storia d’Italia*, IV, 3: *Dall’Unità a oggi*, a cura di Ruggiero Romano e Corrado Vivanti, Torino, Einaudi, 1976, pp. 2484-2734; Giuseppe Mammarella, *L’Italia contemporanea*, Bologna, il Mulino, 1985² (1^a ed. 1974); Giampiero Carocci, *Storia d’Italia dall’Unità a oggi*, Milano, Feltrinelli, 1990², pp. 325-364 (1^a ed. 1975). Ma cfr. anche E. Santarelli, *Storia critica della Prima Repubblica*, cit., pp. 1-315), Giulio Andreotti, ebbe a dire: “Di Repubblica del Nord io ne ho già vista una, e mi è bastata”. L’allusione dell’uomo politico democristiano era alla *R.S.I. (Repubblica Sociale Italiana)*, presunta entità statale – in realtà imposta e pilotata dal Terzo Reich – con cui il fascismo tentò di sopravvivere a se stesso nel Nord-Italia fra il settembre 1943 e l’aprile 1945: su tale fenomeno cfr. Frederick William Deakin, *Storia della Repubblica di Salò*, Torino, Einaudi, 1963; Giorgio Bocca, *La Repubblica di Mussolini*, Milano, Mondadori, 1995; Aurelio Lepre, *La Storia della Repubblica di Mussolini. Salò: il tempo dell’odio e della violenza*, Milano, Mondadori, 2000.

⁵ Sulla *Lega Lombarda* medioevale, di cui i primi leghisti si volevano eredi cfr. Giovanni Tabacco, *La storia politica e sociale. Dal tramonto dell’Impero alle prime formazioni degli Stati regionali*, in AA.VV., *Storia d’Italia*, II, 1: *Dalla caduta dell’Impero romano al secolo XVIII*, a cura di Ruggiero Romano e Corrado Vivanti, Torino, Einaudi, 1974, pp. 167-178.

⁶ Su tale mutazione del *M.S.I.* in *A.N.* cfr. E. Santarelli, *Storia critica della Prima Repubblica*, cit., p. 331, p. 334; P. Ginsborg, *L’Italia del tempo presente*, cit., p. 536, p. 538 e n, p. 541, p. 550, p. 552 e n, p. 552, p. 554 e n, p. 556, p. 557. Sul percorso del neo-fascismo in Italia cfr. Marco Tarchi, *Esuli in patria. I fascisti nell’Italia repubblicana*, Parma, Guanda, 1995; sulle origini del fenomeno cfr. Antonio Cariotti, *Gli orfani di Salò. Il “sessantotto nero” dei giovani neofascisti nel dopo guerra (1945-1951)*, Milano, Mursia, 2008.

⁷ La legge Bossi-Fini è stata molto criticata nell’ambito della cultura progressista italiana. Fra le voci più significative vi è quella di un grande scrittore, Andrea Camilleri, che in uno dei romanzi da lui dedicati al commissario di polizia Salvo Montalbano, la satireggia chiamandola *legge Cozzi-Pini*: cfr.

spiccata tendenza al sovranismo, cioè al ritorno alla sovranità nazionale assoluta ed incontrollata – e del razzismo dell'attuale *seconda Lega*⁸.

Ma, come è facile immaginare, una politica come quella preconizzata da Umberto Bossi, tutta tesa a favorire la cosiddetta *Nordonia*⁹, non poteva continuare a lungo e, alla fine, doveva rivelarsi perdente per la *Lega Nord* che, complice anche la malattia del suo fondatore, che lo fece uscire del tutto dalla scena politica italiana, venne sopravanzata dal nuovo partito di Silvio Berlusconi, *Forza Italia*¹⁰.

Ovvio, quindi, che la *Lega Nord* doveva mutare politica se voleva riprendersi gli antichi consensi e mettere da parte – per lasciarla ai suoi esponenti più fanatici, fra i quali l'euro-deputato Mario Borghezio, più volte espulso dai gruppi parlamentari a Strasburgo¹¹ e, come molti altri, *leghista della prima ora*¹² – ogni idea di poter costituire una *Padania* autonoma o addirittura una *Repubblica del Nord*¹³ indipendente: ambedue i progetti, ed in particolare il secondo, potevano infatti a giusto titolo essere considerati eversivi nei confronti dello Stato italiano, poiché preconizzavano una secessione politica che aveva anche la connotazione di una vera e propria rivolta fiscale¹⁴.

Andrea Canilleri, *Il giro di boa*, Palermo, Sellerio, 2003, p. 65. Sull'asse Bossi-Fini che ha prodotto questa legge, poi estesosì a Berlusconi, cfr. Hervé Le Bras, *I costumi in Europa Occidentale*, in AA.VV., *Storia d'Europa. 5: L'età contemporanea. Secoli XIX-XX*, a cura di Paul Bairoch ed Eric J. Hobsbawm, Torino, Einaudi, 1996, p. 886.

⁸ Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

⁹ In questi precisi casi, la definizione utilizzata nel testo non è mia: riprendo infatti la denominazione che, con evidente disprezzo ed altrettanta pari ironia, veniva data nel resto d'Italia della sedicente *Padania* e della *Repubblica del Nord* (A.R.).

¹⁰ La formazione politica guidata dall'imprenditore Silvio Berlusconi fu chiamata prima *Forza Italia* quando si atteggiava a semplice *club* politico; poi, divenuta un vero e proprio partito, assunse la denominazione di *Popolo della Libertà* e, negli ultimi anni, ha ripreso il suo nome originale. Anche il *club*-partito di Silvio Berlusconi ha comunque contribuito, proprio come l'allora *Lega Nord*, a dare inizio a quel clima di antipolitica che si respira oggi in Italia. Su tale formazione ed il suo *leader* cfr. E. Santarelli, *Storia critica della Prima Repubblica*, cit., p. 271, p. 272, p. 292, p. 301, p. 303, p. 304, p. 306, p. 330, p. 331, p. 332, p. 333, p. 334, p. 336; P. Ginsborg, *L'Italia del tempo presente*, cit., p. 20, p. 21 e n, p. 82, p. 83 n, p. 207 n, p. 212, p. 214, p. 215, p. 289, p. 290 e n, è. 291, p. 202, p. 313, p. 314 e n, pp. 538-558.

¹¹ Su di lui cfr. *Mario Borghezio*, https://it.wikipedia.org/wiki/Mario_Borghezio (scaricato il 14/III/2019). Il profilo riferisce anche della militanza giovanile del personaggio nelle file dell'estrema destra. Chi scrive non è però molto convinto che la *nuova Lega* abbia del tutto abbandonato l'idea di *Padania* o di *Repubblica del Nord*, ma la ritiene per ora relegata al ruolo di *Piano B* in caso di fallimento del suo programma principale (A.R.).

¹² Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

¹³ Sulle sedicenti *Padania* e *Repubblica del Nord* cfr. nota 4.

¹⁴ Su tale secondo punto mi permetto qui di riportare la testimonianza di mio cugino, il Dr. Carmine Scarano, Procuratore della Corte dei Conti a Venezia ma spesso in missione a Roma presso la sede centrale della stessa istituzione, il quale, in tempi non sospetti, cioè quando la *Lega Nord* non si era ancora trasformata in semplice *Lega* – mi diceva che, a suo avviso, tutto il movimento leghista era in definitiva una rivolta fiscale contro lo Stato italiano poiché il Nord dichiarava di non voler più pagare tasse che averbbero dovuto finanziare lo sviluppo del Sud-Italia. Ma, anche in questo caso, l'allora *Lega Nord* mostrava una notevole contraddizione in termini: se infatti tutto il movimento leghista era solo una rivolta fiscale contro l'Italia, scandita dallo *slogan Roma ladrona, la Lega non perdona*, ciò

A questo punto la *Lega Nord*, costretta dalle circostanze elettorali a cambiare radicalmente il proprio programma politico, in realtà ha finito solo per mutare pelle. Infatti, con la nuova *leadership* di Matteo Salvini, che ha esautorato uno dei personaggi di punta del suo partito e, forse, il più intelligente dei *leghisti della prima ora*¹⁵, Roberto Maroni¹⁶, il mutamento di politica della *Lega Nord* – che è divenuta *Lega tout court* ed ha così voluto assumere un carattere *nazionale* – ricorda molto da vicino la cosiddetta *trasformazione attiva dei partiti* – definita con disprezzo dai suoi avversari *trasformismo* – voluta e realizzata nella politica italiana pre-fascista dal *leader* della sinistra liberale, Agostino Depretis, non appena giunto al potere nel 1876¹⁷.

Se si va a ben vedere, nel suo *trasformismo*¹⁸, la nuova *Lega*¹⁹ ha solo mutato l'oggetto del suo razzismo, che adesso non colpisce più gli italiani del Sud ma è diretto contro gli emigrati extra-comunitari, sempre definiti in blocco *clandestini* ed *economici*, senza distinzione alcuna fra chi è davvero in tale situazione e chi emigra perché fugge da una guerra che potrebbe costargli la vita; e a ciò si aggiunga che tale nuova forma di razzismo si dimentica di un destino che in passato era per obbligo condiviso anche dagli italiani che, prima del fascismo, enigravano in massa proprio per cause economiche poiché nel loro paese non riuscivano a trovare lavoro²⁰.

Ma, al di là di questa necessaria osservazione, va rilevato che anche la stessa emigrazione ha subito un mutamento di segno e che purtroppo è sospinta dagli effetti delle cosiddette *primavere arabe* che hanno sconvolto il panorama politico dell'Africa Mediterranea, cui si aggiungono quelli provocati dall'instaurazione del sedicente *Stato islamico* fra Irak e Siria che ha dato un notevole contributo all'allargamento del fenomeno.

Se tale situazione richiede misure di tipo nuovo per affrontarla in concreto, non bastano certo le parole d'ordine razziste dell'attuale *Lega* per darle una soluzione: ed in ciò è riscontrabile l'unico elemento davvero nuovo dell'ormai partito politico guidato da Matteo Salvini, che combina il razzismo con una buona dose di populismo che serve a far dimenticare la precedente politica razzista rivolta contro gli italiani del Sud e dimostra quanto sia molto più facile tenere la gente nell'ignoranza bombardandola con una montagna di parole piuttosto che impegnarsi in una seria politica di controllo e, soprattutto, di dosaggio dell'emigrazione²¹.

significava in pratica che il ricavato delle tasse del Nord, giunto a Roma, veniva lì rubato e non arrivava mai nel Sud-Italia; e con ciò la stessa *Lega Nord* finiva per annullare tutto il suo razzismo anti-meridionale.

¹⁵ Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

¹⁶ Su di lui cfr. P.Ginsborg, *L'Italia del tempo presente*, cit., p. 553.

¹⁷ Sull'intera vicenda cfr. Giampiero Carocci, *Agostino Depretis e la politica interna italiana dal 1876 al 1887*, Torino, Einaudi, 1956.

¹⁸ Per tale definizione cfr. nota 17.

¹⁹ Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

²⁰ Per un inquadramento del problema cfr. Massimo Livi Bacci, *In cammino. Breve storia dell'emigrazione*, Bologna, il Mulino, 2010.

²¹ Su quest'ultimo tema cfr. M.Livi Bacci, *In cammino*, cit., pp. 103-120. Pccprre però rilevare con forza che, proprio su tale questione, Matteo Salvini manca di coerenza cion se stesso: non ha infatti mai avuto il coraggio di rilanciare il famoso – e famigerato – *slogan* già monopolio del vecchio nazionalismo italiano, implicito in tutti i suoi discorsi pubblici, *l'Italia agli italiani*, anche se per lui tutti gli emigrati extra-comunitari sono dei potenziali criminali (A.R.).

Per obiettività, va però detto che su un problema specifico la *nuova Lega*²² ha davvero ragione: l'Italia per troppo tempo è stata abbandonata a se stessa dall'Unione Europea – che solo di recente si è decisa ad intervenire – nel gestire l'emergenza dell'emigrazione, ma il suo odierno *leader* Matteo Salvini ha dimenticato che in passato proprio il movimento-partito oggi da lui dominato ha contribuito a creare l'attuale situazione²³.

Se, come si è potuto notare, il vecchio razzismo della *Lega Nord* ha cambiato di segno poiché adesso si esercita sugli emigrati extra-comunitari mentre prima prendeva di mira gli italiani del Sud secondo quanto teorizzava il primo – e, per fortuna di tutto il genere umano, ultimo – ideologo leghista, Gianfranco Miglio²⁴, la componente più nuova della *Lega* attuale è il populismo che, tinto di anti-europeismo, approda ad un vero e proprio neo-nazionalismo. Sarebbe però un grave errore credere che tale fenomeno sia solo italiano poiché, in realtà, come manifestazione di antipolitica, è riscontrabile a livello europeo ed in tutto il vecchio continente è volto alla distruzione dell'Unione Europea con un ritorno al sovranismo nazionale come preludio al neo-nazionalismo²⁵; in Italia, però, oltre a tutto il resto dell'armamentario pseudo-ideologico anti-europeo, tale populismo contiene un ulteriore elemento: la polemica sulla moneta unica europea, l'*Euro*, accusata di essere all'origine di tutti i problemi economici italiani. Come è ovvio, un simile modo di pensare non tiene conto di due fattori: da un lato, che la colpa dell'attuale situazione economica italiana non è attribuibile all'*Euro* in se stesso ma anche e soprattutto alle speculazioni che sulla moneta unica sono state fatte in Italia poiché fin troppo presto dopo la sua introduzione è stata abbandonata la doppia prezzatura – in vecchie lire e nella nuova moneta – per tutti gli acquisti; dall'altro, l'ormai partito di Matteo Salvini si guarda bene dall'informare gli italiani che, se si tornasse alla vecchia lira, tutti i loro investimenti perderebbero la metà dell'attuale valore²⁶; infatti, è fin troppo chiaro che una simile riflessione, oltre a non appartenere all'apparato antipolitico delle *nuova Lega*²⁷, non viene fatta anche perché le toglierebbe molti consensi: in tal caso, infatti, gli italiani scoprirebbero di essere stati ingannati da coloro cui hanno ciecamente creduto.

Ma, in ogni caso, va notato che l'attuale *Lega* non ha, pur nel suo anti-europeismo, alcuna intenzione di lasciare l'Unione Europea poiché la sua strategia, più subdola, punta invece a rimodellarla a suo uso e consumo: a differenza di quanto è accaduto in Inghilterra, complice una vera e propria campagna di disinformazione che ha evidenziato la corresponsabilità del governo conservatore guidato da David Cameron, non è possibile infatti

²² Per tale definizione cfr. nota 19.

²³ L'allusione è qui ai *Regolamenti di Dublino* I (1990), II (2003) e III (2013), approvati anche dai leghisti nel Parlamento italiano. Tale serie di regolamenti sul diritto d'asilo in pratica costringe il paese che accoglie gli emigranti al loro arrivo a farsene carico in esclusiva senza un'ulteriore redistribuzione in altre nazioni aderenti all'Unione Europea. Sul tema cfr. *Convenzione di Dublino*, https://it.wikipedia.org/wiki/Convenzione_di_Dublino (scaricato il 16/III/2019).

²⁴ Su di lui cfr. P. Ginsborg, *L'Italia del tempo presente*, cit., p. 330 n, p. 335 n, p. 409 n, p. 513 n, p. 534 e n, p. 535 n. Qui si noterà che gli abitanti del Sud-Italia hanno la memoria corta, poiché hanno dimenticato che il partito che ora votano progettava, nella sua vecchia configurazione, di vendere tutta la parte meridionale della penisola italiana per liberarsi di quello che definiva un *peso mprto* (A.R.).

²⁵ Cfr. in tal senso Fabio Bordignon, *L'Europa unita ... dall'antipolitica. Società, politica e partiti nell'Europa post-comunista*, Napoli, Liguori, 2009, pp. 165-172.

²⁶ Per la polemica sull'*Euro* cfr. Piero S. Graglia, *L'Unione Europea*, Bologna. il Mulino, 2000, p. 84.

²⁷ Per tale definizione cfr. nota 22.

ipotizzare, per le ragioni sopraindicate, una *Italexit*²⁸, anche se nel lungo periodo la concreta realizzazione in Italia ed altrove di una tale manovra porterebbe senza alcun dubbio all'implosione della stessa Unione Europea.

Lasciato da parte il sedicente anti-europeismo del partito di Matteo Salvini, vale la pena di riflettere ancora sul suo neo-nazionalismo. A ben vedere, l'unica novità rispetto al passato è il razzismo contro tutti gli extra-comunitari che talvolta scompare, ma solo per ragioni di propaganda, quando uno di questi cosiddetti *criminali* non solo si rivela più che onesto ma addirittura salva la vita ad altre persone²⁹, mentre per il resto si riallaccia al vecchio nazionalismo italiano, purtroppo sopravvissuto alla catastrofe di due guerre mondiali e ben presente – assieme al neo-fascismo³⁰ – nell'Italia repubblicana dopo il 1945³¹.

Da queste riflessioni sul neo-nazionalismo e sul populismo dell'attuale *Lega*, che fra l'altro comportano un ritorno ad un'idea di sovranità nazionale portata all'esasperazione, emerge un quadro desolante dovuto ad un fenomeno riscontrabile non solo in Italia ma in tutta l'Europa che, come già detto, con il sorgere del diluvio nazionalista, populista, razzista e sovranista, si trova purtroppo ad essere unita solo da un'antipolitica³² che tende a distruggere il sistema politico europeo tradizionale³³ per sostituirgli un qualcosa di non meglio precisato. Infatti, l'ondata di antipolitica basata sulle sopracitate componenti non si propone solo, nel lungo periodo, di distruggere l'intera costruzione europea così come si è svilup-

²⁸ Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

²⁹ L'illusione è qui ad un fatto avvenuto lo scorso 21 marzo: un ragazzino nordafricano ha salvato, chiamando i carabinieri con il suo cellulare, la sua vita e quella dei suoi compagni prigionieri in uno *scuolabus* che era stato cosperso di petrolio dal suo autista, un senegalese con cittadinanza italiana, che con il suo atto voleva protestare per la morte in mare di extra-comunitari e poi partire per il Senegal in aereo allo scopo di incitare i suoi connazionali a non venire più in Europa. L'episodio, avvenuto in provincia di Milano, è paradossale per due aspetti: mentre il mancato stragista – che non doveva proprio essere alla guida dello *scuolabus* visti i suoi precedenti penali per guida in stato di ubriachezza ed abuso su una minorenne – era cittadino italiano, il ragazzino nordafricano che ha salvato se stesso ed i suoi compagni stava aspettando di ottenere la cittadinanza italiana. Come è fin troppo facile immaginare, Matteo Salvini ha colto subito l'occasione di sfruttare l'evento per fare propaganda a suo favore: ha infatti affermato che farà accelerare le pratiche per il conferimento della cittadinanza italiana a qualcuno che ora, con notevole ipocrisia di fondo, non è più un *criminale* ma è diventato un *piccolo eroe*. Non sembra utile aggiungere altro, perché l'intera vicenda si commenta da sola (A.R.).

³⁰ Su questa polemica cfr. nota 6. Ma cfr. anche un'intervista con lo scrittore Andrea Camilleri, che trova molti punti di contatto fra le tesi estremiste di Matteo Salvini e quelle dell'ultimo fascismo, riprodotta nell'articolo di Simonetta Fiori, *Camilleri: "C'è un consenso per le tesi estremiste di Matteo Salvini che mi ricorda quello del 1937"*, in "la Repubblica", 8/VII/2018. Altre connessioni fra i movimenti neo-fascisti e l'attuale Ministro degli Interni – che pare proteggerli, al punto tale da non reagire quando compiono atti di violenza, sono documentate nell'articolo di Federico Marconi, *Squadristi senza controllo*, in "L'Espresso", 3, 13/I/2019, pp. 26-28.

³¹ Cfr. in proposito Emilio Gentile, *La Grande Italia. Il mito della nazione nel XX secolo*, Roma-Bari, Laterza, pp. 315-408.

³² Su tale fenomeno cfr. nota 25.

³³ Sull'argomento cfr. AA.VV., *Partiti e sistemi di partito nelle democrazie europee*, a cura di Pietro Grilli di Cortona e Gianfranco Pasquino, Bologna, il Mulino, 2007.

pata nel corso del tempo³⁴ ma anche la stessa idea di Europa, che negava ogni tipo di nazionalismo, populismo, razzismo e sovranismo che avevano portato ai tragici risultati di due guerre mondiali³⁵.

Per il momento, pare che almeno in Italia pare l'orologio della storia vada ancora avanti ma, per evitare che faccia quel che non dovrebbe mai fare, cioè tornare indietro, non si deve trascurare l'esistenza, in Italia ed in tutta l'Europa, del fenomeno che si è tentato di nalizzare e che trova una delle sue punte massime nella *Lega* di Matteo Salvini: con tutto ciò, occorre opporsi con tutti i mezzi ad un simile diluvio di antipolitica che può portare di nuovo e solo a quell'instabilità che nel vecchio continente ha provocato e rischia ancora oggi di provocare solo conflitti inter-etnici e nazionali: solo se tale sforzo viene fatto con grande coerenza, in nome dell'intelligenza che in Europa ha da più settant'anni evitato nuove guerre, sarà possibile uscire da tale diluvio per continuare sulla strada comune intrapresa dopo il 1945, una volta caduto il nazifascismo³⁶ che oggi minaccia di tornare alla ribalta sotto altre forme più subdole ma non certo meno pericolose delle precedenti. Non si deve quindi abbassare la guardia, e per riunire tutte le forze consapevoli di tale pericolo va anche abolita per sempre la tradizionale divisione tra destra e sinistra³⁷ per costruire un nuovo umanesimo che eviti all'Europa il riprodursi di scenari come quelli delle guerre intestine – ed inter-etniche – dell'ormai ex-Jugoslavia (1991-1999)³⁸ o addirittura peggiori di questi ultimi.

³⁴ Sul tema cfr. P.S.Graglia, *L'Unione Europea*, cit., *passim*. Ma cfr. anche Vera Zamagni, *Dalla rivoluzione industriale all'integrazione europea*, Bologna, il Mulino, 1999.

³⁵ Cfr. in proposito Federico Chabod, *Storia dell'idea d'Europa*, Roma-Bari, Laterza, 2010 (1^a ed. 1961)

³⁶ Il diluvio cui qui si allude è quello da cui era uscita l'Italia nel 1945 dopo la definitiva caduta del fascismo. Tale concetto fu evocato due anni dopo in una serie di scrittori nei loro contributi riuniti in un volume collettivo: cfr. AA.VV., *Dopo il diluvio*, a cura di Salvatore Silvano Nigro, Palermo, Sellerio, 2014 (1^a ed. Milano, Garzanti, 1947). Ma tale concetto pare valido anche per la non certo felice epoca che stiamo vivendo.

³⁷ Sull'argomento, in prospettiva italiana, cfr. Norberto Bobbio, *Destra e sinistra*, Roma, Donzelli, 1995² (1^a ed. 1994).

³⁸ Sul tema cfr. Jože Pirjevec, *Le guerre jugoslave 1991-1999*, Torino, Einaudi, 2002² (1^a ed. 2001).

Opulence et austérité en Grèce d'aujourd'hui : les Trente non Glorieuses.

L'État et les collectivités face aux réfugiés et immigrants

ALEXANDROS DAGKAS
UNIVERSITE ARISTOTE DE
THESSALONIQUE

Changement de direction dans la circulation des hommes : vers le Nord

En 1911, le poète Giovanni Pascoli, à propos de la guerre italo-turque, dans un discours en faveur de l'expédition italienne contre la Libye ottomane, prononça la phrase célèbre « la grande prolétaire s'est mise en mouvement », la prolétaire c'étant désormais son pays. Le caractère héroïque de la version nationaliste du socialisme, adoptée par Pascoli, désigné par Gramsci comme une fausse naïveté¹, exprimait l'époque de l'expansion coloniale pour laquelle Marx avait déjà exposé l'opinion qu'elle avait deux facettes, celle de la conquête par l'Europe des pays des autres continents et l'autre de son influence civilisatrice objectivement imposée sur les sociétés retardées². Un siècle après, on pouvait observer un changement de direction dans la circulation des hommes, cette fois du Sud et de l'Est vers le Nord, sur le territoire européen.

La Grèce en crise

En Grèce, les trente dernières années ont marqué l'effondrement du pays dans le surendettement financier, la dissolution du tissu social et la détérioration des éléments sains de la tradition, avec le passage de la conscience nationale du patriotisme au chauvinisme. La société grecque après les guerres de la décennie 1940 s'est déplacée vers l'issue de la pauvreté, tandis que culturellement est devenue une masse presque uniforme. L'idéologie officielle de l'État était le nationalisme. Après la chute des régimes sociaux dans les pays du Sud-Est européen en 1989-1991, des raisons de nature essentiellement économique ont poussé, après, des personnes et des populations entières, installées en ex-Union soviétique depuis des siècles (des Grecs, ressortissants autrefois de l'Empire ottoman, immigrant vers l'Empire russe dès le XVIII^e siècle), à revendiquer une origine grecque et à élaborer des

¹ Cf. Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, Einaudi, Torino 1975, pp. 206-210.

² Cf. la position du jeune Marx dans Karl Marx, « Die künftigen Ergebnisse der britischen Herrschaft in Indien », *Karl Marx – Friedrich Engels Werke [MEW]*, Band 9, Dietz Verlag, Berlin 1978, pp. 220-226, et la position du Marx postérieur : *ibid.*, Marx en Jenny Longuet, 6./7. April 1882, Band 35, pp. 298-301.

projets de migration de « retour » vers la Grèce³. En outre, la fin de la Guerre froide et la mondialisation conséquente, mais aussi les guerres locales, ont eu pour répercussion l'entrée massive de populations étrangères, résultant à la distorsion des corrélations politiques et sociales, la dissolution du tissu social et la décomposition graduelle de la culture locale dominante. L'impact direct des guerres et de l'influx des réfugiés et des immigrants économiques illégaux a été la baisse du coût de travail. Le pays semblait avoir connu une croissance économique et apparemment s'élevait socialement, en présentant l'image d'une société d'abondance et de prospérité, avec le recours à des emprunts étrangers continus. La crise a éclaté en 2010 et depuis lors elle est devenue permanente⁴. Pour ces effets, nous pouvons utiliser le terme « les Trente non Glorieuses » faisant allusion aux « Trente Glorieuses » de la forte croissance économique en France après la Deuxième Guerre mondiale et de l'amélioration des conditions de vie du peuple français⁵.

Questions de théorie et de méthodologie concernant les étrangers

L'intention de notre étude est de contribuer à la présentation de la transformation du cadre économique, social, politique et culturel auquel se réfèrent les changements tumultueux en Grèce et plus généralement en Europe. Dans ce contexte, des éléments ayant un poids exceptionnel sont la question des étrangers (réfugiés et immigrants) et la réaction correspondante des indigènes, soit humaniste soit chauviniste. Les collectivités (les réseaux sociaux, le volontariat, le bénévolat et les autres formes de réaction positive envers les étrangers), composées des hommes ayant un respect pour les valeurs des Lumières et un esprit de responsabilité sociale, représentent l'introduction, dans le pays, d'un nouveau facteur de formation de la vie sociale. Sur ce niveau, la position du mouvement social⁶ face à ces activités de type moderne consiste une question d'un intérêt particulier.

Nous pouvons débattre, entre autres, sur deux éléments référant à la théorie et méthodologie qui concernent le mouvement social et le nationalisme. Le premier est les droits de l'homme, et le second est le capital social de Bourdieu.

En référence au premier point, les droits de l'homme, à l'ère de la mondialisation les études sur les droits de l'homme ont adopté une approche – elle a déjà dominé sur la littérature –, dans laquelle la liberté et l'égalité sont les seuls droits fondamentaux. D'autres normes proclamées dans la Déclaration universelle des Nations Unies de 1948, telles que le droit au travail et l'accès à l'éducation et à la culture, ont été ramenées à la catégorie des droits sociaux, et a également été oublié le décret de la Déclaration universelle des Nations Unies selon lequel chaque État doit engager une action distributive dans les domaines économique, social et culturel dans le cadre de son devoir de défense des droits fonda-

³ Cf. Kira Kaurinkoski, *Le « retour » des Grecs de Russie. Identités, mémoires, trajectoires*, École française d'Athènes, Athènes 2018 (c'est un travail qui retrace l'histoire de groupes diasporiques de ces Grecs vers la « mère-patrie imaginée »).

⁴ Cf. Alain Badiou, *Un parcours grec. Circonstances*, 8, Éditions Lignes, Paris 2016, passim.

⁵ Cf. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris 1979. Le titre du livre rappelait les Trois Glorieuses (la révolution de juillet 1830 à Paris).

⁶ Le terme « mouvement social » signifie, dans la présente étude, les activités des courants sociaux et politiques de tendance radicale, dans leur majorité marxistes, cf. Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, François Maspéro, Paris 1980.

mentaux de l'homme⁷. On peut constater que, deux et demi siècles après la Révolution française, un cercle vicieux est remarqué en ce qui concerne les valeurs de la classe bourgeoise ; les nouveaux challenges, qui apparaissent continuellement, se trouvent posés constamment contre les valeurs de la révolution bourgeoise, pour la protection desquelles les Européens combattent laissant à côté la tâche de travailler pour l'amplification d'un courant visant au soutien des revendications économiques-sociaux.

Le second point, la théorie de Bourdieu⁸, nous expose le problème selon lequel ce n'est pas la première fois que les approches du capital social ont été oubliées par un changement de terminologie. Suivant la théorie de Bourdieu sur l'inégalité, le rôle du capital social était associé aux relations conflictuelles entre les classes sociales. Le capital social était considéré comme le privilège de chaque individu, à travers les relations et les réseaux sociaux, facilitant la réalisation de ses objectifs personnels. Le capital social, conformément à la perception qui est acquise aujourd'hui par la majorité des hommes, est l'ensemble des valeurs communes que les citoyens partagent dans leurs relations quotidiennes, une sorte de cohésion au sein de la communauté au sens large. Le capital social est apparu, dans un sens encore différent, dans la société civile. Il couvre une approche qui est liée aux moyens que certains organismes collectifs obtiennent pour assurer la cohésion interne entre leurs membres et à surmonter les problèmes découlant de l'action collective. Cette approche, qui relie le capital social au sens du développement et aux pratiques sociales qui unissent des personnes ayant des objectifs d'action collective communs, confère aux réseaux sociaux une dimension politique positive. Au niveau international, dans l'ère de l'après-guerre froide, le phénomène du post-modernisme⁹, dont la caractéristique principale est la souveraineté du marché, a provoqué, au niveau politique, l'affaiblissement de l'État, l'instabilité et les incertitudes du système de partis, et orientation du gouvernement vers la recherche de nouvelles formes d'action associant initiative privée et volontariat. Sur le plan social, le résultat a été le développement de localités, chacune ayant sa propre identité locale. Sur le plan idéologique, les concepts à la fois marxiste ou celui basé sur la notion de l'État-nation ont été laissés de côté. L'école de pensée réaliste, fondée sur la raison et la pertinence, a été rejetée au profit de la théorie de la déconstruction. Une culture mondiale a été détectée, mettant l'accent sur le rôle des idées et des valeurs, et non du pouvoir et des intérêts, dans la formation du changement global. Ce point de vue était enraciné dans la notion selon laquelle les États n'apportent pas leurs objectifs à la communauté internationale, mais plutôt que la culture mondiale contribue à la formation d'identités culturelles et, par conséquent, aux actions des dirigeants de la communauté mondiale, grâce à l'interaction des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales internationales, pour la promotion des idées et des valeurs de la culture mondiale. La culture globale détermine les comportements, légitime les personnes qui agissent volontairement pour le bien commun aux yeux des autres, dirige l'action collective et mobilise les valeurs de l'humanité, défiant l'autorité juridictionnelle de l'État. Des réseaux sociaux font pression sur les États pour qu'ils adoptent des mesures concernant la guerre, les femmes, l'environnement, etc., qui auraient été rejetées dans d'autres circonstances.

⁷ Cf. *United Nations Universal Declaration*, 1948, Article 23, Article 25.

⁸ Cf. Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 31, 1980, pp. 2-3.

⁹ Cf. Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne*, Éditions de Minuit, Paris 1979, passim.

L'objection à ces efforts est qu'ils créent un consensus sur les valeurs culturelles qui sont soutenues par les élites sociales du monde occidental.

L'implication du mouvement social dans les activités des collectivités

Le système bourgeois est encore jeune. Par exemple, l'esclavage dans les pays industrialisés a été aboli tard, tandis que le droit d'association des citoyens a été établi également tard. Cette constatation peut expliquer en partie l'échec du mouvement social du XX^e siècle à renverser la classe bourgeoise avant la terminaison de son cycle historique. Après l'effondrement du système socialiste russe en 1991 et l'éclipse concomitante de l'économie centralement planifiée, les puissances économiques et financières étaient libres d'imposer leur raisonnement et leur volonté. C'est ainsi que la structure, qui prévaut dans le monde du XXI^e siècle, existe ; les forces financières contrôlent les marchés dans le contexte de la mondialisation et le pouvoir politique, par le biais de la diplomatie, s'efforce de définir un cadre législatif. C'est une histoire ancienne, qui remonte au XV^e siècle, lorsque, selon Braudel, les Vénitiens ont inventé le secteur bancaire¹⁰ et que les institutions financières avaient une vision de la mondialisation. Au sein de cette bordure, on peut retracer l'actualité historique des mouvements des citoyens et des collectivités, à partir des anciennes associations de bienfaisance et des autres collectivités similaires qui ont apparues avant la naissance de la classe ouvrière, jusqu'à la nouvelle phase d'évolution à l'ère de la mondialisation. Les premières associations de citoyens ont fait leur apparition dans le XIX^e siècle, quand les gens se sont plus préoccupés par les conditions sociales et ont décidé d'agir. Ce courant a été accompagné d'une évolution de la pensée politique. Le Congrès de Vienne, en 1814, dont l'objectif était la démarcation des frontières européennes, tenta également de résoudre les problèmes économiques et sociaux, bien qu'il ne fût pas partisan des libertés et des droits civils. Comme beaucoup d'autres initiatives politiques ultérieures concernant la répartition des sphères d'influence entre les Grandes Puissances, le Congrès de Vienne a supprimé les mouvements démocratiques, provoquant la résistance des hommes sous la forme de la création des associations. Un certain rôle a été assigné à des organisations internationales qui, depuis l'époque de la guerre de Crimée, se préoccupaient du développement économique et du maintien de la sécurité. Puis, après un siècle de manque d'activité et à la suite des bouleversements qui ont suivi la Première Guerre mondiale, avec l'effondrement de trois empires européens, la formation de la Russie révolutionnaire et la montée des mouvements de libération nationale, les maîtres de la politique ont finalement décidé de substituer les mécanismes de coercion avec le respect des paramètres politiques et sociaux qui déterminaient les relations internationales. La reconnaissance par la Société des Nations de certaines collectivités en 1919 et sa coopération avec certaines d'entre elles a constitué un prélude à la position adoptée par la plupart des États en faveur des efforts volontaires des citoyens. Après 1945, l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'organe mondial, a accordé aux collectivités un statut consultatif au sein de sa structure. De l'autre côté, le mouvement social, dans la longue durée de sa résistance à l'ordre établi, à partir de 1864 lorsque les marxistes ont commencé leur activité organisée avec la formation de la Première

¹⁰ Cf. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e^{me}-XVIII^e^{me} siècle*, Librairie Armand Colin, Paris 1979, tome III, passim.

Internationale, a été contraint de définir sa position vis-à-vis des collectivités et des autres mouvements non révolutionnaires, tels que les écologistes, les féministes, les campagnes des minorités raciales ou ethniques et les organisations de défense des droits de l'Homme, qui, après la Seconde Guerre mondiale, revendiquaient le statut de mouvements contestataires anti-systémiques¹¹.

Le développement d'une relation efficace entre les syndicats et les collectivités, visant à la justice sociale, a été gâché par un fossé culturel. Les citoyens qui étaient actifs dans les collectivités transmettaient leur culture, qui avait ses origines soit dans l'humanitarisme du XIX^e siècle soit dans leur propre action sociale pour des réformes bourgeoises comme l'abolition de l'esclavage, l'interdiction du travail des enfants et le suffrage universel. C'étaient pour la plupart des gens des couches sociales moyennes ou supérieures – en l'absence des couches sociales subordonnées –, qui tendaient à reproduire leurs propres valeurs bourgeoises. Les travailleurs ont ainsi créé leurs propres collectivités dans divers domaines (parmi elles, les associations du mouvement coopératif, du mouvement des consommateurs, du mouvement pour la paix et du mouvement des femmes). Dans le cadre de la mondialisation, l'action des collectivités ayant des objectifs radicaux et visant à organiser les gens en dehors des associations et plus spécialement les ouvriers en dehors des syndicats ont rencontré l'hostilité du mouvement social. Plus tard, ils ont trouvé un langage commun pour la coopération, car, au fil du temps, les syndicats ont compris qu'ils avaient besoin d'alliés. Les domaines présentant un chevauchement se sont révélés les plus appropriés pour une telle collaboration, en partie à cause de la nécessité d'exercer des pressions. Les organisations syndicales ont bien vu que, dans des conditions d'exploitation où le capital ne les reconnaissait plus comme des partenaires, la solution consistait à rechercher des alliés, comme les collectivités, et à tenter de les radicaliser pour qu'ils se battent pour les droits des couches sociales inférieures. En même temps, les membres des collectivités examinaient la situation selon l'approche de la division de la société en classes sociales, concluant qu'ils ne pouvaient pas ignorer le fait que l'exploitation n'était pas une question de race ou de sexe, mais d'une inégalité en général.

Les collectivités et la Grèce

Partout dans le monde, les collectivités s'efforçaient d'acquérir une légitimité aux yeux du public en tant qu'organisations de volontaires agissant dans le but d'atténuer les souffrances des individus et des populations. Face à la crise et au conflit, même lorsque ceux-ci ne conduisent pas à la confrontation armée et à la guerre, face à tout conflit d'intérêts, les collectivités aspiraient au rôle des pacificateurs par le développement de réseaux de médiation. La protection de la paix, grâce à une stratégie fondée sur le développement économique et social, est devenue le cœur de leur programme. Avec leurs mécanismes de pression, les collectivités sont devenues partie intégrante de la vie diplomatique, influençant les développements.

Comme chaque nouveauté, même s'il s'agit d'un effort idéaliste et altruiste, le phénomène des collectivités présentait des faiblesses innées et était faussé par des pratiques abusives. Ces problèmes étaient nettement plus apparents dans les organisations humanitaires.

¹¹ Cf. Immanuel Wallerstein et als., *Antisystemic Movements*, Verso, London 1989, passim.

La première conclusion est que la neutralité idéologique et politique est impossible. Sur le plan idéologique, l'action des organisations humanitaires ne vise pas à rendre la justice ; il analyse les résultats d'une confrontation plutôt que ses causes, travaillant au niveau de la compassion et du soin pour l'autrui au lieu d'exhorter la communauté internationale à établir la justice par le biais de l'action internationale. Les conflits sont traités non pas comme le résultat des inégalités économiques, de la géopolitique internationale, des accords entre les élites, mais seulement en termes d'action humanitaire qui se concentre sur les individus, offrant des soins aux victimes et atténuant leurs souffrances. Les collectivités ne mènent que rarement des actions basées sur leur propre initiative, car les ressources financières jouent un rôle capital dans les relations de pouvoir inégales et les rapports entre le pouvoir et la subordination. Les centres de pouvoir peuvent utiliser cet atout pour imposer des restrictions, des demandes et des directives politiques. Ces mêmes rapports entre le pouvoir et la subordination sont exprimés dans la sélection des critères relatifs aux plans de coopération, aux contrats de financement, aux clauses exigeant des lignes d'action spécifiques (ces lignes réfèrent au contrôle et à la surveillance attentive des organisations, à l'évaluation des politiques mises en œuvre, ainsi qu'aux instructions et recommandations). Les pays développés exercent une grande influence sur le mécanisme humanitaire en ce qui concerne le processus de prise de décisions. Leurs élites peuvent déterminer le résultat d'une décision pour leur propre bénéfice, de sorte qu'elles profitent également de l'aide humanitaire. Les collectivités, qui sont par définition indépendantes, compliquent encore plus toute tentative d'analyse des relations de pouvoir. En effet, l'étude de leur histoire et de leur développement amène à conclure que, dans la pratique, leurs orientations et leurs activités ont toujours été influencées par les politiques gouvernementales et intergouvernementales. Les collectivités ne respectent pas les règles habituelles d'obéissance et de considération des restrictions ; elles sont relativement libres au niveau des relations avec les États. En contrepartie, elles sont obligées de se soumettre à la nécessité de choisir entre deux alternatives. Le premier choix est de faire preuve de pragmatisme et d'accepter les conditions fixées par leurs commanditaires, afin de réaliser au moins une partie de leurs objectifs ; la deuxième option est de refuser d'accepter les conditions imposées, auquel cas leur action est marginalisée. Les organisations qui tiennent à conserver leur autonomie et à faire leur propre évaluation de la situation dans les cas de conflit doivent faire face à une insécurité financière et politique. Un autre problème grave affectant les organisations humanitaires est le fait que leur action est intermédiée par les moyens de diffusion de masse de l'information, qui sont reliés – habituellement étroitement – aux structures de pouvoir existantes. Des directives sont créées et suivies en ce qui concerne ce qui sera rendu public ; cette structure reproduit le discours du mécanisme humanitaire favorisé par les puissances sociales et politiques au pouvoir afin de façonner l'opinion publique. Les organisations humanitaires sont censées attirer l'attention des dirigeants sur les fronts où une action est nécessaire, mais les domaines d'intervention ne sont pas choisis en fonction de priorités basées sur l'urgence ou l'ampleur du problème. Le temps et la manière qu'un problème humanitaire et ses victimes vont susciter l'intérêt du public et des moyens de diffusion de l'information est déterminé par la politique internationale¹² ; de plus, la fausse représen-

¹² Cf. des constatations connexes concernant les pays occidentaux dans Noam Chomsky, *Profit Over People*, Seven Stories Press, New York 1999, passim.

tation d'une situation est la règle plutôt que l'exception. Face à la commercialisation de l'aide humanitaire, les collectivités décident qu'elles ne peuvent pas échapper aux lois du marché libre ; le résultat est que l'injection de leurs fonds favorise le marché noir. D'innombrables rapports et analyses soulignent l'inefficacité et la mauvaise gestion de l'aide humanitaire. Les mesures préventives contre de tels phénomènes indésirables et la sanction des responsables n'ont pas réussi à éliminer le problème.

En Grèce, le tempérament des indigènes et leur culture et mentalité conduisent souvent à des comportements idiosyncrasiques. Les collectivités internationales, qui adoptent des positions éthiques en conflit avec l'opinion publique grecque, étaient inacceptables pour la population. Dans un pays où les développements internationaux sont acceptés lentement et avec hésitation, des tentatives ont été faites pour imposer de nouveaux modèles et arrangements sociaux par les hauts échelons du pouvoir ; les élites sociales ont adhéré à ces développements et les ont promus. Dans les couches sociales inférieures, toutefois, l'identité culturelle grecque est une caractéristique nationale très étendue qui ne permet pas le développement d'identités locales spécifiques. L'identité culturelle reste fortement liée à la tradition grecque, et il en résulte une régénération constante de l'attachement à l'institution de l'État, en tant que parapluie couvrant tout. L'autre caractéristique nationale est le recours au système de partis, qui a toujours été considéré seul moyen de résoudre les questions sociales. La défense des droits des couches sociales inférieures (le droit au travail, les conditions de vie décentes, l'éducation, la santé), les progrès dans la libéralisation des institutions et la démocratisation de la vie sociale sont des problèmes récurrents de la vie grecque contemporaine, reflétant l'observance démodée des traditions progressistes et l'imaginaire des valeurs en danger lors des conflits sociaux passés (la résistance antifasciste en 1936-1944, la guerre civile en 1947-1949, la dictature militaire en 1967-1974). L'attachement aux institutions traditionnelles va de pair avec la non-adoption par les citoyens grecs des formes d'action novatrices que l'on trouve dans la période postmoderniste. Une manifestation qui se limite souvent au niveau de l'imaginaire ou aux marges de la réalité virtuelle et qui ne présuppose pas la participation directe des hommes à une action, mais confie la solution des problèmes à un représentant, a très peu d'attrait pour le citoyen grec moyen.

En ce qui concerne les collectivités qui ont une activité dans le pays, la situation a évolué, dans la pratique, dans deux directions distinctes, qui se sont développées parallèlement. L'une d'elles était celle adoptée par l'État, les partis politiques (les libéraux et les sociaux-démocrates) et les autres organisations institutionnelles, avec le consensus des élites sociales. La seconde était celle qui s'inscrivait dans le comportement politique des couches sociales inférieures et qui était liée à la tradition et à la culture grecques. Le résultat immédiat était que le second facteur a incité les organisations institutionnelles à suivre une pratique en contradiction avec leurs déclarations.

Au début du XXI^e siècle, les partis politiques ont changé leur opinion pour le rôle et l'utilité des collectivités. L'intérêt des élites sociales pour soutenir le volontariat s'est accru. Cette position a été renforcée par la politique de soutien aux collectivités menée par l'Union européenne¹³. La masse de la société grecque, en revanche, a manifesté une résistance évidente à la diffusion de cette nouvelle tendance ; l'opposition était tout à fait en

¹³ Cf. des réflexions connexes dans Jürgen Habermas, *Zur Verfassung Europas. Ein Essay*, Suhrkamp Verlag, Berlin 2011, passim.

accord avec les traditions sociopolitiques et la culture que les indigènes partagent. Le pays se trouve dans une zone sensible. L'impression générale est que l'action des collectivités a été politisée au profit d'objectifs et de valeurs étrangers, qu'elle est un nouveau moyen d'exercer une influence et d'appliquer des modèles des métropoles à la périphérie. Les citoyens avaient une expérience de cette conclusion pendant la Guerre froide, lorsque le plan Marshal a offert, entre 1947 et 1951, une aide financière, en vue du rétablissement du pays, pour des raisons clairement géopolitiques. Dans les pays balkaniques voisins, les collectivités ne sont pas appréciées. Les gens se tournent vers le capital-risque et l'investissement pour réaliser des profits plutôt que vers l'activité des collectivités. De même, en Grèce, on a l'impression que les promoteurs ont tendance à défendre leurs propres intérêts et objectifs plutôt que ceux des personnes qu'ils sont censés servir.

Les élites sociales grecques n'ont pas contribué de manière significative aux efforts déployés par la communauté internationale pour faire face aux crises et aux catastrophes, pour lutter contre la pauvreté et pour améliorer les conditions économiques et sociales des pays en développement, en raison de la vive résistance du peuple à toute proposition de participation aux opérations en dehors de la Grèce. Le pays a participé à des initiatives humanitaires et de développement internationales dans divers pays. Dans certains cas, les dirigeants au pouvoir ont estimé que la présence des forces grecques dans les missions militaires de maintien de la paix améliorerait l'image du pays et créerait les conditions nécessaires à la promotion de ses propres intérêts. Ces décisions ont provoqué une tempête de réactions à l'intérieur, dans la société, car elles étaient en contradiction avec le rôle traditionnel pacifique et non militaire de l'État et la culture d'introversion correspondante au sein des couches sociales inférieures. Avec très peu d'exceptions (la campagne en Russie septentrionale en 1919, la campagne contre Ankara en 1922, l'invasion en Bulgarie en 1925, la participation dans la guerre de Corée en 1950-1953), la Grèce, depuis qu'il est devenu un État souverain dans le XIX^e siècle, n'avait pas participé à des actions militaires ni à des interventions sur un sol étranger. Au contraire, la Grèce a été victime d'attaques successives et d'occupations étrangères. La réaction de l'opinion publique au développement de la soi-disant initiative privée (entreprises de capital-risque) dans les Balkans et à l'Est européen après la chute de leurs régimes en 1989-1991 était tout aussi négative, sur la base de la conviction que le décollage de l'économie grecque dans les années 1990, après que le pays eut adhéré à l'Union économique et monétaire, n'a apporté aucun gain matériel immédiat à la population en général, ni une réduction du chômage.

Les collectivités n'ont pas suscité l'intérêt du public. Les moyens de diffusion de l'information tirent leur matériau de sources liées au gouvernement et à ses fonctions. Les organisations syndicales, grâce à leurs liens avec le système des partis, ont facilement accès aux médias, beaucoup plus que les collectivités. L'attitude des médias a été façonnée par l'humeur du public et par l'influence du mouvement populaire depuis la chute de la dictature en 1974 – ce même mouvement était organiquement lié à l'appareil politique et était utilisé comme moyen d'atteindre l'objectif de l'ascension au pouvoir. La perception postmoderne des collectivités en tant qu'organismes défendant leurs propres objectifs, à l'instar du mouvement pour la liberté en matière d'identité de genre et de vie sexuelle, était considérée comme responsable de l'invasion de modèles étrangers de culture politique. Sous ce type de pression, les collectivités ont adopté le politiquement correct pour trouver un endroit où elles puissent survivre.

Les partis politiques promeuvent traditionnellement les questions sociales. Pour les Grecs, la politique est un mode de vie. L'expérience a montré que les relations des pôles traditionnels du pouvoir ne changent pas facilement, et ne permettent pas l'apparition d'un nouveau modèle plus ouvert d'organisation sociale, qui serait en mesure de proposer des solutions alternatives aux problèmes actuels. La Grèce, pays de tradition de gouvernement centralisé, n'a pas de précédent en matière d'auto-organisation citoyenne. Il n'y a pas de tradition au sein de laquelle les collectivités pourraient trouver une culture prête qui inciterait les gens à offrir le soutien social nécessaire et proclamerait la société civile en tant que facteur social établi. Le système d'appui à l'État et aux partis politiques continue de fonctionner sous une autre apparence. Cette culture politique a été retravaillée et ne caractérise plus seulement l'état du parti politique, mais s'est étendue et est devenue une partie inséparable de la sphère sociale plus vaste et de ses organisations. Dans ce système, tous les partis et organisations, malgré leurs différences idéologiques, leurs différends et leurs conflits, travaillent enfin ensemble pour régénérer les caractéristiques constitutives de l'État-nation grec. En ce sens, la question ne concerne pas le retard ou le sous-développement de la société civile en Grèce, mais sa provenance et sa formation historiques et sociales.

À propos du mouvement syndical, les collectivités ont été accueillies avec hostilité par les travailleurs organisés. Dans certains cas, elles ont été critiquées du point de vue de la lutte de classes, souvent très sévèrement. Le volontariat en tant que substitut à l'action de l'État dans le domaine de la protection sociale était considéré non seulement comme une mauvaise politique, peu susceptible de traiter les problèmes sociaux structurels de la société contemporaine, mais également comme dangereux d'un point de vue idéologique car il cherchait à changer la nature de l'opposition politique de la sphère publique à celle privée, ainsi que de l'État assumant la responsabilité de ses citoyens à l'initiative privée. L'action volontaire organisée collectivement au sein des partis politiques est liée aux mouvements dans la société qui visent à l'élaboration d'une stratégie basée sur une participation directe, alors que le volontariat est une stratégie d'intégration des élites sociales dans le système dans le but de la réorientation de l'État grec vers le marché mondial. Historiquement, le volontariat, basé sur la philanthropie des couches sociales privilégiées, depuis le temps de leurs gestes d'intérêt pour les pauvres qui souffrent, dissimulait l'inégalité des classes sociales. Au XX^e siècle, l'action et l'organisation des travailleurs grecs en syndicats et en partis ont soutenu les revendications en matière d'assurance sociale, d'emploi et de résolution des problèmes de leur classe, non pas en tant que questions dépendantes de la bonne volonté des privilégiés, mais comme droits fondamentaux de l'homme. Le même point de vue souligne que les organisations de volontaires, en particulier celles qui jouent un rôle de direction dans le secteur des organismes de bienfaisance et de protection sociale, ne peuvent compenser les lacunes de la politique de l'État. Leur rôle est accessoire, car ils ne peuvent pas résoudre les problèmes endogènes d'inégalité et de pauvreté qui caractérisent la structure sociale des sociétés post-capitalistes.

Le système institutionnel grec n'a pas pu résister à la pression de l'opinion publique et a reculé au détriment du volontariat. Certaines formations politiques ont soutenu les collectivités en théorie, mais avec des réserves quant à leur développement pratique, exigeant des garanties que la société civile conserve son autonomie et ne soit pas sacrifiée aux intérêts d'un parti ou à des intérêts privés. De même, quand une campagne bruyante a exigé la reconnaissance institutionnelle des collectivités, les dirigeants politiques étaient sceptiques

face à une telle évolution, ce qui donnerait à un interlocuteur non invité une forte présence sur la scène politique à travers les relations institutionnelles entre l'État et le secteur bénévole en lui permettrait d'influencer des alliances entre partis. Les partis politiques n'étaient pas beaucoup plus réactifs. Les différentes collectivités, à l'aide de pratiques traditionnelles pour soutenir les choix des partis, ont continué de reproduire le cadre de la culture politique à travers laquelle toutes les parties intéressées, indépendamment des différences politiques et idéologiques, pourraient enfin travailler ensemble pour préserver les caractéristiques de base de l'État-nation grec contemporain.

Des formes diversifiées de la lutte en faveur des réfugiés et immigrants

La société civile grecque a adopté des positions souvent très proches de la vision du mouvement social. Elle pourrait, dans certaines conditions, contribuer à la rénovation du système social et politique grec et à la protection des droits des couches inférieures, et enrichir le modèle d'organisation sociale existant. L'obstacle est que ses activités empiètent sur le territoire du mouvement social grec. La présence historique du mouvement syndical est menacée dans la mesure où sa fonction et ses objectifs sont revendiqués par d'autres. Le monopole traditionnel du mouvement social sur l'utilisation des forces sociales s'est heurté à la concurrence, ce qu'il n'est pas prêt à accepter. La question reste de savoir si, à l'avenir, les collectivités seront en mesure d'intervenir dans les relations des pôles de pouvoir traditionnels, le mouvement social étant, en un sens, l'un de ces pôles. En général, jusqu'à maintenant, la tentative de transition de la lutte pour les droits de l'homme du cadre social traditionnel aux collectivités fut en vain. Dans ce pays, dans les limites des identités culturelles et des obstacles qu'elles entravent à la diffusion des phénomènes postmodernistes, le volontariat en tant qu'action postmoderniste a rencontré la résistance du système de relations et de conceptions dominantes, révélant ainsi un fort attachement au cliché traditionnel parmi les Grecs et suscitant d'eux une réponse limitée ou l'indifférence ou l'hostilité envers le nouveau. En outre, il existe une incompatibilité entre l'identité culturelle grecque et les formes d'action contemporaines comme celle des collectivités. Du point de vue de la compatibilité avec l'identité culturelle grecque, les organisations de l'initiative privée, comme des formes alternatives d'action parallèlement à l'action de l'État, représentent un phénomène insignifiant et rencontrent une approbation mince. Comme d'autres éléments imposés à la société grecque, non pas en tant que produits d'une culture préexistante, mais en tant qu'importations, sans tenir compte de la mentalité de la population, les collectivités doivent convaincre les citoyens de la valeur des nombreuses nouveautés qu'ils manifestent, qu'ils servent. Le post-modernisme se trouve confronté avec l'esprit traditionnel combattant en Grèce, une combinaison de la tradition et du nationalisme. Dans l'espace public, le phénomène est caractéristique ; dans la rue, des mots d'ordre traditionnels sont entendus, exprimés par des manifestants qui révèlent de manière vivante l'actualité des visions des jeunes, tandis que d'autres font allusion à la répartition inégale des biens matériels et intellectuels en évoquant la pauvreté, l'injustice et la tendance croissante à l'égoïsme et à la déification du profit matériel. Ces questions sont révélatrices de l'esprit qui existe encore parmi les indigènes, à savoir l'adhésion persistante à la résolution des problèmes de survie et des droits de l'homme selon la voie politique traditionnelle.

Regard historique sur l'émigration dans l'espace euro-méditerranéenne, 20^{ème}-21^{ème} siècle

NOURREDINE ABDI
CNRS, PARIS

Traditionnellement le mot « Méditerranée » employé au singulier désigne deux mers disjointes l'une de l'autre par la péninsule italienne qui, passant à travers, les délimite effectivement. D'où la possibilité d'une distinction côté Ouest d'une Méditerranée occidentale présentant une grande unité qui habituellement n'est jamais constatée. Alors que sa rive nord est constituée par trois pays européens : l'Espagne, la France, l'Italie dit « l'arc latin » et sa rive sud également par trois pays mais africains : le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, de langue arabe, mais avec des survivances des langues d'origines, à savoir : le kabil en Algérie, le berbère du Rif marocain.

Ces deux groupes se faisant face avec comme différence entre eux le fait que sur les côtes sud des parties Nord les caps portent des noms européens : Cap Carbon, Cap de Fer, Cap Blanc et côté Sud les baies des noms maghrébins : Gorges de Bejaïa, Gorges de Tunis, Gorges de Hammamet. Les caps étant en tant que tels des lieux exposés à l'intervention étrangère, les baies le seraient moins.

L'observation géographique révèle un état intérieur particulier des pays maghrébins.

En ce qui concerne la rive Nord : l'Espagne, la France, l'Italie, l'ensemble de ces pays connaissant un certain degré de développement et d'intégration accède à un niveau de domination de la rive Sud. En Algérie, après la libération du pays, avec une réforme agraire mal gérée n'a pas favorisé l'essor de la production intérieure, le dynamisme et le savoir-faire introduits par les colons se sont retirés avec leur départ.

Les Algériens n'étaient pas à la hauteur de prendre en charge leur pays, faute de formation de la population durant la colonisation.

L'élite algérienne à l'indépendance n'étaient pas en mesure de reprendre les domaines florissants existants, ni les projets qui étaient en cours de réalisation par la France, à savoir des installations nucléaires.

Par ailleurs, il y a eu des initiatives qui avaient été prises par les Algériens qui ne l'avait pas été par la France étant perdante en quittant l'Algérie : la Réforme agraire.

De plus, l'incompétence des nouveaux dirigeants a fait perdre ce qu'ils auraient pu garder des grandes et fructueuses implantations agricoles. Il en est résulté une dépendance propice à une exploitation extérieure du pays.

L'option de se diriger vers presque exclusivement l'exploitation des hydrocarbures, a produit l'abandon d'une partie des investissements agricoles en l'absence de toute autre production.

Une classe dirigeante corrompue se créa, laissant une population toujours plus nombreuse repliée sur elle-même au point où avec l'absence d'une dynamique mobilisatrice elle

se trouva dans un état de blocage faisant l'objet aussitôt d'une reprise par Bourguiba avec ses réformes en Tunisie et Ben Bella en Algérie, sans pouvoir la faire évoluer restant profondément divisée entre une classe évoluée et surplombée par celle-ci une masse sous payée plutôt soumise.

Il faut évoquer les mouvements de population se déroulant durant la période entre la fin du 19^{ème} et le début 20^{ème} siècle venant d'abord d'Italie vers la France, puis suite à la Guerre d'Espagne ses réfugiés, suivis des Portugais. Durant et à la fin de la Guerre du Vietnam, ce sont des « boat-peoples » qui arrivaient en nombre en France.

Dans les années cinquante, des migrations soutenues de main d'œuvre de pays dépendants en direction de pays dominants, y développant des secteurs en voie d'expansion assurant aux pays du Nord une avancée et aux pays du Sud des ressources par l'argent envoyé par ces ouvriers en Europe à leurs familles restantes au pays. D'où un système qui s'établit et fonctionne assurant un échange inégal. Alors que le Maroc moins avancé que la Tunisie et l'Algérie demeure assez stable, les deux autres pays plus ébranlés ont suscité davantage de migrations et connaissent une évolution sur le plan du nationalisme en opposition à la France. leur ancien pays dominant.

Il y eut une déstructuration réciproque suite à la décolonisation entre colonisateurs et colonisés.

Les Algériens ont lutté pour prendre le pouvoir dans leur pays tandis que la France a essayé de les maintenir sous sa tutelle, à les dominer et exploiter les richesses de leur pays. Les conditions dans lesquelles la France s'est retirée suite aux conflits entre les deux pays s'est déroulé d'une façon dramatique après sept ans de guerre. Il y a eu des destructions de la part de colons extrémistes en Algérie, ce qui était contraire à une ouverture possible d'échanges dans le futur.

Quant à la France, elle perdait d'abord un pays qu'elle exploitait, et en plus le contact avec l'Afrique du Nord et le Sahara, ce pays occupant une position géographique reliant la Méditerranée au Sahara en tant que lien vers la rive sud, c'est-à-dire le monde maghrébo-saharien.

Dans les liens entre ces deux pays, il restera quand même un aspect colonial : la France utilise l'Algérie comme les pays de la rive sud, pour garder un rôle au Maghreb et même au-delà.

Durant la colonisation, il y avait des migrations d'Algérie, de même du Maroc et de la Tunisie vers la France, l'Afrique du Nord étant française. De même une population européenne de la rive nord de la Méditerranée s'y était installée en tant que colons.

Suite à la décolonisation des années soixante, il y eut un bouleversement du fait du départ précipité de ces Européens colonisateurs, suivi d'une population juive autochtone se trouvant exclue des nouveaux pays maghrébins en formation, ayant pris dans les nouvelles constitutions l'Islam en tant que religion d'État.

Il s'agit des conditions de la traversée Sud-Nord de la Méditerranée occidentale ce que tente une partie de la population maghrébine même avec la prise de risques. De la part des autorités de la rive maghrébine une certaine complaisance n'est pas absente vis-à-vis de ce mouvement. Les autorités des pays européens, elles, dans les années 60-70, font appel à cette main-d'œuvre maghrébine pour les employer à l'essor économique des 30 glorieuses. A la suite du regroupement familial en 1978, un accroissement rapide de cette population

maghrébine apparût, ce qui a fait surgir un mouvement de crispation identitaire en France et en Italie, le Front national et le Mouvement 5 Étoiles.

En décembre 1991, une révolte éclata à Alger, suite aux élections lesquelles étaient gagnées par les Frères musulmans. Résultats aussitôt annulés par le gouvernement. Des hordes islamistes ont semé la terreur dans tout le pays pendant près d'une décennie répandant leurs lois et un traumatisme profond, intégrées dans la population jusqu'à nos jours. De nombreux intellectuels, artistes, écrivains ont été assassinés, ou ont dû fuir, vers la France et jusqu'au Canada.

En parallèle, les enfants des immigrés ont réagi au Front national avec le mouvement « Touche pas à mon Pote ». Mais par la suite, certainement instigué par des pays musulmans, le scandale des foulards a éclos dans les écoles des banlieues.

Jusqu'à cet époque, c'est entre le Maghreb et les pays du Nord de la Méditerranée, que les tensions et échanges ont joué. Vers la fin de la dernière décennie du 20^{ème} siècle, l'islamisme s'est mondialisée, Ben Laden, originaire d'Arabie Saoudite a pris la tête du mouvement, qui a culminé avec l'attentat du 11 septembre à New York. D'où une nouvelle guerre en Afghanistan. Ensuite la deuxième Guerre de l'Irak menées par les États-Unis, a continué la déstructuration de tous ces pays du Moyen Orient.

D'où les révolutions dans le Maghreb en 2011 qui permettront une nouvelle perception du pays par ses citoyens, favorables à son développement dans son ensemble. Ce mouvement a éclaté en janvier en Tunisie, suivi par l'Égypte, puis par la Syrie. Des changements profonds sont intervenus, en chassant les dirigeants largement corrompus, sauf en Syrie, Bachir el Assad s'accrochant au pouvoir, en menant une guerre terrible contre son pays jusqu'à nos jours, soit 8 ans.

Profitant de la situation de désagrégation dans le Moyen Orient, une horde islamiste a pris le pouvoir, déclarent un Califat en Iraq, un mouvement international islamique s'est créé, devenant un pôle dominant attirant des jeunes combattants des pays arabes et d'Europe. Les jeunes d'origine maghrébine de plus en plus radicalisés de nos banlieues, ainsi que des convertis, ont fait allégeance, et ont rejoint ce conglomerat, accomplissant des horreurs, détruisant des monuments millénaires, introduisant l'esclavage, en vendant enfants et femmes.

Ceux qui restaient en France et en Belgique, déjouant l'attention des autorités, ont fait allégeance à l'État islamique, ont fait d'atroce attentats en 2013 au Bataclan et dans les rues de Paris, puis dans un Hyper-cachère. L'attentat de Nice perpétré par un camionneur islamisé, puis celui de Bruxelles et de Londres. La société européenne s'en est trouvée tétanisée.

Une coalition internationale menée par les États-Unis, la France et la Turquie rejoint par la Russie a réussi à vaincre ce conglomerat monstrueux après trois ans de lutte. Cependant le président syrien soutenu par la Russie est toujours en place.

L'État islamique disloqué, la question des combattants vaincus et de leurs familles, notamment des enfants de bas âge posent un problème insoluble, car aucun pays ne semble vouloir les accepter. Leur sort est toujours sans solution, ces familles se trouvant dans des camps d'un environnement désertique et deviennent de plus en plus fanatisées.

A partir de 2014, une vague jamais vue de réfugiés ont été jetés sur les routes vers l'Occident, leur ville : Alep ayant été détruites. D'autre part, suite à la guerre de la Lybie et de l'Afrique noire menés par d'autres islamistes, d'autres malheureux avaient pris la fuite à

travers ce continent par terre et par mer, échouant sur les côtes grecques et italiennes. Nombreux parmi eux ont péri soit en mer soit en traversant des contrées dangereuses.

La crise des réfugiés éclatant, les pays européens n'ont pas pu se préparer pour s'organiser et les accueillir. En les traitant de migrants, les déclassant de leurs états de réfugiés certains pays ont refusé d'en accueillir, même un petit groupe, en faisant d'eux un sujet d'effroi pour leurs sujets. Au Moyen-Orient le Liban et la Jordanie, puis la Turquie en a reçu un grand nombre avec l'aide de l'Union européenne. En Europe, c'est surtout l'Allemagne et des pays du Nord qui les ont acceptés, non sans problèmes, puisque l'extrême droite a vivement réagi, faisant chuter la côte d'Angela Merkel.

La France a pris part à ce mouvement, partiellement réussi, mais surtout ceux qui venaient d'Afrique ont du mal à être prises en charge, supportant des situations dramatiques. Ce sont les Syriens en partie bien scolarisés qui se sont le mieux intégrés, notamment les chrétiens d'Orient déracinés après des milliers d'années de leur pays d'origine.

A cette époque d'une mondialisation n'a pas forcé, l'émigration s'est mondialisé. Elle ne peut avoir lieu hors des pôles dominants le monde, et elle se déroule dans le cadre d'aires régionales, transnationales et à l'initiative des pays qui en font partie. Les pays européens ont traversé des crises économiques graves au 21^{ème} siècle, et ont connu une croissance du chômage, ce qui ne facilite pas l'absorption de cette masse humaine. Les différences de coutumes et religieuses s'ajoutent aux difficultés, créant parfois des états d'exaspérations.

A ce jour on n'a pas de visibilité sur le devenir de cette population, alors que les causes qui les ont jetées hors de chez eux sont toujours présentes.

Une nouvelle étape des rapports militaires franco-hongrois : une contribution involontaire française pour la montée du nationalisme hongrois

KRISZTIAN BENE
UNIVERSITE DE PECS

Les rapports militaires franco-hongrois ont déjà une longue histoire, car lors des siècles, il y a eu plusieurs occasions quand les deux pays se sont rencontrés sur le champ de bataille comme ennemis ou alliés. Pourtant, ces relations ne sont ni particulièrement intenses ni trop étudiées en général. Ces faits peuvent être expliqués par la distance géographique qui sépare les deux États, cependant, les relations politico-militaires franco-hongroises connaissent un inévitable développement au fil du temps. Incontestablement, la période la plus intéressante – ce qu'on voudrait présenter dans notre étude – est celle du tournant du XX^e et du XXI^e siècles quand les deux pays s'intéressent mutuellement et la nature de leurs rapports change considérablement.

Au début, cette intensification est liée à la fin du régime communiste en Hongrie quand les relations bilatérales connaissent une importante relance dans plusieurs domaines (politique, économique, culturel, etc.). Cependant, on peut constater que l'évolution de ces rapports pendant les années 2010 est en relation étroite avec la politique menée par les dirigeants des deux pays. D'une part, la vision politique des personnages principaux sur l'avenir de l'Europe devient de plus en plus divergente qui alimente la montée du nationalisme en Hongrie. D'autre part, la coopération militaire entre les deux États, surtout dans le domaine de la vente d'armes, est une affaire rentable pour la France à court terme, néanmoins, peut également contribuer aux tendances nationalistes néfastes en Europe centrale et orientale à moyen terme.

Les antécédents historiques

Les relations politico-militaires franco-hongroises ont déjà un long passé qui remonte au 10^e siècle quand les campagnes lancées par les Hongrois touchent même les territoires français¹. Malgré cette longue durée des relations, les deux États ne maintiennent pas de rapports particulièrement étroits pendant cette période millénaire. Cette contradiction s'explique par plusieurs faits, comme les distances géographique, linguistique et culturelle qui

¹ Gyula Kristó, *Magyarország története 895-1301*. Osiris, Budapest, 1998, pp. 55-60.

séparent les deux pays d'une manière efficace². Pourtant, un certain rapprochement a lieu pendant ces siècles marqués par certains épisodes historiques bilatéraux.

Parmi d'autres, on peut y mentionner Charles I^{er} Robert et Louis I^{er} le Grand, deux membres de la maison Anjou-Sicile, qui règne sur la Hongrie de 1308 à 1382 et leur apport culturel, politique et économique au développement du pays est particulièrement grand³. La contribution militaire française à la libération de Hongrie au 17^e siècle⁴ est aussi remarquable ainsi que le soutien de la guerre d'indépendance de François II Rákóczi au début du 18^e siècle par Louis XIV⁵. Cette coopération entraîne plus tard l'adoption de la cavalerie hongroise (les fameux hussards) par l'armée française, un processus qui est lié au nom de László Bercsényi, qui devient le maréchal de France⁶. Lors des guerres napoléoniennes, les troupes hongroises luttent plusieurs fois contre l'armée de l'empereur français, mais l'épisode le plus souvent mentionné de ces hostilités franco-hongroises est la bataille de Raab (Győr en hongrois), dans laquelle les unités austro-hongroises subissent une grande défaite⁷.

Il faut souligner l'importance de la culture française qui exerce une influence considérable sur celle hongroise, particulièrement dans le domaine de la littérature. Cette présence culturelle encourage également le rapprochement politique, mais cette tentative illustrée par la construction d'un monument en l'honneur des soldats français tombés en Hongrie pendant les guerres napoléoniennes à Pécs ne connaît pas de suite favorable en raison de l'éclatement de la Première Guerre mondiale⁸.

Pendant les guerres mondiales et coloniales

Un aspect particulier de ces rapports est la présence hongroise dans l'armée française (surtout dans la Légion étrangère) qui semble être constante pendant le(s) 20^e (et 21^e) siècle(s). Malgré le fait que le taux de cette présence militaire est très varié, il y a quelques périodes, en général liées aux bouleversements politiques, quand cette participation est plus importante. Ce sont notamment les deux guerres mondiales et les conflits coloniaux faisant partie de la décolonisation (la guerre d'Indochine et celle d'Algérie).

Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le gouvernement français commence à recruter auprès des citoyens étrangers vivant en France. En 1914, un nombre d'associations regroupant les membres des diasporas étrangères de France encouragent leurs membres de participer dans la défense de leur nouvelle patrie en s'engageant dans l'armée française. En général, les gens ciblés par cette convocation répondent d'une manière favorable aux appels et s'engagent en nombre dans l'armée française. Leur plupart

² Krisztián Bene, « L'évolution des rapports culturels franco-hongrois dans une approche multidisciplinaire », in Daniel Vojtek (dir.), *La culture française est-elle encore une influence dans le monde d'aujourd'hui ?* Filozofická fakulta Prešovskej univerzity v Prešove, Prešov, 2017, pp. 113-114.

³ Iván Bertényi, *A tizennegyedik század története*. Budapest, Pannonica, 2000, pp. 51-56, 181.

⁴ Voir Ferenc Tóth, *Saint-Gothard 1664. Une bataille européenne*. Lavauzelle, Panazol, 2007.

⁵ Yves-Marie Rocher, « Louis XIV et la guerre d'Indépendance hongroise (1701-1711) », *Revue historique des armées*, n° 263, 2011/2, pp. 63-74.

⁶ Raymond Boisseau, « La levée de Bercheny-hussards », *Revue historique des armées*, n° 255, 2009/2, pp. 15-21.

⁷ Voir Veress D. Csaba, *Napóleon hadai Magyarországon 1809*. Zrínyi, Budapest, 1987.

⁸ Nagy Gábor, « Francia emlék a Mecseken », *Pécsi Szemle*, 2002/1, pp. 71-79.

sont dirigés à la Légion étrangère où ils signent un contrat traditionnel de cinq ans. Étant donné que ces recrues constituent un potentiel militaire considérable, l'état-major français déclare que les engagés d'origine étrangère peuvent s'intégrer à la Légion étrangère vingt jours après le début de la mobilisation avec un contrat spécial pour la durée de guerre⁹. Cette possibilité est plus séduisante que le contrat traditionnel, ainsi un grand nombre de volontaires arrivent aux bureaux de recrutement à partir du 21 août. Finalement, après une sélection médicale, 42 883 hommes seront admis jusqu'à la fin de la guerre. Ces volontaires sont issus de plus de cinquante nationalités. D'après l'enregistrement valable jusqu'au 1^{er} avril 1915, les Alsaciens-Lorrains sont les plus nombreux (6 500 hommes) parmi les engagés qui semble logique après les antécédents historiques. Dans l'ordre décroissant, les suivants sont les Italiens (4 900 hommes), les Russes (3 400 hommes), les Suisses (1 500 personnes), les Belges (1 500 hommes) et les Autrichiens-Hongrois (1 400 hommes). Au-delà des citoyens européens, plusieurs centaines de volontaires arrivent des autres continents (Amérique, Asie, etc.)¹⁰.

Concernant les volontaires issus de l'Autriche-Hongrie, au total, 1 369 citoyens austro-hongrois signent un contrat d'engagement pour servir sous le drapeau français. En basant sur les informations du Service historique de la Défense disponibles sur le portail intitulé Grand Mémorial, on a la possibilité de faire des recherches approfondies par rapport à ces engagés. Parmi les données des soldats engagés dans l'armée française lors de la Première Guerre mondiale, on peut sélectionner les dossiers de soldats selon les pays d'origine. Grâce à cette méthode, on trouve les fichiers de 263 soldats nés en Hongrie dont 51 personnes sont mortes pendant la guerre. D'après ces données, c'est la Légion étrangère qui accueille environ la moitié de ces volontaires hongrois. Il faut encore ajouter huit individus se trouvent au sein du 1^{er} régiment de marche d'Afrique (et une personne est indiquée comme membre de la Légion étrangère et également de cette formation)¹¹. On peut supposer que les autres engagés ont déjà obtenu la citoyenneté française au début des hostilités, ainsi ils ont été mobilisés et attachés aux unités régulières respectives.

Pendant l'entre-deux-guerres, beaucoup de gens quittent l'Europe centrale et orientale en raison des changements politiques profonds dont une partie s'installent en France et optent pour le service dans les rangs de la Légion étrangère. Bien que des recensements nationaux précis ne soient pas disponibles, toutes les sources confirment que les Russes et les Hongrois sont particulièrement nombreux parmi ces volontaires aux années 1920¹². Par conséquent, la contribution hongroise aux efforts militaires français semble être durable.

⁹ Jean-Jacques Becker, « Les volontaires étrangers de l'armée française au début de la guerre de 1914 », in Hubert Heyriès – Jean-François Muracciole (dir.), *Le soldat volontaire en Europe au XX^e siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel*, Presses universitaires de la Méditerranée, Montpellier, 2007, pp. 87-88.

¹⁰ André-Paul Comor, *La Légion Etrangère. Histoire et dictionnaire*. Robert Laffont – Ministère de la Défense, Paris, 2013, p. 358.

¹¹ Mémoire des hommes. Morts pour la France de la Première Guerre mondiale. Hongrie, en ligne [https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/client/mdh/base_morts_pour_la_france_premiere_guerre/resus_rech.php] (Consulté le 18 juin 2019.)

¹² Szciesko Tibor, *La Légion. Une légende en marche. 1^{er} étranger de cavalerie*. Editions Atlas, Paris, 1994, pp. 9-10.

L'éclatement de la Seconde Guerre mondiale intensifie la participation hongroise au sein des forces armées françaises, étant donné qu'un grand nombre d'étrangers résidant en France s'engagent dans l'armée française en 1939-1940. D'après des estimations, ils sont autour de 83 mille¹³. Comme pendant la Première Guerre mondiale, les citoyens français naturalisés sont également mobilisés durant cette période, ainsi beaucoup d'immigrés hongrois se trouvent sous le drapeau français. Quelques nationalités (notamment, celles polonaise et tchécoslovaque) étant capables d'organiser des unités militaires autonomes dans les rangs de l'armée française peuvent déployer des troupes importantes en 1940 qui luttent contre l'armée allemande avec des formations françaises¹⁴. Les volontaires ayant d'autres nationalités sont dirigés vers des troupes légionnaires créées récemment pour accueillir ces engagés. Les unités les plus connues de ce genre sont les régiments de marche de volontaires étrangers (RMVE) : les 21^e, 22^e et 23^e régiments. Ces troupes sont constituées presque entièrement des volontaires étrangers, seulement les officiers et une partie des sous-officiers font partie de l'armée régulière. Les 11^e et 12^e régiments étrangers d'infanterie (REI), la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère (DBLE) et le 97^e groupe de reconnaissance de division d'infanterie (GRDI) sont des formations mixtes composés partiellement de nouvelles recrues dont les rangs sont renforcés par des légionnaires actifs et réservistes¹⁵. La plupart de ces formations récemment établies et hâtivement instruites manquent les cadres professionnels et les armes en quantité nécessaire¹⁶. Malgré ces difficultés, au printemps 1940, ces unités sont déployées contre l'armée allemande en France et à la Norvège où elles subissent des défaites écrasantes (sauf la 13^e demi-brigade qui contribue à la seule victoire alliée sur le continent européen de cette période). Le bilan de ces opérations est triste pour les volontaires : leurs unités sont anéanties, ils tombent sur le champ de bataille ou se trouvent dans des camps de prisonniers et seulement quelques-uns puissent éviter ces parcours néfastes. À la fin de la campagne, les régiments de marche sont dissous le 1^{er} juillet en France, tandis que les survivants des deux REI et du GRDI sont transférés en Afrique du Nord où ils connaissent le même destin¹⁷.

En raison du nombre élevé des juifs réfugiés dans les rangs de la communauté hongroise de France, leur plupart sont hostiles pour l'Allemagne nazie. Par conséquent, ces Hongrois s'engagent en nombre dans l'armée française après le déclenchement de la guerre en septembre 1939. Ces hommes sont encouragés également par l'Association des Hongrois francophiles qui appelle les Hongrois vivant en France à rejoindre l'armée française¹⁸.

¹³ André-Paul Comor, *L'Épopée de la 13^{ème} Demi-brigade de Légion Étrangère 1940-1945*. Nouvelles Editions Latines, Paris, 1988, pp. 28-29.

¹⁴ Voir Lech Maliszewski, « Une évacuation par évaporation. Le rôle du général Louis Faury dans le transfert clandestin vers la France des militaires polonais internés en Roumanie en septembre 1939 », in Bene Krisztián – Dávid Ferenc (dir.), *La France, les Français en guerre(s) et l'Europe médiane aux XIX^e et XX^e siècles*. Editions Codex – Université de Pécs, Talmont-Saint-Hilaire, 2015, pp. 61-71. et Antoine Marès, « L'armée tchécoslovaque en France (1939-1940) », *Hommes & Migrations*, n° 1148, 1991, pp. 22-26.

¹⁵ Jean-Paul Mahuault, *Engagés volontaires à la Légion étrangère pour la durée de la guerre (E.V.D.G.) 1870-71, 1914-18, 1939-45*. Grancher, Paris, 2013, pp. 209-218.

¹⁶ Pierre Montagnon, *La France dans la guerre de 39-45*. Pygmalion, Paris, 2009, p. 211-215.

¹⁷ Comor, *La Légion Etrangère... op. cit.*, pp. 752-753.

¹⁸ Mihály Filyó, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*. Móra, Budapest, 1986, pp. 52-53.

Concernant les effectifs des Hongrois au sein des formations militaires françaises, il y a plusieurs estimations. Selon ces évaluations divergentes, deux, trois, même six mille soldats d'origine hongroise ont servi dans l'armée française¹⁹. Néanmoins, les résultats de nos recherches menées dans les archives françaises et hongroises prouvent que le nombre de ces engagés identifiés avec certitude est 1 999 (dont 1 564 personnes se trouvent dans la Légion). Bien que ces données sur les volontaires soient probablement loin d'être complètes à cause de la disparition de plusieurs documents liés aux formations militaires détruites lors de la campagne de France, on connaît 51 personnes étant tombées sur le champ de bataille pendant les combats et 408 soldats d'origine hongroise ayant été faits prisonniers pendant ou après des hostilités.

Le 2 septembre 1945, les forces communistes du Viet Minh déclarent l'indépendance du pays au nom du gouvernement provisoire de la République démocratique du Viêt Nam²⁰. Les négociations diplomatiques menées par les deux parties concernées sont interrompues en novembre 1946 à cause du bombardement du port de Haiphong qui entraîne l'éclatement d'une guerre contre la souveraineté française²¹. Le nombre précis des Hongrois servant dans les rangs de la Légion étrangère avec d'autres réfugiés politiques issus des pays de l'Europe centrale et orientale n'est pas connu en raison du manque de recensements nationaux précis dans les archives de la Légion²². Cependant, leur effectif est estimé à un millier pendant la durée de la guerre d'Indochine et à plus de trois mille entre 1945 et 1962²³. Le seul chiffre exact connu concerne le nombre des soldats d'origine hongroise morts en Indochine : 212 personnes²⁴. Vu le taux des légionnaires tombés dans le conflit, qui est autour de 12 %²⁵, on peut supposer que le nombre des combattants hongrois servant en Indochine dépasse le millier.

Après la chute de la révolution hongroise en 1956, 200 mille personnes quittent la Hongrie. Parmi ces derniers, il y a un certain nombre qui optent pour le service dans les rangs de la Légion étrangère. Selon des recherches récentes, environ un millier de légionnaires magyarophones (issus de différents pays de l'Europe centrale) servent dans l'armée française au cours de la deuxième moitié des années 1950. En manquant de recensements nationaux mentionnés ci-dessus, on a réussi à identifier 269 personnes dont 26 sont mortes pendant le conflit²⁶. Ensuite, les relations de telle nature sont bloquées d'une manière efficace par le rideau de fer, ainsi la présence hongroise dans l'armée française devient certainement plus faible.

¹⁹ Endre Bajomi Lázár, *Tramontana. Magyar önkéntesek Franciaországban*. Zrínyi, Budapest, 1984, p. 104.

²⁰ Martin Windrow, *French Foreign Legion infantry and cavalry since 1945*. Osprey, London, 1996, p. 3.

²¹ Paul Bonnacarrère, *Par le sang versé. La Légion étrangère en Indochine*. Perrin, Paris, 2006, p. 57.

²² Béla Nóvé, *Patria Nostra. '56-os menekült kamaszok a Francia Idegenlégióban*. Balassi, Budapest, 2016, p. 398.

²³ Zoltán Harangi-Tóth, « Hungarians fighting for France in Indochina », *Academic and Applied Research in Military and Public Management Science*, n°17, 2018/3, p. 68.

²⁴ Mémoire des Hommes. Conflits et opérations. Guerre d'Indochine. Base des Morts pour la France de la Guerre d'Indochine. Hongrie.

https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/arkotheque/client/mdh/guerre_indochine/resus_rech.php (Consulté le 30 décembre 2016.)

²⁵ Windrow, *French Foreign Legion... op. cit.*, p. 22.

²⁶ Nóvé, *Patria Nostra... op. cit.*, p. 456.

Une évolution contemporaine contradictoire

La situation politique européenne pendant la guerre froide n'est pas favorable pour l'établissement des relations dans le domaine militaire, car les deux pays se trouvent dans deux camps adversaires. Malgré ce contexte particulier, un certain dégel politique commence au début des années 1960 qui entraîne la réouverture des ambassades fermées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les deux pays en 1963. Pendant la même période, les liens culturels et économiques s'intensifient considérablement. En 1985, le Centre interuniversitaire d'études hongroises et le Centre interuniversitaire d'études françaises sont respectivement créés à Paris et à Budapest²⁷. En 1990, dans le cadre d'une politique de l'ouverture à l'Est, le président de la République François Mitterrand visite la Hongrie avec une délégation importante. Cette rencontre connaît un franc succès, car le gouvernement hongrois a l'intention d'établir de bonnes relations avec la puissance occidentale. Par conséquent, une coopération politique bilatérale commence entre les deux États qui aura des résultats importants aux années 1990 et 2000²⁸. Les relations politiques, économiques et culturelles connaissent une expansion spectaculaire pendant cette période. Plusieurs accords bilatéraux sont conclus, le premier est le traité d'entente et d'amitié entre les deux pays signé le 11 septembre 1991. Ensuite, la France soutient l'adhésion de la Hongrie à l'OTAN (1999) et à l'Union européenne (2004), car elle est persuadée que ce pays est le mieux préparé parmi ceux de l'Europe centrale pour cette coopération. Il faut encore mentionner le partenariat stratégique en matière de coopération politique et scientifique signé le 22 mai 2008 qui porte sur une coopération bilatérale dans différents domaines : politique, scientifique, énergétique (nucléaire civil), agricole, lutte contre le réchauffement climatique, défense. Dans le cadre de ce dernier, on réalise une coopération bilatérale de défense qui fait l'objet d'un dialogue régulier entre états-majors de haut niveau et directions d'armement respectifs. Selon l'Ambassade de France à Budapest : « *La coopération militaire se décline principalement en actions de formation et d'entraînement destinées à améliorer l'interopérabilité des nos forces dans des engagements au profit de l'UE ou de l'OTAN. La modernisation prévue des forces armées hongroises ouvre des perspectives accrues dans le domaine de l'armement* »²⁹.

Dans le domaine économique, il y a également une collaboration intense : la France est régulièrement le troisième ou quatrième investisseur étranger pendant toutes ces années³⁰. Il y a un certain progrès même pendant les années 2010, car la présence française a été multipliée par 3 entre 1999 et 2016 avec 329 entreprises françaises employant plus de 40 000 salariés (comme Groupama, Sanofi, Auchan, Lafarge et Suez). La France est devenue le huitième partenaire commercial de la Hongrie en 2018. La Hongrie est le 26^e marché français et le 28^e fournisseur français³¹. Néanmoins, ces chiffres sont moins élevés qu'il y a

²⁷ Pál Berényi, « Les relations culturelles franco-hongroises après 1945 et l'Institut Hongrois de Paris », *Cahiers d'études hongroises*, n° 2, 1990, pp. 194-196.

²⁸ Voir Zoltán Garadnai, « François Mitterrand elnök kelet-közép-európai útjai (1988–1991) », *Múltunk*, 2019/3, pp. 64-96.

²⁹ <https://hu.ambafrance.org/Accords-et-Traites> (Consulté le 13 décembre 2019.)

³⁰ Bernard Lachaise, « La France et la place de la Hongrie dans l'Europe de François Mitterrand à Jacques Chirac, 1990-2004 », *Öt Kontinens*, n° 10, 2012, pp. 141-150.

³¹ <https://hu.ambafrance.org/Relations-economiques-franco-hongroises> (Consulté le 13 décembre 2019.)

cinq ans³² qui montre un certain recul dans les relations économiques qui est probablement le résultat des divergences politiques ayant lieu entre les deux États. Ces dernières sont liées à certaines actions (par exemple des réformes constitutionnelles, le traitement des réfugiés, le refus l'adoption de plusieurs positions communes de l'UE concernant les droits de l'Homme, etc.) de Budapest ayant suscité de vives critiques en France qui résultent ensemble un certain éloignement des deux pays dans la politique internationale³³.

Néanmoins, l'industrie militaire est un domaine important des relations bilatérales, car la France est un fournisseur d'armes de plus en plus important de la Hongrie. Le premier système d'armes français acheté par la Hongrie est le missile transportable anti-aérien léger « Mistral ». C'est un missile sol-air très courte portée commandée en 1999 par l'armée de l'air hongroise³⁴. Une nouvelle version de Mistral est achetée en 2016, ainsi cette arme française est le seul missile anti-aérien de courte portée qui défend la Hongrie actuellement³⁵. En 2016, l'armée de l'air achète également deux AS 350 Écureuil utilisés auparavant par le service de recherche et de sauvetage aéronautique hongrois. C'est un hélicoptère léger polyvalent qui est utilisé en plus de cinquante pays pour des missions d'entraînement, de reconnaissance et de liaison et remplit les mêmes missions au sein des forces armées hongroises³⁶.

Ces premières expériences aériennes avec les véhicules du constructeur Airbus se révèlent apparemment positives, ainsi le gouvernement hongrois décide de commander des avions fabriqués par le même producteur. En 2017, on achète deux Airbus A319, avions de ligne moyen-courriers qui peuvent transporter environ 150 personnes (dépendant de la version). Les deux véhicules d'occasion ayant une capacité de franchir une distance de sept mille kilomètres donnent une capacité de transport stratégique auparavant inexistant pour l'armée hongroise. Par conséquent, ils peuvent assurer le transport des soldats hongrois faisant partie des missions militaires en Irak et en Afghanistan³⁷. Néanmoins, selon des informations fournies par la presse hongroise, ils transportent plusieurs fois les membres du gouvernement à côté des missions militaires, ainsi leur utilisation semble être plus variée comme c'était prévue³⁸.

Quelques mois plus tard, on a récupéré deux Dassault Falcon 7X, avions d'affaires haut de gamme capables de franchir une distance de 11 000 km et voler à une grande vitesse. Selon le point de vue officiel, ces avions d'occasion polyvalents sont destinés pour des missions de transport, de reconnaissance et de liaison en complétant les capacités déjà

³² Bene, *L'évolution... op. cit.*, p. 122.

³³ Catherine Horel, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de saint Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des Armées*, n° 270, 2013/1, p. 13.

³⁴ <http://www.hmarzenal.hu/vedelmi-ipar/mistral-legvedelmi-raketa-rendszer.html> (Consulté le 15 décembre 2019.)

³⁵ <https://honvedelem.hu/hatter/foldkozeli-celok-ellen/> (Consulté le 15 décembre 2019.)

³⁶ https://airbase.blog.hu/2017/10/13/a_mokustartas_masfel_eve (Consulté le 19 décembre 2019.)

³⁷ <https://airportal.hu/hivatalos-ket-airbus-a319-est-vasarol-magyar-honvedseg/> (Consulté le 19 décembre 2019.)

³⁸ https://index.hu/belfold/2018/09/21/csak_a_kormanyfot_szallithatja_a_honvedseg_airbusa_de_40-nel_tobb_katonat_nem/ (Consulté le 19 décembre 2019.)

existantes de l'armée de l'air hongrois³⁹. En même temps, les avions sont utilisés dans la plupart des cas par le premier ministre et les membres du gouvernement en se déplaçant vers de telles destinations comme Dubaï, Qatar, Panama, Russie, etc.⁴⁰. Par conséquent, leur activité est liée surtout à la sphère politique et pas à celle militaire.

En juin 2018, la Hongrie (après l'Allemagne, la Thaïlande et la Serbie) annonce la commande de 20 Airbus H145M, hélicoptère bimoteur polyvalent de la classe des 3 tonnes. C'est l'une des versions militaires développées sur la base de l'EC145, il peut transporter jusqu'à 11 personnes, du matériel militaire ou de l'armement. L'hélicoptère est conçu pour la reconnaissance armée et le soutien léger au sol. Avec cette commande sans concours préalable, la Hongrie devient la plus grande utilisatrice de ce modèle⁴¹. L'équipement des véhicules peut être spécialisé par un système d'arme modulaire qui permet d'offrir des capacités différentes. Selon les plans hongrois, dix hélicoptères auront une mission de transport, cinq véhicules auront celle de reconnaissance et de sauvetage et cinq exemplaires auront celle du soutien léger au sol. Les quatre premiers hélicoptères commencent leur service militaire en décembre 2019 à la base aérienne de Szolnok⁴².

Six mois plus tard, en décembre 2018, l'armée de l'air hongroise commande 16 Airbus H225M, un hélicoptère de transport militaire de la classe des 11 tonnes. Cet appareil très sophistiqué (utilisé déjà par une dizaine de pays) est le premier hélicoptère français équipé d'un système de blindage et d'autoprotection comprenant la détection radar des missiles. Il peut emporter jusqu'à 28 commandos ou 10 civières pour l'évacuation sanitaire. Ces nouveaux véhicules peuvent permettre le remplacement des anciens hélicoptères d'origine soviétique Mi-8 et Mi-17 de l'armée de l'air hongroise⁴³. Ces affaires mutuellement fructueuses sont renforcées par la signature d'un protocole d'accord entre Airbus Helicopters et la Hongrie en décembre 2018 sur une coopération industrielle pour des projets aéronautiques à long terme. Ce plan de collaboration porte sur la production de pièces mécaniques pour les hélicoptères et prévoit la création d'une usine en Hongrie, notamment dans la ville de Gyula. Selon les plans de la société, la production va commencer en 2021 et va contribuer à la création de plusieurs centaines d'emplois⁴⁴.

Ces achats font partie du programme de modernisation « Zrínyi 2026 » lancée à la fin de l'année 2016 sur dix ans dont les objectifs sont très ambitieux : augmentation des effectifs des forces armées, amélioration des salaires des militaires, modernisation du matériel de défense, acquisition d'engins de combat, etc.⁴⁵. Dans le cadre de l'achat de nouveau matériel, on a l'intention de récupérer des systèmes d'armes suivants : avions de transport et

³⁹ <https://honvedelem.hu/galeriak/bovult-a-magyar-honvedseg-repulogetflottaja/> (Consulté le 20 décembre 2019.)

⁴⁰ <https://atlatszo.hu/2019/12/12/mit-keres-a-magyar-legiero-a-kanari-szigeteken-las-vegasban-dubajban-maltan-vagy-panamaban/> (Consulté le 20 décembre 2019.)

⁴¹ <https://airportal.hu/airbus-helicopters-h145m-katonai-helikoptereket-vasarol-a-magyar-honvedseg/> (Consulté le 20 décembre 2019.)

⁴² <https://airportal.hu/unnepelyesen-atadtak-a-magyar-honvedseg-elso-negy-h145m-helikopteret-szolnokon/> (Consulté le 20 décembre 2019.)

⁴³ <https://honvedelem.hu/hatter/minosegi-csere/> (Consulté le 20 décembre 2019.)

⁴⁴ <https://www.portfolio.hu/uzlet/20190528/az-airbus-helikopteralkatresz-gyarat-epit-gyulan-325791> (Consulté le 21 décembre 2019.)

⁴⁵ https://honvedelem.hu/files/files/108409/zrinyi2026_190_190_7.pdf (Consulté le 21 décembre 2019.)

d'entraînement, hélicoptères de transport et d'attaque, missiles anti-aériens, radars, chars et obusiers automoteurs, fusils d'assaut et mitraillettes, etc.⁴⁶ L'intention du gouvernement est l'établissement d'une armée comptant des effectifs de trente mille soldats soutenue par vingt mille réservistes dotés des armes modernes qui est capable d'assurer la défense de la Hongrie contre toutes les menaces venant de l'extérieur. Pour le maintien de cette force à long terme, le budget de la défense doit atteindre 2 % du PIB pour 2024⁴⁷.

Malgré le fait que la politique extérieure hongroise a des relations privilégiées avec la Russie et la Chine, pratiquement la totalité de ces armes est produite en Occident (soit en Europe soit aux États-Unis) qui semble contradictoire à première vue. Pour comprendre les causes de ce choix surprenant, il faut comprendre les objectifs politiques et militaires du gouvernement hongrois. Ce dernier souhaite établir avant tout une armée moderne ayant une capacité de défendre le pays et de contribuer aux opérations de l'OTAN avec une brigade lourde (chars, obusiers automoteurs, véhicules de combat d'infanterie, etc.)⁴⁸. Par conséquent, la qualité des armes joue un rôle important et les producteurs de ces pays occidentaux fournissent des moyens très sophistiqués garantissant les capacités militaires souhaitées. Un deuxième objectif exigé par l'OTAN est l'interopérabilité, c'est-à-dire l'aptitude d'organisations militaires différentes à mener des opérations conjointes. Pour ce travail commun des unités de différentes nationalités, on a besoin du partage d'une doctrine, des infrastructures et des installations ainsi que de la capacité de communication parmi les différents types de matériels⁴⁹. L'acquisition des armes d'origine russe ou chinoise pourrait torpiller le principe de l'interopérabilité, ainsi de telles transactions ont un retentissement au sein de l'alliance militaire comme montre l'exemple de l'achat de trois hélicoptères russes par le gouvernement hongrois en 2014⁵⁰. En plus, ces acquisitions de moyens militaires extrêmement coûteux peuvent influencer les relations politiques entre les pays concernés d'une manière considérable. Après l'abandon du contrat sur des hélicoptères d'Airbus, le gouvernement polonais a décidé d'acheter des appareils américains en 2016 qui a contribué à refroidissement des relations bilatérales déjà tendues depuis l'arrivée au pouvoir du parti Droit et justice (PiS) en Pologne en 2015⁵¹. Donc, la Hongrie peut gagner la bonne volonté des pays européens étant critiques par rapport à la politique du gouvernement hongrois par ces acquisitions de grande envergure qui contribuent au développement de l'économie de ces pays. Par exemple, la cible la plus importante des exportations d'armes allemandes en 2019 est la Hongrie avec 1,77 milliard d'euros d'armement acheté qui est près du quart de

⁴⁶ Krisztina Budavári, « A Zrínyi 2026 program. Korlátozott lehetőségek a magyar védelmi ipar fejlesztésére », *Hadtudomány*, 2019/3, pp. 144-146.

⁴⁷ <https://magyarnemzet.hu/belfold/benko-tibor-az-ember-a-legfontosabb-a-honvedelem-fejleszteseben-7109825/> (Consulté le 4 janvier 2020.)

⁴⁸ <https://novekedes.hu/intervju/magyarorszag-eroteljes-haderofejlesztesbe-kezd-a-nato-ezt-ertekeli> (Consulté le 4 janvier 2020.)

⁴⁹ https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_publications/20120116_interoperability-fr.pdf (Consulté le 4 janvier 2020.)

⁵⁰ <http://nol.hu/gazdasag/helikopterek-oroszorszagbol-1454543> (Consulté le 4 janvier 2020.)

⁵¹ <https://www.lefigaro.fr/societes/2016/10/11/20005-20161011ARTFIG00098-apres-avoir-rejete-airbus-la-pologne-choisit-les-helicopteres-lockheed-martin.php> (Consulté le 5 janvier 2020.)

ces transactions⁵². En conséquence, en optant régulièrement pour les armes produites en Europe occidentale au lieu de celles fabriquées aux États-Unis ou ailleurs, le gouvernement hongrois réussit à gagner une certaine marge de manœuvre pour la réalisation de sa politique « illibérale » prônée maintes fois par les politiciens hongrois pendant cette dernière décennie.

Conclusion

On peut constater que malgré la distance géographique, culturelle, linguistique et politique, la France et la Hongrie partagent un long passé commun (dans le domaine des relations militaires également). Au cours de leur histoire, ces rapports ont connu des périodes divergentes, hostiles et paisibles, mais leur évolution a connu un certain progrès à partir du changement de régime jusqu'au début des années 2010.

Ensuite, cette tendance a pris sa fin et les relations ont commencé à se refroidir. Cette situation constitue une menace sur les intérêts hongrois au sein de l'Union européenne où le rôle de la France est important. Dans ce contexte spécial, les commandes d'armes hongroises récentes ont un double objectif : d'une part, elles visent le renforcement de la position géopolitique hongroise dans la région vis-à-vis aux pays voisins, d'autre part, elles contribuent à l'amélioration des relations politiques avec les puissances européennes de premier ordre comme la France et l'Allemagne. Par conséquent, on peut constater que ces acquisitions ne font pas partie des affaires ordinaires, elles sont plutôt les résultats d'un marchandage diplomatique ayant l'objectif de réconcilier la France et de contribuer à la continuation de la politique hongroise sur le plan intérieur aussi bien que sur le plan extérieur.

⁵² <https://fr.euronews.com/2019/12/27/en-allemande-les-exportations-d-armes-au-sommet> (Consulté le 5 janvier 2020.)

Sécurité et migration : l'Algérie et le danger du Sud

GEORGINA NAGY
UNIVERSITE DE SZEGED

Il y a quelques années, qu'on peut observer une vague d'immigration augmentée de l'Algérie à travers l'Europe et surtout vers la France. Pour expliquer ce phénomène, il faut mentionner beaucoup de facteurs, comme par exemple, la situation de l'économie, les possibilités de travail limitées, l'espoir d'une meilleure vie en Europe, le manque de sécurité – surtout au Sud du pays. Mais ce qui peut être aussi une explication : la zone de Sahel, notamment un conflit régional entre l'Algérie et le Mali. En fait, la zone de Sahel est une périphérie ou bien une frontière naturelle entre les deux pays et coupe l'Afrique en deux horizontalement. Le Sahel a une importance stratégique, politique, géographique qui cause plusieurs conflits régionaux sur le continent. A travers de ma présentation, j'essaie de trouver une explication comment la zone de Sahel influence la migration de l'Algérie vers l'Europe et présenter le conflit même entre les deux pays voisins.

Tout d'abord, il nous faut définir le mot « Sahel ». En fait, cela signifie « le bord de la mer » aussi que le côté, en plus la zone juste après le Sahara. Le mot arabe « *Sāhil* » désigne un territoire plain, donc c'est un mot appellatif, pas un nom de la propriété. Mêmes si plusieurs langues l'utilisent sans savoir qu'il vient du vocabulaire géopolitique. Le nom complet en arabe : *aṣ-Sāhil al-Ifrīqī*. La taille de la zone de Sahel est proche de 5000 km de l'est à l'ouest. Définir ce territoire est assez difficile car il existe une définition politique et une autre qui est géographique. Toutes les deux approches sont acceptables, mais ils ont des rôles différents.

1) Sahel, du point de vue géographique : c'est une zone qui n'est pas exposée aux risques environnementaux et couvre du Nord au Sud trois espaces, comme « Plaine nomade », « Plaine habitée » et Haut-Pays de Soudan.

Plaine nomade : un territoire juste après le Sahara où la précipitation moyenne annuelle ne dépasse pas une quantité de 400-450 mm.

Zone verte ou bien habitée : la précipitation moyenne annuelle est à peu près de 600-650 mm, c'est pourquoi on peut parler d'une certaine activité agricole.

Haut-Pays de Soudan : à cette zone-là, la précipitation moyenne annuelle est 800-850 mm et les zones boisées sont importantes.

Quand on parle de Sahel, sous cette expression on se comprend des pays de l'Afrique d'Ouest qui se situent dans la zone de Sahel. Ces pays sont asservis de faim, des maladies et de sécheresse et ils ont souvent besoin de l'aide internationale – d'où vient une autre explication politique de Sahel.

2) Sahel, du point de vue politique : sous cette notion on se comprends huit pays qui se sont unis dans le Comité Permanent inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) malgré un fait que parmi eux, certains se situent en dehors du Sahel. Cette organisation a été fondée en 1973 juste après la sécheresse de 1968 et 1973. Ces pays sont :

Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cap Vert, Guinée-Bissau. Ces pays ensemble signifient le « Sahel politique ».

Population et société :

La population du Sahel est augmentée de temps en temps et en 1994 elle atteint 41,5 million (d'habitants). Parmi les gouvernements du Sahel aucun ne s'occupait pas de l'explosion démographique. Le but était d'augmenter le nombre des enfants pour garantir le travail dans l'agriculture et l'élevage. D'après les traditions de la zone, la fertilité féminine est une bénédiction divine tandis que l'infertilité est une punition divine. Ce qui influence le nombre de la population du Sahel en dehors de la migration : la fertilité et la mort. La population vit en 5,5 millions de km² territoire en pauvreté extrême, d'après un rapport de l'ONU (Organisation des Nations Unies) à peu près 50 millions de personnes en 2000. 40 % étaient moins de 14 ans à cette époque-là. Les gens vivent entre les conditions très différentes qui sont influencées par les différentes choses, comme par exemple : la précipitation moyenne, l'urbanisation rapide qui cause la désertification – c'est la cause principale de la pauvreté de la population. Certains experts et analystes pensent que le Sahel est dominé par la faim et c'est pourquoi les habitants pensent que leur vie est déterminée par des facteurs naturels. En fait, c'est une idée fausse. Le Sahel est capable à soutenir et nourrir sa population malgré que le nombre dépasse déjà 50 millions. Ce territoire possède assez de terre, d'eau, de soleil qui permet l'agriculture et la production alimentaire. A cette zone aussi, il nous faut se distinguer deux types de la population : rurale et urbaine où il y a aussi une certaine contradiction, contrainte. L'explosion démographique a contribué à la migration de la population rurale vers les villes surtout de la part des jeunes. C'est pourquoi presque la moitié d'habitants urbains est moins de 20 ans. Ce groupe social est loin de la mode de vie traditionnelle et ne sent pas la pression des règles rurales de la part de leurs familles. La mode de vie de l'Ouest influence les jeunes du Sahel par les médias ou bien le système scolaire. En même temps, certains jeunes la rejettent, car ils la considèrent corruptrice pour les sociétés africaines, au nom de l'islam. Les jeunes connaissent bien les tendances d'Ouest mais ils n'ont pas assez de possibilités de mener une vie d'après cela, sauf une toute petite minorité qui pouvait rejoindre au commerce moderne. Il nous faut aussi mentionner que dans le Sahel, plusieurs groupes ethniques se trouvent à mener une mode de vie toute à fait différente. La colonisation a profité aussi de cette différence et priorise une ethnique en face à l'autre, comme ça la tension a augmenté de temps en temps. Quand la puissance colonisatrice a quitté la zone, juste la population divisée est restée en dérivant vers un conflit. Ce qui causait aussi un problème, la question des frontières. Quelques fois la frontière a coupé un groupe ethnique en deux, mais c'est un phénomène assez fréquent à cette époque-là en Afrique. N'oublions pas qu'en dehors des conflits ethniques il y a aussi des conflits régionaux, c'est-à-dire entre les pays. Comme par exemple entre les pays du Sahel et la Libye, ou bien entre le Mali et l'Algérie.

Regardons en détails ce deuxième exemple, un conflit entre le Mali et l'Algérie, plus exactement entre le Mali du Nord et l'Algérie. En fait, le point commun entre les deux pays est l'histoire coloniale. La France a colonisé le Sud du Mali en 1899 et le Nord en 1902 par la soumission de la noblesse Touareg. Il nous faut aussi mentionner des routes « du sel » et des caravanes entre le Mali du Nord et l'Algérie du Sud vers la direction du Sahara. A cause de la colonisation, les frontières géographiques ont apparu et c'est pourquoi le Mali du Nord a été isolé de l'Algérie et unifiait avec le système d'institution du centre de pays,

dirigé par la France. En dehors de cela, il y avait des relations vivantes et riches entre les deux pays, surtout dans l'économie, l'agriculture et le commerce. A cause de la sécheresse des années 1980-1990, on peut parler d'une migration vers la Lybie et l'Algérie. Au début des années 2000, presque 1,5 million d'immigrants vivaient en Lybie et 300 milles en Mauritanie, en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Au début, il y avait des conflits en dehors des frontières mais certain temps d'après ils en traversent qui exige une entraide internationale. Il faut aussi souligner l'affaiblissement de la situation de sécurité dans les années précédentes. La cause est l'apparition des groupes islamistes et djihadistes et leur gain d'espace au Mali dans les années 1980. L'islam favorise ces groupes, car il domine tout le territoire maghrébin. En 2012, une alliance est née entre les groupes djihadistes et les révolutionnaires qui luttent pour l'indépendance. Avec cela 60 % de territoire du Mali sort du pouvoir central dirigé par Bamako (Bamako – centre administratif du Mali). Ces facteurs causent un conflit armé et une catastrophe humanitaire au Mali du Nord. Presque 350 milles d'habitants quittent leurs domiciles en dehors et hors du Mali. Si on cherche des raisons pour ce conflit, tout d'abord il faut souligner une raison historique. La société de Mali est bien hiérarchique. Quelques années avant, le pays a été dirigé par la noblesse, notamment, par les Touaregs. Ils dirigeaient les affaires de la commune surtout celles des domestiques (prisonniers noirs surtout). Pendant la colonisation, ce sont les Touaregs qui résistent et c'est pourquoi les colonisateurs utilisent la violence contre eux, privent de leurs droits divers tels que l'éducation ou la participation à l'administration publique. Dans cette situation, ce sont les domestiques qui profitent le mieux et lentement ils prennent le contrôle dans l'administration publique de Mali. C'est-à-dire les Touaregs voient après que leur pays devienne indépendant, les anciens serviteurs sont les dirigeants du pays et cela cause plusieurs conflits dans le futur. En plus, les Touaregs pensent que toutes les décisions faites par les élites politiques sont contre eux et les habitants du Nord. C'est pourquoi il y avait plusieurs révoltes, p. ex. en 1962 et elle durait à trois ans et à la fin c'était l'Algérie qui a été la négociatrice. En 1974, par un coup d'État, le colonel Mūsā Traoré accapare le pouvoir et gouverne jusqu'à 1991. Il promet une justice sociale et la paix entre le Sud et le Nord mais la situation ne change pas du tout dans le pays. Après une grande sécheresse, une nouvelle révolte éclate en 1990 et finit en 1995. La suivante du 2003 au 2006 finit par la signature de l'Accord d'Alger. En 2010, le « printemps arabe » éclate en Afrique du Nord, le pouvoir de Mu'ammār Qaddāfī se renverse en Lybie et plusieurs milles de Touaregs se rentrent au Mali pour exiger les droits aux habitants du Nord du pays. Ces gens ont des réclamations historiques, notamment la coordination des Mouvements de l'Azawād (CMA : une alliance des groupes rebelles créée au Mali en 2014 au cours de la guerre du Mali) et l'introduction de šarī'a (un principe moral et éthique de l'islam). En 1991, l'Accord Taman-rāsā est signé et clausé un conflit armé après 15 ans à Kīdāl, Gao et Timbuktu. Le dernier conflit apparaît au Mali en 2012 qui a une raison religieuse et tribale. Le gouvernement du Mali demande une aide à ces partenaires internationaux et l'invention française pour liquider des organisations terroristes, puis il prépare des mesures politiques et économiques.

- Plan d'action au Nord du Mali contre le terrorisme et lutte pour la sécurité publique. La rentrée des institutions publiques aux territoires dont elles doivent quitter à cause de la sécurité affaiblie.
- Plan d'action pour la paix, la sécurité publique et le développement dans le Nord du pays, financé par l'Union européenne. Cela repousse le terrorisme dans le pays.

- Plan d'action pour le développement de tout le pays.

Mais quel est le rôle de l'Algérie dans la solution du conflit au Mali ?

Les relations entre l'Algérie et le Mali étaient toujours tendues du point de vue géographique, historique et politique. Néanmoins, elle a un rôle important dans la solution du conflit au Nord du Mali. L'Algérie est intervenue aux conflits de 1963, 1976, 1990 aussi lors de ces interventions, le pays perd cinq de leurs diplomates qui sont tués par des terroristes. (L'Algérie refuse à payer de rançon.) Regardons quels sont les facteurs motivateurs pendant le conflit de 2012. Il faut souligner aussi que le pays est un médiateur entre le gouvernement du Mali et les groupes révoltés au Nord, entre les mouvements régionaux et internationaux, et voyons aussi comment les relations changent entre l'Algérie et le Mali. L'Algérie essaie de faire tout ce qu'elle peut mais elle doit demander de l'aide aussi de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Organisations des Nations Unies (ONU). L'Algérie est un chef du groupe de médiation et déclare qu'avant tout il faut garder l'indépendance de Mali et éviter des revendications territoriales. C'est pourquoi lors d'une rencontre entre les groupes révoltés à Alger, les participants déclarent qu'ils soutiennent des négociations. C'est la Déclaration d'Alger, qui déclare aussi la cesse du feu le 15 juin 2015, signée à la capitale algérienne. Avec cette déclaration, Mali peut éviter l'usage des armes pour résoudre un conflit entre le Nord du Mali et le gouvernement, et aussi garder l'intégrité du pays. L'Algérie souligne qu'elle soutient dans tous les cas la solution paisible dans le futur. En 2014, l'Algérie veut élaborer ce dialogue au Mali entier. Pour acquérir ce niveau, plusieurs pays aident le travail de l'Algérie, notamment : Niger, Mauritanie, Tchad, Burkina Faso, l'ONU et l'Union africaine. Le 1^{er} septembre 2014 l'Algérie confirme qu'elle n'intervienne pas à la vie de Mali et ce comportement conduit vers la paix dans le Sahel et dans ces pays. On peut déclarer que ce n'est qu'un drap propre offert par l'Algérie et en connaissant leur histoire commune, on peut dire que c'est un pas très important. En parallèle, il y a une rencontre bilatérale, entre le gouvernement algérien et le secrétaire de CMA, Bilāl Aḡ aš-Šarīf. Pour lui, le dialogue est un format le plus acceptable pour garantir la paix dans le pays et dans la région aussi puisque c'est l'intérêt de tous les pays de Sahel. Le 21 novembre 2014, il y a une nouvelle rencontre entre le ministre des affaires étrangères de l'Algérie (Raṭmān l-'Amāmara) et la délégation de Mali. Le ministre déclare que c'est surtout le peuple du Mali qui souffre à cause de manque de la paix, en ajoutant que peut-être Mali doit affronter des difficultés vers la paix. Dans ce dialogue, ce sont l'UE, l'Union africaine et le Tchad qui aident le travail de l'Algérie. En octobre, il y a un accord entre le gouvernement du Mali et les groupes militaires-politiques du Nord de pays, ce document contient aussi un traité de paix. Le 17 janvier 2015, l'Algérie organise une conférence et elle y invite tous les pays et organisations qui assistent dans la réalisation de paix au Mali. Les représentants confirment qu'ils soutiennent totalement le rôle de « guide » de l'Algérie dans le futur. Enfin, l'accord est signé entre le gouvernement du Mali et les groupes du Nord de Mali le 5 juin 2015. Il contient l'exécution du traité de paix, les résultats des négociations, les règles de sécurité nécessaires au Mali du Nord et l'intégrations des groupes révoltés à l'armée nationale du Mali. Les pays médiateurs aident à la réalisation des points du traité. C'est pourquoi un comité international est créé le 21 juin 2015, pour garantir le respect de paix et de traité aussi, dont le chef est l'Algérie. L'Algérie fait une grande attention au respect du Traité d'Alger, au Mali. Le but de l'Algérie : améliorer les conditions de la vie des gens par le développement de la région. En regardant les succès du Traité, on

peut mentionner plusieurs exemples. L'amélioration des centres administratifs, l'établissement des autorités provisoires, la révision de la Constitution, l'amélioration de la sécurité publique et de la défense nationale. Malgré tout, à cause de la difficulté de l'exécution du Traité, le Mali fait face aux problèmes. Pour résoudre cette situation, l'Algérie commence à négocier avec les organisations internationales (UE, ONU, Union africaine). Regardons les relations entre l'Algérie et ces acteurs !

- L'Algérie et l'ONU : le 15 juin 2014, Albert Gerard Condorst, le secrétaire de l'ONU voyage en Algérie. Selon lui, l'Algérie a un rôle constructif car elle réalise s'il n'y a pas de paix au Mali, alors il n'y a au Sahel non plus. Le Conseil de Sécurité de l'ONU dit que le traité signé par le gouvernement du Mali et le CMA (le 25 mai 2015) est une possibilité historique pour stabiliser la paix enfin. Pour défendre les habitants civils, le Conseil de Sécurité augmente le nombre des soldats du 11 240 au 13 289 (18 %) et le nombre des policiers du 1440 au 1920. Comme cela, l'ONU peut agir et défendre les habitants innocents du Mali.
- L'Algérie et l'UE : l'UE a aussi un rôle important dans la solution du conflit car elle est assez proche de la région, en plus, elle a une opinion déterminante au domaine du terrorisme, de la migration et de la sécurité. L'UE est tout à fait d'accord avec l'Algérie et pense que la paix est accessible pacifiquement à travers des négociations. Pour l'Algérie, l'UE est un partenaire stratégique.
- L'Algérie et l'Union africaine : l'organisation prête une attention particulière aux actions de l'Algérie dans la région et la soutient entre toutes les conditions. Selon l'UA, l'Algérie doit faire une très grande attention aux événements au Mali car il est son voisin. Donc, c'est un conflit qui ne touche pas seulement la région et les pays de Sahel, mais l'Algérie aussi – on peut dire qu'elle est la plus touchée. D'après l'Algérie, la lutte contre le terrorisme dans le Sahel est connue devant l'opinion internationale et ne peut pas être isolée comme un conflit régional.

Le congrès des pays du Sahel en Algérie :

Comme la sécurité publique est en relation avec le développement, un congrès est organisé à Alger dont les participants : Algérie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad dirigé par Raṭmān l-'Amāmara (ministre des affaires étrangères de l'Algérie). Les sujets les plus importants : l'organisation des missions de paix, une forte coopération entre les pays du Sahel, améliorer la sécurité publique et le développement général du Sahel. D'après le ministre algérien, ce congrès peut contribuer à la stabilité et la paix au Mali par des négociations.

La coopération bilatérale entre le Mali et l'Algérie :

La situation commence à devenir chaotique après 2011, puis les Touaregs du Mali rentrent de la Lybie au Mali et les révoltés dominant des territoires au Nord, le gouvernement du Mali demande l'aide de l'Algérie à négocier entre eux et les mouvements révoltés. Selon l'opinion de l'Algérie, seulement les négociations peuvent résoudre cette situation entre le gouvernement et le CMA. La diplomatie algérienne déclare que c'est le début de la fin de violence et le début des négociations entre les frères. Au Mali, il faut créer l'unité de la nation et de la terrain et respecter l'indépendance. Le premier ministre du Mali est Ibrāhīm Bū Bakar Keita qui remercie l'aide de l'Algérie en disant que son pays a des dettes vers son voisin. Selon lui, il y a une relation fondée entre les deux pays et la confiance est la chose la plus importante dans ce cas-là.

Le 22 mars 2012, il y a un coup d'état au Mali et l'Algérie demande le pays à rentrer dans la légitimité constitutionnelle et défendre l'unité nationale. En plus, elle conseille une coopération pour qu'ils puissent réagir ensemble car c'est plus efficace. C'est pourquoi les deux pays créent un comité stratégique, le 18-19 janvier 2014, pendant le séjour de premier ministre du Mali en Algérie. Ce comité exécute et légitime les lois nécessaires pour résoudre la situation au Nord du Mali. Il a le mandat jusqu'à la fin de 2016 et pendant cette période on peut compter 14 négociations organisées toujours à Alger. Avant tout, le Mali demande l'aide de l'Algérie pour qu'il puisse communiquer à une mode efficace avec des organisations internationales. L'Algérie croit que le Mali veut faire des pas vers une solution paisible et vers la paix durable. Le 22 avril 2014, il y a une conférence à Alger, à propos du Mali avec la participation des pays du Sahel. Pour la conclusion, on peut déclarer que le Mali et l'Algérie aussi contribue au succès de la mission menée par l'ONU au Sahel et à la stabilité de la situation en dehors du Mali. N'oublions pas le rôle important de l'Union africaine qui fait des actions assez importantes aux domaines du terrorisme, du commerce de drogue, de la criminalité organisée transfrontalière. Pendant cette conférence, les participants analysent la situation des droits de l'homme au Mali et ils expriment leurs doutes à cause de la pauvreté grave qui touche la plupart des habitants. Pour améliorer cette situation, les pays envoient l'aide humanitaire au Mali surtout de médicament et de nourriture. En plus, l'Algérie accepte plusieurs milles de réfugiés et puis elle les aide à rentrer au Mali. C'est le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'UNO qui supporte aussi l'Algérie.

En fait, la solution du conflit au Mali est l'un des plus grands succès diplomatiques de l'Algérie et qui améliore beaucoup sa relation avec son voisin. La date qu'on doit souligner est l'année 2016 qui est le 1^{er} anniversaire de la paix entre le gouvernement du Mali et les mouvements au Nord du pays.

Sources :

Pays et ethniques dans le Sahel. Dissertation doctorale d'Ali Achoui (Ambassade de l'Algérie)

Varga, Márton, A Száhel-övezet válsága.

http://real.mtak.hu/37527/1/7_varga20mC3A1rton_u.pdf (le 12 mai 2019)

Au Sahel, l'engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/14/au-sahel-l-engrenage-des-conflits-communautaires-et-le-poison-djihadiste_5476238_3210.html (le 16 juin 2019)

Sahel. https://ec.europa.eu/echo/where/africa/sahel_fr (le 5 juin 2019)

Securing the Sahel : a role for NATO? <https://www.nato.int/docu/review/2012/Predictions-2013/NATO-Securing-Sahel/EN/index.htm> (le 14 juillet 2019)

Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel. <http://www.au-misahel.org/> (le 20 juin 2019)

Kirívóan magas az alultápláltság a Száhel-övezetben. <https://unicef.hu/igy-segitunk/hireink/rendkivul-magas-az-akut-alultaplaltsagban-szenvedok-szama-a-szahel-ovezetben/> (le 22 août 2019)

Resettled women and the challenges they face – the case of Sweden

BELHIRA KAJEVIC
SWEDISH MIGRATION
EXPERT

Background

The fall of 2015 saw an unprecedented number of 162 877 asylum seekers, which was more than double compared to 2014 when 81 301 asylum seekers submitted their application.¹ After strong domestic pressure, the Swedish government responded with temporary border control as well as a new legislation lowering the rights and benefits of asylum seekers and those granted protection status to minimal standards of the EU law.² As a part of this shift, a political agreement came into effect in October 2015 stating that Sweden will increase its resettlement programme from 1900 to 5 000 as of 2018.³

The Swedish Migration Agency is responsible for the implementation of this policy, however, carried out in partnership with the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) – the UN agency that resettles refugees to participating countries around the world, including Sweden. Out of UNHCR's seven submission categories for resettlement, Sweden will give priority to persons in need of legal or physical protection and in particular women and children refugees in need of resettlement.⁴

Sweden's strengthened focus on vulnerable women and children refugees will require potentially new, more targeted responses from a policy standpoint that specifically address the particular integration needs of women and children as a specific demographic of refugees. It has been widely documented that the particular needs of resettled women⁵ with dependent children are associated with language problems, limited educational qualifications and prior employment experience, and psychological hardship in connection to the acquisition of new roles in connection to the family and household largely due to new economic

¹ Migrationsverket (2015). *Inkomna ansökningar om asyl 2014*. 2014 report.

² Ministry of Justice of Sweden (2017). *Sweden's Migration and Asylum Policy*. Fact sheet.

³ Svenska Dagbladet (SvD) Debatt. *Sverige ska ta emot fler kvotflyktingar*. 21 september 2016.

⁴ Statens Offentliga Utredningar (SoU) (2017). *Lagliga vägar för att söka asyl i Sverige*. Betänkande av Utredningen av lagliga asylvägar 2017:103.

⁵ The term "resettled women" used throughout this proposal refers to women who have been recognized by UNHCR as persons of concern and who have registered for resettlement without being able to choose the receiving country, and subsequently admitted to Sweden with permanent residence, either with refugee status or on the basis of subsidiary protection.

responsibilities.⁶ The resettlement of women refugees then, has often been depicted as a disempowering experience, with the notion of women refugees as helpless victims of their own circumstances being perpetuated. However, resettlement research has also highlighted the positive effects associated with resettlement, focusing specifically on everyday resilience of refugee women with children.⁷

This research project seeks to expand existing scholarship by looking specifically at women refugees resettling in Sweden. More gender-focused research is needed in light of this new policy change in Sweden, in order to determine the practical gender needs and strategic gender interests that characterize the integration processes of recently resettled women refugees who have been living in Sweden for no more than five years. This insight will directly benefit the Swedish government's expanding efforts to integrate refugees in Sweden.

Research question

The aim of this research is to investigate what specific integration barriers newly arrived resettled women face in their adaptation process in Sweden. It positions resettled women into the forefront of this project when it comes to identifying factors, conditions and circumstances that serve as barriers to everyday interaction. Special attention will be given to their early experience in the new society within the first five years of resettlement.

The objective is to assess how different subgroups of resettled women – categorized on the basis of their ethnicity, age and family relations/conditions – negotiate the process of integration. In doing so, this research will also consider their particular human capital in terms of education, work experience, language skills and other capacities. The research question that will drive this research is:

- What are the challenges to integration resettled women meet in during their initial five years in Sweden?

Previous research

A research inventory conducted by the Malmö Institute for Studies of Migration, Diversity and Welfare (MIM) at Malmö University, points to two anthologies published in 2009

⁶ Casimiro, S., Hancock, P., & Northcote, J. (2007). "Isolation and Insecurity: Resettlement Issues among Muslim Refugee Women in Perth, Western Australia". *Australian Journal of Social Issues* 42(1): 55-69; Deacon Z Sullivan, C (2009). "Responding to the Complex and Gendered Needs of Refugee Women". *Affilia* 24(3): 272-284; Kimura, K (2013). *Exploring the Gender-Specific Needs of Female Refugees During Resettlement and Integration: A case study in Pittsburgh* (Pittsburgh: Diquesne University Press).

⁷ Baird, M. B. (2012). "Well-Being in Refugee Women Experiencing Cultural Transition". *Advances in Nursing Science* 35(3): 249-263; Cole, E., Rothblum, E. D., & Espin, O. M. (2013). *Refugee Women and Their Mental Health: Shattered Societies, Shattered Lives* (London: Routledge).

and 2015 on behalf of the institute on the subject of resettlement and quota refugees.⁸ While they both highlight the little attention given by scholars to the integration process of resettled refugees in Europe and Sweden, *Resettled and Included? The employment integration of resettled refugees in Sweden* reveals a multitude of challenges faced by resettled refugees, and, relevant to this study, resettled women.⁹ For example, the employment rate of the asylum seekers who were granted residence permit was higher than those of resettled refugees from the same ethnic group. Also, resettled women had lower employment rates compared to all other groups and admission categories, a point which reinforces the idea that resettled women face unique integration issues that warrant specific policy responses. Furthermore, the study showed a correlation between educational attainment and employment rates.

Other scholars have highlighted the difficulties refugees face in entering the labour market in comparison to other migrants, e.g. forced migration and the psychological distress thereof, lack of social network and lower skills. Hermansson *et al.*, for example, have looked at the wellbeing of resettled refugees and examined the reconstruction of identity of different groups during their adaptation process in Sweden¹⁰. More recent works on resettlement present critical perspectives on international protection and argue that resettlement process can be seen as detrimental to public health.¹¹ These scholars offer insights into experiences of different ethnic groups of resettled refugees and their psychosocial wellbeing. As for the national evaluations of the reception and integration of resettled refugees, the latest rapport addresses the period between 1991-1996.¹²

Studies accounting for the number of quota refugees entering the EU territory have been conducted mainly by operational agencies such as UNHCR, International Catholic Migration Commission (ICMC), International Organization for Migration (IOM) and EU institutions related to policymaking. For example, *Labour Market Integration of Refugees: Strategies and good practices*, produced by the Policy Department at Directorate General for Internal Policies with EU Parliament, and *Welcome to Europe! A comprehensive guide to resettlement* from the ICMC, describe the process of resettlement, exemplify it with comparative tables on the receiving EU member states and briefly addresses the integration

⁸ Spång, M. and Righard, E. (2016). *Migrationsforskning med inriktning mot flyktingar -En inventering av forskning vid Malmö högskola* (Malmö: Malmö University Press).

⁹ Suter, B. and Magnusson, K. (eds.) (2005). *Resettled and Connected? Social networks in the Integration Process of Resettled Refugees* (Malmö: Malmö University Press); Bevelander, P., Hagström, M. and Rönnqvist, S. (2009). *Resettled and Included? The Employment Integration of Resettled Refugees in Sweden*. (Malmö: Malmö University Press).

¹⁰ Hermansson, A., Hörnquist, J.O. and Timpka, T. (1996). 'The Well-being of War-wounded Asylum Applicants and Quota Refugees Following Arrival in Sweden'. *Journal of Refugee Studies* 9 (2): 166–181; Hermansson, A., Timpka, T. and Nyce, J.M. (2003). 'Exploration of the Life Histories and Future of War-Wounded Salvadoran and Iranian Kurd Quota Refugees in Sweden: A Qualitative Approach'. *International Journal of Social Welfare* 12 (2): 142-153.

¹¹ Bozorgmehr, K., Szecsenyi, J., Stock, C and Razum, O. (2016). 'Europe's Response to the Refugee Crisis: Why Relocation Quotas will Fail to Achieve 'Fairness' from a Health Perspective'. *European Journal of Public Health* 26 (1): 5-6.

¹² Andersson, G. (1997). *Status kvot: En utvärdering av kvotflyktingars mottagande och integration åren 1991 och 1996* (Norrköping: Statens invandrarverk (SIV)).

responses from different states.¹³ These studies offer an overview of the country programmes; they do not however focus on the experience of the resettled population or how they have perceived the integration process.

Relevance

As illustrated above research in this field is rather limited, with existing research focusing on integration of immigrants and people with foreign background in general, and pays limited attention to resettled women in general. It is therefore vital to produce research that pays attention to resettled women as a unique demographic of migrations, which face gender specific challenges when it comes to integration in Sweden. This project will directly address this gap in the existing literature pertaining to the Swedish context. Policy relevance is key to the project as it intends to produce academic knowledge with clear practical implications in the field of political and strategic decision-making.

Methodology

In order to identify the needs of resettled refugee women and proposing its relevance to integration policy, this paper will adopt a mixed-methods research design in order to identify overarching patterns among women refugees in Sweden, as well as a more nuanced understanding of the experiences they face in their integration processes.¹⁴ Surveys in combination with semi-structured interviews as well as focus groups with resettled women who have been living in the country for no longer than five years will be carried out. Since this project seeks to identify the challenges they face in their initial resettlement process, the survey will be directed at newly arrived women refugees living across Sweden, and will collect data pertaining to their experiences during the process of integration. A response rate of at least 150 will provide data that is robust enough to be able to identify overarching trends or patterns among the women respondents. These statistical patterns will then be explored further through the focus groups and semi-structured interviews, both of which will be carried out with newly resettled women geographically situated across Sweden. In particular, a series of seven focus groups will be carried out over a two-year time period, taking place in both rural and urban municipalities that have received resettled refugees.

Theoretical Framework

Integration is a process of adaptation to a new environment in which the individual is to create a sense of self-worth and contribution, social coherence and belonging within the larger host community. This study will apply the theory of human capital that corresponds to any stock of knowledge or characteristics that an individual has, which contributes to his

13 Konle-Seidl, R. And Bolits, G. (2016). Labour Market Integration of Refugees: Strategies and Good Practices. European Parliament, Study for the EMPL Committee; ICMC (2013). *Welcome to Europe! A Comprehensive Guide to Resettlement*. Report of the International Catholic Migration Commission.

¹⁴ Axinn, W.G. and Pearce, L.D. (2006). *Mixed Method Data Collection Strategies. New Perspectives on Anthropological and Social Demography* (Cambridge: Cambridge University Press).

or her productivity. Education and training are considered to be the biggest variables in terms of financial return.¹⁵ Even more relevant for this study is the view on human capital, developed by Schultz and Nelson-Phelps, as one of the strongest indicators of an individual's ability to adapt to a new environment or deal with changing situations and conditions.¹⁶

This broad theoretical framework offers identifiable set of denominators or observable measurement that should be useful for the initial mapping of skills of resettled women, used as coping mechanisms and to assist them in their integration process. However, different theoretical perspectives such as social capital in terms of social networks and trust and social identity theory will complement this performance model.

References

- Andersson, G. (1997). *Status kvot: En utvärdering av kvotflyktingars mottagande och integration åren 1991 och 1996* (Norrköping: Statens invandrarverk [SIV]).
- Axinn, W.G and Pearce, L.D (2006) *Mixed Method Data Collection Strategies. New Perspectives on Anthropological and Social Demography* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Baird, M. B. (2012). "Well-Being in Refugee Women Experiencing Cultural Transition". *Advances in Nursing Science* 35(3): 249-263.
- Becker, G.S. (2006). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (Chicago: University of Chicago Press).
- Bevelander, P., Hagström, M. & Rönnqvist, S. (2009) *Resettled and Included? The Economic Integration of Resettled Refugees in Sweden* (Malmö: Malmö University Press).
- Bozorgmehr, K, Szecsenyi, J, Stock, C. and Razum, O. (2016). "Europe's Response to the Refugee Crisis: Why Relocation Quotas will Fail to Achieve 'Fairness' from a Health Perspective". *European Journal of Public Health* 26 (1): 5-6.
- Casimiro, S., Hancock, P., & Northcote, J. (2007). "Isolation and Insecurity: Resettlement Issues among Muslim Refugee Women in Perth, Western Australia". *Australian Journal of Social Issues* 42(1): 55-69.
- CIPD (2017). *Human Capital Theory: Assessing the Evidence for the Value and Importance of People to Organisational Success*. Technical report. Available at: https://www.cipd.co.uk/Images/human-capital-theory-assessing-the-evidence_tcm18-22292.pdf
- Cole, E., Rothblum, E. D., & Espin, O. M. (2013). *Refugee Women and their Mental Health: Shattered Societies, Shattered Lives* (London: Routledge).
- Deacon Z Sullivan, C (2009). "Responding to the Complex and Gendered Needs of Refugee Women". *Affilia* 24(3): 272–284.

¹⁵ Becker, G.S. (2006). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (Chicago: University of Chicago Press).

¹⁶ CIPD (2017). *Human Capital Theory: Assessing the Evidence for the Value and Importance of People to Organisational Success*. Technical report.

- Hermansson, A., Hörnquist, J.O. and Timpka, T. (1996). "The Well-being of War-wounded Asylum Applicants and Quota Refugees Following Arrival in Sweden". *Journal of Refugee Studies* 9 (2): 166–181
- Hermansson, A., Timpka, T. and Nyce, J.M. (2003). "Exploration of the Life Histories and Future of War-Wounded Salvadoran and Iranian Kurd Quota Refugees in Sweden: A Qualitative Approach". *International Journal of Social Welfare* 12 (2): 142-153.
- ICMC (2013). *Welcome to Europe! A Comprehensive Guide to Resettlement*. Report of the International Catholic Migration Commission. Available at: <https://www.icmc.net/sites/default/files/documents/welcome-to-europe-2013.pdf>
- Kimura, K (2013). *Exploring the Gender-Specific Needs of Female Refugees during Resettlement and Integration: A Case Study in Pittsburgh* (Pittsburgh: Diquesne University Press).
- Konle-Seidl, R. And Bolits, G. (2016). *Labour Market Integration of Refugees: Strategies and Good Practices*. European Parliament, Study for the EMPL Committee. Available at: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578956/IPOL_STU\(2016\)578956_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578956/IPOL_STU(2016)578956_EN.pdf)
- Migrationsverket (2015). *Inkomna ansökningar om asyl 2014*. 2014 report. Available at: <https://www.migrationsverket.se/download/18.39a9cd9514a346077211b0a/1485556218186/Inkomna%20ansökningar%20om%20asyl%202014%20%20Applications%20for%20asylum%20received%202014.pdf>
- Ministry of Justice of Sweden (2017). *Sweden's Migration and Asylum Policy*. Fact sheet. Available at: <https://www.government.se/4adac4/contentassets/183ca2f36f1c49f3b7d1b5724a5753ce/swedens-migration-and-asylum-policy--fact-sheet-2019.pdf>
- Spång, M. and Righard, E. (2016). *Migrationsforskning med inriktning mot flyktingar -En inventering av forskning vid Malmö högskola* Malmö: Malmö University Press. Available at: <http://muep.mau.se/bitstream/handle/2043/20947/Forskningsinventering%20maj%202016.pdf?sequence=2>
- Statens Offentliga Utredningar (SoU) (2017). *Lagliga vägar för att söka asyl i Sverige*. Betänkande av Utredningen av lagliga asylvägar 2017:103. Available at: <https://www.regeringen.se/4afca8/contentassets/7cc5fea9212e488ba2e439ec7fc3c723/lagliga-vagar-for-att-soka-asyl-i-eu-sou-2017-103.pdf>
- Suter, B. and Magnusson, K. (eds.) (2005). *Resettled and Connected? Social Networks in the Integration Process of Resettled Refugees* (Malmö: Malmö University Press). Available at: <http://muep.mau.se/bitstream/handle/2043/18865/Resettled%20and%20connected.pdf>
- Svenska Dagbladet (SvD) Debatt. *Sverige ska ta emot fler kvotflyktingar*, 21 september 2016. Available at: <https://www.regeringen.se/debattartiklar/2016/09/sverige-ska-ta-emot-fler-kvotflyktingar/>

Les particularités des changements de régime en Europe centrale et orientale et la montée des nationalismes

MIKLOS NAGY
UNIVERSITE DE SZEGED

L'effondrement du système communiste et la mise en place des réformes politiques et économiques libérales ont provoqué la réémergence du nationalisme qui a ressuscité les sensibilités nationales, religieuses et culturelles dont le système communiste n'a pas réussi à supprimer. Les changements de régime ont libéré les forces politiques, ethniques et religieuses qui avaient été neutralisées par les régimes communistes depuis 40 ans ou depuis 70 ans en URSS.

Les différentes expériences de changements de régime en Europe centrale et orientale ont montré que l'appartenance nationale est le sentiment déterminant des peuples de cette région de l'Europe. Il faut souligner l'importance des changements de régime pacifiques en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en RDA et la brutalité de la chute du régime de Ceaușescu en Roumanie.

En Pologne et en Hongrie la démocratisation est facilitée par une tradition de résistance au régime. En RDA, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Roumanie gouvernés par des apparatchiks conservateurs, la rupture fut plus radicale¹. L'effondrement du communisme a éclaté la cohésion des ensembles fédéraux, multinationaux comme l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie en 1990/1992. Les conflits interethniques ont dégénéré en conflit armé en Yougoslavie provoquant une guerre civile féroce entre les nations composant l'ex- Fédération.

Lors de l'analyse des particularités des changements de régime il faut mettre en relief l'évolution de la situation internationale, en particulier l'avènement de Gorbatchev en 1985, qui a mis en œuvre des réformes libérant les forces qui contestaient le système communiste. Le président Reagan a réussi à contraindre l'URSS de réviser fondamentalement ses objectifs de politique internationale. Son Initiative de Défense Stratégique (SDI) a remis en cause la doctrine de la destruction mutuelle assurée². L'URSS est devenue incapable d'assurer sa sécurité dans un conflit nucléaire éventuel. L'échec de la guerre d'Afghanistan a rendu évident les limites de sa puissance. Le sommet de Genève du novembre 1985 marqua la reprise du dialogue direct entre les deux personnalités sur le désarmement. Les négociations du sommet de Malte du décembre 1989 menées entre Gorbatchev et le successeur de Reagan, George Bush ont mis fin à la guerre froide. Fin 1991, marque non seulement la fin de l'URSS mais celle du communisme, en tant que régime politique et système d'organisation économique et social en Europe. Le Parti Communiste de l'Union Soviétique

¹ Roman Krakovsky, « Une révolution démocratique à l'Est », *L'Histoire* No 464/octobre 2019 p. 35.

² S. Bernstein – P. Milza (dir.), *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., Hatier, Paris, 2005, p. 37.

(PCUS) a été dissous, les républiques ont proclamé leur indépendance. La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie ont créé la Communauté des États indépendants (CEI), à laquelle ont adhéré 8 autres ex-républiques de l'URSS.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale le rejet du système communiste s'accompagnait de la volonté de mettre fin à un système économique en pleine crise, caractérisé par un endettement croissant vis-à-vis de l'Occident et par un retard accumulé par rapport aux pays du capitalisme libéral. Les régimes communistes ont disparu entre le printemps 1989 et l'été 1991. Le retrait de l'Armée rouge et la dissolution du Pacte de Varsovie en 1992 ont contribué aussi à la renaissance des nationalismes, des rivalités ethniques, des conflits frontaliers.

L'opinion internationale reconnaît le rôle déterminant joué par la Pologne et par la Hongrie dans la chute du communisme en Europe centrale et orientale. Gorbatchev a encouragé les dirigeants communistes polonais et hongrois à progresser dans la voie des réformes en espérant que les réformes aboutiront à la consolidation du régime communiste, sans remettre en cause le monopole du parti communiste.³ Gustáv Husák en Tchécoslovaquie, Ceaușescu en Roumanie et Honecker en RDA étaient hostiles aux réformes, Todor Jivkov en Bulgarie a accepté en partie la nécessité des réformes économiques mais il a considéré les réformes politiques trop dangereuses.

C'est en Pologne et en Hongrie que la péréstroïka a fait sentir ses effets directement. En Pologne, à l'issue des négociations de table ronde menées entre janvier et mars 1989, lors des élections partiellement libres, l'opposition a remporté une victoire totale. Le pays a été gouverné par un non-communiste – Tadeusz Mazowiecki – pour la première fois depuis 1947. Solidarité a obtenu 90 % des sièges du Sénat et la totalité des sièges réservés à l'opposition à la Diète. Les deux chambres ont élu – à une voix de majorité – Jaruzelski à la présidence de la République⁴. La « révolution par négociation » en Pologne s'est terminée par l'élection de Lech Walesa à la présidence de la république en 1990 et par les premières élections libres remportées largement par la Solidarité. D'autre événement majeur aboutissant à la chute du mur de Berlin fut l'ouverture de la frontière austro-hongroise devant les Allemands de l'Est réfugiés en Hongrie, permettant ainsi leur passage en Allemagne de l'Ouest.

En Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en RDA les forces politiques de l'opposition ont pris le pouvoir, qui témoignait l'activité croissante d'une société civile des années 1980. En revanche, dans certains pays de l'ancien bloc soviétiques (Bulgarie, Roumanie) les anciens dirigeants communistes ont réussi à sauvegarder leur pouvoir pour un certain temps, profitant d'une certaine nostalgie à la période précédente où la protection sociale était mieux assurée. En Bulgarie, Todor Jivkov fut remplacé en novembre 1989 par son ancien ministre des affaires étrangères, Petar Mladenov. En Roumanie, après la chute de Ceaușescu, Ion Iliescu – ancien collaborateur discrédité de Ceaușescu – a dirigé le nouveau gouvernement du Front du salut national.⁵

Les forces politiques organisées ont joué un rôle majeur dans le changement de régime pacifique en Hongrie, aussi bien que la Solidarité en Pologne, le Forum civique en Tchéco-

³ F-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza (dir.), *Histoire universelle (de la révolution au monde contemporain)*, Larousse-Bordas, 1998, p. 1124.

⁴ S. Berstein – P. Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, Hatier, La compil initial, 2018, p. 568.

⁵ S. Berstein – P. Milza, (dir.): *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., *op. cit.*, p. 137.

slovaquie, le Nouveau Forum en RDA où les partis politiques de la RFA ont étendu leur activité.

En Hongrie, les forces politiques d'opposition se sont organisées depuis la fin des années 1980. Certains d'entre eux se réclamaient des anciennes formations supprimées par les communistes après la seconde guerre, comme le Parti indépendant des petits propriétaires (FKGP) ou le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP). D'autres, sont nés des groupuscules contestataires de la fin des années 1980. Parmi eux, le Forum démocratique (MDF) a critiqué le système communiste en se basant sur les traditions nationales. L'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) se proclamait le porte-parole du libéralisme économique et politique et afficha un anticommunisme imprégné des revendications de droits civils. La Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), se voulait d'abord une organisation indépendante, libérale des étudiants d'université. Le parti-État, PSOH se vit contraint de négocier. Au terme des accords conclus entre les dirigeants communistes et les nouvelles formations politiques, le Parlement hongrois a voté les lois servant de cadre à un changement de régime pacifique. La République hongroise fut proclamée le 23 octobre 1989, enlevant de la dénomination officielle du pays l'adjectif « populaire ». Celui fut l'expression symbolique de l'essentiel du changement de régime : reconquête de la souveraineté, remplacement du dirigisme économique par l'économie de marché et transformation du système de l'État-parti en démocratie pluraliste en un système politique libérale. Sur le plan social, ce fut le remplacement d'une structure sociale idéologiquement déterminée par une structure basée sur l'égalité des chances.

Au cours du processus du changement de régime à la fin des années 1980, le problème des minorités hongroises vivant dans les pays voisins fut exposé au grand jour par les forces d'opposition du régime Kádár. Durant les 40 années du communisme, Trianon est devenu un sujet tabou considérant qu'il susciterait le nationalisme, étrangère à l'internationalisme, idéologie officiel des pays du bloc soviétique. La situation de plus en plus difficile des minorités ethniques dans les pays voisins – en premier lieu en Roumanie – a inspiré de sérieuses inquiétudes en Hongrie. Ceaușescu a considéré les protestations hongroises contre sa politiques répressive menée vis-à-vis de la minorité ethnique hongroise comme une ingérence dans les affaires intérieures roumaines. (Voir son projet de systématisation pour supprimer l'homogénéité ethnique des territoires habités par des Hongrois). Le grand courage déployé par László Tőkés – pasteur protestant hongrois, défenseur des droits des minorités – a joué un rôle catalyseur dans la chute du régime de Ceaușescu en décembre 1989. « La révolution roumaine apparaît un complexe alchimie entre spontanéité populaire et règlement de comptes entre les clans du Parti communiste roumain. »⁶ Le 25 décembre 1989 le couple Ceaușescu fut jugé, condamné à mort et immédiatement exécuté. Un nouveau pouvoir se met en place, le Conseil du Front du salut national, dirigé par Ion Iliescu, ancien secrétaire du Parti communiste roumain, limogé par Ceaușescu en 1971. Les premiers élections libres ont eu lieu en mai 1990 lors desquelles le Front du salut national a obtenu 66 % des suffrages et Iliescu a été désigné comme président de la République⁷.

En Hongrie, les élections législatives de mai 1990 aboutirent à la constitution d'une Assemblée nationale composée de six partis politiques différents. Le premier gouvernement

⁶ F-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza (dir.): Histoire universelle... *op. cit.*, p. 1131.

⁷ S. Berstein – P. Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, *op. cit.*, p.572.

a été formé par József Antall, président du Forum démocratique hongrois. Il a créé une coalition de centre droite avec le Parti indépendant des petits propriétaires et avec le Parti populaire démocrate-chrétien. Les réformateurs du PSOH ont contribué au processus de changement par la fondation d'un Parti socialiste hongrois (MSZP), affichant un programme social-démocrate. Une législation démocratique est entrée en vigueur, le processus de privatisation a bouleversé les rapports de propriété et les victimes du communisme ont obtenu réparation pour les dommages subis. L'intense activité législative a permis la mise en place d'un État de droit. Le Traité de Varsovie et le Comecon une fois dissous, la Hongrie a cherché à se rapprocher des organisations euro-atlantiques. La Hongrie est devenue membre du Conseil de l'Europe (1990) et un dialogue a été amorcé avec la Communauté européenne et l'OTAN. En 1994, le gouvernement hongrois a présenté sa demande d'adhésion officielle au Conseil européen. Il était le premier des gouvernements démocratiques de l'Est à se porter candidat à l'UE.

En Tchécoslovaquie, les mouvements d'opposition ont créé un Forum civique sous l'impulsion de Václav Havel. Le 27 novembre 1989, une grève générale a été entamée et des millions de personnes ont manifesté dans les grandes villes. Sous l'influence de ces manifestations, le Parlement a aboli le rôle dirigeant du parti communiste. Un nouveau gouvernement sous la direction de Marian Calfa s'est constitué dans lequel les communistes furent minoritaires. Husák a démissionné de la présidence de la République et Havel a été littéralement plébiscité à ce poste. Le personnage emblématique du printemps de Prague de 1968, Alexander Dubček est élu président du Parlement. Lors des élections législatives de juin 1990, le Forum civique a obtenu la majorité absolue au Parlement fédéral.⁸ La « révolution de velours » a triomphé. L'effondrement du communisme a éclaté la cohésion des ensembles fédéraux, multinationaux. Le processus s'est déroulé d'une manière pacifique en Tchécoslovaquie où les négociations des indépendantistes slovaques avec les Tchèques ont abouti à la séparation en deux États indépendants en décembre 1992. La personnalité historique de la « révolution de velours » tchécoslovaque, Václav Havel n'a pas pu s'opposer à la sécession de la fédération.

En RDA, le système n'a laissé la place à aucune opposition, Honecker était hostile aux réformes. L'exode des Allemands de l'Est qui ont émigré à l'Ouest par les Ambassades de la RFA à Budapest, à Prague et à Varsovie en automne 1989 ainsi que l'arrivée à Berlin-Est de Gorbatchev pour le 40^e anniversaire, ont donné le signal à des manifestations populaires, puis à la formation du Nouveau Forum, contestant le régime communiste. Le 18 octobre, Honecker fut remplacé par son dauphin, Egon Krenz qui a fait des concessions, mais en vain. Le 10 novembre, l'autorisation donnée aux Allemands de l'Est de voyager à l'étranger va aboutir au démantèlement du mur de Berlin. En décembre, le rôle dirigeant du parti communiste est aboli, le Comité central et le Bureau politique se dissolvent ainsi que la STASI, la police politique. En février 1990, les premières élections libres depuis 1932 ont donné 40 % des voix à l'Alliance pour l'Allemagne rassemblant autour de l'Union des Chrétiens-démocrates les parties conservateurs. Un gouvernement sous la direction de Lothar de Maizière rassemblant les parties de l'alliance conservatrice, sociaux-démocrates et l'Union des libéraux a conduit au processus de réunification. Le 1^{er} juillet, l'Union

⁸ *Ibidem*, p. 571.

économique et monétaire entre les deux Allemagnes est entrée en vigueur, le 4 octobre 1990 est la date de l'union politique⁹.

La disparition de la Yougoslavie coïncide avec la fin de la guerre froide et la division de l'Europe. Une fois levée « la chape de plomb du communisme » se manifestent des conflits interethniques anciens, qui ont mené à la division. Aux rivalités ethniques se sont ajoutés des rivalités politiques. Lors des élections libres du printemps 1990, les communistes (rénovés) n'obtiennent la majorité qu'au Monténégro et en Serbie, alors que dans les autres républiques les partis nationalistes ont remporté la victoire. Les tendances centrifuges accompagnées des antagonismes idéologiques ont rendu impossible la survie de l'entité yougoslave et a mené à une terrible guerre civile.

Les proclamations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie en juin 1991 a provoqué la résistance des Serbes opposés à la désintégration de la Fédération, dans laquelle ils voulaient garder leur position dominante. L'adoption de la nouvelle Constitution serbe en 1989 marqua la volonté de retour au projet de la Grande Serbie¹⁰. L'armée fédérale yougoslave – dominée par les Serbes – est intervenue en Slovénie et en Croatie. Après avoir chassé de la Slovénie, elle a pénétré dans une partie de la Croatie avec l'intention de défendre les intérêts des minorités serbes vivant ces territoires et a procédé à une purification ethnique. En janvier 1992, la Croatie reconnue par les États de la Communauté européenne, a réussi à faire accepter son indépendance. Après la proclamation de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine en septembre 1991, où les Serbes formaient 40 % de la population multiethnique, ils ont organisé des milices armées pour lutter contre les Croates et Bosniaques aux côtés de l'armée fédérale, utilisant la politique de « nettoyage ethnique ». La Serbie dirigée par Milosević a participé activement dans les opérations militaires particulièrement féroces, ils ont incendié des villes, déporté la population, perpétré des massacres, comme à Srebrenica en juin 1995.

L'Union européenne a reconnu les États nés de la décomposition de l'ex-Fédération en condamnant la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) qui n'a pas été reconnue par la communauté internationale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté des sanctions contre la Yougoslavie de Milosević. En automne 1995, l'OTAN a décidé de mener des bombardements aériens contre les positions serbes. Un accord de paix a été paraphé en novembre à Dayton qui a maintenu l'unité de la Bosnie-Herzégovine composée de deux ethnies : une croate-musulmane (51 % du territoire) et une serbe (49 %), avec Sarajevo comme capitale sous une direction collégiale tricéphale¹¹.

L'ex-Yougoslavie va rester une région d'instabilité, caractérisée par des problèmes non résolus comme celui de Macédoine ou celui de Kosovo, région serbe peuplée à 90 % d'Albanais qui revendiquent leur autonomie.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale le passage à l'économie de marché a causé beaucoup de difficultés. Faute d'expérience antérieures, il a fallu innover qui était une première source de difficulté, la seconde consiste à trouver des investisseurs. Les capitaux étrangers se sont dirigés vers les pays considérés les plus performantes, vers la Pologne où le secteur privé représentait une part importante ainsi que vers la Hongrie qui a noué des

⁹ *Ibidem*, p. 570.

¹⁰ F-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza (dir.): *Histoire universelle... op. cit.*, p. 1130.

¹¹ S. Berstein – P. Milza, (dir.): *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., *op. cit.*, p. 46-47.

liens étroits avec l'Occident sous le régime communiste. Les transferts des fonds structurels européens ont joué un rôle déterminant dans le développement de ces deux pays, en 7 ans la Pologne en a reçu 86 milliards euro et la Hongrie 25 milliards euro¹². Le retour à l'économie privée s'est passé avec moins de difficulté en Hongrie grâce à ces liens économiques avec l'Occident, et aux investissements occidentaux importants. Alors qu'en Pologne le retour au marché s'est opéré brutalement, pratiquement sans transition¹³. La réunification allemande a conduit la RFA à prendre en charge le retour au marché de l'ancienne RDA. Le processus a été engagé brutalement, la fermeture des usines non-rentables et le chômage ont provoqué un malaise dans la population. Dans tous les pays le passage à l'économie de marché allait de pair avec une baisse considérable de l'activité économique, la fermeture des usines et l'augmentation du chômage. La libéralisation des prix a entraîné l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat. Les problèmes économiques étaient aggravés par le manque de la protection sociale des salariés.

D'autre caractéristique du passage à l'économie de marché dans le pays d'Europe centrale et orientale était que les anciens élites politiques et économiques ont réussi à maintenir ses positions. La plupart des partis communistes se sont reconvertis en partis socialistes, conservant les biens immobiliers et s'intégrant dans le nouvel environnement politique, surtout dans les Balkans¹⁴. La crise économique et sociale liée au retour à l'économie privée a fortement influencé le balancier politique dans ces pays. En Pologne, en Hongrie, en Bulgarie dès 1993/94 le balancier politique revient vers une gauche ex-communiste qui se veut réformatrice, revendiquant l'héritage social du communisme. En 1994, les élections législatives en Hongrie ont été remportées par le Parti socialiste qui – malgré sa majorité absolue – a formé un gouvernement de coalition avec le parti libéral, SZDSZ. Le retournement est symbolisé par la défaite électorale du légendaire Lech Walesa en novembre 1995 qui sera remplacé par un ancien communiste, Alexandre Kwasniewski. La gauche ex-communiste réformatrice a réussi à garder son importance dans la partie orientale de la RFA. La reprise de la croissance dans la majorité de ces pays n'a commencé qu'à partir de 1995/96.

Trente ans après la chute du communisme les pays d'Europe centrale et orientale – notamment la Pologne et la Hongrie – sont en train de basculer vers un type de régime inédit, les démocraties « illibérales ». Le paysage politique est caractérisé par les mouvements nationalistes et identitaires. Le discours politique se construit autour d'une critique des institutions de Bruxelles, évoquant une identité européenne pour justifier le rejet des migrants¹⁵.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale le rattrapage économique avec les économies occidentales est inachevé. La République tchèque et la Slovaquie ont vite atteint des niveaux PIB par habitants supérieurs à 80 % de la moyenne européenne, alors qu'en Pologne et en Slovaquie le PIB par habitants reste inférieur à la moyenne de l'UE. D'autre trait

¹² Sortir du totalitarisme. L'Europe centrale et orientale après la chute du Mur de Berlin. <https://www.robert-schumann.eu/fr/question-d-europe/0534-sortir-du-totalitarisme>, 05.11.2019, p. 2.

¹³ S. Bernstein – P. Milza, (dir.): *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., *op. cit.*, p. 142.

¹⁴ Krakovsky, « Une révolution démocratique à l'Est », *op. cit.*, p. 36.

¹⁵ Sortir du totalitarisme... *op. cit.*, p. 2.

caractéristique de ces pays est l'exode massif des populations vers l'Ouest. Entre 2007 et 2015 3,4 millions de Roumains et 2 millions de Polonais ont quitté leur pays¹⁶.

Malgré les difficultés nous devons constater que la chute du Mur de Berlin a ouvert la voie vers la démocratie, la croissance économique et l'augmentation du niveau de vie dans cette région de l'Europe. L'adhésion de ces pays à l'OTAN et à l'Union européenne est la garantie de la paix sur le continent ainsi que celle de l'irréversibilité des changements démocratiques.

¹⁶ *Ibidem*.

L'internationalisation d'un championnat national : gestes, mythes et réalités de la première division hongroise

GEZA SZASZ
UNIVERSITE DE SZEGED

Introduction historique

« La Hongrie, nation sportive. » Ce slogan, à la sonorité très officielle, correspond tout de même à une certaine réalité. Si tous les Hongrois ne sont pas des sportifs, loin de là, les résultats obtenus dans les compétitions internationales, ont placé le pays, et ce depuis la création des Jeux Olympiques modernes, parmi les dix-quinze nations les plus sportives de la planète. C'est un grand exploit si l'on tient compte de sa faible population (moins de dix millions d'âmes actuellement, la pointe se situant en 1980, avec 10,7 millions) et de ses ressources financières.

Si les grandes tendances du sport hongrois (natation, escrime, tir, lutte...) se sont profilées dès le début du XX^e siècle, l'athlétisme et le water-polo s'y sont ajoutés pendant l'entre-deux-guerres. Déjà domaine à succès, le sport hongrois a connu un véritable changement de régime au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Fidèle à l'esprit soviétique et soucieux d'encadrer la jeunesse, l'État a exercé un contrôle pratiquement sans faille sur le sport. Parallèlement, on a entrepris une profonde modernisation du système de sélection des athlètes, en intervenant directement dans le programme d'éducation physique au collège et au lycée et en créant des classes spécialisées dans l'enseignement secondaire. C'est aussi la période de construction des infrastructures nécessaires, comme le Stade du Peuple (Stade Puskás depuis 2002) à Budapest, capable de recevoir jusqu'à 80 000 supporters (avant la fin des années 1970)¹, et le centre d'entraînement de Tata, dans le nord-ouest de la Transdanubie.

Cependant, les performances de la sélection nationale de football, les Onze d'or, ont retenu le plus l'attention du public contemporain et postérieur. Si le football hongrois avait déjà encaissé de très beaux succès, marqués par exemple par une deuxième place à la Coupe du Monde de 1938, en France, derrière une Italie trop brillante, la qualité du jeu de l'équipe des années 1950 demeurait incomparable, alors que sur le plan des symboles, elle incarnait, dans une époque d'internationalisme forcé, le génie hongrois de ces enfants du peuple. Cette construction identitaire, avec tous ses sous-entendus, a été largement exploité

¹ Le Stade Puskás, du fait de sa vétusté et de la cherté de son utilisation, a cessé progressivement de donner lieu aux rencontres de la première division. D'ailleurs, au début des années 2000, sa licence UEFA ne permettait plus d'accueillir que 35 100 spectateurs à l'occasion d'un match international, alors que sa capacité officielle pour d'autres manifestations restait encore de 56 000 âmes. Démoli en 2016, il a été remplacé en 2019 par la toute neuve *Puskás Aréna* (67 215 places), inaugurée le 15 novembre 2019.

à des fins politiques et, on le sait aujourd'hui, a sérieusement contribué à l'accumulation du retard du football hongrois par rapport aux concurrents étrangers, qu'il s'agisse des clubs ou des sélections nationales. Réalisant encore quelques belles performances jusqu'à la fin des années 1960, avec une médaille de bronze aux JO de 1960, médaille d'or en 1964 et en 1968, ainsi qu'avec une participation toujours assurée aux Coupes du Monde jusqu'en 1966, la sélection nationale faisait mine de bonne santé. En ce qui concerne les clubs, Ferencváros a remporté la Coupe des villes des foires, ancêtre de la Coupe de l'UEFA en 1965, après avoir battu la Juventus de Turin. (L'année précédent, le MTK de Budapest était finaliste malheureux dans la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, face à Benfica.) En 1967, Flórián Albert, joueur du même club a reçu le Ballon d'Or. Néanmoins, après 1968², le football hongrois, jadis sport national, ne retrouve plus son lustre d'antan. Les dernières performances seront deux finales perdues (en 1975, le Dinamo Kiev bat Ferencváros dans la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe), et en 1985, Videoton de Székesfehérvár est deuxième derrière le Real de Madrid dans la Coupe UEFA. En ce qui concerne le football d'élite européen, depuis sa réorganisation lancée aux années 1990, on compte en C1 deux qualifications en poule (Ferencváros en 1995 et Debrecen en 2009) et la même en C2 quatre fois (Debrecen en 2010, Videoton en 2012 et en 2018, Ferencváros en 2019), sans aucune entrée en phase éliminatoire. C'est encore une très belle réussite si l'on considère que la sélection nationale était absente des Coupes du Monde de 1970 et 1974 ainsi que de toutes organisées après 1986, et que sa participation à l'Euro de 2016 ne pouvait redorer le blason que très partiellement.

Cette rapide évocation des faits, issue dans sa majeure partie d'une étude que nous avons publié il y a dix ans et repris en partie lors dans un volume précédent³, montre que le football hongrois souffre depuis un demi-siècle de manque de compétitivité et, ce qui importe le plus dans le monde du sport, de succès traduits en victoires, le palmarès augmentant non seulement son prestige mais aussi sa résistance financière. Vu ces faits, dont l'ambiguïté fut d'ailleurs constatée par les observateurs hongrois dès les années 1970⁴, l'ère de la mondialisation, dont les débuts coïncident heureusement ou malheureusement avec le changement des régimes d'Europe centrale et orientale, entraînant la globalisation des valeurs et une plus forte mobilité des personnes et des biens, pourrait être celle du réaménagement du petit monde du football hongrois, en quête, du moins en principe, de résultats, avec des retombées sportives, économiques, financières voire sociales et politiques. Tout cela dans un contexte où les questions d'identité et de revendication nationales, ethniques,

² Dans un interview, Ferenc Bene, joueur aussi légendaire des années 1960, marque l'année 1968 comme celle de « l'honneur perdu », inaugurant une décennie de matchs truqués dans le championnat par les dirigeants des clubs, même à l'insu de leurs propres joueurs. Cf. István Matkó, *Mibe kerül egy gól* [Combien coûte un but], in Béla Rigó (dir.), *Fiúk-lányok könyve* (Livre pour garçons et filles), Budapest, Móra, 1979, 267.

³ Jenő Németh – Márta Pataki – Ágoston Nagy – Géza Szász – Miklós Nagy, *La Hongrie : découverte langue et culture*, <http://www.uoh.fr/front/notice?id=0967bb67-4d68-401b-8466-be028e754bb0> ; Géza Szász, La finale de Berne exposée au public hongrois d'aujourd'hui, *Chronica, Annual of the Institute of History University of Szeged*, 16 pp. 45-56, 12 p. (2017)

⁴ Voir Matkó, *op. cit.*; Róbert Zsolt, *Labdarúgók, sportolók* [Joueurs de foot et autres sportifs], Budapest, 1978.

linguistiques, culturelles ou même sexuelles ont reçu une nouvelle importance, tantôt organique tantôt forgée.

Notre étude, désireuse de représenter les contradictions et les interférences du phénomène, embrasse une méthode familière à l'anthropologie culturelle. Nous essayons d'analyser l'impact du phénomène de la mondialisation du football sur le championnat hongrois en examinant les gestes, mythes et réalités relevant de ce sport. S'agissant d'un sujet actualité, le public pourra croire parfois entendre des allusions à la politique du gouvernement ou même une voix critique à l'égard du football hongrois. Ce ne sera pourtant qu'une simple évocation des faits.

Avant de les exposer, nous nous devons de préciser nos trois notions clés, à savoir *gestes*, *mythes* et *réalités*. Le *geste* sera utilisé dans son sens « acte », « action », et nous renverra aux actes et actions des décideurs désireux de rehausser le prestige du football hongrois et le promouvoir dans le pays. *Mythe* désignera les constructions mentales liées au football hongrois et connectées en même temps aux questions ou revendications identitaires. Les *réalités* seront celles du terrain et/ou du contexte socio-économique entourant le football, questions réglementaires comprises. Nous signalons d'ores et déjà que nous ne nous intéressons pas aux rumeurs comme le caractère mafieux, l'emprise du milieu balkanique ou l'intérêt personnel de quelques hommes politiques. Seuls les faits positifs, exposés pour la plupart par les acteurs mêmes seront prises en compte.

Les gestes

Comme nous l'avons signalé, les ambiguïtés du football hongrois furent relevées dès les années 1970-1980 par quelques observateurs. Nous devons préciser qu'il ne s'agit point de rapports internes ou de suggestions confidentielles : les critiques que nous avons repérées se trouvent dans des livres destinés au grand public, souvent aux jeunes. Le principal axe des questionnements s'occupe des aspects financiers, notamment d'une professionnalisation qui ne dit pas son nom et dont l'obscurité permet aux joueurs de ne pas être à la hauteur de leurs salaires. Chiffres occidentaux, notamment ceux du Bayern de Munich à l'appui, les observateurs démontrent d'un côté la capacité du football professionnel à générer des richesses (tant pour le joueur que pour les acteurs institutionnels) et d'autre côté le coût d'un jeu de qualité joué par des sportifs payés en fonction de leur performance.

Vu ceci, nous pouvons formuler l'hypothèse que la professionnalisation du football d'élite fut généralement attendue et perçue comme remède à bon nombre de problèmes. Ainsi, l'introduction progressive du système nouveau après le changement de régime politique et économique a été plutôt saluée même si le manque presque évident des clubs en ressources financières transparentes et suffisantes a provoqué questions et inquiétudes. Parallèlement, il apparaît une figure jusque-là inconnue en Hongrie (ou du moins inexistante depuis les années 1930) : l'*international*⁵, venu d'une autre culture du football et destiné à relever la nôtre, tout cela en travaillant pour son salaire comme un bon employé. Néanmoins, pendant un premier temps, il ne constitue qu'une infime minorité parmi les

⁵ Par une curieuse coïncidence sociolinguistique, l'appellation hongroise de l'international (« idegen-légiós ») signifie « légionnaire » (plus exactement, « membre de la Légion étrangère »).

joueurs, et vient des pays frontaliers, l'Union soviétique comprise⁶. Depuis, il a non seulement étendu sa présence sur tous les clubs, mais a aussi commencé à les dominer. Le phénomène est devenu d'une telle envergure qu'aujourd'hui des blogs, sites internet et même des émissions de la télévision s'en occupent. D'après une liste établie par les Archives Nationales du Football (hongrois) et consacrée exclusivement aux internationaux de la première division hongroise ayant disputé au moins un match dans leurs sélections nationales respectives, nous avons affaire à une masse de plusieurs centaines de personnes, originaires de toutes les parties du monde, avec trois provenances dominantes : l'Europe centrale et orientale, les Balkans (la Roumanie comprise) et... l'Afrique subsaharienne⁷.

Le mouvement prit un tel ampleur qu'en 2018, la Fédération Hongroise du Football, organe régulateur de l'ensemble des compétitions sur le territoire, a été obligé de prendre des mesures restrictives destinées à enrayer le recours à des joueurs « à la carte » au lieu des jeunes talents localement formés. S'agissant d'employés professionnels, les initiatives prohibitives étaient a priori exclus ; on a dû intervenir par le biais d'un système de primes minutieusement calculées en fonction des minutes de jeu accumulées dans les différentes divisions du championnat hongrois, dans des championnats étrangers ou lors des rencontres internationales. Ceux mettent parmi les joueurs présents sur le terrain des jeunes localement formés verront ainsi leurs ressources transparentes augmenter⁸.

En abordant la question de la formation des jeunes talents, nous touchons à une initiative à la fois mythique et mystifiée. Si la formation des jeunes talents avait toujours été obligatoire pour les clubs participant aux compétitions nationales (et se pratiquait jusqu'à la première division départementale), au tournant du millénaire une idée réformatrice semblait gagner toutes les têtes pensantes du football hongrois. S'inspirant du modèle occidental des académies, on s'est mis à créer de nouveaux établissements formateurs qui proposaient à la fois la formation des meilleurs et leur commercialisation, assurant ainsi, ô miracle, l'auto-financement d'un sport en détresse financière. Initiative privée, la plus importante de ces académies, l'Académie Puskás (Puskás Akadémia)⁹, fut fondée à Felcsút, village transdanubien de moins de 2000 âmes, situé dans la région de Székesfehérvár¹⁰. La plus curieuse est cependant celle nommée de Grosics, gardien de but des Onze d'Or, fondée en 2009 à Gyula, et appartenant... au diocèse catholique de Szeged-Csanád¹¹.

⁶ Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et jusqu'à l'écroulement de l'Union soviétique en 1991, les deux pays avaient une frontière commune longue de 133 kilomètres dans l'est de la Hongrie. La même ligne constitue aujourd'hui la frontière hungaro-ukrainienne.

⁷ https://www.nela.hu/nch_leg_nat.php (dernière consultation : le 2 mars 2020)

⁸ [http://dokumentumtar.mlsz.hu/02_Szabalyzatok/04_Sportszervezetek_penzugyi_szabalyzatai/Produktiv%C3%A1si%20Szab%C3%A1lyzatok/ELN-10_2018%20\(03.13.\)%20sz%C3%A1m%C3%BA%20hat%C3%A1rozat_F%C3%A9rfi%20Produktivit%C3%A1si%20Szab%C3%A1lyzat%20%20.pdf](http://dokumentumtar.mlsz.hu/02_Szabalyzatok/04_Sportszervezetek_penzugyi_szabalyzatai/Produktiv%C3%A1si%20Szab%C3%A1lyzatok/ELN-10_2018%20(03.13.)%20sz%C3%A1m%C3%BA%20hat%C3%A1rozat_F%C3%A9rfi%20Produktivit%C3%A1si%20Szab%C3%A1lyzat%20%20.pdf) (dernière consultation : le 2 mars 2020).

Remodelé dès 2019, le régime commence à se subtiliser pour céder sa place, au moins en partie, à la limitation du nombre des joueurs contractuels par club.

⁹ Pour en savoir plus : <https://www.pfla.hu/> (dernière consultation : le 2 mars 2020). Le site est aussi accessible depuis la page de la municipalité de Felcsút. (Voir note suivante.)

¹⁰ <https://felcsut.hu/magunkrol/> (dernière consultation : le 2 mars 2020)

¹¹ Son nom officiel : « Académie catholique de Football Grosics » (Grosics Katolikus Labdarúgó Akadémia) <https://www.grosicsakademia.hu/> (dernière consultation : le 2 mars 2020). Depuis 2019, l'Académie dispose d'un impressionnant centre de formation à Szeged.

Si le mythe de l'académie, machine à succès et génératrice de revenus, est confronté aux réalités du terrain, on reçoit des réponses surprenantes. Si l'on a évoqué l'exemple de Puskás Akadémia, c'est aussi, parce que, jouant en première division, le club a réussi une mission presque impossible pour un et même match : le refus des primes et des droits de télé par la fédération pour ne pas avoir fait jouer le 3 mars 2018 de jeune talent et même avoir dans l'équipe 8 internationaux au départ et 10 à la fin de la rencontre. (Le match [0-0], joué devant 100 spectateurs payants, a été retransmis en direct par la télévision publique.) La presse hongroise n'a pas tardé à relever cette contradiction¹².

Nous arrivons au dernier geste destiné à promouvoir le football hongrois et provenant, cette fois, du décideur politique. Il s'agit d'une modification importante de la loi sur l'impôt sur les sociétés. En vigueur depuis 2011, elle permet aux sociétés d'offrir directement une partie de l'impôt (jusqu'à 70 %) aux organismes (clubs, associations, fédérations, fonds ou fondations) de six sports (football, handball, volley-ball, basket-ball, water-polo et hockey sur glace), et bénéficier ainsi, par un mécanisme complexe, d'une déduction plus importante que la somme en question. Au cours des quatre premières années, le football était le principal bénéficiaire, avant d'être rattrapé par le hand-ball. Si la transparence s'est fait longtemps attendre côté donateurs, la fédération hongroise publie chaque année les chiffres des sommes allouées ou approuvées¹³.

Nous ne comptons pas parmi les détracteurs du système. Dans un monde du sport globalisé, où les meilleurs peuvent devenir des marques mondiales (pensons à l'image planétaire de la Barça ou du Real), et les clubs sont apprivoisés par des investisseurs siégeant à dix mille kilomètres des stades et où seul le résultat compte, la compétitivité et, par son biais, l'attractivité des clubs doit être renforcée par tous les moyens légaux. Somme toute, cela pourrait aussi rendre les clubs hongrois désirables pour le capitalisme globalisé, intéressé avant tout par le gain.

Nos propos peuvent paraître un peu machiavéliques. Cependant, l'exemple des championnats d'élite a prouvé que le chemin est bien balisé, la solution améliore l'état de santé du football. Il est vrai, cela a entraîné une démythification des compétitions ; du moins en ce qui concerne le phénomène identitaire. Les vingt-cinq dernières années étaient aussi celles d'un glissement d'identité du supporter, de la compétition nationale vers le club (Barça, Real, Liverpool, Bayern, PSG, Manchester City), quitte à traverser les frontières nationales. Dans ce monde passé à un rythme supérieur, la première division hongroise fait figure de mauvais gestionnaire. S'internationalisant alors que la rhétorique officielle du pays est nationaliste, elle ne saisit ni les opportunités du multiculturalisme sportif ni l'exploitation des jeunes talents. De l'autre côté, le machiavélisme n'a pas abouti à grand-chose : les succès notables manquent, ruinant les espoirs d'attractivité et, indirectement, une vraie mise en valeur de la référence identitaire nationale. Devant des tribunes souvent quasi vides ou à

¹² <https://444.hu/2018/03/03/10-legios-jatszott-a-puskas-akademiaban-de-ez-es-orban-viktor-sem-volt-eleg-a-debrecen-ellen> (dernière consultation : le 2 mars 2020). Le jour où nous terminons notre article, l'équipe de première division (« Puskás Akadémia FC ») comptait 10 joueurs internationaux sur un effectif de 25. 7 joueurs hongrois (moins que la moitié) avaient moins de 25 ans. <https://www.pfla.hu/?q=team/view> (dernière consultation : le 2 mars 2020)

¹³ Une recherche en archives est également possible. Cf.

https://mlsztat2019.flexinform.hu/sfp_jegyzek (dernière consultation : le 2 mars 2020)

moitié remplies, la communion entre supporters et joueurs est moins intense, et l'observateur neutre ne pourra être convaincu de l'importance de la compétition que difficilement.

Conclusion

Pour conclure, nous devons nous arrêter sur les principales contradictions que nous avons d'ailleurs déjà évoquées.

1/ Le mythe du professionnel

Une rapide évocation des opinions des années 1970-1980 nous a montré la construction de toute une mythologie autour du joueur professionnel, plus exigeant dans ses performances physiques et techniques, plus engagé dans le jeu et à l'égard de son club (comme disait Ferenc Bene : « il meurt sur le terrain »). Lorsque, aux années 1990, par un geste des décideurs, celui-ci devient une réalité du terrain, son apport peut être mesuré en résultats. Or, comme notre introduction l'a déjà prouvé, ceux-ci ne sont pas à la hauteur des attentes : le jeu et la compétitivité des clubs hongrois, notamment sur la scène européenne, principal facteur générant capitaux, revenus et adhésions, reste à un niveau médiocre voire piètre. Il se produit alors une situation dans laquelle les clubs hongrois ou l'équipe nationale ne peuvent plus affronter un adversaire étranger avec une garantie de supériorité sur le terrain.

2/ Le mythe de l'international

Cette figure, dont l'apparition coïncide exactement avec le changement de régime politique et économique ainsi qu'avec les vrais débuts de la mondialisation contemporaine, laisse aussi beaucoup à désirer. Son apport reste négligeable sur le plan technique ou mental, alors que son coût demeure pratiquement inestimable, en pertes de devises et d'occasions de jeu pour les jeunes footballeurs hongrois.

3/ Le mythe du championnat national

C'est le mythe qui se déconstruit de et par lui-même. La diminution des effectifs hongrois, la désertion des supporters et même une répartition territoriale ne correspondant à une vraie logique sociale ou démographique contrecarrent une mythification forcée. Il ne reste pratiquement de ce championnat national que le nom. Malgré de fortes injections d'argent national (les impôts sont des revenus publics !), il perd, et, avec lui les clubs perdent aussi, le potentiel identitaire sur le plan local, régional ou national, et aucun politique ne pourra le considérer comme un facteur de souder la nation. C'est d'autant plus regrettable qu'un seul bel exploit est capable d'ouvrir la voie à la liesse populaire, comme c'était le cas lors de l'Euro 2016, où la capital hongrois était témoin de la première véritable manifestation populaire pour cause de football depuis 1954.

Nous attirons aussi l'attention sur le fait qu'à l'ère de la mondialisation ou du capitalisme globalisé, les traits caractéristiques évoqués ci-dessus ne seraient pas forcément contre nature. Dans l'espoir d'attirer capitaux, revenus et supporters plus d'un pays ont favorisé l'internationalisation de leur championnat et ont misé sur le tout professionnel comme football d'élite. Néanmoins, nous devons admettre que dans cette lutte de concurrence, comme dans toutes, il y a des gagnants et des perdants. Le championnat hongrois, dépensant beaucoup pour des joueurs qui, selon la rhétorique dominante, auraient dû rester chez eux s'ils avaient une autre profession, semble rater une chance de plus.

La Corse et la Coupe du monde de football 2018 : quand un pays peut en cacher un autre

DIDIER REY
UNIVERSITÀ DI CORSICA
PASQUALE PAOLI

Moscou, 15 juillet 2018, 19 heures, stade Loujniki, la France vient de remporter sa seconde coupe du monde en battant la Croatie par quatre buts à deux. Partout dans le pays, des scènes de liesse durent souvent une partie de la nuit, parfois ternies par d'inévitables échauffourées.

Il en va de même en Corse. À Bonifacio et à Porto Vecchio, des sarabandes d'automobiles, klaxons bloqués, parcourent les deux cités. À Ajaccio, le cours Napoléon se couvre d'une foule compacte, drapeaux tricolores au vent ; mêmes scènes de joie à Bastia, Place Saint-Nicolas à Calvi, à Corte et ailleurs dans l'île. Les touristes, nombreux à cette période de l'année, ne sont pas les derniers à participer aux défilés. Les hommes politiques insulaires ne sont pas en reste non plus. Sur les réseaux sociaux, Jean Zuccarelli, le chef de l'opposition radicale bastiaise, tweete en mélangeant les langues française et corse : « Victoire !!! A Cuppa hè nostra. Fier d'êre Français » ; Laurent Marcangeli, le maire LR¹ d'Ajaccio, est plus succinct mais non moins enthousiaste : « Et de deux ! Allez les Bleus ! » ; quant à Jean-Charles Orsucci, le maire LREM² de Bonifacio, il fait dans la simplicité : « Simplement merci !!!!! ». La liste des réactions n'est pas exhaustive... Dans tous les cas, ces réactions sont presque toutes assorties de photos de l'équipe de France ou de son maillot sur lequel figure en bonne place le coq gaulois. Dans son édition du 16 juillet, le quotidien *Corse-Matin* – le seul du genre dans l'île – fait sa « une » d'une seule photo : celle des joueurs de l'équipe de France avec le trophée, surmontée du titre évocateur, « Magique ». Bref, comme en 1998, lors du premier titre mondial remporté par la France, rien, ou presque, ne semble distinguer la Corse du continent.

Cela étant dit, l'image renvoyée par ces manifestations de joie, par ces réactions politiques, est, en fait, d'une certaine manière, assez trompeuse. Du moins est-ce l'impression qui se dégage si l'on se penche sur un sondage en ligne réalisé auprès de 1 308 personnes par le quotidien *Corse-Matin*³ à l'orée de la compétition du Mondial russe (30 mai-15 juin). La seule question posée était la suivante : « Quelle équipe allez-vous supporter à la Coupe du Monde 2018 ? ». À condition de le regarder avec attention, les réponses et, certaines

¹ Les Républicains.

² La République en marche.

³ Nous tenons ici à exprimer tout notre gratitude au quotidien *Corse-Matin* pour nous avoir laissé consulter les résultats complets de ce sondage. Nous tenons également à remercier Philippe Tétard de bien avoir voulu relire notre texte.

fois, les propositions des internautes qui participèrent à ce sondage, vont bien au-delà de la simple Coupe du monde. Si la teneur de la majorité des réponses est à dominante sportive, la nature des autres réactions éclaire, malgré tout, les manifestations de joie du 15 juillet d'une lumière singulière.

Néanmoins, avant d'interroger plus avant ce sondage, il convient quand même d'en atténuer la portée. Si la grandeur de l'échantillon et numériquement représentative, si la question posée est facilement compréhensible, en revanche, on ne sait rien des autres critères scientifiquement nécessaires à la mise en place de la méthode des quotas (profession, genre, lieu de résidence, etc.). La raison en est simple : le sondage a été réalisé par le quotidien avec la ferme intention de préserver absolument l'anonymat des personnes. Donc, nous devons présumer que la méthode de l'échantillonnage aléatoire, utilisée ici, était plus appropriée et a permis aux journalistes de disposer d'éléments probants permettant d'affirmer la représentativité du corpus. Nous ne possédons pas ces éléments, donc, nous ne pourrions pas questionner cet aspect des choses et notre analyse sera uniquement basée sur les réponses données. La possibilité offerte aux personnes de s'exprimer librement permet, en particulier, d'avoir accès à un nombre d'information qu'il n'aurait pas été possible d'obtenir avec la méthode du sondage téléphonique ou avec celle du vis-à-vis. Les réponses données par une approche volontariste, certes, n'ont pas la même valeur que celles données lors d'une enquête classique.

Quoi qu'il en soit, on peut néanmoins considérer que la valeur du sondage de *Corse-Matin* est réelle. Elle permet a priori une connaissance adéquate de l'opinion publique corse vis-à-vis des participants au Mondial à la veille de la compétition et, plus spécifiquement, son rapport à l'équipe de France.

Nous nous intéresserons et nous analyserons donc, dans un premier temps, les résultats pays par pays avant de voir, dans un second temps, de manière globale, la question du supporterisme à l'ère de la mondialisation et, plus précisément, le rapport compliqué et conflictuel d'une partie des Corses vis-à-vis de l'équipe de France.

La France, l'Argentine, le Brésil et les autres

En apparence, rien d'extraordinaire à la publication des résultats du sondage. La France arrive largement en tête avec 377 votes, suivie de l'Argentine (206), du Brésil (129), de la surprenante Islande (124) et de l'Allemagne (95). Viennent ensuite l'Espagne, l'Angleterre, le Portugal, la Belgique et une catégorie « Autres » (186) englobant une partie du reste des pays participants. Voyons, avant de poursuivre plus avant, cette dernière catégorie qui, il faut le signaler, fait le bonheur d'aimables plaisantins qui s'en donnent à cœur joie – tentation inévitable dans ce genre de sondage – et soutiennent « Le Mexique car ils aiment la vie et les femmes⁴ », « Le Mexique, pour l'orgie » ou encore « Le Mexique, pour l'exploit des 9 joueurs et des 30 prostitués, une cohésion d'équipe et de l'endurance (orgie de 24h), et du rêve, tout ce qu'on attend du football ! » – autant d'allusions au scandale qui éclaboussa les joueurs de *la Verde* avant de rejoindre la Russie.

Ceci dit, la catégorie « Autres » démontre, à sa manière, la grande dispersion des supporters – à l'exemple de ce qui existe sur le continent français ? –, loin des discours una-

⁴ L'orthographe d'origine des réponses a été conservée.

nimiste, patriotique et républicain, voire chauvin que l'on a pu lire dans une grande partie de la presse nationale, surtout après la victoire des hommes de Didier Deschamps. Pour preuve : même si leurs supporters sont peu nombreux, l'Australie, la Colombie, le Costa-Rica, la Croatie, le Danemark, le Japon, l'Iran, le Maroc, le Nigeria, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Russie, le Sénégal, la Serbie, la Suède, la Suisse, la Tunisie ou encore l'Uruguay, c'est-à-dire plus de la moitié des participants à l'édition 2018 trouve place dans le classement. Et pas seulement sur le mode moqueur, comme la plupart des votes en faveur du Mexique, même si ceux-ci existent évidemment (« Pologne bonne vodka »). En définitive, peu d'équipes ne trouvent pas grâce aux yeux des internautes⁵.

Les raisons qui commandent ces choix sont très diverses. Elles peuvent être sportives, comme pour la Croatie : « bon pays, bonne mentalité, joueurs de grande classe ». Elles peuvent renvoyer à l'histoire personnelle et/ou familiale : « Tunisie parce que je suis d'origine tunisienne », « une grand-mère suédoise », « Allemagne, pays de mon père » etc. Elles sont quelques fois politiques avec des positionnements très contrastés : « La Russie, parce qu'elle est à contre-courant des politiques puantes américano-européennes. Ces simulacres de démocraties avec cette aristocratie d'orateurs [...] », « COSTA-RICA e ISLANDE pays qui protègent le mieux leur écosystème ». On note également, dans les commentaires, le maintien de la propension pluriséculaire des Corses à tenter l'aventure outre-mer⁶. Diverses personnes soutiennent une équipe nationale autre que la France parce qu'elles séjournent – ou séjournèrent – dans un pays étrangers « Angleterre. Pays de résidence », « Je vis en Argentine », « Ayant passé un an en Colombie, je suis pour la Colombie », et la liste n'est pas exhaustive.

Ce sondage nous révèle donc deux choses très importantes : d'une part, une grande dispersion des affiliations partisans et, de l'autre, malgré tout, la dominante du soutien à l'équipe de France. À l'aune de ce sondage, les « Bleus » ont donc toujours la côte et cela semble confirmer que la Corse ne se distinguerait apparemment pas de l'ensemble du pays, sinon, évidemment, en termes de rapports. S'agit-il d'un phénomène nouveau ? Non, bien sûr. Déjà, le 12 juillet 1998, lorsque l'île avait fêté – très – bruyamment la victoire de l'équipe de France en finale de la Coupe du monde disputée chez elle ; des observateurs firent alors remarquer que mêmes des voitures portant un écusson à la gloire du FLNC⁷ n'étaient pas les dernières dans les cortèges qui submergeaient les centres-villes⁸. Cette ostentation dans la victoire, l'année même de l'assassinat du préfet à Ajaccio, le 6 février précédent, sonnait aussi, il est vrai, comme une forme d'expiation collective.

Les commentaires des votants de 2018 mettent par ailleurs en relief les qualités des joueurs français pour justifier leur choix : « Les meilleurs techniciens », « de très bons joueurs, un bon entraîneur », mais aussi la qualité du jeu déployé par les Français : « Beau jeu et équipe en devenir » et l'espoir de connaître de nouveau les frissons du succès : « Excellente équipe, envie de revivre 98 », dont les souvenirs remontent parfois loin : « J'avais 7 ans en 82 et j'ai grandi avec les exploits de la bande à Platini, petit mon joueur préféré était Jean Tigana ! Depuis je supporte l'équipe de France ». Quelques commentaires

⁵ Seules l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, l'Égypte et le Panama n'obtiennent aucun vote.

⁶ Voir, entre autres : Sylvain Gregori, Audrey Giuliani, Didier Rey (dir.), *Identità, les Corses et les migrations XVII^e-XXI^e siècles*, Bastia, Musée de Bastia, 2018.

⁷ *Fronte di Liberazione Naziunale di a Corsica* (Front de libération nationale de la Corse).

⁸ Yvan Gastaut, *Le métissage par le foot. L'intégration, jusqu'où ?*, Paris, Autrement, 2008, p.52.

négatifs teintés de racisme sont néanmoins perceptibles. On les trouve cependant dans la catégorie « Autres », à l'image de celui-ci : « l'équipe de France ne nous représente plus c'est l'équipe d'Afrique maintenant ! » ; les internautes en question ayant choisis cette rubrique.

La domination du soutien à la France ne doit pas masquer l'importance notable accordée au soutien pour l'Argentine et le Brésil. Si on réunit les suffrages qui leurs sont favorables (355), alors on constate qu'ils ne sont pas très loin de ceux accordés à la France (377). Doit-on s'en étonner ? Certes non. Rappelons-nous que, en 1998 par exemple, presque 50 % des Français estimaient que le Brésil serait vainqueur en cas d'élimination précoce des Bleus. Le football de ces deux pays fait toujours rêver les amateurs de ballon rond, en Corse comme ailleurs : « Brésil reste à mes yeux la plus grande équipe nationale en coupe du monde, et j'ai grandi avec cette équipe ! », même si les temps des Pelé, Zico et autres Maradona appartiennent irrémédiablement au passé, mais continuent visiblement de nourrir de véritables légendes et une réelle dévotion et on peut encore lire parmi les commentaires : « Depuis Maradona j'adore cette équipe ». Mais il y a désormais surtout « Neymar JR superstar » et « Messi est mon idole ». Question de générations, certainement.

Quant à la place de l'Islande, on y retrouve la sympathie pourrait-on dire classique dans l'histoire et pas seulement du football, envers une *petite* nation, d'un David nordique contre les Goliath du football mondial : « Un beau pays et également un petit poucet ». Le souvenir de son beau parcours à l'Euro 2016 et sa réputation d'un pays, d'un peuple et d'un football sains sont convoqués : « Une petite équipe mais une vraie envie de jouer et pas bouffée par le fric et la sur dimension de ses joueurs ». Est enfin valorisée l'idée d'un peuple assimilé à une sorte de « Robin des bois », capable de s'affranchir du carcan spoliateur du capitalisme bancaire, non sans une pointe d'humour parfois : « les banquiers en prison, et un volcan qui paralyse l'Europe a lui tout seul... ».

En ce qui concerne l'Allemagne, les raisons principales des soutiens tiennent paradoxalement à une vision stéréotypée des Allemands, réputés rigoureux, sérieux et efficaces : « Parce que la culture de la victoire ne s'invente pas » ; « La rigueur » ; « La discipline ». Vis-à-vis de l'Angleterre, au-delà des aspects strictement sportifs – « L'équipe anglaise pratique un football direct. Ne ferme jamais le jeu même lorsqu'elle gagne. Football sans calcul et sans tricherie. Joueurs de qualité et beau football » –, se lit en filigrane l'une des conséquences de la mondialisation du spectacle sportif, rendu possible par la libéralisation de l'audiovisuel, et plus spécifiquement par la lutte acharnée que se livrent les grands médias pour le contrôle des droits de retransmission des championnats nationaux et des coupes européennes, en tout premier lieu la Ligue des Champions. Dès lors, le supporterisme à distance⁹, totalement hors-sol si l'on peut dire, devient une réalité, banale, retraduite dans ces déclarations : de « Grand fan du championnat anglais que je suis régulièrement ! » à « Fan de Chelsea, de Première League et du jeu anglais en général », en passant par « Fan de Manchester United ».

En revanche, compte-tenu de la forte communauté marocaine implantée dans l'île, l'absence du Maroc peut surprendre. Tout au plus trouve-t-on chez les « Autres » une demi-

⁹ Voir, entre autres, sur la question, Ludovic Lestrelin, « À quel "nous" se vouer ? Le supporterisme à distance et les nouveaux territoires identitaires du football » in Bachir Zoudji et Didier Rey, *Le football dans tous ses états. Regards croisés sur le ballon rond*, Bruxelles, De Boeck, 2015, p. 331-341.

douzaine de lapidaires « Maroc » et un plus intéressant « Maroc mon 2^e pays après la Corse ». De même, pour des raisons identiques, la place médiocre du Portugal (33 votes) laisse dubitatif. Tout au plus peut-on suggérer pêle-mêle, à titre d'essai explicatif, la faible diffusion du quotidien auprès des personnes concernées, la désaffection pour ce genre de questionnaires ou le désintérêt pour la compétition.

Notons que 44 personnes se déclarent pour l'Italie malgré son absence, soit 3,36 % de l'ensemble. On se souviendra d'ailleurs que, le 9 juillet 2006, à Bastia, à Ajaccio et dans les grands centres urbains de l'île, la victoire de la *Squadra Azzura* sur l'équipe de France fut largement fêtée par des insulaires. Si les cortèges ne furent pas aussi fournis que huit ans auparavant, ils n'en étaient pas moins bruyants – surtout à Bastia –, mêlant parfois drapeaux corses et italiens. Ils démontraient combien l'image et la perception de l'Italie avaient muté depuis une soixantaine d'années, bien loin du racisme anti-italien qui avait pu marquer la Corse depuis le dernier tiers du XIX^e siècle ; démonstrations d'autant plus voyantes que le vaincu était la France. L'intensité des manifestations bastiaises de 2006 doivent également se lire à l'aune de la présence, à la tête de la municipalité d'alors, d'Émile Zuccarelli, républicain intransigeant et bête noire des nationalistes. La victoire des voisins d'outre-Tyrrhénienne pouvait être perçue comme une forme de revanche sur le maire en place. Quoiqu'il en soit, l'Italie n'en constitue pas moins une « nation par substitution » pour les insulaires ne se reconnaissant pas – ou plus – dans l'équipe de France, mais aussi une forme de revanche sur l'Histoire et de redécouverte – non dépourvue d'ambiguïtés – de la longue histoire commune et de traits culturels partagés. Le paradoxe veut que cette redécouverte et ce soutien à la *Squadra Azzura* interviennent à un moment où, sur l'autre rive de la mer Tyrrhénienne, les Corses sont désormais vus et perçus comme des Français à part entière, ou presque ; à tel point qu'un site en ligne, *Corsica Oggi*, se voit contraint d'expliquer aux touristes provenant du *Bel Paese* que la prononciation des patronymes corses se fait sur le mode italien puisque, dans l'île, les noms de famille sont linguistiquement italiens ! Il est loin le temps des années 1980 où l'on pouvait lire dans un guide touristique imprimé à Milan :

Dunque turismo, ma un turismo che sia capacità di studiare il problema dell'isola, di capirlo, di capire che i corsi non vogliono essere francesi e quindi si ribellano, in maniere diverse, legali o illegali, orientate verso l'essere indipendenti o radicalmente autonomi, dal dominio francese [...].

Una volta sbarcati in Corsica, ripeto, non dobbiamo avere paura di usare l'italiano per esprimerci, anzi, usiamo sempre la nostra lingua, e facciamo finta di non conoscere il francese : se centinaia di migliaia di italiani parleranno italiano in Corsica, non faranno opera di italianizzazione, aiuteranno soltanto la lingua corsa a sopravvivere¹⁰.

¹⁰ Tullio Bagnati e Albano Marcarini, *Corsica*, introduction de Sabino Acquaviva, quarta ristampa, Clup guide, Milano, 1983, p. 8 et 12-13. Le célèbre sociologue Sabino Acquaviva (1927-2015) avait publié une importante étude sur l'île : Sabino Acquaviva, *Corsica, storia di un genocidio*, Milano, Franco Angeli, La società, 1982.

Le football entre nationalisme français et nationalisme corse

Or, justement, ramené à la réalité des pourcentages, le soutien à l'équipe de France en Corse se révèle fragile, à peine plus du quart des sondés – 28,8 % exactement – la supportent. Même si on ne peut exclure que, en fonction des résultats au cours de la compétition, certains volèrent au secours de la victoire, passant d'un camp à l'autre, de l'Argentine, du Brésil ou de l'Islande à la France. Cette versatilité serait des plus banales et a été mesurée, en partie, sur le continent. Ainsi, au début du mois de juin, 53 % des Français exprimaient des doutes sur leur équipe et déclaraient ne pas l'aimer. Mais, à la veille de la finale, un sondage Elabe/BFM TV des 10 et 11 juillet révèle que plus de 80 % des Français ont désormais plutôt de l'affection pour les Tricolores, et sont même enthousiasmés. Alors que, en juin, seulement 28 % des Français pensaient que les « Bleus » gagneraient le Mondial, ils sont désormais 80 % dans ce cas¹¹. Puis vint la victoire du 15 juillet, suivie par presque 20 millions de téléspectateurs et des centaines de milliers de spectateurs dans les bars et les fan zones¹². Le lendemain de la victoire, 82 % des Français se disaient convaincus qu'elle pourrait stimuler le sentiment d'orgueil national¹³.

Peut-on élargir ces conclusions à la Corse ? Rien ne nous permet de le faire. Le seul constat que l'on peut établir est bien que ce soutien est largement minoritaire avant la compétition et si, d'aventure, l'Italie avait été présente, il aurait été intéressant de comparer les chiffres de 2018 avec ceux de la Coupe du monde 2014 au Brésil. Cette année-là, un sondage avait été réalisé en ligne par le magazine *So foot*, auprès des insulaires¹⁴, afin de connaître leurs préférences. Malgré les précautions à prendre du fait de deux sondages basés sur des modalités et des méthodes différentes, les résultats n'en demeurent pas moins instructifs :

Pays	% en 2014 <i>SO FOOT</i>	% en 2018 <i>CORSE-MATIN</i>
ITALIE	22,63	3,36 (non qualifiée)
FRANCE	15,19	28,8
ARGENTINE	10,81	15,7
BRÉSIL	9,75	9,9
ANGLETERRE	6,96	4,7
ESPAGNE	5,1	5,3
ALLEMAGNE	4,3	7,3
ISLANDE	Non qualifiée	9,5

Autrement dit, un classement quasi-identique à celui de 2018, avec un net avantage pour l'Italie en 2014 et presque un doublement des soutiens à la France entre les deux périodes alors que le Brésil et l'Espagne maintiennent leurs positions. L'Argentine et surtout l'Islande

¹¹ Sondage Elabe/BFM TV, 10-11 juillet 2018.

¹² Sondage OpinionWay-Le Parisien, 7 juin 2018.

¹³ Sondage Dentsu Consulting/France Info/Le Figaro, 16 juillet 2018.

¹⁴ *Au fait, ils sont pour qui les Corses pendant le mondial ?* in *So foot*, le 24 juin 2014, disponible en ligne sur <http://www.sofoot.au-fait-ils-sont-pour-qui-les-corses-pendant-le-mondial-185568.html>

bénéficiant certainement d'un report important d'ex-soutiens à l'Italie. Autrement dit, en dépit de certaines modifications conjoncturelles, on ne peut que constater la stabilité générale des affiliations partisans.

Il nous faut maintenant chercher à savoir pourquoi, car la seule absence de l'Italie en 2018 ne saurait constituer une explication suffisante pour expliquer le presque doublement du pourcentage des tricolores. Pour se faire, il faut se reporter aux justifications avancées par les internautes eux-mêmes. En effet, le sondage de *Corse-Matin* offrait la possibilité de développer un tant soit peu les raisons des soutiens affichés.

Il est très significatif que les raisons invoquées pour afficher le soutien à l'équipe de France soient très majoritairement d'ordre politique. En effet, 54,64 % exactement des supporters des Bleus le font pour des motifs extra-sportifs, du « Parce que jusqu'à preuve du contraire, nous sommes encore Français » à « La Corse est française » en passant par « parce que la France c'est la Corse et la Corse c'est la France ». À ces déclarations il faut ajouter quelques paroles laconiques mais significatives : « Patriote » ou « Patriotisme ». Certains font appel à l'Histoire : « On est français depuis Louis XV c'est quand même un lien qu'on ne peut pas contester », ou encore : « La Corse est historiquement Française, que ce soit dans la culture, l'économie ou le mode de vie. Je pense que prôner un autre pays que la France, où même l'indépendance est une preuve que la Corse, et une partie de ces habitants n'ont malheureusement pas eu le recul historique. »

D'autres évoquent encore les conflits mondiaux, de l'occupation et de la Résistance, les liant à l'histoire familiale et au patriotisme, dès lors, soutenir une autre équipe nationale serait pratiquement un acte de trahison : « La France, mon pays, la Corse, mon île, comme mon père et ma mère, unis dans mon cœur, nos parents, grands-parents qui se sont battus pour notre liberté. Rares sont les occasions de leur rendre hommage, il ne faut pas les mépriser ! »

C'est également au nom de l'attachement à l'identité corse et française que certains se déterminent : « C'est notre pays même si nous nous sentons et sommes profondément corses », ne voulant pas avoir à choisir entre les deux. Ces réactions ne sont disparates qu'en apparence. En réalité, elles proviennent du même fonds historique. En effet, nous retrouvons là les éléments essentiels de la vulgate¹⁵ républicaine qui marqua longtemps et fortement la vision de l'histoire insulaire, s'articulant autour de trois axes principaux et complémentaires :

– Le premier, tout téléologique : depuis les origines, l'histoire de l'île « prouvait » que son destin l'appelait « naturellement » à s'inscrire dans un avenir français qu'entérinât le « rattachement de 1768 » ; la défaite de Ponte Novu, le 8 mai 1769, contre les troupes de Louis XV étant présenté comme résultant d'un malentendu ; passé cet épisode, la Corse n'aurait plus eu d'histoire propre.

– Le second appartient au mythe du « sang versé » sur les champs de batailles comme ciment unificateur à la Nation française, autre pierre angulaire du discours intégrateur¹⁶ depuis au moins 1870.

¹⁵ Dans le sens où l'entendait Renzo de Felice, *Les Rouges et les Noirs. Mussolini, la République de Salò et la Résistance 1943-1945*, Genève, Georg, 1999.

¹⁶ On pourra se reporter à Didier Rey, « La Corse, ses morts et la Guerre de 1914-1918 », *Vingtième siècle*, n°124, janvier-mars 2014, p. 49-59.

– Le troisième, enfin, renvoyait à l’attachement à la « petite patrie », développé sous la III^e République, ainsi qu’au slogan anti-irrédentiste de l’entre-deux-guerres, *Sempri Corsi, Francesi per sempri*, remis au goût du jour dans les années 1970, au moment où s’affirmait la revendication autonomiste puis indépendantistes.

Cela semblerait indiquer qu’une partie des réponses proviendraient de personnes ayant dépassées la cinquantaine et au-delà. C’est-à-dire des générations qui furent encore intensément soumise à la vulgate, tant dans la sphère privée que publique (école, politique). Il convient néanmoins de rester très prudent sur ce point, du fait de l’absence de données sur l’identité des internautes et parce que l’on ne peut éliminer l’hypothèse que des jeunes générations puissent adhérer à cette vision de l’Histoire.

Il semblerait donc que les personnes concernées aient justement surinvesties ce sondage car se sentant – à tort ou à raison – en situation minoritaire au sein de la société insulaire, surtout depuis la fin de l’année 2015¹⁷. En effet, entre décembre 2015 et juin 2017, les nationalistes corses (autonomistes et indépendantistes réunis) remportent par deux fois les élections à l’Assemblée de Corse, celle à la Chambre des territoires et obtiennent trois députés sur quatre possibles. Ils sont donc désormais en situation politique hégémonique au niveau territorial. La confusion entre autonomistes et nationalistes étant opérée « naturellement » et le présupposé qui voudrait que tout nationaliste soit par nature antifrançais, totalement assimilé.

Ceci, clairement, en opposition au nationalisme corse, même si celui-ci est très rarement cité explicitement : « Une partie de ma famille est française, je suis attaché à ce pays où j’y est déjà vécu. Et la mode insulaire d’être anti français me répugne ». On voit même revenir, au détour d’une phrase, le vieux racisme anti-italien ; lui aussi a eu un rôle dans le processus d’acculturation à la France après 1870 :

Pourquoi supportez une autre sélection ? Je supporte la France car je me considère comme français. En Corse surtout à Ajaccio il y a beaucoup de lucchesi¹⁸, je peux comprendre. Mais les plus ridicules restent tout de même les nationalistes corses pour l’Italie ou l’Argentine. Il faudra qu’ils expliquent leurs liens avec ces pays. Car eux n’aiment pas seulement ces sélections, ils se la jouent grands supporters, aficionados. Heureusement que le ridicule ne tue pas [...].

Effectivement, 152 personnes, soit 11,62 % de l’ensemble, soutenant une autre sélection que celle de la France le font au nom d’un motif politique, contre plus de 54 % dans le cas de la France, on l’a vu. Et ce motif est clairement anti-français : « *Un so micca Francese* [je ne suis pas Français] », « Tout sauf la France », « jamais pour la France » et aussi « Italie absente et surtout ANTI-FRANÇAIS ! ». Ces pourcentages varient de 0 % pour les soutiens de la Belgique – la seule sélection à offrir une thématique purement sportive – à 21 % pour ceux de l’Allemagne. En témoignent, en négatif, les incidents à caractère anti-français relevés à Ajaccio, et plus encore à Bastia, pendant la rencontre et surtout une fois la victoire des « Bleus » acquise : insultes (« Français de merde ! »), échauffourées avec des touristes

¹⁷ Du reste, le silence total des élus autonomistes – les indépendantistes étant, de facto, hors-jeu, si l’on peut dire – après la victoire française ne peut qu’accréditer cette idée.

¹⁸ Terme raciste hérité du XIX^e siècle et désignant les Italiens.

accusés de manifester trop bruyamment leur joie et même : « Quelques automobilistes arborant des drapeaux français ont été pris à partie. Un drapeau français est incendié sur la place Saint-Nicolas¹⁹ ». Déjà, la semaine précédant le match, des touristes avaient été pris à partie sur une plage bastiaise pour avoir exprimés leur soutien à l'équipe de France. La présence de symboles nationaux, et de ceux qui les portent, devient insupportable pour une frange des insulaires. Il s'agit d'effacer toute présence française jugée insultante dans l'espace public. Le phénomène s'était déjà manifesté dans les tribunes du stade de Furiani, dans les années 2013-2017, où des banderoles aux textes peu équivoques avaient été déployées : « Refugees welcome, France go home » ou encore « Bienvenue aux Français qui ne restent que 90 minutes chez nous ». Outre l'affirmation d'un nationalisme dur et xénophobe, on se trouve également en présence de ce qui est alors ressenti comme un ensemble d'« offenses territoriales » de la part d'intrus tentant de s'imposer « dans le seul but d'offenser », pour reprendre les termes d'Erving Goffman²⁰.

Dans cette optique nationaliste le cas de l'Islande, avec 9,5 %, prend alors sa véritable signification. Les comparaisons avec la Corse ne manquent pas, les populations étant de taille comparable, l'amalgame se fait spontanément : « Paesi similari u u nosciu (isula, numarosi d'abitanti...) Forza à elli !!²¹ ». Et les espoirs de lendemains indépendants se disent ouvertement : « C'est une île indépendante comme la Corse le sera un jour », « Et si on se permettait de rêver un peu ? "Et si c'était nous ?" » ou encore : « Islande. On ne peut que s'en inspirer de cette nation. Evviva a Squadra Corsa [Vive l'équipe de Corse] ». Le rêve d'une sélection nationale – comme en possèdent déjà Tahiti et la Nouvelle Calédonie –, jamais concrétisée, revient en force, espoir d'une reconnaissance au plan international, sorte d'indépendance virtuelle. En réalité, au-delà de discours de circonstance à intervalles plus ou moins réguliers, les nationalistes se sont toujours montrés incapables de concevoir un projet sérieux de mise en place d'une sélection officielle. Même le vote d'une motion par l'Assemblée de Corse, le 21 septembre 2018, recommandant la mise en œuvre d'une adhésion à la FIFA témoigne de la méconnaissance du sujet. Tout simplement parce que celle-ci, dans leur esprit, n'avait de raison d'être que jouant contre la France, plus que pour ce qu'elle aurait pu représenter en elle-même. Or, il existait déjà une équipe qui jouait régulièrement contre les représentants de l'Hexagone et qui avait cristallisé un vrai sentiment identitaire : le SCB. En fait, il y a là, révélé par le tropisme islandais, une sorte de succédané, du moins en faisons-nous l'hypothèse, à la dégringolade sportive et à la déroute financière du SC Bastia²² qui, jusque-là, *nolens volens*, faisait, en quelque sorte, office « d'équipe de Corse ».

Et on peut en dire politiquement presque autant pour les quatre pays suivant la France au classement de ce sondage : Argentine, Brésil, Allemagne, Espagne et Angleterre. Ainsi, trouve-t-on comme justification au soutien de l'*Albiceleste* : « Argentine. Parce qu'ils vont éliminer la France », à celui des *Auriverdes* : « Brésil. Ben il n'y a pas l'Italie, et il n'y a pas d'équipe nationale Corse alors une étoile de plus pour le Brésil cela m'ira bien », même

¹⁹ *Corse-Matin* du 16 juillet 2018.

²⁰ Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2, les relations en public*, Paris, Les Éditions de minuit, 1996 [1957], p. 62 et suivantes.

²¹ « Pays similaire au notre (île, nombre d'habitants). Allez Eux ! ».

²² En juin 2017, le club, ruiné par des malversations, est passé directement de la Ligue 1 professionnelle à la Nationale 3 amateur, soit la cinquième division du football français.

raison invoquée pour soutenir la *Mannschaft* : « Allemagne. Parce que je veux voir la France perdre ». Le soutien affiché pour l'Argentine se doit d'être également interprété à travers le personnage de Lionel Messi, joueur emblématique de l'équipe nationale, certes, mais aussi et peut-être surtout du FC Barcelone. Or, l'écho de la crise catalane en Corse, en particulier auprès des nationalistes, a été fort. À travers lui, c'est le soutien à l'indépendantisme catalan qui transparait. Ceci dit, même l'Espagne, malgré la crise catalane, peut trouver grâce auprès de certains : « Espagne. Je déteste la France ». Quant à l'Angleterre, ici aussi, comme dans le cas de la France, d'aucuns vont jusqu'à invoquer l'Histoire. Mais une autre Histoire. Une histoire nationale, dans le sens où elle fait référence à des événements souvent falsifiés dans le récit téléologique évoqué précédemment, remis au goût du jour et réévalués par la renaissance culturelle (*Riacquistu*) des années 1970. Dès lors, on n'hésite pas à évoquer l'exil de Paoli à Londres, après la conquête française de 1769²³, pour justifier son choix : « Parce que l'Angleterre a accueilli le Babbu en exil » ; un autre faisant référence à l'éphémère royaume Anglo-Corse²⁴ : « Nostalgie du royaume Anglo-Corse... ».

Ainsi, après plus d'un demi-siècle de relations compliquées entre la Corse et le continent, soutenir l'équipe de France ne va pas ou plus de soi et peut sembler un phénomène minoritaire, du moins dans les limites d'un sondage. Dans cette configuration, les manifestations de joie dans les rues insulaires – y compris, on peut le supposer, de la part de touristes continentaux – prennent une toute autre signification. La fête est d'autant plus ostentatoire que les raisons sportives ne sont pas les motivations principales des acteurs du moment.

Des manifestations antifranchaises à l'occasion d'un match de football, de la part de certains jeunes nationalistes, existaient déjà pour le Mondial 1982 en Espagne, mais elles étaient très ponctuelles, extrêmement minoritaires – pour ne pas dire anecdotique – et comportaient un aspect provocateur, et festif, indiscutable. Elles sont désormais monnaie courante et, surtout, souvent violentes. Une fraction dure du nationalisme corse, en particulier parmi les jeunes générations, s'affirme clairement à l'occasion de chaque partie de football, au stade ou télévisée. Que ce soit celles concernant l'équipe de France²⁵, ou celles concernant les clubs professionnels ou amateurs insulaires dans les différents championnats de France. Une vraie radicalisation est donc à l'œuvre de la part d'un noyau de la jeunesse indépendantiste – pour l'instant difficilement quantifiable – pour lequel les symboles nationaux français ne sont plus « tolérables », et encore moins lorsqu'ils sont portés par des Français. Selon l'évolution de la situation politique dans l'île, les conséquences pourraient en être particulièrement néfaste. Il existe également, désormais, un désintérêt – mais non une hostilité – envers l'équipe de France de la part des autonomistes. Ceci dit, il faudrait

²³ En juin 1769, Pasquale Paoli et les dernières troupes corses échappèrent à la capture grâce à plusieurs navires anglais venus les recueillir dans le port de Porto Vecchio peu avant l'arrivée des Français. Paoli demeure vingt ans à Londres. Lui et les exilés ne reviendront en Corse qu'en 1789-1790.

²⁴ En 1793, la Corse fait sécession et appelle les Anglais à son secours. Ces derniers répondent favorablement et donnent naissance au Royaume anglo-corse (1794-1796).

²⁵ Notons, en passant, que l'équipe de France n'a jamais disputé une seule rencontre en Corse, ni officielle, ni amicale, pas même dans un cadre caritatif, ni même après la catastrophe de Furiani (5 mai 1992), qui fit 18 morts et près de 2 500 blessés – c'est-à-dire 1 % de population de l'île à l'époque –, suite à l'écroulement d'une tribune provisoire du stade Armand Cesari de Furiani.

faire une analyse plus fine et plus complète de la situation corse avec d'autres paramètres et ce texte ne peut être considéré que comme un début de réflexion.

De manière plus générale, ce sondage pose la question des supporterismes, des raisons de leurs choix, à l'heure de la mondialisation du spectacle sportif. Des travaux mériteraient d'être menés au niveau de la France dans son entier, territoires d'outre-mer compris. Il pourrait en résulter des surprises que l'actuel discours dominant de fraternisations unanimes ne laisse pas même entrevoir.

« La compétence, je la prends »¹
***Redefinition of elected role and migratory phenomenon:
introducing as a national leader when you are a regionalist one***

ORNELLA GRAZIANI
UNIVERSITÀ DI CORSICA
PASQUALE PAOLI

This paper focuses on the role of elected representatives in relation to the migration topic in the particular case of Corsican nationalism. It forms part in a thesis on the elected nationalists and the transition from militancy to the head of local institutions, with their victory at the regional elections in 2015 and 2017. It analyses on Corsican nationalism's institutionalization and the trajectory of its representatives.

We will show the adaptive role of nationalist representatives in a specific event: the offer to welcome *Aquarius* humanitarian ship on Corsican coasts in 2018. The *Aquarius*² was a rescue ship chartered by SOS Méditerranée which had been patrolling the waters of the Mediterranean sea since February 2016 in order to assist migrants boats that have failed to reach Italian's coasts.

Chronology

On Sunday, June the 10th of 2018, Matteo Salvini – speaking on the behalf of the Italian state – refused to let the *Aquarius* dock in any Italian port. The ship 600 migrants on board and was overloaded. Malta followed Italy: both countries claimed than more than 400 migrants out of the 600 on board were not shipwreck survivors and that welcoming the boat would be rewarding smugglers.

The next day, while France's reaction was still waited for³, Jean-Guy Talamoni, the Chairman of Corsica, offered to let the ship dock in a Corsican port.

On Tuesday, June 12th, Gilles Simeoni, elected leader of the Corsican Region, reiterates the proposal, while Emmanuel Macron denies the *Aquarius*' request – a delay condemned by a large part of French political leaders. The boat was eventually welcomed in Valencia,

¹ “The authority, I take it.” Interview in *Libération* (newspaper) of Gilles Simeoni (Corsica region leader), https://www.liberation.fr/france/2018/06/12/accueillir-l-aquarius-en-corse-la-competence-je-la-prends_1658446

² To understand this global event chronology of this particular crisis:
https://www.lemonde.fr/europe/video/2018/06/15/comprendre-la-crise-de-l-aquarius-en-trois-questions_5315807_3214.html

³ See article in the *Le Monde*, 12 June 2018, “« Aquarius » : Macron dénonce la « part de cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien »”.

and Spain was the only nearby country who offered to accept the boat, since France decided not to.

This event participated in increasing the popularity of the two Corsican leaders as the discussions around the assistance of the ship went viral on national media. Despite this, some can argue they were overstepping the role created by the institutions, or that they used the situation to extend their authority, and transformed it into what they think nationalist role should be.

The concept of the role as defined in sociology by Jacques Lagroye is a “set of behaviours that create and are an integral part of a certain position, behaviours which have to be conformed to in order to fulfil the expectations of others”. The role is defined by the idea of expectations. Jacques Lagroye quoted in this case the example of the *Poujadistes deputies* (populist party in the 50’s) who were mocked by their colleagues when they arrived in National Assembly because they were not behaving as they should have been.⁴

Here, the lack of response to a crisis from the government lead two regionals representatives to take on a “higher” position from the one they have been allocated. It might also be a position they claimed their own. This paper will discuss the representatives’ role and the boundaries between the roles of leader, representative and nationalist activist⁵ during the migration issue.

1. Keeper of “*communauté de destin*” and Corsican identity

To understand the nationalist leaders’ stance on the *Aquarius* crisis, it is important to explain a fundamental notion of their discourse: the “*communauté de destin*”.

In 1988, January 31st, the “*Front de Libération National Corse*”⁶ decides, following the Algerian independence movement, to popularize this concept which partly replaces the one of “settlement colonization”. In october 1988, a motion is introduced at the Corsican Assembly by the nationalists of the time claiming a juridical recognition of the Corsican people, with this notion: “The Corsican people stands for the Corsicans by origins and the one by adoption, regardless of origins, religion or skin color who decided to build a shared future on the land of Corsica”. It implies a large definition of the Corsican community. By this approach, the FLNC tries to make up with a part of the island’s population judged progressive and after his campaigns with the slogan *I Francesi Fora* (French go home) judged xenophobic. This idea of a Corsican “*communauté de destin*” which would overcome the idea of a simple population from the island, become a mantra in the 1990’s and 2000’s that is find in numerous programs and other texts. It is also based on two points, one historical form when Corsica was independent from 1755 to 1769, with Pasquale Paoli government and the other demographic with the idea that Corsican people would risk extinction if they do not change the citizen vision.

Considered by nationalists as a sort of unquestionable basis and one of the most important stand of their programs. This concept is still discussed by a large part of Corsican peo-

⁴ “On ne subit pas son rôle”, interview with Jacques Lagroye, in *Politix*, 1997, n° 38.

⁵ See the researchs of Rémi Lefebvre on the role of socialists elected, their representation and their activities: Lefebvre (R.), “Se conformer à son rôle. Les ressorts de l’intériorisation institutionnelle”, in Lagroye (J.), Offerlé (M.) (dir.), *La sociologie des institutions*, Paris, Belin, 2010, pp 219-247.

⁶ National Liberation Front of Corsica.

ple for different reasons (its weakness and no final definition), in her recent interview about her latest book, Liza Terrazzoni explains that the “The *communauté de destin* not a political element strong enough”⁷. We can also mention the exhibition catalogue of Bastia Museum “*Identità, les corses et les migrations XVII^e-XIX^e siècles*” (Identity, Corsicans and migrations 17th century to 19th century) defines the Corsican “*communauté de destin*” as a “challenge for the Corsicans, linked to their own past”. It pushed the nationalists to create a new kind of identity. “*Communauté de destin*” is far away from an achievement.

But as soon as they are elected, the nationalists had to face this issue. In december 2015, the affair of the *Jardins de l'empereur*⁸ went public: after an attack against firemen during Christmas Eve, there were numerous xenophobic strikes with the slogan of *I arabi fora* (Arabs go home). The nationalists representatives, facing this issue, take a stand by condemning harshly the vandalisation of houses of worship. They are saying that nationalism is above everything “progressive” and that “Corsica has always been a place which created Corsicans”. A few months then, other events take place in Sisco, in the north of Corsica. August 2016, migratory issue is again highlighted and the two leaders of the region are again forced to define their visions on “*communauté de destin*” meanwhile many French editorialists point fingers towards nationalists arguing there is a link between their electoral victory and multiplication of communitarian issues.

The fact that *Aquarius* events has a migratory dimension is important for nationalists. It gives them the opportunity to define what it is a nationalist agenda: the nation. It is essential for them because it is their identity, a part of their DNA. They introduce the “*communauté de destin*” as a progressive idea, far away from the image they are been given in national media.

In the case of *Aquarius*, Jean-Guy Talamoni explains the necessity of an action towards migrants or not should be the responsibility of his jurisdiction: “Here is not France, it is Corsica. So, it is Corsica that welcome migrants.”⁹ An assertion we also find in his text on “*communauté de destin*”. It is the nationalism itself and his definition that it is played in this case. We can wonder if it is not the nationalist’s place to introduce himself has a governor in this case?

2. Already independents ? Gilles Simeoni, “La compétence, je la prends”¹⁰

Overcoming their regional representatives fonctions is at the basis of nationalism. The purpose of Corsican nationalism, for both independentists and autonomists, is to “create a country”.

It is Gilles Simeoni’s leitmotiv.¹¹ His commune list with independent party Corsica Libera (Jean-Guy Talamoni’s party) is called “*Un paese da fà*” (“A country to build”). The na-

⁷ Liza Terrazzoni’s interview about her book “*Les autres en Corse. Pour une sociologie des relations interethniques*”, 2019. <https://www.francebleu.fr/loisirs/evenements/la-communauté-de-destin-un-principe-pas-suffisamment-fort-et-construit-pour-fonctionner-selon-une-1562010528>

⁸ A district in Ajaccio.

⁹ “Ici, ce n’est pas la France mais la Corse. C’est donc la Corse qui accueille les étrangers.”

¹⁰ See note 1.

¹¹ See his interview for CorseNetInfos the October 15th 2017, “Gilles Simeoni: « Le sens de notre combat n’est pas de gagner des élections, mais de construire un pays »”.

tionalist coalition wants “an autonomy of full right and full exercise, with a legislative, regulatory and a fiscal power”, this basis is one who reunites both independentists and autonomists militants. On their mandatory first day their first act were to take an oath on a 18th century book la *Giustificazione della Rivoluzione di Corsica*. This oath comes from a book written by the abbot Salvini, who was a philosopher from Paoli’s time.¹² It was a way to make a statement and show that beyond their election, they are here to defend a cause, the Corsican one, for which they milited for on each side (independentists and autonomists) for two decades.

From a militant perspective, the nationalists’ activism can be paralleled to the French communists’ post-WWII. Both introduce themselves as activists before anything else. Léo Battesti (former FLNC leader and nationalist representative in the region from 1986 to 1992) explained that he gave all his representative salary to his movement. He underlines his devotion and his commitment towards his movement.¹³ For him and for others nationalists elected that will come after, being elected at the Assembly when you are a nationalist involve more duties than for other “French” parties or clanists one. Today, now they are representatives and have the majority in the Assembly it is essential to remain as militants for voters.

In the same time, becoming leader of the assembly give them a different statute. Representatives, leaders of the Assembly and the regional executive, consider themselves as real Corsican presidents. It is “the first government of Corsica since Pasquale Paoli”, wrote Jean-Guy Talamoni. For them, what is going on on the island level is what is going on a national level. In this way, their role is no more “just” a local one.

In this case, they have to grapple with the state, their most ancient partner and most ancient opponent at the same time. The nationalism in Corsica was built through a complicated history with the French state. Between backdoor deals with FLNC leaders and open talks including the new island statutes (Creation of the Corsican region in 1982, Joxe Statut in 1991, Matignon process in 2001). These meetings engaged with the higher institutions of the French state, have given more importance to Corsican struggle for nationalists militants. They have given to nationalists leaders a different idea of their role.

In fact, the phenomenon is not quite the same today: the actual nationalists’ legitimization is not linked to the armed struggle but is now an institutional demand/claim. There is now a claim of public action. This vision appears in Gilles Simeoni’s quote “*La compétence, je la prends*”: the migratory question is in essence a sovereign competence. Nationalists representatives, are not just only regional elected, they are both militants and leaders and of course nationalists, they perform all these roles at the same time. There is a theatrical way of their actions that appears towards French opinion polls but also to their militants? Are they beyond their roles as it has been written on newspaper.

¹² Pasquale Paoli was the corsican independency leader from Republic of Corsica from 1755 to 1769.

¹³ Battesti L., 2017, “*La vie par-dessus tout*”, p 130.

3. Limits of the rebel vision of this act

There are several similar cases of representatives overcoming their roles. In 2011, the mayor of Sevran¹⁴ asked for the intervention of peace keepers¹⁵ to prevent his fellow citizens from killing one another. Socialist senator of Bouches du Rhône, Samia Ghali, made a similar claim in 2012, when she asked for the French army to help fight drug trafficking in Marseille with a roadblock in some parts of the city. Afterward she said she understood Marseille citizens who decided to set fire to an illegal Romani camp because they were a State weakness. In both cases there is the idea of performing a different role on the one they are assigned. Here the mayor role or senator one is an opposition toward the weakness of the State.

Jacques Lagroye is once again helping us by speaking about role. The politist lists two dimensions for the role, one theatrical who is characterized by a form of staged and one more tactical. Sevran mayor just as Marseille senator have in reality an agenda: there is in their intervention, as in the nationalists representatives, a tactical dimension in the *Aquarius* issue.

The difference here is that example of Sevran mayor or Samia Ghali met a demand for more State intervention while the nationalists obviously express their desire to be the State. The theatrical dimension is in those two examples a particular event, a wave of crime and murder on one hand, and a migrant issue on the other. But this particular events are not just simple events: they imply a more general issue. This why it is not only a communication act here.

Playing a role in an institution implies mobilising all possible means. If everyone always have in mind all limits that pertain to this role so they can avoid all possible sanctions. It is essential in order to conquer power or maintain your position. There is always the possibility to question if those “spectacular” interventions are a “lower cost” for representatives since the nationalists only took a stand on tv set or medias. Actually, they have not taken a competence, even they said so, and their intervention is going less far than Ghali’s one.¹⁶ So are they overstepping their role? It depends of what is the definition of their role. By being out of the regional leader role they are in fact in the role they have defined militant and nationalist.

In conclusion Simeoni and Talamoni are in their militant role by giving a lesson to the State on how it should handle this crisis. This rhetoric is an intellectual construction built by decades of struggle. With the *Jardins de l’Empereur* crisis and the Sisco events, they have created a solid rhetoric based on tolerance, human rights, and humanism. Multiple references of Corsican history are used in this rhetoric: in Jean-Guy Talamoni personal blog, the chairman quotes the example of Pasquale Paoli giving right to vote to a Jew in Ile Rousse or mentions Corsica as the “*île des justes*” (“righteous island among nations”) as no Jews were deported by nazis in WWII in Corsica.¹⁷

¹⁴ Sevran is a city in the northeastern suburbs of Paris.

¹⁵ “Forces d’interposition, des casques bleus”.

¹⁶ Article *Le Parisien* <http://www.leparisien.fr/laparisienne/femmes-de-tete/portrait-samia-ghali-la-surprise-des-quartiers-nord-15-10-2013-3227737.php>

¹⁷ Jean-Guy Talamoni blog, <http://jeanguytalamoni.over-blog.com/article-les-attentats-de-paris-l-islam-et-la-corse-125393306.html>

Conclusion

In an interview, Talamoni's chief of staff (Sébastien Quenot) said his administration "has not had the time to unpack when everything happened"¹⁸ during the events at the *Jardins de l'Empereur*, implying his administration was quickly confronted to power. The tension that surrounds the "*communauté de destin*" speech are weighing heavily on nationalists agenda.

That explains why the *Aquarius* event became a big temptation, it is a double help it built a national image while struggling with medias clichés.

Giving a lesson to the French State, their principal opponent at a time this state is stuck in his own contradictions was tempting. Furthermore, it is a way to keep an attach with their militant base that want their parties conflict with State. It is a way to develop the idea nationalists would be better at handling migratory flow by convening Paolism as an humanism. It is a way to say nationalism is always the good answer.

On the role itself: Remi Lefebvre on a text about municipal socialism in the north of France, question the militant representative role. In this text what is really interesting is the "ethos partisan" (an all common set of manners for a militant group) and the capacity of actors to mobilize it. Lefebvre took the example of socialists representatives who have to meet the prefect: a representation of the bourgeoisie in the socialist mind who see themselves as close to the working class.

It seems that the institution forced everyone to work together. Socialist identity is complex: they are local militant with an ideology and have representatives. For them, questioning the role is an obligation. It seems from now they have to redefine their role: elected on the field, ideologist, militant, leader. The power had this effect on them.

The same thing appears with nationalists elected : militant, regional representative, and national willing. Nationalists play all roles at the same time. By their activities, they institutionalize their role and answer a real question: what is an elected nationalist role? In fact, as surprising as it can be, it is possible to say that nationalists have fulfilled their role as much as when they offered to welcome the *Aquarius*.

¹⁸ Interview with Sebastien Quenot in January 2016.

Resilience in Urban Sudan (RUS): a Temporal Analysis of Social Cohesion and Resilience to Tackle the Consequences of Climate and Environmental Change in Urban Khartoum

VITTORIO FELCI
MALMÖ UNIVERSITY

1. Purpose and Aims

The main purpose of this research is to contribute to scientific knowledge to tackle consequences of climate and environmental changes in urban areas of the Global South. The project will strengthen applied studies on urban sustainable development according to the Sustainable Development Goal 11, also known as the Urban SDG (USDG) (Kloppa & Petretta 2017). This project therefore aims to explore urban community resilience and the initiatives of social cohesion that are participatory and inclusive and help mitigate climate change and adapt to increasingly challenging conditions in urban areas. In order to face environmental threats, at the roots of growing inequalities, there is a scholarly need to better understand the proactive or reactive acts of resilience that urban communities develop themselves. Dealing with the Sustainable Development Goal 10 and 13, this project also highlights the ways communities in a specific urban neighbourhood contribute to enhance a sustainable climate action and strengthen efforts to reduce inequalities.

In order to study the effects of climate change and environmental issues in urban areas, the researcher will conduct a temporal analysis focused on the neighbourhood of Jabra in Greater Khartoum. The aim is to explore environmental challenges as well as the societal responses that are developed by the communities in Jabra through the use of combined historical methodologies.

One main research question will inform this study: *To what extent are memories of key environmental events present in specific groups and society at large, and how do these memories contribute to social cohesion and resilience?*

This temporal study is part of a broader interdisciplinary project that will involve collaboration between researchers in Sweden and Sudan and combine environmental sciences, humanities and social sciences, to fill up a gap in knowledge on how resilience and social cohesion is fostered – or not fostered – in the neighbourhood of Jabra in Greater Khartoum, as an excellent case study of an urban area under climatic duress. On the longer term, this project aims to contribute to urban sustainable development and planning through producing policy recommendations on how to increase and enhance social cohesion in fragmented neighbourhoods affected by increasing and repeated environmental challenges and migration influxes.

2. State of the Art

Sudan is currently witnessing rapid urbanization as a result of decades of protracted conflict which has displaced millions of people inside the country who have migrated to urban centres like Khartoum (Assal, 2008). Moreover, it is envisaged that the country will increasingly become severely affected by upcoming climate change with projections of rising temperatures by over 3 degrees celsius in 2060. Projections also indicate that in South Sudan, global warming will be felt 2,5 times more than the global average (UNDP, 2017). In addition to hotter climate, the country is also challenged by erratic rainfall, drought and extreme flooding events, dust storms, thunderstorms, and heat waves.

Climate change in Sudan has a diverse range of effects: (1) environmental (desertification, reduction of agricultural land, industrial pollution and deforestation), (2) social (immigration and migration), (3) political (mismanagement of existing resources like water) (UNEP 2007; Murillo *et al.*, 2008). These effects lead to pressure on natural resources as well as explosive situations (such as water and food insecurity, social discontent, conflicts, divided communities) posing serious threats to livelihoods and social cohesion, weakening resilience.

Khartoum specifically, as the largest urban center in Sudan, suffers from desertification. Already in the 1980s, research showed that rapid urbanization puts more pressure on the natural resources in the immediate hinterland, thus further accelerating the desertification process (Babiker and Omer, 2014). Greater Khartoum is densely populated and highly vulnerable, with 64% of the country's urban population residing in the area (Zakieldeen, 2009). Currently Greater Khartoum is "host" to a growing population of multi-ethnic Internally Displaced People (IDPs) from the Darfur and Kordofan provinces, migrants from South Sudan, Eritrea, Ethiopia and the latest arrivals of war refugees from Syria (Sudan Tribune 2016; Lyon & Salih 2016) fueling social tensions and fragmenting neighbourhoods (UNHabitat 2016).

The selected neighbourhood, Jabra, reflects above mentioned diversity and fragmentation. Jabra lies in the southern fringe part of Khartoum city (Ahmad 2002). The Jabra neighbourhood has been identified and selected for this study due to the many challenges it faces in terms of its social and cultural diversity. Most importantly, it offers an ideal micro-unit of analysis for the many challenges posed to Khartoum as a consequence of the latest processes of urbanization-migration and impacts of climate change. Studies on the Jabra neighbourhood are, to say the least, limited and primarily focused on public health (Abdalla and Ahmed 2017). Jabra evolved from a small rural settlement in the 1920s to a densely populated urban settlement as Khartoum rapidly grew itself. Growth occurred particularly in the 1960s, and it was in 1983 that the authorities decided to consider it a legal settlement (Hardoy and Satterthwaite 2014). As a residential area, Jabra is ethnically, religiously and culturally highly diverse and suffers from concentrated poverty, high unemployment rates, and recurring violence. The continuous inflow of refugees, IDPs and migrants exacerbated these conditions, as individuals and groups compete for access to limited urban services and resources. Thus, rising social tensions and decreasing social cohesion represent reality in Jabra and threaten the social cohesion, and in turn the sustainability and resilience towards climate change in the area.

Issues related to the impacts of climate change and environmental challenges with conflict in rural areas of Sudan have received much international scholarly attention (Butler 2007; Verhoeven 2011; Selby and Hoffman 2014, 2017). Amongst those publications, a report based on desk research and fieldwork conducted by the African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), funded also by the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), was published by Salomon Bronkhorst in 2011. These works are particularly useful to understand the close correlation between resource scarcity and conflict primarily in rural areas and to identify the roots of the massive displacement that caused a “pathological urbanization” (Assal 2008) in Khartoum. A broader perspective on the impact of climate change on Sudanese resources and economy is provided by Zakieldeen and Hanafi (2004, 2009, 2011). They conducted extensive research on vulnerability, adaptation and resilience to climate change of Sudanese communities. Their work provides a source of inspiration for the current project as they pay particular attention a) to the need of combining academic research with policy-making and development aid, and b) of prioritizing local people’s needs and stakeholders’ role in the formulation of effective policies.

These works provide a set of literary sources to understand the social impact of climate change in the country. However, a research gap is observed by the lack of comprehensive interdisciplinary studies on social cohesion, resilience, and migration especially in urban areas, combining Middle Eastern studies scholarship on the wider region with physical and social sciences as proposed in this applied research project.

Social cohesion, or the social relations, networks and bonds which tie individuals and groups together in a given context, has increasingly been promoted as an important tool for fostering peace, stability and socio-economic development in volatile societies (Brown and Zahar 2015; Cox and Sisk 2016). In fact, new international agendas for peacebuilding and development explicitly highlight the link between state fragility and social cohesion, and thus the need to strengthen social relations between individuals, groups and the state for long term peace, and development (OECD 2011; UNDP 2012).

International donors tend to measure social cohesion outcomes in terms of increases in associational life, decreases in community violence, greater trust in others, and attitudes towards the government (Langer *et al.* 2017; Browne 2013). However it is important to note that social cohesion is essentially an endogenous process and thus there is danger in applying a generalised, externally developed framework that does not capture the nuances of individual cases, when assessing social cohesion in a given locality. At this time, limited empirical data exists measuring the forms in which this complex concept takes on a micro-level in everyday life (Langer *et al.* 2017), especially in the context of urban Sudan. As a key yet complex concept in development studies, social cohesion is related to growth and conflict; a weak social cohesion affects economic growth, increases the risk of conflict and thus weakens resilience towards the impacts of climate change. Three dimensions of social cohesion are identified which will be measured in this study; the extent of perceived inequalities, the level of societal trust and the strength of people identification with a neighbourhood and national identities (Langer *et al.* 2017).

3. Project Description

This study is part of a broader interdisciplinary project that combines environmental sciences, humanities and social sciences, to fill in a gap in knowledge on how social cohesion is fostered – or not fostered – in the urban neighbourhood of Jabra with respect to enhancing resilience to climate change. The project intends to survey a demarcated geographical urban neighbourhood called Jabra, located in the southern fringe belt (zone 3) in Khartoum (Ahmad 2002), Sudan. Particular attention will be paid to the relationship between social cohesion, resilience, fragmentation and migration by exploring the way long-term settled, emigrants and new immigrants relate to each other and construct the reality of their neighbourhood.

4. Theory and method

4.1 Theory

The key concepts social cohesion and resilience will inform this study as it accepts the notion that community experience and knowledge about coping, recovering, and adapting to critical events is key to building resilience (Gero, Meheux & Dominey-Howes, 2010). This research critically engages with the definitions of social cohesion and resilience from the natural hazard perspective provided by Langer *et al.* (2017) and Cutter *et al.* (2008). For measuring the level of social cohesion in Jabra, this study will investigate inequalities, levels of trust and identities as crucial elements of the so-called Social Cohesion Triangle according to Langer *et al.* (2017). It will explore the ability and strategies of Sudanese society to respond to climate change where resilience is a product of inherent conditions that allow social systems to absorb impacts and cope with events, as well as facilitate post-event, adaptive processes that allow social systems to reorganize, change, and learn in response to imminent threats.

Beyond the sustainable livelihoods approach, commonly used in development studies (Casciarri *et al.* 2015), this project utilises Giddens's structuration theory in combination with De Certeau's theory of the production of space through everyday practices (1984) to analyse urban neighbourhood spaces and human activities. The significance of structuration theory for this project is its acknowledgement that behaviour and structure are intertwined, and its focus on human actions. When people perform activities, they also reproduce objects in space, something which Giddens calls "the duality of structure" (Giddens 1984). For Giddens structure is what gives form and shape to social life, but it is not itself that form and shape, structure only exists in and through the activities of human agents (Giddens 1989). In the context of this project, "the neighbourhood" represents a 'social system', as it is made up of relations, interactions, and bounded social practices that link person across time and space (Giddens 1984; De Certeau 1984). Through this theoretical perspective, the project will be also able to contribute to the enhancement of urban refugee livelihood policies by aid agencies and host governments.

This research uses an innovative historical approach to the study of urban areas, resilience and the impact of climate change. It concerns *the temporal analysis of resilience and social cohesion* in the Jabra neighbourhood and focuses on the role of memories and traditions in building proactive or reactive resilience and community action in response to envi-

ronmental challenges. This second study provides an analysis of how historical climatic events in Greater Khartoum are remembered with respect to the multiple social and cultural practices through which residents of Jabra have negotiated the space between their history and their memory. As a matter of fact, not only the physical conditions but also the mental cohesion and integrity with regards to how environmental challenges are perceived and should be faced, is indeed of great significance in sustainable urban development. In a neighbourhood with such a degree of diversity, cultural performances are the common denominator for anchoring the past in collective experiences of specific groups. Social memory and historical traditions, and thus social cohesion and resilience, can be mobilized in order to link past experiences with present (and future) strategies and initiatives to face climate change. Significant values of cultural heritage and social memory are linked to the ways communities react to recover from change and related climatic hazards, that is to say the strategies and initiatives on which they build their proactive or reactive resilience to face these issues.

Hence this study reflects a performative turn in scholarship that embraces Greg Denning's reconceptualization of history. History here is regarded not only as a text to be read but rather as a performance that is created today (Denning 1996). History is therefore treated as an act of constant transformation, and, "so far from being merely a passive receptacle or storage system, an image blank of the past, is rather an active, shaping force" (Samuel 1994), thus suggesting that everyday practices are 'performed' (Schechner 2006). History, heritage, traditions and memories contribute to social cohesion and sustainable development that in turn strengthen acts of proactive and reactive resilience. One of the implications of this reorientation is a reconceptualization of history that provides a new tool to measure and better understand the social cohesion of a culturally diverse space through the study of performances that inform belonging and identity. However, this performative turn suggests a significant degree of convergence in the work of historians and anthropologists, which explains the interdisciplinarity of this project.

4.2 Methods

A randomised sample of maximum 20 respondents for the research, will be based on two identified groups in the Jabra neighbourhood; residents and newcomers in particular Syrian refugees. Many Syrians are fleeing the war in their country to Sudan as a top destination, in particular Khartoum, because Syrians are allowed to enter without a visa and then enjoy the same rights and services, access to state education and healthcare as local Sudanese, once settled. In Sudan, the Syrian community has grown to 100 000 according to Sudan's Commission of Refugees, while other estimates place that number at 250 000 (Al Majdoub 2017).

The methodology of this research project is qualitative. The primary goal of qualitative research is to interpret and document an entire phenomenon from an individual's viewpoint or frame of reference (Denzin and Lincoln 2018; MacDonald 2012). The expertise of an historian with a background in political science will ensure the successful use of the historical methods applied to everyday life. Dealing with traditional archival research, research methodologies will also focus on semi-structured face-to-face interviews with open ended questions as well as oral history and biographical and life narrative interviews with local residents and migrants. In addition, ethnographic observation of the local rhythms and pat-

terns of everyday life will also be conducted to reflect the diversity of communities' initiatives and the heterogeneity of these practices that aim to face the climate change. Diary methods will also be used in this project in order to collect qualitative data about user behaviours, activities and experiences over time. Study participants will be asked to keep a diary and document specific information about their (past and current) daily resilience activities. Such a method will be useful for mapping and understanding long-term strategies of resilience that to deal with environmental issues such as residents and migrants' habits, attitudes, motivations, everyday practices, discourses and perceptions.

5. Significance and Scientific Novelty

The urgency to mitigate and adapt to climate change in Sudan is very high. While the Sudanese national adaptation plans for climate change, as well as the existing scholarship, are primarily focused on rural communities, this project prioritizes urban areas. This study is particularly designed to enhance policy-formulation and implementation of climate action in urban areas. Social cohesion and resilience are main foci for the study. What this project adds is the way in which social cohesion as a concept actually works *in practice* to foster social trust, reduce inequality and bridge social groups on an everyday-level in highly divided, fragile communities in developing-country contexts (Langer *et al.* 2017; Chan *et al.* 2006; Stewart 2010; Browne 2013; Kaplan 2008).

To disentangle the complexities of social cohesion and resilience in relation to climate change, this research will complement the expertise and methodologies of three additional scholars: an environmental scientist, a human geographer and anthropologist, and a migration expert, all experienced with fieldwork in the MENA region. The research team will be able to provide analyses of social cohesion in a temporal sense (community resilience through traditions and memories) and a spatial sense (community resilience through the use of public space). The investigation will therefore utilize an innovative mixed methods approach to data collection as well as analysis triangulation to develop robust and unique insights into the study of social cohesion in the neighbourhood under examination.

5.1 Project organization

This research will last for three years and will be hosted at the *Malmö University School of Arts and Communication (K3)*, which has been at the forefront of exploring interdisciplinarity in both theory and practice. Key to this research is the collaboration and interdisciplinary exchange with a team composed of three distinct partners: Joshka Wessels, Senior lecturer, anthropologist and human geographer at the *Malmö University School of Arts and Communication (K3)*; Sumaya Zakieldeem, Professor of Environmental Sciences at *The Institute of Environmental Studies (IES) at Khartoum University*; Fanny Christou, Postdoctoral fellow and migration expert at the *Lund University Center for Sustainability Studies (LUCSUS)*.

References

- Abdalla, A.M.E. and Ragda F. Ahmed (2017). "Epidemiology of Diabetes among Adults in Jabra Area "Block 14" in Khartoum State – Sudan: Community Based Study". *International Journal of Community Medicine and Public Health* 4(6): 1863-1869
- Ahmad, A. M. (2002). "Low-Cost Housing Projects in Khartoum with Special Focus on Housing Patterns". *Habitat International*: 139-157.
- Assal, M. (2008). "Urbanization and the Future of Sudan". *African Arguments*.
- Babiker, I.M. and Omer, A. (2014). "Evolution and Changes in the Morphologies of Sudanese Cities". *Urban Geography* 35(5): 735-756.
- Browne, E. (2013). *State Fragility and Social Cohesion*. (GSDRC Helpdesk Research Report 1027). Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham.
- Brown, Michael J. and Zahar M. (2015). "Social Cohesion as Peacebuilding in the Central African Republic and Beyond". *Journal of Peacebuilding & Development* 10(1): 10-24.
- Butler, D. (2007). "Darfur's Climate Roots Challenged", *Nature*. (447): 1038.
- Casciarri, B., Munzoul A. M. Assal and Ireton, F. (eds.) (2015). *Multidimensional Change in Sudan (1989- 2011): Reshaping Livelihoods, Conflicts and Identities*. Oxford: Berghahn Books.
- Centre for Social, Legal and Economic Studies and Documentation in Sudan (CEDEJ) (2016). *Seminar on Migration Issues in Khartoum*. Khartoum, 23 August.
- Chan, J., Ho-Pong To and Chan, E. (2006). "Reconsidering Social Cohesion: Developing a Definition and Analytical Framework for Empirical Research". *Social Indicators Research* 75(2): 273-302.
- Cox, F. and Sisk, T.D. (2016). "Social Cohesion in Deeply Divided Societies: Five Findings for Peacebuilding". *Denver Dialogues*.
- Cutter, S.L., Barnes, L., Berry, M., Burton, C.G., Evans, E., Tate, E.C. & Webb, J. (2008) "A place-based model for understanding community resilience to natural disasters". *Global Environmental Change*, (18): 598-606.
- Denning, G. (1996). *Performances*. Melbourne: Melbourne University Publish.
- Denzin, N.K. and Lincoln, Y.S. (eds.) (2018). *The SAGE Handbook of Qualitative Research – FIFTH EDITION*, SAGE Publications, Inc.
- Gero, A., Meheux, K., & Dominey-Howes, D. (2010). *Disaster risk reduction and climate change adaptation in the Pacific: the challenge of integration*. ATRC-NHRL Miscellaneous, Report 4.
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society Outline of the Theory of Structuration*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- Hardoy, J.E. and Satterthwaite, D. (2014). *Squatter Citizen: Life in the Urban Third World*. Abingdon, Oxon: Routledge.
- Kaplan, S. (2008). *Fixing Fragile States: A New Paradigm for Development*. Westport, London: Praeger Security International.
- Kloppa, J. M. & Petretta, D. L. (2017). "The urban sustainable development goal: Indicators, complexity and the politics of measuring cities", *Cities*, (63): 92-97
- Langer, A., Stewart, F., Smedts, K., Demarest, L. (2017). "Conceptualising and Measuring Social Cohesion in Africa: Towards a Perceptions-Based Index", *Social Indicators Research*, (2017): 131: 321–343.

- Lyon, D., Salih, Z.M. (2016). *Shared Language and Religion in Sudan; A Long Way from Home, Syrians in Unexpected Places*. IRIN 31 May 2016.
- Majdoub, S. (2017). "Sudan Welcomes Its Newest Refugees". *Fair Observer*. 1 November.
- Murillo, F. S. O. & Mustafa, A. (2008), "Diagnosis Studies on Urban Sector, Khartoum State", *UN-HABITAT with the MPPPU*.
- OECD (2011). *International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding, A New Deal for Engagement in Fragile States*. Paris: OECD Publishing.
- Samuel, R. (1994). *Theatres of Memory*. Vol. 1, Past and Present in Contemporary Culture. London, New York: Verso.
- Schechner, R. (2006). *Performance Studies. An Introduction*. Abingdon and New York: Routledge.
- Selby, J. and Hoffmann, C. (2014). "Beyond Scarcity: Rethinking water, climate change and conflict in the Sudans", *Global Environmental Change*, (29): 360-370.
- Stewart, F. (2010). *Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A Review of CRISE Findings*. Background Paper, World Development Report 2011. Washington, DC: World Bank.
- Sudan Tribune (2016). *Sudan Hosts about 100,000 Syrian Refugees, Says Refugee Commission*. 11 October.
- Tilmans, K., van Vree, F. and Winter, J. (eds.) (2010). *Performing the Past: Memory, History, and Identity in Modern Europe*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- UN-Habitat (2016). *Sudan*.
- UNDP (2012). *Governance for Peace Report*.
- UNDP (2017). *Confronting climate change in South Sudan*.
- UNEP (2007). *Sudan Post-Conflict Environmental Assessment*.
- Verhoeven, H. (2011). "Climate Change, Conflict and Development in Sudan: Global Neo-Malthusian Narratives and Local Power Struggles", *Development and Change*. (42): 679-707.
- Warner, K. & Zakieldean, S. A. (2011). "Loss and Damage Due to Climate Change: An Overview of the UNFCCC Negotiations", *European Capacity Building Initiative ECBI Background Papers*.
- Zahar, M. (2012). "Norm Transmission in Peace and Statebuilding: Lessons from Democracy Promotion in Sudan and Lebanon". *Global Governance* 18(1): 73-88.
- Zakieldean, S. A. (2009). "Adaptation to Climate Change: A Vulnerability Assessment for Sudan", *International Institute for Environment and Development. Gatekeeper Series*. (142): 1-20.
- Zakieldean, S. A. and Hanafi, A. A. (2004). "Environmental Strategies for Increasing Human Resilience in Sudan: Lessons for Climate Change Adaptation in North and East Africa. Case study report prepared for Assessment of Impact and Adaptation to Climate Change (AIACC)". *Higher Council for Environment and Natural Resources*, Khartoum and Stockholm Environment Institute, Stockholm.

Košice castle in the optics of written sources

LADISLAV ŽUPČÁN
UNIVERSITY OF ST. CYRIL
AND METHOD IN TRNAVA

Abstract

The torsos of the former castle are located approximately four and a half kilometers as the crow flies from the center of Košice. We call this site Hradová. The name Hradová probably originated from the designation of the castle, which is located on its territories. The presented study provides comprehensive information on the historical and constructional development of the little explored fortification complex in the former Abov county. The structural overview of the historical development of the castle complex is based on both a source and a literary basis. The paper is also aimed at popularizing the facts using a graphical attachment in the form of ideal 2D reconstructions.

Keywords: castle, Košice, sources, 2D, reconstruction

Introduction

To this day it is possible to see the remains of some of the castle's masonry (on the north, west and east side) and the most significant part of the Košice Castle System of a triangular tower with a triangular shape. The former professor of geography J. Martinka described the geographical position of Hradová in a prose-like manner as follows: "Hradová seems to be a magical plain about 250 meters from the level of the Hornád, which is underwent its steep slope reaching 466 meters above sea level. It is 2500 meters long and 1400 meters wide. From the north it is impassable, deep, close to Hradová, with rock formations and waterfalls Hradný jarok, from the west it is called Suchá dolina, from the south it is Čermela valley and from the east it is Hornád."¹

A similar formal characteristic of Hradová with the possibility of foundations of Košice Castle² was also suggested by O. R. Halaga, based on the plot maps from the 18th but mainly from the 19th century: "Hradek", ("Pod Hradek"), "Veliký Hradek", "Hradkov járek", respectively "Hradecz Potok")³ and northern along the Kavečianska road "Sztrazsna"

¹ MARTINKA, J. Hrad Sokol'a nad Košicami. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*, 1931, Vol. 25, No. 25, p. 110.

² See more: HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Mesto Košice, 1992. 96 p. ISBN 80-85174-57-X.

³ Archív Mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, MP II 5/3, II 6, IIIa 113, III/j 43.

(Strážna).⁴ According to the author, both Hradek and Strážna are probably outposts of the Košice Castle, with the task of controlling the trade route from the Čermel' Valley towards Spiš.⁵

From a bird's eye view, the "hypothetical castle at Hradová" had the priority role, given its strategic location,⁶ to guard the trade line leading from present-day Poland (Galicia) through eastern Slovakia (Torysa valley through Košice mountain) to northern Hungary (Northeast Tisza, Borsod). This trade route provided the buyers not only with Krakow, Wroclaw or Lvov, but also with Czech cities. However, part of this section led from the south upstream of the Hornád River,⁷ from which it slightly turned south of today's Krásna nad Hornádom, approximately nine to ten kilometers from the present-day city center of Košice and continued upstream of Torysa to the north.⁸

In the later era (during the oligarchy of the Omodeans), the aforementioned fortification system was intended not only to protect, but to control (probably also forfeit) domestic and foreign buyers and merchants heading to the city of Košice.

The question of the very existence of the castle (Hradová) above Košice was for a relatively long period unexplained and unresolved. Several criteria predetermined this status, such as:

- inaccurate localization by Hungarian and especially Hungarian experts,
- Czechoslovak historiography could not identify the castle complex until the first decade of the 20th century,
- historical connection with the neighboring castle Sokol,
- unfinished archaeological research from the beginning of the 1990s.

These reasons, in their final form, reflected the absence of an artistic-historical description of the castle system, which stands out above the largest metropolis of eastern Slovakia. On the other hand, its fortification system, due to its territorial size and extent, is probably one of the largest castle complexes (forts), which are identifiable in the Carpathians. The combination of terrain and human building assets over time has created the impression of a megalomaniacal building, as the estimated length of the castle is doubtful about 570 to nearly 600 meters, and covers an area with a surprisingly large area of around 5.5 to 5.8 hectares.⁹

⁴ Archív Mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, MP II 4/42.

⁵ HALAGA, O. R. Košice – Balt: Výroba a obchod v styku východoslovenských miest s Pruskom (1275–1526). Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1975. p. 116–120.

⁶ HALAGA, O. R. Pakty vzájomnosti obchodných stredísk Krakova a Košíc. In *Historický časopis*, 1988. Vol. 36, No. 2, p. 159–174.

⁷ Stadtarchiv Karlsruhe, Prise par l'Armée, Plan da la ville Cachau, signatúra BB Hfk Bd, p. 39.

⁸ DUCHOŇ, J. Úvahy o najstaršom územnom vývoji mesta Košíc. In *Historický časopis*, 1991, Vol. 39, No. 3, p. 295.

⁹ See more: PLÁČEK, M. – BÓNA, M. Encyklopédia slovenských hradov. Bratislava: Slovart, 2007. 161 p. ISBN 978-80-8085-287-0.

Territory Hradová & the earth Cossa

Under its own name Hradová was probably referred to a mountain or hill with a dominant fortification object – a fortified settlement, later a castle. The situation of the fortification system is located in the Košice territorial region, called Vyšné Košice (“Superior Cassa”, “Kassa”), on an elevated part, apparently separated from the territory called “Cossa”. As the archivist of L. Kemény claimed, the “land of Kosice”¹⁰ formed before the division one territorial unit, but due to property – administrative and mainly military fighting divided into Vyšné Košice (“Superior Cassa”)¹¹ and Nižné Košice (“Inferior Cassa”).¹² It should be stressed that the equivalent for Nižné Košice in the oldest primary sources has not been preserved and the whole area was still referred to as the Scythe (Cassa, Cossa).¹³ The reunification of Vyšné and Nižné Košice into one unit comes between 1270 and 1275, which was still walled up in 1290 by strong walls.¹⁴

The original territory of Koša (“terra Cosa nuncupata”) stretched from Čermel, Pstružník to the central part of the Myslavský brook.¹⁵ The boundary line of the area in the northeast was the Torysa River, while the southern boundary was bordered by the western slope of the Hornád River. Since the end of the 12th century, there was a relatively strong military and political pressure (the then Hungarian king probably between 1190–1200, already in possession of “Techan”, today’s Tahanovce as a neighboring settlement)¹⁶ by the royal guards from the south, which gradually lines moved towards today’s village of Kysak.¹⁷

¹⁰ KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 4–5.

¹¹ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, A 1 („...*terram Superior Cassa nuncupatam*...“): 1261.; Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, A 2 („...*terre Superior Kassa*...“): 1275.

¹² See more: TIMON, S. Cassovia Vetus et Nova Cassoviae: Typis Academicis per Joannem Henricum Frauenheim, 1732, p. 58–71; KAPRINAI, S. Hungaria diplomatica temporibus Mathia de Hunyad II. Vindobonae: J. T. Trattner, 1771, p. 19; KORABINSKY, J. M. Geographisch – Historisches und Produkten – Lexikon von Ungarn. Pressburg: Weber a Korabinsky, 1786, p. 30; TUTKO, J. Kassa szabad királyi városának történelmi évkönyve. Kassa: Werfer Károly, 1860, p. 32–33; KRONES, F. X. Zur ältesten Geschichte der oberungarischen Freistadt Kaschau. Wien: Gerold, 1864, p. 16–18; SZERDAHELYI, G. Celebrium Hungariae urbium et oppidorum chorographia. Cassovia: Typis Gollegi Academici Societ. Jesu., 1770, p. 126.

¹³ KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 4–5.

¹⁴ SZERDAHELYI, G. Celebrium Hungariae urbium et oppidorum chorographia. Cassovia: Typis Gollegi Academici Societ. Jesu., 1770. 126 p.; KORABINSKY, J. M. Geographisch-historisches und Produkten Lexikon von Ungarn. Pressburg: Weber und Korabinskyscher Verlag, 1786, 284 p.; PLATH, J. Kaschauer Chronik – Ausführliche Geschichte der Königlichen Freistadt Kaschau seit ihrem Ursprunge des 7. Jahrhunderts Kaiser Heraclius Zeitepoche (610–641) bis zum Programme der Feierlichen Begrüssung des ersten Lokomotivs im Kaschauer Bahnhofs. Kaschau: Nando Steller-Šteliar, 1860, 15–16 p.

¹⁵ See more: HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Mesto Košice, 1992, 97 p. ISBN 80-85174-57-X.

¹⁶ NAGY, I. – VÉGHELY, D. A Zichi és vásonkeői gróf Zichy-család idősb ágának okmánytára. Vol. I. Budapest: Magyar Történelmi Társulat, 1871, 13 p.

¹⁷ GYÖRFFY, G. Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza. Vol. I. Budapest: Akadémiai Kiadó, 1966, p. 145–146; POLLA, B. Doterajšie výsledky historicko-archeologického výskumu v Krásnej nad Hornádom. In *Nové Obzory. Vol. 13*. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1976, p. 173–174.

This military pressure became even stronger in the first decade of the 13th century, thanks to the Abov family who gradually acquired their property throughout the Košice basin and became border neighbors (from the south-east they had territories in the form of present-day villages Krásna and Olšany; and Buken (from the north again Ťahanovce), “with the people of Kosice”.¹⁸

Probably military pressure was not the only reason for the construction of the fortification, as researcher O. R. Halaga based on documentary annals states that “people named Koša” refused to pay taxes to the king because of their hereditary¹⁹ land and also the loss of hereditary territory throughout the lowland.²⁰

For this reason, the original inhabitants of the surveyed site were probably forced to build a fortification building – a refugial fort in Vyšné Košice. Fort represented a certain protection of its own existence (political and economic independence),²¹ as well as protection of the oldest trade routes, and it also served as a cult and certainly as the right center. Some researchers assumed that the fortified settlement at Hradová was formed before the divided (about 1200 years ago) from the “territory of the Koša” into two territorial separate units, but this is not possible on the basis of written sources.

In the first half of the 20th century, when minor archaeological research was carried out, it was found that the basic part of the fort has a triangular shape, part of the peak is very close to the bank of the Hornád River. One arm was even in the rocky part of the natural terrain; Jankova dolina.²²

Fort described in detail J. Martinka, in a similar version “...from the fort only four walls have been preserved, which are focused on each other, which gradually reduce. The lowest part of the fort is the largest in terms of dimensions, with a height of about 6 to 8 meters. The second part (step) is higher by 250 meters and the height doubted about 3 to 5 meters and 425 meters long...”²³ It is only 2-3 meters high and is 355 meters long. This part consists of two parts. The first part pulls on the hillside. The second one deviates from the previous one in the knee and goes further in the form of a stone grave to the very rocky black.

¹⁸ GYÖRFFY, G. Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza. Vol. I. Budapest: Akadémiai Kiadó, 1966, p. 42; VARSÍK, B. Osídlenie košickej kotliny I. Bratislava: Slovenská Akadémia vied, 1964, p. 92–145.

¹⁹ SZENTPÉTERY, E. Scriptores rerum Hungaricarum. Vol. I. Budapest: Typ. Reg. Univ. Litter. Hung., 1937, p. 125–127; ENDLICHER, L. (J). S. Rerum Hungaricarum Monumenta Arpadiana. Sangalli: Scheitlin & Zollikofer, 1849, p. 57.

²⁰ HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Mesto Košice, 1992, p. 101. ISBN 80-85174-57-X.

²¹ HALAGA, O. R. Počiatky diaľkového obchodu cez stredné Karpaty a košického práva skladu. In *Historica Carpatica*. Vol. 4. Košice: Východoslovenské múzeum v Košiciach, 1973, p. 3–28; HALAGA, O. R. Právny, územný a populačný vývoj mesta Košíc. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1967, p. 20–24. ISBN 83-024-67; ELIÁŠ, Š. Románska doba. In *Košické historické zošity*. Vol. 4. Košice: Štátny oblastný archív, 1994, p. 10–11. ISBN 978-80-967274-2-1; BOHÁČ, Z. K otázke využitia zasvätení kostolov v oboru historickej geografie. In *Československý časopis historický*, 1968, Vol. 16, No. 1, p. 583–584.

²² ŽUPČÁN, L. Existoval vôbec Košický hrad? In *Studia Historica Nitriensia*. Vol. 15. Nitra: Univerzita Konštantína Filozofa v Nitre/Filozofická fakulta, 2010, p. 229–335. ISBN 978-80-8094-836-8.

²³ MARTINKA, J. Hrad Sokol'a nad Košicami. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*. 1931, Vol. 25, No. 25, p. 111.

The fourth part (degree) of the terrain is the highest situated (higher from the previous 120 meters), but the size is the smallest, it is 94 meters long. All mentioned parts of the hillfort start from the slope of Jankova dolina (which has approximately 1.1 kilometers in length and a depth of 53 meters) to the rocky zone.²⁴ The Hradová site with a fortified settlement and a later stone castle testify to the significant settlement of this region just before the 13th century.²⁵

The area of Vyšné Košice, probably with its own fortification architecture, had a much more strategic importance in the first half of the 13th century; in an era before colonization, than the southern district, which was in the hands of the king in the form of a royal market settlement, a mansion (with the task of profit and income to the king), evoking subduing and absorbing military.²⁶

According to O. R. Halaga's thoughts, the Slavic population of Košice might have called Hradová as Gradna (ground) or Gradova (mountain or mountain) before 1200, although historically it is not quite possible to document it.²⁷

In the colonization era in the history of Košice's territorial territory, incoming German immigrants referred to the area near Gradova/Hradová, or probably Košice itself as "Gasuoh".²⁸ The Germanic designation Gasuoh characterized a forested area with a large number of muddy fields, or marshes in which the colonization itself was quite difficult. In addition to the natural attribute of the country, their domestic residents, neighbors, also caused great difficulties for newly settlers.

The German, but especially later Hungarian speaking population of newcomers – immigrants honored the ancient traditions of the site (because they did not come into empty space). Through the linguistic pronunciation of Gradova, "somehow" goes through a systematic continuity from the letter g through y to h, and today's term Hradová comes into being.²⁹ Košice Germans (Sasi), who had a strong representation in the vicinity of Košice, commonly used the name Hradová. The fact remains that Hradová had its today's designa-

²⁴ See more: MARTINKA, J. Hrad Sokofa nad Košicami. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*. 1931, Vol. 25, No. 25, p. 112; ŽUPČÁN, L. Existoval vôbec Košický hrad? In *Studia Historica Nitriensia*. Vol. 15. Nitra: Univerzita Konštantína Filozofa v Nitre/Filozofická fakulta, 2010, p. 230–231. ISBN 978-80-8094-836-8.

²⁵ DUCHOŇ, J. Úvahy o najstaršom územnom vývoji mesta Košíc. In *Historický časopis*, 1991, Vol. 39, No. 3, p. 295.

²⁶ See more: HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1993, p. 113–116 s. ISBN 978-80-85174-57-1; HALAGA, O. R. Právny, územný a populačný vývoj mesta Košíc. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1967, p. 24–26; RUSNÁK, R. Dve stredoveké parcely v Košiciach. In *Slovenská archeológia*, 2011, Vol. 59, No. 1, p. 149–188.

²⁷ ("...terra Gradna (Garadna) cuius particula terre dicto castro et alia particula iobagionibus eiusdem castris pertinebat..."). GYÖRFFY, G. Az Árpád-kori szolgálonépek kérdéséhez. In *Történelmi Szemle*, 1972, Vol. 15, No. 1, p. 261–321; HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1993, p. 90. ISBN 978-80-85174-57-1.

²⁸ KRONES, F. X. Zur ältesten Geschichte der oberungarischen Freistadt Kaschau. Wien: Akademie der Wissenschaften, 1864, p. 8–11; KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 35–37; BOROVSKÝ, S. – SZIKLAY, J. Magyarország vármegyéi és városai. Vo 1. Abaúj-Torna vármegye és Kassa. Budapest: Apollo, 1896, p. 35–37.

²⁹ HALAGA, O. R. Vývoj jazykovo – národnostnej štruktúry Košíc. In *Historický časopis*, 1982, Vol. 30, No. 3, p. 589–590.

tion at the beginning of the 15th century, because even in the oldest Košice city books did not preserve another paragon for the original Slovak designation Hradová, always registered only in a foreign form, mostly in Latin, German and Hungarian versions.

Almost all chroniclers, historians and writers who recorded the history of the city of Košice had no doubt about the existence of the castle complex at Hradová, not only because of the remnants of the walls, but also from the designation itself “Mons castri” (Castle on top or mountain castle).³⁰

According to the researcher O. R. Halaga: “...unambiguous clarity of the name Hradová, led to a complete agreement in its translation (trilingual translation in language mutations is based only on the descriptive nature of the site) from (to) Latin as Mons Castri, to German as Burgberg (The name Burgberg (Purgberg)³¹ appears in many documents of an economic nature. In a similar economic – agricultural spirit, Hradová (Várhegy) also occurs in Hungarian or Hungarian language versions.”³² The Hungarian language and the dialect are settled in Košice in the first half of the 16th century, thanks to officials who were deliberately installed in the town’s self-government with the help of the usurper of the Hungarian crown Ján Zápoľský. Approximately from this period (1542), a record has been preserved that writes about “...certain vineyards that lay on top of Várhegy, which we can see...”³³

The later designation of Hradová always appears in the records in connection with vineyards, such as: in the oldest court protocol of the city of Košice it is described that “...Ján Fulnek had his vineyards on the hill Hradová”. Košice Castle³⁴ was preserved in 1571, when the burgess of Košice Károly Deák bought his vineyards in the mentioned locality: “...under the mountain of the ruined ancient castle Košice...”³⁵ The condition of vineyards and gardens has not changed to this day your wine parcels.

The location of Hradová is a significant element above the metropolis of Košice itself. The question of the origin of the castle complex at Hradová is still very dilemmatic, because there is no reliable starting point. Many authors (historians, archivists and archaeologists) have started to solve the question of the origin of the castle since the end of the 90s of the 19th century, but mainly in the 20th century, however, they expressed only hypotheses, which confirmed only a narrow circle of essence. The researchers believed that up to two castles were probably built in the Hradová locality, pre-historic (situated in the south) and historic (situated in the north).

³⁰ Archív mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, H pur 1, f. 36, f. 94. HALAGA, O. R. Acta iudiciaria civitatis Cassoviensis 1393–1405: das älteste Kaschauer Stadtbuch. München: R. Oldenbourg Verlag, 1994. (p. 1843, p. 4642).

³¹ Archív mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, H pur 4, p. 227. (“...den Weyngarten des Genannten Pauli an dem Purgberk ligenden...”).

³² Archív mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, H pur 6, p. 48. (“...in ea vineae, quae videlicet sita est in Varhegy...”).

³³ Archív mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, MP III/a 12: 1847, MP III j 49: 1896.

³⁴ Liber actorum iudicum (1394 – 1405). In VARSÍK, B. (ed.). Osídlenie košickej kotliny I. Bratislava: Slovenská Akadémia vied, 1964, p. 179 (,...Johnnes Fulnek obstinuit vineam suam in Monte Castri...“).

³⁵ Archív mesta Košice, Štátna moc, správa a samospráva, Magistráty do roku 1945, H her 1, p. 227. (,...sub monte dirutae arcis vetustae Cassoviensis...“).

The question of the existence of such a fortification whole arises solely of linguistic and etymological character.

Authors such as L. Kemény and G. Osváth were based on the idea that in the speech of the original Slavs the mentioned locality Horné, ie Vyšné Košice, was first described as Hradová, because it represented the area with a prehistoric castle.³⁶ This reasoning was confirmed by another Castle at Gemer (Tisovec) where the remains of a prehistoric castle complex were uncovered in the form of a natural, pagan castle. L. Kemény, reinforced this thesis by the fact that the Hungarian name for the then Košice as “Fel-Kassa” is the youngest name.³⁷ According to the author, this designation originated only because of a stable geographical representation of the town and its parts, which were much historically older than the very foundations of the medieval-feudal town. However, it should be noted that there are no traces of the prehistoric castle in the oldest primary sources and even in the first chronicles of Košice.

Even in the first preserved document depicting the border lines of Vyšné Košice (“...terra Superior Cassa...”) fortified settlement, or castle is not mentioned at all. This document, dating back to 1261, details only the border lines of the territory, which are owned by new German settlers, colonists named Samphleben and Obl from the Hungarian ruler.³⁸

From the later 14th century metaing documents (years 1347 and 1352) it is possible to analyze in detail within the surveyed territory of Vyšné Košice internal possessions and objects such as plowed land, forests, meadows, rolls, vineyards, plots of water, mills, settlements, these include the farmyard, or even the Košice Castle (“...castrum Cassensis...”).³⁹

Uncertainties in the identification of Košice Castle

The views of the first construction of the stone, feudal castle complex are diametrically opposed. A significant reason for this act was the long-term identification of the Košice Castle at Hradová, with the neighboring castle complexes in the Sokol area. Many scientific researchers from the second decade of the 18th century to the present day tried to confirm and refute the parallel identification and explanation of the differences between these two castle complexes.

While researchers such as J. Martinka and B. Varsik were convinced of the castle at Hradová that they were the remains of the fortification complex Sokol, scientists such as J. Tutko, F. X. Krones, D. Csánki and O. R. Halaga warned of mistakes and started from younger primary secondary sources. Already D. Csánki pointed out that the castle complex

³⁶ See more: KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 5; OS-VÁTH, G. Adalékok Kassa város közzogi helyzetéhez és közigazgatási szervezetéhez I. Lipót koráig. Kassa: A. Vitéz, 1918, p. 10–11.

³⁷ KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 5–6; VARSIK, B. Osídlenie košickej kotliny I. Bratislava: Slovenská Akadémia vied, 1964, p.178–179.

³⁸ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, A. Cassovia, p. 1.

³⁹ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, A 13 (“...munimenta et edificia castris Cassensis...”); Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, B 3.

with its own accessories belonged to the Šariš stool and the name of the castle has undergone many modifications and modifications in the Latin and Hungarian languages.⁴⁰

The mentioned researcher was based on a documentary base from 1429, when the following settlements (villages) belonged to the Šariš stool: Biskád, Tepličany, Kostol'any nad Hornádom, Malá Vieska, Veľká and Malá Lodina, Ružín, Rokecany and Sokol.⁴¹

F. X. Krones, who identified the castle Sokol in today's village Sokol, lying north of Košice, also adhered to these conclusions.⁴² J. Tutko in his work dating from the 19th century states that the local (local) population of the village Sokol, the torso of the famous castle located in a place called Hrádok ("Hradek").⁴³

The researcher B. Varsik pointed out the very location of the site (the location of the preserved architectural remains) is located quite deep in the wooded mountains. Secondly, the approach to a possible construction or other reconstruction due to the rugged natural terrain would be too complicated, directly impossible. For this reason, the researcher thought that it was only a small, short-term building suitable only for royal hunting with falcons, which were a frequent accompanying act in the site.⁴⁴

The typical natural item of the site corresponds to falconry as a craft during the period of the feudal Kingdom of Hungary. Falconry as a craft itself was highly popular in Sokol and also developed at an extremely high level. This fact is also pointed out by J. Martinka, based on a documentary basis from the turn of the 13th and 14th centuries from the surveyed region, which characterize the site, such as the historical territory of falconers (falconarii), birds (draucarii), predators (venatoria).⁴⁵ And others. It is interesting to note that some officials from the territory who were in the service of the king for their willingness and especially for their loyalty received a titular formula, such as: the main dressing gown of falconers ("falconariorum"), mayor of swordsmen ("comes liciscariorum"), head of the Municipality of Turol ("comes venatorum bubalinorum") and the like.⁴⁶

⁴⁰ See more: CSÁNKI, D. Magyarország történelmi földrajza a Hunyadiak korában. Vol. I. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1890, p. 284; VARSIK, B. Osídlenie košickej kotliny I. Bratislava: Slovenská Akadémia vied, 1964, p. 175; KARÁCSONYI, J. Alsó-Eperjes vár tartománya. In *Századok*, 1903, Vol. 37, No. 7, p. 670–672. Even B. Varsik himself drew attention to the fact that although the village of Sokol itself lies in the Saris stool, the castle Sokol in the Abov stool. The author specified his hypothesis on the basis of a document dated in 1423, which states that the castle Sokol is located in the Abovian stool ("...quandam possessionem nostram Kalachyan vocatum ad castrum nostrum Zakalya appellatum in comitat Abawyauariensi habitum..."). Archív mesta Košice, fasciculus (zvázok): Kavečany, č.1; but already in the following preserved document from 1429 it is located in the neighboring Šariš stool ("...castrum nostrum Zakolya vocatum in comitatu de Saros situatum..."): Archív mesta Košice, fasciculus (zvázok), Ťahanovce, p. 1.

⁴¹ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, fasciculus (zvázok) Zakalya, p. 1.

⁴² KRONES, F. X. Zur ältesten Geschichte der oberungarischen Freistadt Kaschau. Wien: Akademie der wissenschaften, 1864, p. 16–17.

⁴³ TUTKO, J. Szabad Királyi Kassa Városának Történelmi Évkönyve. Kassa: Werfer Károly, 1861, p. 63.

⁴⁴ VARSIK, B. Osídlenie košickej kotliny. Vol. I. Bratislava: Slovenská Akadémia vied, 1964, p. 172.

⁴⁵ MARTINKA, J. Sokoliarstvo na Slovensku. In *Slovenské pohľady*, 1927, Vol. 14, No. 5, p. 316–317.

⁴⁶ MARTINKA, J. Hrad Sokol'a nad Košicami. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*, 1931, Vol. 25, No. 25, p. 127.

The written sources mention the feudal castle Sokol as Falcon as "...Zacula..." from 1311⁴⁷ (however, the document does not mention the castle, although many later authors mention the year 1311, the year of the first construction of the castle), "...Zakalya..." from 1330,⁴⁸ "...Zakala..." from 1333,⁴⁹ "...Zakalya..." from 1338 to 1368, "...Zakolia..." from 1382⁵⁰ or "...Zokol..." from 1405.⁵¹

The probable origin of the original castle complex dates back to the period 1303/04 to 1310/11,⁵² because it is not mentioned in the document from 1297. However, the author F. Uličný remarked on the marginalization of the Sokol Castle that, according to his considerations, one of the members of the aristocratic family of Rozhanovce, probably Rajnold (Reynold), who had his family seat in the given location at that time.⁵³

At present, the more logical basis of the hypothetical dating is the period between 1301/02 and 1304/05 attributed the beginning of construction to the Omodej family, especially to the Palatine Omodej himself, who at the beginning of the 14th century had huge territorial possessions in this locality. This hypothesis has a relatively rational basis, since palatine Omodej had a large amount of funds and, as is now known and countered (to a large extent sold)⁵⁴ a strategic, commercial link between Košice and Krakow. Strong control, even at times of power attacks by the oligarch, led initially to minor revolts, which eventually resulted in an uprising against the Palatine Omodej. The main intention of the Palatine Omodej was to gain control of the entire East Bohemian region as quickly as possible (at that time he already had the Abov, Novohrad, Zemplin, and probably Turnian chairs), especially over the feudal city of Košice, which he had been trying for years, but unsuccessfully. This initiative is also evidenced by part of the preserved document Omodej.⁵⁵

Disagreements between Omodej and Košice residents, i. "Košice burghers" even more resulted from 1303. A year later, in 1304 based on the claims of older Hungarian historians, Košice militarily occupied the palatine Omodej.⁵⁶ It should be recalled that there is no well-preserved relevant instrument on this act. The situation of the Omodeans was greatly com-

⁴⁷ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, fasciculus (zvázok): A. Cassovia, p. 7.

⁴⁸ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, fasciculus (zvázok): Zakalya, p. 3.

⁴⁹ NAGY, I. Hazai okmánytár. Vol. III: Ország fejedelmi okmányok. Győr: Sauerwein, 1866, p. 55–56.

⁵⁰ Archív mesta Košice, Cassovia, p. 18073.

⁵¹ Magyar Országos Levéltár – Budapest (MOL) Diplomatikai Levéltár (DL), p. 9077; MALYUSZ, E. Zsigmondkori oklevéltár. Vol. II. Budapest: *Levéltári közlemények*, 1954, p. 4170.

⁵² PLÁČEK, M. – BÓNA, M. Encyklopédia slovenských hradov. Bratislava: Slovart, 2007, p. 268–269. ISBN 978-80-8085-287-0.

⁵³ ULÍČNÝ, F. Vznik hradov v Šariši. In *Nové Obzory*. Vol. 24. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1982, p. 104–105; MOL, p. 735; WENZEL, G. Codex Diplomaticus Arpadianus Continuatus. Vol. 12. [DVD-ROM]. Budapest: Arcanum, 2009, p. 12–14. ISBN 978-963-631-198-8.

⁵⁴ HALAGA, O. R. Počiatky Košic a zrod metropoly. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1993, p. 306; CSOMA, J. Omode nádor fiaí és Kassa városa. In *Turul*, 1911, Vol. 25, No. 2, p. 87–90.

⁵⁵ FEJÉR, G. Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis. Vol. VI, 3. Budae: Typis Regiae Scient. Universitatis Ungaricae, 1844, p. 339.

⁵⁶ KARÁCSONYI, J. A hamis, hibáskeltű és keltezetlen oklevelek jegyzéke 1400-ig. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1902, p. 129. (p. 220).

plicated by the coronation of Charles Róbert of the Anjou family as a Hungarian ruler in 1310 and also by the figure of Cardinal Gentile de Montefiori.

Historians between 19 and 26 September 1311 suppose the beginning of Košice rebellion.⁵⁷ The result of the rebellion was the capture of Omodej, and subsequent beheading by the Košice people in October 1311, as well as the writing of the bond, t. j. to seal the resignation and the commitments to the King of the Omodeans, their relatives and allies.

After the death of Omodeja, the family longed for revenge, but they were again defeated in the famous battle of Rozhanovce. After this period, the Košice burghers directly forced the cessation of all the architectural monuments built by the Omodeans in the respective territory, even the king took away their family castles with their accessories, including Gönz Castle, Slanec Castle, Old Abov Castle and Sokol.

Since that time, the Drugeth family became the new owners of the Sokol domain and were loyal followers of the royal Anjuol family. The first owner of the family was Filip Drugeth, who was characterized by extraordinary bravery in the battle of Rozhanovce. From the era of his reign in the castle, several documents and complaints against the castle lords have been preserved. The most memorable, however, is the deed that investigated the violent (military) conquest of property, known as "Clenbeerg"⁵⁸, from a nearby landlord. Castle castellan Beke (a), son of Pretov was sentenced to death after investigation and subsequent sentence.⁵⁹

The king made it possible for the younger brother to exercise his property rights after the death of Filip Drugeth. The castle estate of Sokol is acquired by Villerm (in Hungarian historiography also appears as Viliam) Drugeth. With the castle estate and accessories Villerm has from 1330 to 1341.⁶⁰ At the time of its ownership Sokol Castle flourishes in the field of architectural achievements of the current time. From this decade, the charter describing the profits⁶¹ of the castle castellan was preserved in the person of Master Pouch, son of George from the Pyscaros estate.

However, the most important document remains testament – the will of Villerm Drugeth from his lifetime. The testament is an interesting paragraph regarding the exposure of new castles between 1328–1329/30 between them and the castle Sokol, although the document reminds the existence of an older castle (perhaps fortified in today's concept) of 1310/11 and 1312, which was the clue of the royal territory in the site known as the Black Forest.⁶²

⁵⁷ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, p. A.7; TUTKO, J. Szabad Királyi Kassa Városának Történelmi Évkönyve. Kassa: Werfer Károly, 1861, p. 218–219.

⁵⁸ NAGY, I. Anjou-kori okmánytár. Vol. IV. Budae: Magyar Tudományos Akadémia, 1882, p. 16.

⁵⁹ See more: SEBŐK, F. Anjou-kori Oklevéltár. XXV. 1341. Budapest/Szeged: Szegedi Középkorász Műhely, 2004, p. 10. ISBN 978-96-398-631-01; MALYUSZ, E. Zsigmondkori oklevéltár. Vol. II. Budapest: Levéltári Közlemények, 1954. p. 2869; NAGY, I. Anjou-kori okmánytár. Vol. IV. Budae: Magyar Tudományos Akadémia, 1882, p. 67.

⁶⁰ WAGNER, K. *Analecta Scepusii sacri et profani*. Vol. III. Posonii et Cassoviae: Landerer, 1778, p.205 – 206.

⁶¹ NAGY, I. Anjou – kori okmánytár. Vol. III. Budae: Magyar Tudományos akadémia, 1883, p. 474.

⁶² TUTKO, J. Szabad Királyi Kassa Városának Történelmi Évkönyve. Kassa: Werfer Károly, 1861, p. 63; KRONES, F. X. *Zur ältesten Geschichte der oberungarischen Freistadt Kaschau*. Wien: Akademie der Wissenschaften, 1864, p. 14–16.

Archaeological research, as well as written documentation, pointed out by M. Lamiová-Schmiedlová and O. R. Halaga confirmed the existence of an older fortification formation in the form of a fortified settlement, as well as a younger feudal stone castle in the Sokol domain. "...led a high-altitude route with branches from Košice to Krompachy, Spis Castle, Gelnica and Bela. Even after verifying the deed from the time of Ladislav IV. Already in 1410 was found the main line with side branches. The royal commission in the period underlined the existence of the castle Sokol in the village Sokol..."⁶³

In the history of Sokol Castle a significant moment is the new owner, in the person of Bodislava (Budislava), son of Gregor, son of Kuriak,⁶⁴ who got the mentioned territory into his possession. From the very beginning, the Croatian (Slavonian) nobleman began to settle a large number of "his people – subjects", for whom he needed to create an independent settlement – a village. For this reason, he began a massive grubbed up forest area between Cermel and Trout's offspring.⁶⁵ In this respect, however, there was a lawsuit between Bodislav and the city of Košice, claiming forests (as part of the territory belonged to the territorial unit Kavečany), which Košice burghers probably already bought between 1347 and 1352, from descendants to Samphleben and Obla.⁶⁶

This lawsuit even caught up to the king himself, who finally decided in 1364 in favor of the city of Kosice. In the same year, new boundary lines were enacted, which were to specify the territory belonging to the castle estate Sokol and in particular to the city of Košice. However, Bodislav and his successors did not tolerate the court's constitutional protocol (they refused to lose their inheritance and claim from serf benefits from their subjects) for this reason there was a new lawsuit and subsequently a regulation in 1368.⁶⁷

Due to the absence of primary sources from the next decade of the existence of the castle Sokol, it is quite difficult to determine how the estate was acquired by the then Hungarian king Sigismund of Luxembourg. The year of the king's own gains is doubtful around 1380/81, because after the consolidation of Hungarian domestic policy, the royal castle Sokol had already donated to the Bubek family (Detrich, in Hungarian historiography, Ditrich and son Juraj) in 1387.⁶⁸

⁶³ SLIVKA, M. Opevnené sídla v oblasti stredného Považia. Vol. 21. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1979, p. 138–139; LAMIOVÁ – SCHMIEDLOVÁ, M. Príspevok k otázke hradu Sokol. In *Archeologické rozhľady*, 1963, Vol. 15, No.1, p. 777–778; HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1993, p. 248. ISBN 80-85174-57-X.

⁶⁴ NAGY, I. at al. Codex diplomaticus partius. Vol. VIII. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1880, p. 269; SCHWANDTNER, G. Scriptores rerum Hungaricarum veteres ac genuini. Vol. I. Vindobonea: Trattner, 1746, p. 177–178; LUCII, G. De regno Dalmatiae et Croatiae. Vindobonea: Trattner, 1758, p. 134.

⁶⁵ Archív mesta Košice, A. Cassovia, p. 16.

⁶⁶ See more: Archív mesta Košice, A Cassovia, p. 13.; Archív mesta Košice A Cassovia p. 14.

⁶⁷ NAGY, I. at al. Hazai oklevéltár. Vol. II. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1879, p. 285–286.

⁶⁸ See more: MÁLYUSZ, E. Zsigmondkori oklevéltár. Vol. I. Budapest: Levéltári Közlemények, 1951, (p.) 76 and p. 1138; HALAGA, O. R. Acta iudiciaria civitatis Cassoviensis 1393-1405: das älteste Kaschauer Stadtbuch. München: R. Oldenbourg Verlag, 1994, (p. 568, and p. 710).

The Bubek family, until violently with the help of Sokol Castle, collected customs duties on trade lines, between 1388/89–1391/92.⁶⁹ The brutality of collecting customs duties and charges is also reflected in the years 1403–1405, when the Bubeks ordered a review. They did not even respect the duty exemption or continue to question the territorial unit Kavečany. The city of Košice filed a complaint about the practices of the noble family, especially of the then castellan of the castle of Sokol. The result was the removal of the Bubek family. The withdrawal was also supported by the fact that Detrich's brother, Imrich Bubek, had organized an uprising in Croatia. However, the Bubek family acquired the castle dominion again between 1406/07 and 1419, but already in 1420 the castle Sokol mentions again as royal.⁷⁰ Since the beginning of 1422/23 the city of Kosice tried to obtain a disputed land plot Kavečany, which would eliminate any disputes with the castle estate Sokol or their castellans. The city of Košice took the opportunity that King Sigismund of Luxembourg was indebted from the beginning of the accession to the Hungarian throne. In this spirit, it took the opportunity to become creditors of the castle Sokol, for financial assistance to the king. Already in 1423 the city of Košice stands as a business intermediary in donating the castle Sokol between the king and the Paloczi family, specifically Matúš (in older historiography appears as Matej).

B. Varsik states that Matthew (and brother Imrich)⁷¹ acquired on 28 October 1423 the castle with the estate and the surrounding villages as: "...Sokol, Kostofany nad Hornádom, Mala Vieska, Rokycany, Bykzad, Ruzin, Mala Lodina, Velka Lodina, Tepličany, all located in the Šariš stool, then the toll from Margecany and the toll from float wood on the Hornád, selected in the village of Sokol..."⁷², whereby it excludes (certain) some of the property from the village of Kavečany.⁷³

The Paloczi family (or the family from Pavlovci) with the castle dominion has until 1427, or 1428, when the order of the king himself comes the exchange of property in other stools.⁷⁴ The increase in the financial debt of the Hungarian ruler Sigismund of Luxembourg against the city of Kosice forced the king to take a radical step, i.e. to donate the castle estate and its villages to the Košice people. It happened on 1 October 1429, when the city council of Košice forced the document to demolish the castle with immediate effect.

The demolition of Sokol Castle from the side of the town of Košice was rational.⁷⁵ The main reason was the incredible number of legal disputes not only with the former owners of Sokol Castle, but also with the castle castellans who did not respect the legality of business tolls, customs and fees. In addition, Košice burghers still remembered the palatine of Omodej and his sons, who militarily occupied Košice itself and also many times brutally ambushed buyers, merchants and passengers to Kosice and Krakow. Bodislav, of the Kuriak family, did not behave otherwise, not to mention the noble family of the Bubeks.

⁶⁹ MOL, DL, p. 9077.; MÁLYUSZ, E. Zsigmondkori oklevéltár. Vol. II. Budapest: Levéltári Közlemények, 1954. p. 4170.

⁷⁰ MOL, DL, p. 11 422.; MÁLYUSZ, E. Zsigmondkori oklevéltár. Vol. II. Budapest: Levéltári Közlemények, 1954, (p.) 1778; p. 3722; p. 3778.

⁷¹ MÁLYUSZ, E. Zsigmondkori oklevéltár. Vol. II. Budapest: Levéltári Közlemények, 1954. p. 4934.

⁷² MOL, DL, p. 12 092.

⁷³ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, kartón Kavečany, p. 1 and p. 2.

⁷⁴ MOL, DL, p. 12 092.

⁷⁵ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, kartón Zakalay. p. 1.

The demolition, the ruin of Sokol Castle, however, is sufficiently complicated because the bases lack written sources. Even later secondary sources are not quite clear and trustworthy.

Antonio Bonfini, one of the court historians of the Hungarian ruler Matheus Corvinus, outlined the destruction of the Sokol castle in the following wording: "...Ján Jiskra of Brandýs turned the Spiš field into a desert with his raids and brigands; conquered Prešov, Šariš, Clistichium and many other cities. But the city of Clistichium was hard to conquer, only by mines, for it lay on a prominent hill. Clistichium was threatening the city of Košice several times, from where there was always a company of Sparks for military prey, where they suffered relatively losses and there was a great bloodshed."⁷⁶

Historian Samuel Timon, in his work on the demolition of the castle Sokol, as well, "...and this castle also felt the fury of a stranger. After playing with Juraj's exertions for a long time, he finally undermined the mines, casting the castle into ruins, capturing it with force and leaving nothing hostile in it. Then more buildings were razed from the ground, and the guard slaughtered; they spared neither age nor condition, nor sex; the castle was still destroyed by fire and iron, and all of this took place in 1449."⁷⁷

The author's statement is interesting, because on the basis of preserved primary sources from 1440 the castle Sokol is mentioned as a ruin ("...castrum dirutum seu locom castris Zakolya vocati..."),⁷⁸ in the gift certificate of the Hungarian king Vladislav Jagelo, who donates the territory to John and Nicholas Perynii.

Already in the late Middle Ages, a relatively accurate identification of the location of the castle at Hradová and the position of Sokol Castle came. This argument is confirmed by documents and later cartographic materials. Almost all Košice notaries, at the behest of the Municipality of Košice, deposited documents concerning exclusively the Sokol' castle estate with all its accessories with a Y signature.

Written documents, which depict the territory of Vyšné Košice with the castle complex, in turn stored separately and marked the signature of T.⁷⁹

This status was probably due to frequent disputes over the formation of the Kavečian area.⁸⁰ Preserved remnants of cartographic reports from the end of the 17th century document the activities of Košice geometrists, who not only differentiated the torsos of both castle systems, but also drawn into map appendices concerning the whole surroundings of Košice.

⁷⁶ BONFINI, A. *Rerum Hungaricarum Decades*. In KULCSÁR, P. (ed.). *A magyar történelem tizedei*. Budapest: Ballasai Kiadó, 1995. 341 p. ISBN 963 – 506 – 040 - 8.

⁷⁷ TIMON, S. *Cassovia Vetus et Nova. Cassoviae: Typis Academicis per Joannem Henricum Fraunheim, 1732*, p. 67 – 69.

⁷⁸ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, kartón Pereni, p. 4.

⁷⁹ Štátny regionálny archív v Košiciach, Štátna moc, správa a samospráva, Abovská župa, (*„...Elenchus iurium et privilegiorum civitatis Cassoviensis...“*), K pur 4, p. 31.

⁸⁰ See more: Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, Mapové oddelenie, č. II/1; HALAGA, O. R. *Právny, územný a populačný vývoj mesta Košíc*. Košice : Východoslovenské vydavateľstvo, 1967, p. 19 - 20. ISBN 83-024-67.

Košice castle

The exact dating of the birth of Košice Castle at Hradová is a difficult task, as the existing hypotheses about the origin of the castle are not only very different, but also their time span is diametrically different. The oldest reflections on the origin of the Košice castle date back to the Roman era. The dating dates back to the 1st to 6th centuries after Christ, when the construction of Košice Castle mentions a Roman duke, respectively General Cassius (or Cassio, Cassios, Casso). These reflections date back to the end of the 15th century, and his later advocates were A. Bonfini,⁸¹ S. Timon,⁸² G. Szerdahelyi,⁸³ as well as later researchers from Košice, such as J. Tutkó, and J. Plath. The vast majority of these authors were of the opinion⁸⁴ that Cassius was not only a possible founder of the castle, but also the later town of Cassion, or Cassovia, or today's Košice. Despite these claims, which have no real historical basis at all, even the very character of a Roman citizen, merchant or general in the form of Cassia is quite debatable. The hypothetical period in which the above mentioned Cassius may have militarily interfered with the selected locality doubts the range of Roman emperors' governments from Hadrian (117-138) to Antoninus Pius (138-161). At present, the government of Antoninus Pius is being considered, as the finding of several finds, in the form of coins in the respective locality from the given period of the reign of the said emperor, is recorded.

The spirit of the ancient founding thinking about the birth of Košice Castle, the town can be traced to the first known Košice chronicle. The author of the chronicle, Mayor Wass, dates back the existence of the castle at Hradová to the reign of the Eastern Roman Emperor Heraklion (610-641). The chronicler seemed to be well aware that the locality of the castle at Hradová is located in Vyšné Košice, ie the former "old Košice", thus creating the impression of the antiquity of the site. This hypothesis was adhered to by almost all later chroniclers when describing the history of Košice. Authors such as F. X. Krones, I. Henszlmann and others came up with the idea that in the period of the migration of nations, it was not possible to consider establishing new places, because the territory was under the constant power machinery of various feline Germanic or nomadic tribes. Only some high-rise places could provide some protection at that time, such as the typological castle at Hradová.⁸⁵

The Latinization of the surveyed site is basically best recorded in the work of Antonio Bonfini. In describing the history of the Kingdom of Hungary, the historian recorded the

⁸¹ BONFINI, A. *Rerum Hungaricarum Decades*. Posonii: Typis Royerianis, 1774. Decas I., lib. I, p. 28.

⁸² TIMON, S. *Cassovia Vetus et Nova*. Cassoviae: Typis Academicis per Joannem Henricum Frauenheim, 1732, p. 9.

⁸³ SZERDAHELYI, G. *Celebrium Hungariae urbium et oppidorum chorographia*. Cassovia: Typis Collegi Academici Societ. Jesu., 1770. p. 125.

⁸⁴ FERRARIUS, S. *De rebus Ungaricae Provinciae Sacri Ordinis Praedicatorum*. Vienna: R. G., 1637, p. 512–513.

⁸⁵ PLATH, J. *Kaschauer Chronik – Ausführliche Geschichte der Königlichen Freistadt Kaschau seit ihrem Ursprunge des 7. Jahrhunderts Kaiser Heraclius Zeitepoche (610–641) bis zum Programme der Feierlichen Begrüssung des ersten Lokomotivs im Kaschauer Bahnhofe*. Kaschau: Nando Steller-Šteliar, 1860, p. 14–15.

following figure of "...castellum Harnad..."⁸⁶ in the fighting between 1311 and 1312 near Košice, because he was not sure about the location of the town or castle Clistichium. This figure, however, speaks only of the encampment of the royal army, rather than mentioning the castle. It should be emphasized that the author himself did not visit the site and even with a brief description of the history of the city of Košice is not entirely clear when he thought of the city of Vyšné and Nižné Košice and when he emphasized information about the castle or hillfort.⁸⁷

The ground plan layout of the city of Košice has been an important foothold at the localized Košice Castle from time to time in the city chronicles and records. L. Thuróczi in his work also informed about Košice Castle as follows: "It was two Košice. Some were called Vysne, whose remains can be seen from today's city north on a high hill. The second one is modern Košice, and they are called Nižné. Who could say whether both arose at the same time, whether one of them is older and who is it? Apparently Vyšné Košice, because they started to be built by walls and towers for fear of nomadic Tatars."⁸⁸

Another author, Jesuit S. Timon, commented the following factual facts about the Košice castle: "You will not deflect the riddles of the year of foundation of the settlement, whether it was a castle or just a town, even if you examine all written landmarks; we put the first beginnings of Košice Castle for the fifth year of the ninth century after Christ."⁸⁹

The opinion of Košice historian J. Tutkó, the author of one of the Košice chronicles on the Košice Castle itself is as follows: "From the beginning to the end of the century, Vyšné Košice, or Cassa Superior, was a castle far from Nižné Košice, or Cassa Inferior. The town of Nižné Košice was covered by a stone wall at the end of the 13th century, while Vyšné Košice still named the castle in the second half of the 14th century and as such it was demolished in the 15th century."⁹⁰

At present, a general historical consciousness is embedded in the hypothesis that the likely Košice Castle originated from the commission of Omodej from the noble family of the Abovites.⁹¹ The castle was probably a military base for his retinue. The construction of the castle unit itself doubts between 1302/03 and 1309/10, but certainly before 1307, when construction activities stopped slightly. Researcher M. Slivka noted in his monographs that after 1307 Omodej did not continue in the construction of the Košice Castle.

The authors of later Košice chronicles such as J. Plath and J. Tutko recalled several times about the siege of Košice by the Omodej's, and pointed out that shortly before the battle at Rozhanovce, there was a siege by the Spiš Saxons on the Cassa Fortress at Hra-

⁸⁶ BONFINI, A. *Rerum Hungaricarum Decades*. Posonii: Typis Royerianis, 1774. Decas II., lib. IX. ("...rex vallem capit et non procul ab Harnado castello metatur...").

⁸⁷ See more: TUTKO, J. *Szabad Királyi Kassa Városának Történelmi Évkönyve*. Kassa: Werfer Károly, 1861, p. 8–18.; WICK, B. *Kassa története és műemlékei*. Kassa: Wiko, 1941, p. 20–85.

⁸⁸ THUROCZI, L. *Ungaria suis cum regionibus compedio data*. Tyrnaviae: Societatis Jesu, 1768, p. 171.

⁸⁹ TIMON, S. *Cassovia Vetus et Nova*. Cassoviae: Typis Academicis per Joannem Henricum Frauenheim, 1732, p. 9.

⁹⁰ TUTKO, J. *Szabad Királyi Kassa Városának Történelmi Évkönyve*. Kassa: Werfer Károly, 1861, p. 9.

⁹¹ See more: ELIÁŠ, Š. *Hradová*. In *Košické historické zošity*. Vol. I. Košice: Štátny oblastný archív, 1991, p. 8; HARMINC, I. at al. *Súpis pamiatok na Slovensku*. Vol.2. Bratislava: Obzor, 1968, p. 83.

dová.⁹² This important historical fact would then be confirmed by the fact that the Omodeans family did not honor the promise of the 1311 agreement (the widow and sons of Omodej's undertook not to interfere with the free enjoyment of the Black Forest between Gelnica, Sokol and Vyšné Košice)⁹³ after the violent death of the Omodej which would continue to own the area of Vyšné Košice – Superior Cassa. After the defeat of the Omodejovs near Rozhanovce in 1312, the situation around Košice settled relatively.

Another fate of Košice Castle in Hradová in the light of Hungarian documents appears only with the reign of Louis I. the Great. After obtaining the territory of Vyšné Košice, the townspeople of Košice gained new privileges from the ruler, which they drafted in the manner of the then privilege. In the above mentioned privilege, there was not missing information about the castle (fortress) at Hradová, for which they wanted to restore the shine. It committed itself not only to the maintenance but also to the repair of the castle complex. They would receive the necessary funding from the burghers (and the Jews); "...when one of Košice's burghers dies without testament, his property is to be divided into three parts and two of them are to be spent on the fortifications and buildings of the Košice Castle".⁹⁴

In this spirit, the Košice Castle at the Castle not only protected the region but also the fortified city of Košice. The task of Košice burghers after the following years was probably to complete the remaining architectural objects of the castle, but mainly to deal with the neighboring castle complex Sokol. This act does not take place until 1428/29.⁹⁵

In the following years, Košice Castle is not mentioned in documents at all. The situation in the Kingdom of Hungary after the death of Sigismund of Luxembourg is sufficiently hectic. The Hungarian throne lacks a sovereign capable of resolving conflicts and economic stagnation in the country. In this decade in the history of Hungary, quite capable military commanders in the person of magnates come to power. Many of them at the end of the 1540s to the 50s of the 15th century have a strong mind about the strong, gloomy city of Košice, which still has the extended stone castle in its power. The end of the existence of Košice Castle comes with the reign of Ladislav V.

The interests of the ruler Ladislav V were represented (protected) by the Czech leader Ján Jiskra of Brandýz, who was in alliance with the city of Košice. This fact led to frequent struggles, the conquest of the city of Košice Hungarian lords. The attacking enemies were aware of the defense of the city of Košice (very heavily besieged), which was primarily associated with the castle Vyšné Košice.⁹⁶

⁹² TUTKO, J. Szabad Királyi Kassa Városának Történelmi Évkönyve. Kassa: Werfer Károly, 1861, p. 24; PLATH, J. Kaschauer Chronik – Ausführliche Geschichte der Königlichen Freistadt Kaschau seit ihrem Ursprunge des 7. Jahrhunderts Kaiser Heraclius Zeitepoche (610–641) bis zum Programme der Feierlichen Begrüssung des ersten Lokomotivs im Kaschauer Bahnhofe. Kaschau: Nando Steller-Šteliar, 1860, p. 55.

⁹³ HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropolu. Košice: Mesto Košice, 1992. 96 p. ISBN 80-85174-57-X.

⁹⁴ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, p. 3.

⁹⁵ MOL, DL, p. 12 092.

⁹⁶ KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 24–28. ("...als Cassa berandt was etc. Von den Hungern...", "...die fynde zogen vom Galgenberg bis uff den berg zu Zychelssdorf...").

Many authors, including O. R. Halaga, attribute to this defensive alliance the destruction and demolition of the castle. Demolition comes in the summer months in 1445 joined by Juraj Rozgoň on a higher order, probably the then usurper of the country.⁹⁷

The graphic design of Košice Castle at Hradová is still questionable. The oldest foundation of the castle complex is located in the Vienna Picture Chronicle. The picture of the castle was created as part of the description of the events that took place during the Rozhanov battle in 1312. The author inserted the appearance of Košice Castle between two hills. The actual appearance of the castle is depicted as a square (tall and especially powerful) with distinctive protruding towers. Openings such as doors, gates and firing parts in the castle walls or in the towers are depicted in a Romanesque style. The researcher from Košice, O. R. Halaga, pointed out that the illuminator of the Vienna Picture Chronicle depicted almost all architectural monuments (churches, monasteries and others) in Romanesque type at the relevant time. era between 1260/61 to 1300/01.⁹⁸

Another depiction of the Košice Castle at Hradová has been preserved on cartographic materials dating back to 1780.⁹⁹ The main appearance of the castle is an oval, or ellipse, where three side objects, one larger-dominant, and two smaller architectural elements, are appropriately highlighted.¹⁰⁰ Even later historians and graphic designers preserved the elliptical form of the castle complex when creating the basic ground plan (Fig. 1 and Fig. 2). According to available data (J. Martinka), the perimeter of the castle complex (possible fortifications) was at least 1106 meters long.



Fig. 1 Attempt to reconstruct Košice castle (L. Župčán)

⁹⁷ HENSZLMANN, I. Kassa városának ó-német stílusú templomairól. Budapest: Argumentum, 1846, p. 15.

⁹⁸ KARDOS, T. – BERKOVITS, I. Die ungarische Bilderchronik. Chronica de gestis Hungarorum. Budapest: Corvina, 1961, p. 250–251.

⁹⁹ Východoslovenské múzeum v Košiciach, Zbierka máp a plánov, Plan von der Festung Caschau (10.02.1715), Východoslovenské múzeum v Košiciach, Zbierka máp a plánov, Warhefter Entwurf und Grundriss der Vestung Caschau(v) sambt der umliegenden Situation im Merten: 1747; Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, Zbierka máp a plánov, signatúra II/5 (Plan der Umgebung von Kaschau: 1857.

¹⁰⁰ Archív mesta Košice, Tajné oddelenie, MP II, 2/1.

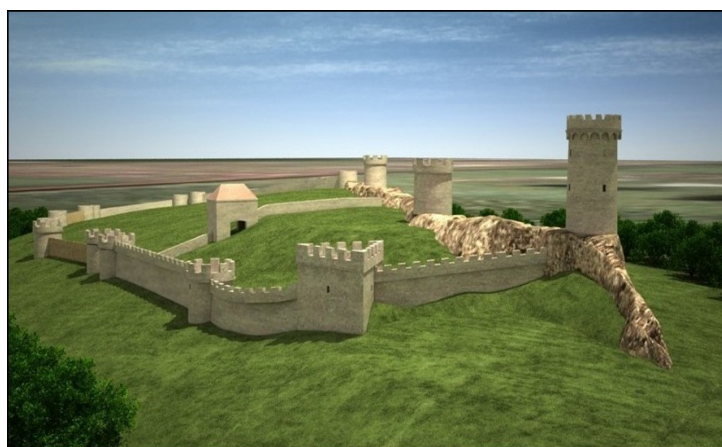


Fig. 2 Attempt to reconstruct Košice castle (L. Župčán)

J. Martinka described the basic form of preserved remains of the castle in this spirit: “...the height of the walls is not the same in all places. The site is 4.8 meters high where the walls of the towers, but the prevailing height is 2 or 3 meters. The original size of the wall, deduced from the size of mainly external and internal foundations, could range up to a height of 10 meters, but certainly a height of 6 to 8 meters. Of particular note is the thickness and width of the walls. The walls are average 2.8 to 3 meters thick and in places have a thickness of up to 3.5 meters.”¹⁰¹ The basic analysis of the castle wall was also performed by L. Kemény, according to which the thickness was doubtful about 3.2 meters¹⁰² and according to M. Slivka analysis up to 3.8 underground.¹⁰³

Before the analysis of J. Martinka, the Košice archivist L. Kemény characterized the Košice castle as follows: “...the remains of the former castle have been preserved to this day. These are mainly the remains of the walls at Hradová, which we call Slavian word as a fenced place. There was a building in the Hradská highlands, divided into several courts. The inner courtyard was approximately 300 meters. From the south it was restricted by a perpendicular rock; the builders added a wall of broken stone, whose thickness is up to 320 meters, which enclosed the fortress. The wall that enclosed the inner castle was fortified by a round and triangular tower. From the west and from the east were joined deeper courts, which also protected the rock from the south, but still were mostly embraced by a thick stone wall. The two side yards were larger than the inner courtyard or the main courtyard...”¹⁰⁴

The basic pillar of Košice Castle is the inner circle of the castle, which was strengthened by a triangular and round tower. One part (wing) of the triangular tower was directly in-

¹⁰¹ MARTINKA, J. Hrad Sokol'a nad Košicami. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*, 1931, Vol. 25, No. 25, p. 135–136.

¹⁰² KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 15.

¹⁰³ SLIVKA, M. – VALLAŠEK, A. Hradý a hrádky na východnom Slovesnku. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1991, p. 143. ISBN 80-85174-42-1.

¹⁰⁴ KEMÉNY, L. Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893, p. 100.

served into the castle side and the two remaining walls (wings) extended outwards. According to the analyzes, it is possible to document that two protruding smaller, smaller-sized walls were probably built of stones with a length of 150 to 180 centimeters. According to J. Martinka's measurements, the dimensions of the triangular tower were as follows: 13.2 meters; the dimensions of the two protruding walls were 15 meters and the inner wall was approximately 15.75 meters. According to the statement by M. Slivka, who carried out further analysis of the ground plan of the tower, there were doubts in the dimensions of 15 x 15 x 15.7 meters. The thickness of the extended walls was approximately 3.2 meters and the internal 2.8 meters. The walls of the tower protruded by 4.6 meters. According to the author, there may have been an underground passageway in the eastern part of the tower.¹⁰⁵

From the triangular tower to the east, a perimeter wall with a length of approximately 35 meters stretched. The perimeter walls were interrupted in one place by an 8 meter opening, which evokes the main gate system (Fig. 3, Fig. 4 and Fig. 5).



Fig. 3 Attempt to reconstruct Košice castle (L. Župčán)

¹⁰⁵ Finding report of the archaeological research of Hradová dated 12 March 1978 by Michal Slivka. The document is deposited in the Archaeological Institute of the Slovak Academy of Sciences, Nitra.



Fig. 4 Attempt to reconstruct Košice castle (L. Župčán)



Fig. 5 Attempt to reconstruct Košice castle (L. Župčán)

The second important part of the inner castle was a round tower, located at the western end. This round tower ended the southern and also western castle perimeter wall of the

wall. The basic dimensions of the tower, according to the findings were as follows: outside diameter doubted from 11 to 12 meters and inside from 4.5 to 5 meters. The wall thickness of the round tower doubted around 3 to 3.5 meters.¹⁰⁶ However, according to the findings of M. Slivka, "...the inside diameter of the round tower was 5.8 meters and the outside diameter was 2 meters. The tower was located northwest on a descending rock massif. The tower has a relatively thick wall, approximately 3.2 meters and is made of solid blocks of 120 x 40 x 100 centimeters."¹⁰⁷ From the ground plan of the round tower it can be clearly seen that it was the widest at the very foundations and narrowed slightly upwards. There were probably floors inside the tower. According to its analogy, the round tower was not only an observation post, but it was also probably a guard, because of its difficult to reach position. To the inner castle from the east, but also the west were joined by two lower architectural buildings, probably the courtyard, which provided the economy. Next to these courts, the researcher J. Martinka also identified other architectural elements, four towers. One of these towers was part of the southern wall. Its outside diameter was 13 meters and the inside diameter was 8 meters. The second tower was already outside the walls, just north of the triangular tower with an outside diameter of about 15 meters. The third was relatively close to the previous tower, reaching a diameter of 7.8 to 8 meters. The fourth, by the way also the round tower was located especially south, in front of the castle system. Its basic outside diameter doubted around 13 to 14 meters.¹⁰⁸ According to J. Martinka, they were the perfect defense mechanism. M. Slivka, however, expressed the opinion that they are rather brick wells, with the task of supplying water.

Summary

All the above facts, whether in terms of historical or architectural perception of details, clearly document the difference between the castle systems between the Košice Castle in the castle and the castle system Sokol. However, it is important to highlight a number of related facts, such as:

- the territorial (chotary) extent of the castle estate Sokol, within the documentary base it is possible to record from the then settlement Sokol to Kavečany,
- Hradu the name of the castle passed from a certain period to the settlement itself (municipalities),
- written sources from the turn of the 14th and 15th centuries, to a large extent recorded by Sokol Castle on Hrádok Hill,
- the localization of Hradová Castle is located in the territorial part of Vyšné Košice – Superior Cassa, which the city of Košice has bought since 1347, from the descendants of Sampleh and Obl,

¹⁰⁶ MARTINKA, J. Hrad Sokola nad Košicami. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*, 1931, Vol. 25, No. 25, p. 136–137.

¹⁰⁷ SLIVKA, M. – VALLAŠEK, A. Hradu a hrádky na východnom Slovesnku. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1991, p.143.

¹⁰⁸ MARTINKA, J. Historicko-geografický pohľad na rajón VSŽ. In *Acta geologica et geographica Universitatis, Geographica. Vol. IV*. Bratislava: Slovenské pedagogické nakladateľstvo, 1964, s. 210.

- the town of Košice acquired the castle estate of Sokol in 1429, which was finally demolished between 1439–1440.
- After the researcher F. Uličný confirmed that the city of Košice has never called the position of Hradová the name Sokol, but always a foreign name – more or less in translations. Autor the aforementioned author also noted that in the delimitation of the new borderlines of the Black Forest extending between the cadastral area of Gelnica, the estate of the castle Sokol and the cadastral of Košice (Vyšné Košice) the new agreement did not concern the castle estate Sokol
- Already in the Middle Ages the Košice notaries and cartographers (surveyors) identified separately the location of the Castle and especially the location of the castle Sokol, which they inevitably stored in the archives labeled T (Castle) and Y (Sokol). The current analysis of preserved historical materials is sufficient to confirm the existence of the castle complex Košice nad Hradovou, which historically survived the fall (demolition) of the neighboring castle Sokol. The initial construction activities of the refugial fortified settlement probably contributed to the reconstruction into a castle complex, although some of the basic attributes of the castle structure are sometimes absent.

The mentor of Košice was replaced by O. R. Halaga right on the topic of the research: “...Hradová in Vyšné Košice over time (after the reconstruction of the oligarchy of the Omodejov and after adjustments in the second decade of the 14th century), supplemented the defense mechanism of the city walls. The Košice population was concentrated among the walls and the location of Hradová, which ensured proper security and flourishing not only of market activities and the city of Košice itself.”¹⁰⁹

Bibliography

1. Archival sources

Archív Mesta Košice – Košice

Fond: Magistrát mesta Košice, 1239–1922.

Fond: Osobné fondy – Kráľ Ján Zápoľský, 1537–1540.

Archív Pamiatkového Ústavu – Bratislava

Fond: Okresná pamiatková správa v Košiciach, (1955) 1970–1984.

Kulturális Örökségvédelmi Hivatal – Budapest

Fond: Fotótár.

Fond: Tervtár.

Magyar Országos Levéltár – Budapest

Fond: Magyar kincstári levéltárak.

Fond: Regnicolaris Levéltár.

¹⁰⁹ HALAGA, O. R. Počiatky Košíc a zrod metropoly. Košice: Mesto Košice, 1992, p. 110.

Fond: Családok, testületek és intézmények levéltárai.

Fond: Diplomatikai Levéltár (Mohács Előtti Gyűjtemény).

Fond: Térképtár.

Österreichisches Staatsarchiv – Wien

Fond: Kriegsarchiv: Alte Feldakten.

Fond: Haus-, Hof- und Staatsarchiv.

Stadtarchiv – Karlsruhe

Zbierky: Plan- und Bildersammlung.

Štátny Oblastný Archív – Košice

Fond: Abovská župa, 1498–1881.

Štátny Oblastný Archív – Prešov

Fond: Šarišská župa, (1254), 1558–1922.

Fond: Rody a panstvá – Druget (Drugeth) z Humenného, (1223), 1292–1943.

2. Sources edited, registered and annotated

BORSA, I. – SZENTPÉTERY, E. (ed.): *Regesta regum stirpis Arpadianae critico – diplomatica*, tomus II., volumina 2/3, Budapest: Akadémiai Kiadó, 1961. 528 p.

BORSA, I. – SZENTPÉTERY, E. (ed.): *Regesta regum stirpis Arpadianae critico – diplomatica*, tomus II., volumina 4, Budapest: Akadémiai Kiadó, 1987. 336 p. ISBN 963-05-4199-8.

ENDLICHER, J.: *Rerum Hungaricarum: Monumenta Arpadiana*. San Galli: Scheitlén & Zollikofer, 1849. 748 p.

FEJÉR, G. (ed.): *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis I–XI*. Budae: Typis Regiae Scient. Universitatis Ungaricae, 1829–1844. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2004).

HALAGA, O.: *Acta iudiciaria civitatis Cassoviensis 1393–1405: Das älteste Kaschauer Stadtbuch*. München: Oldenbourg Verlag, 1994. 468 p. ISBN 978-3-486-55942-2.

KARÁCSONYI, J. – BOROVSZKY, S.: *Regestrum Varadinense*. Budapest: Typis V. Hornyánsky, 1903. 376 p.

KARDOS, T. – BERKOVITS, I. – MEZEY, L.: *Die Ungarische Bilderchronik – Chronica de Gestis Hungarorum*. Budapest: Corvina, 1961. 319 p.

MARSINA, R. (ed.): *Codex diplomaticus et epistolaris Slovaciae*, tomus I. Bratislava: Sumptibus Academiae Scientiarum Slovacae, 1971. 472 p.

MARSINA, R. (ed.): *Codex diplomaticus et epistolaris Slovaciae*, tomus II. Bratislava: Sumptibus Consilii nationalis Bratislaviensis, Capitalis Reipublicae Socialisticae Slovacae, editrice Libreria Obzor, 1987. 608 p.

MARSINA, R. (ed.): *V kráľovstve svätého Štefana. Pramene k dejinám Slovenska a Slovákov*, zväzok III. Bratislava: Literárne informačné centrum, 2003. 359 p. ISBN 80-88878-82-9.

MÁLYUSZ, E.: *Zsigmondkori oklevéltár I*. Budapest: Akadémiai Kiadó, 1951. 795 p.

MÁLYUSZ, E.: *Zsigmondkori oklevéltár II*. Budapest: Akadémiai Kiadó, 1958. 630 p.

- MÁRKUS, D. (ed.): *Corpus Iuris Hungarici* (1000–1526). Budapest: Magyar Törvénytár, 1899. 655 p.
- NAGY, I. (ed.): *Anjou-kori okmánytár I–VII*. Budae: Magyar Tudományos Akadémia, 1874–1920. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2004).
- NAGY, E. – IPOLY, A. – VÉGHÉLY, D. (ed.): *Codex diplomaticus patrius I–V*. Győr: Typis Victoris Sauerwein, 1865–1873. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2004).
- NAGY, E. – IPOLY, A. – VÉGHÉLY, D. (ed.): *Codex diplomaticus patrius VI–VIII*. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1876–1891. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2004).
- NAGY, I. – DEÁK, F. – NAGY, G. (ed.): *Codex diplomaticus patrius 1234–1536*. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1879. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2004).
- SEDLÁK, V. (ed.): *Regesta diplomatica nec non epistolaria Slovaciae I*. Bratislavae: Sumtibus Academiae Scientiarum Slovacae, 1980. 651 p.
- SEDLÁK, V. (ed.): *Regesta diplomatica nec non epistolaria Slovaciae II*. Bratislavae: Sumtibus Academiae Scientiarum Slovacae, 1987. 634 p.
- RÁCZ, G. (ed.): *A középkori Magyarország levéltári forrásai I–II*. Budapest: Magyar Országos Levéltár, 1874–2003. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2003).
- SZENTPÉTERY, E. (ed.): *Regesta regum stirpis Arpadianae critico-diplomatica tomus I*. Budapestini: Sumptibus Academiae Litterarum Hungaricae, 1923. 576 p.
- SZENTPÉTERY, E. (ed.): *Regesta regum stirpis Arpadianae critico-diplomatica, tomus II*. Budapestini: Sumptibus Academiae Litterarum Hungaricae, 1943. 194 p.
- WAGNER, C.: *Analecta Scephusii sacri et profani I*. Viennae: Trattner, 1773. 289 p.
- WAGNER, C.: *Analecta Scephusii sacri et profani II*. Viennae: Trattner, 1774. 331 p.
- WAGNER, C.: *Analecta Scephusii sacri et profani III*. Possonii et Cassoviae: Landerer, 1778. 228 p.
- WAGNER, C.: *Collectanea geneologico-historica illustrium Hungariae familiarum, quae jam interciderunt*. Budae: Typis Regiae Universitatis, 1778. 178 p.
- WAGNER, C.: *Diplomatarium comitatus Sarosiensis*. Posonii et Cassoviae: Landerer, 1780. 595 p.
- WENZEL, G.: *Árpádkori új okmánytár I–XIII*. Pest: Eggenberger Ferdinánd akadémiai, 1860–1889. (CD verzia, Arcanum Adatabázis 2004).

3. Literatúry

- BONBARDI, M.: *Topographia magni regni Hungariae*. Viennae: Kaliwoda, 1750. 388 p.
- BONFINI, A.: *Rerum Hungaricarum Decades*. Posonii: Typis Royerianis, 1774. 575 p.
- BOROVSKY, S. – SZIKLAY, J.: *Abaúj-Torna vármegye és Kassa*. Budapest: Apollo, 1896. 579 p.
- CSÁNKI, D.: *Magyarország történelmi földrajza a Hunyadiak korában I*. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1890. 788 p.
- CSÁNKI, D.: *Magyarország történelmi földrajza a Hunyadiak korában II*. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1894. 860 p.
- CSORBA, CS.: *Regélő váraink*. Budapest: Helikon, 2005. 320 p. ISBN 963-208-945-6.
- DIVALD, K.: *Magyar művészettörténet*. Budapest: Szt. István Társulat, 1927. 184 p.
- ENGEL, P. – KRISTÓ, G. – KUBINYI, A.: *Magyarország története 1301–1526*. Budapest: Osiris, 2005. 419 p. ISBN 963-389-815-3.

- FÉNYES, E.: Magyarország geographiai szótára, melyben minden város, falu és pusztá, betűrendben körülményesen leíratik. Pest: Kozma Vazul Nyomda, 1851. 350 p.
- FÜGEDI, E.: Vár és társadalom a 13–14. századi Magyarországon. Budapest: Akadémiai Kiadó, 1977. 218 s. ISBN 963-05-1152-5.
- GERŐ, L.: Magyar várak. Budapest: Műszaki Kiadó, 1968. 321 p.
- GYÖRFFY, G.: Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza I. Budapest: Akadémia Kiadó, 1966. 908 p.
- HALAGA, O.: “Dvojité Košice” a ich opevnenie 1290–1990. Košice: Východoslovenský krajský národný výbor, 1989. 32 p.
- HALAGA, O.: Košice – Balt: Výroba a obchod v styku východoslovenských miest s Pruskom (1275–1526). Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1975. 326 p.
- HALAGA, O.: Počiatky Košíc a zrod metropoly: Hospodársko-sociálne, správne a kultúrne dejiny. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1993. 444 p. ISBN 978-80-85174-57-1.
- HENSZLMANN, I.: Kassa városának ó-német stílű templomairól. Budapest: Argumentum, 1846. 173 p.
- JANOTA, L.: Slovenské hrady I. Bratislava: Nakladateľstvo Slovenskej ligy, 1935. 320 p.
- JANOTA, L.: Slovenské hrady III. Bratislava: Nakladateľstvo Slovenskej ligy, 1937. 330 p.
- KAPRINAI, S.: Hungaria diplomatica temporibus Mathiae de Hunyad II. Vindobonae: Trattner, 1771. 607 p.
- KARÁCSONYI, B.: Magyarország története a 14. század elejétől 1526-ig. Szeged: Szegedi Tudományegyetem, 1960. 148 p.
- KEMÉNY, L.: Kassa város régi számadáskönyvei 1431–1533. Kassa: Bernovits Gusztáv, 1892. 154 p.
- KEMÉNY, L.: Száz év Kassa legrégibb történetéből. Kassa: Ries Lajos, 1893. 16 p.
- KEMPELEN, B.: Magyar nemes családok. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1911–1932. (CD verzia, Arcanum Adatabazis 2001). ISBN 963-9374-01-6.
- KOLIVOŠKOVÁ, E.: Dejiny mesta Košice. Košice: AKC Verejná knižnica Jána Bocatia, 1996. 169 p. ISBN 80-88687-12-8.
- KORABINSKY, J.: Geographisch-historisches und produkten lexikon von Ungarn. Pressburg: Weber und Korabinskyscher Verlag, 1786. 858 p.
- KORPONAY, J.: Abaújszabolcs megye monographiája I. Kassa: Kosch és Scharf Nyomda, 1870. 416 p.
- KORPONAY, J.: Abaújszabolcs megye monographiája II. Kassa: Kosch és Scharf Nyomda, 1878. 771 p.
- KÖNYÖKI, J.: A középkori várak: különös tekintettel Magyarországra. Budapest.
- KRISTÓ, G.: A vármegyék kialakulása Magyarországon. Budapest: Magvető Könyvkiadó, 1988. 641 p.
- KRISTÓ, G.: Csák Máté tartományúri hatalma. Budapest: Akadémia Kiadó, 1973. 252 p.
- KRIŽANOVÁ, E. – PUŠKÁROVÁ, B.: Hrady, zámky a kaštiele na Slovensku: Turistický lexikón. Bratislava: Šport, 1990. 240 p. ISBN 80-7096-093-0.
- KRONES, F.: Zur ältesten Geschichte der oberungarischen Freistadt Kaschau. Wien: Akademie der Wissenschaften, 1864. 56 p.
- KULCSÁR, P.: A magyar történelem tizedei. Budapest: Ballasai Kiadó, 1995. 1051 p. ISBN 963-506-040-8.
- LUCII, G.: De regno Dalmatiae et Croatiae. Vindobonae: Trattner, 1758. 261 p.

- MAKSAY, F.: Urbáriumok: XVI–XVII. század. Budapest: Akadémia Kiadó, 1959. 895 s.
- OSVÁTH, G.: Adalékok Kassa város közjogi helyzetéhez és közigazgatási szervezetéhez I. Lipót koráig. Kassa: Vitéz, 1918. 203 p.
- PÉSTY, F.: Az eltűnt régi vármegyék. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1880. 320 p.
- PLÁČEK, M. – BÓNA, M.: Encyklopédia slovenských hradov. Bratislava: Slovart, 2007. 391 p. ISBN 978-80-8085-287-0.
- PLATH, J.: Chronica liberas regiae civitatis Cassoviensis. Kaschau: Nando Steller-Šteliar 1860, 283 p.
- PISOŇ, Š.: Hradý, zámky a kaštiele na Slovensku. Martin: Osveta, 1973. 500 p.
- POLLA, B.: Hradý a kaštiele a na východnom Slovensku. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1980. 189 p.
- POLLA, B.: Košice – Krásna: K stredovekým dejinám Krásnej nad Hornádom. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1986. 346 p.
- POLLA, B. – VINDIŠ, I.: Východoslovenské hradý a kaštiele. Martin: Osveta, 1956. 149 p.
- POTEMKIN, E.: Sáros vármegye leírása. Budapest: Gyula Noséd, 1863. 127 p.
- REPČÁK, J.: Súpis literatúry na tému zámky, kaštiele, opevnenia miest na východnom Slovensku. Prešov: Štátna vedecká knižnica, 1975. 77 p.
- SLIVKA, M. – VALLAŠEK, A.: Hradý a hrádky na východnom Slovensku. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo, 1991. 271 p. ISBN 80-85174-42-1.
- SZERDAHELYI, G.: Celebrium Hungariae urbium et oppidorum chorographia. Cassoviae: Typis collegii academici Societ. Jesu, 1770. 303 p.
- SZIRMAY, A.: Notitia historica comitatus Zempléniensis. Budae: Typ. Regiae Universitatis Pestenae, 1804. 390 p.
- TÓTH-SZABÓ, P.: Giskra, különös tekintettel Abaujmegyére. Budapest: Magyar Tudományos Akadémia, 1903. 307 p.
- TIMON, S.: Cassovia vetus ac nova. Cassoviae: Typis Academicis per Joannem Henr. Frauenheim, 1732. 115 p.
- TURCSÁNYI, J.: Kassai századok. Kassa:?, 1835. 186 p.
- TUROCI, L.: Ungaria suis cum regibus compendio data. Tyrnaviae: Societatis Jesu, 1768. 631 p.
- TUTKO, J.: Szabad királyi Kassa városának történelmi évkönyve. Kassa: Werfer Károly, 1861. 233 p.
- VARSIK, B.: Osídlenie Košickej kotliny I. Bratislava: Vydavateľstvo Slovenskej akadémie vied, 1964. 475 p.
- VARSIK, B.: Osídlenie Košickej kotliny II. Bratislava: Vydavateľstvo Slovenskej akadémie vied, 1973. 598 p.
- VARSIK, B.: Osídlenie Košickej kotliny III.: s osobitným zreteľom na celé východné Slovensko a horné Pótišie. Bratislava: VEDA – Vydavateľstvo Slovenskej akadémie vied, 1977. 574 p.
- WICK, B.: Kassa története és műemlékei. Kassa: Wiko Nyomda, 1941. 446 p.
- ŽUDEL, J.: Stolice na Slovensku. Bratislava: Obzor, 1984. 200 p.

4. Article in the magazine

- CSOMA, J.: Omode nádor fiai és Kassa varosa. In *Turul*. 1911, Vol. 29, No. 1, p. 21–39.
- DUCHOŇ, J.: Úvahy o najstaršom územnom vývoji mesta Košíc. In *Historický časopis*. ISSN 0018-2575, 1991, Vol. 39, No. 3, p. 294–313.
- EISNER, J.: Prehistorický výskum na Slovensku a v Podkarpatskej Rusi v roku 1926. In *Zborník muzeálnej slovenskej spoločnosti*. 1927, Vol. 21, No.1, p. 9–37.
- FIALA, A.: Stavebné členenie našich hradov v 13. a 14. storočí. In *Vlastivedný časopis*. 1966, Vol. 15, No. 1, p. 41–44.
- HABOVŠTIK, A.: Stredoveké hrádky na Slovensku. In *Vlastivedný časopis*. 1972, Vol. 21, No. 1, p. 2–8.
- HALAGA, O.: Boj Košíc proti oligarchii Omodejovcov a Matúš Trenčiansky. In *Historický časopis*. ISSN 0018-2575, 1986, Vol. 34, No. 3, p. 326–348.
- HALAGA, O.: Košické mestské knihy 1394–1737: Práce Archívu mesta Košíc. In *Levéltári Híradó*. 1957, Vol.7, No. 1/2, p. 518–549.
- HALAGA, O.: Pakty vzájomnosti obchodných stredísk Krakova a Košíc. In *Historický časopis*. ISSN 0018-2575, 1988, Vol. 36, No. 2, p. 159–174.
- HALAGA, O.: Vývoj jazykovo-národnostnej štruktúry Košíc. In *Historický časopis*. ISSN 0018-2575, 1982, Vol. 30, No. 4, p. 588–604.
- KEMÉMY, L.: A Hradovai vár. In *Kassa vidéke*. 1908, Vol.12, No. 8, p. 20–32.
- LAMIOVÁ – SCHMIEDLOVÁ, M.: Príspevok k otázke hradu Sokol'. In *Archeologické rozhľady*. 1963, Vol. 15, No. 1, p. 778–779.
- MARTINKA, J.: Hrad Sokol'a nad Košicami. In *Sborník slovenskej muzeálnej spoločnosti*. 1931, Vol. 25, No. 15, p. 105–138.
- MARTINKA, J.: Sokoliarstvo na Slovensku. In *Slovenské pohľady*. 1927, Vol. 14, No. 5, p. 299–332.
- MIHALÍK, J.: A Hradek nevű őskori földvárról Sáros megyében. In *Archeológiai Értesítő*. 1893, Vol. 13, No. 1, p. 73–74.
- ULIČNÝ, F.: Vznik a vývin Šarišskej stolice v 13.–14. storočí. In *Slovenská archivistika*. 1978, Vol. 13, No. 1, p. 143–155.

5. Proceedings and monograph article

- FELD, I.: A Gönci Amadé-vár. In *A Herman Ottó Múzeum évkönyve*. Vol. 22/23. Miskolc: Herman Ottó Múzeum, 1983. p. 59–73.
- HALAGA, O.: Počiatky diaľkového obchodu cez stredné Karpaty a košického práva skladu. In *Historica Carpatica*. Vol. 4. Košice: Východoslovenské múzeum, 1973. p. 3–28.
- HALAGA, O.: Soľné hrady v Potísi a ranofeudálne pohraničie. In *Nové Obzory*. Vol. 4. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1962. p. 77–107.
- HALAGA, O.: Otázka “soľných hradov” a metód ich lokalizácie. In *Nové Obzory*. Vol. 6. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1964. p. 290–312.
- VARSÍK, B.: Kde ležal Castrum Salis. In *Nové Obzory*. Vol. 5. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1963. p. 275–290.

VARSÍK, B.: Vznik a začiatky mesta Košíc. In *Historica Carpatica. Vol. 11*. Košice: Východoslovenské múzeum, 1980. p. 152–168.

ULIČNÝ, F.: Vznik hradov v Šariši. In *Nové Obzory. Vol. 24*. Košice: Východoslovenské vydavateľstvo v Košiciach pre Múzeum Slovenskej republiky rád v Prešove, 1982. p. 104–105.

Brides in Family or in Institute: Dowry Between Customs, Symbols and Rituals in Southern Italy (18th-19th centuries)

ANGELA CARBONE
UNIVERSITY OF BARI ALDO
MORO

Abstract

This paper, mainly based on unpublished archival sources, focuses on marriage customs in Terra di Bari between the 18th and 19th centuries. Daughters in marriageable age and future brides become protagonists of a period of their life, prior to the celebration of marriage, in which family strategies, dotal systems, symbols and rituals were strongly conditioned by social belonging and the juridical status of the girl. The focus is, in fact, not only on the legitimate daughters “in the family”, but also on the orphans and institutionalized foundlings for whom the institutes also took on the role of their “welfare family” as regarding marriage.

Keywords: marriage, dowry, foundlings and orphans, Southern Italy, 18th-19th centuries

Introduction

In the early modern period, marriage in Italy represented a crucial moment for a person's life, and even more for their families¹. It represented a fundamental act that certified a “trade” of women and goods between families. Marriage, from private matter, also matured into a public event aimed at consolidating and increment wealth between families. In the past, the concept of marriage was shared between parents and progeny mostly as an alliance bound to transcend the needs of a single person. Since childhood, children were introduced to social norms regulating marriage and its customs. This teaching was not exclusive to high society, where these bonds needed to reinforce status, but was also prominent in low

¹ For a general overview see: A. Fauve-Chamoux, *Matrimonio, vedovanza e divorzio*, in M. Barbagli, D.I. Kertzer (eds.), *Storia della famiglia in Europa. Dal Cinquecento alla Rivoluzione francese*, Editori Laterza, Roma-Bari 2002, p. 307-351; G. Da Molin, *Famiglia e matrimonio nell'Italia del Seicento*, Cacucci Editori, Bari 2000; D. Lombardi, *Storia del matrimonio. Dal Medioevo a oggi*, il Mulino, Bologna 2008; G. Da Molin, *Storia sociale dell'Italia moderna*, La Scuola Editrice, Brescia 2014; S. Sovič, P. Thane, P.P. Viazzo (eds.), *The History of Families and Households. Comparative European Dimensions*, Leiden-Boston, Brill 2016; S. Seidel Menchi (ed.), *Marriage in Europe, 1400-1800*, Toronto, University of Toronto Press 2016; F. Chacón Jimenez, G. Delille (eds.), *Marriage and Alliance. Dissolution, Continuity and Strenght of Kinship (c.a. 1750-c.a. 1900)*, Viella, Roma 2018.

society because it still represented an exchange of goods. Therefore, marriage was a complex “deal” that required various factors: demographic, economic, social, cultural, religious². These factors influenced the matrimonial market gravely and also determined practical details about the marriage such as participation and organisation. These characteristics were also fundamental for every marriage decision and the juridical status of the woman, central element of the entire process.

The present paper focuses on the ritualistic and symbolic aspects of matrimony in Southern Italy from 18th to 19th centuries in a comparative study centring on the social and legal position of the bride³. Research, mainly based on unpublished archive sources, traces two routes: the first regarding matrimony of legitimate daughters born to, and brought up in “a family”; the second, the thousands of foundlings and orphans for whom the institutes also took on the role of “new family” as regarding matrimony.

1. “Young girls in the family”: from choice of partner to celebration of marriage

In 18th and 19th century Southern Italy, matrimony was regulated by a precise set of rituals which laid down procedures, roles and functions. Marriage was not perceived as just a single act, a one-day event, but rather as a long process involving various stages, dictated by traditional unwritten laws and customs.

Upper social classes, from nobility to aristocracy, had no freedom of choice. Often arranged since the adolescence of the noble heirs, matrimony followed the specific family strategies and alliances aimed at creating or furthering existing political, social and economic bonds.

In the case of the lower classes, the choice of partner was seen as a “business deal” not only affecting the whole family but also relatives, friends, neighbours who often pushed for unions between youths of marriageable age and the quick re-insertion in the marriage market of young widows and widowers.

In both small and large cities of Southern Italy, in order to sound out possible future unions, an “ambasciata” (marriage proposal) was approached, an ancient custom which, though never legally recognized, did follow precise and widely-accepted norms⁴. The “ambasciatore” or a friend, relative or father confessor, played the role of negotiator, bearer of a message relayed by the future groom, proposing a dialogue or possible meeting with the

² J. Hajnal, *European Marriage Patterns in Perspective*, in D.V. Glass, D.E.C. Eversley (eds.), *Population in History: Essays in Historical Demography*, Edward Arnold, London 1965, p. 101–143; D.S. Reher, *Family ties in Western Europe: Persistent Contrasts*, «Population and Development Review», 24, 1998, p. 203–234; M. Lanzinger, R. Sarti (eds.), *Nubili e celibi tra scelta e costrizione (secoli XVI–XX)*, Forum, Udine 2006; G. Alfani, V. Gourdon (eds.), *Spiritual Kinship in Europe, 1500–1900*, Palgrave Macmillan, Basingstoke 2012; G. Alfani, V. Gourdon, *Entrepreneurs, formalization of social ties, and trustbuilding in Europe (fourteenth to twentieth centuries)*, «Economic History Review», 65 (3), 2012, p. 1005–1028; S.G. Carmichael, A. De Pleijt, J.L. van Zanden, T. De Moor, *The European Marriage Pattern and Its Measurement*, «Journal of Economic History», 76, 2016, p. 196–204.

³ A very interesting examination of the women’s life cycle is provided by M.E. Wiesner-Hanks, *Le donne nell’Europa moderna*, Einaudi, Torino 2017.

⁴ F. Martino, *Matrimonio e divorzio nell’Ottocento barese tra leggi e consuetudini*, Levante Editori, Bari 1996.

family of his chosen one. Relaying such a message required parental consent; granted consent meant the family had already carried out an investigation usually delegated to the mother with a view to ascertaining girl's physical appearance, health, moral rectitude, but more importantly, her virginity, of upmost importance and to be preserved and protected until the day itself⁵.

If the negotiator's mission proved successful, this led to the opening up of an important and delicate phase, the marriage promise, after which came the stipulation of the dowry. In the past, the dowry represented, on the one hand, a contribution from the future bride and family in support of marital obligation and leaving the family, on the other, it represented the daughter's portion of inheritance and her becoming part of the groom's new family. The dowry did not automatically become part of the future husband's wealth but remained separate thereof; he could benefit from it though having no full ownership, since it was subject to the conditions of restitution in the event of premature death of the wife, be she childless or mother of minors⁶.

2. The marriage contract: an excellent source in analysing the dowry

In the old southern society, the dowry was therefore, the result of a contract negotiated by members of both families and was legally drawn up in the presence of a notary⁷.

The marriage contract is an extremely prestigious notarial source⁸. Putting aside the legal aspects and the legislative changes occurring in the course of this period – since not my task – sourcing these documents has aided in analysing details of the bride's dowry as well as its complex structure dictated by religious convention, political and economic choices and, last but not least, the existing traditions and customs of the region in question.

⁵ The role of women in the family in the preliminary phase of the construction of the union is fundamental. They appear to be, in this specific context, ideal mediators. The relationship with women is sought precisely by virtue of its informal nature, which allows to probe opinions, provide and receive information without risking commitments from which it is difficult to disentangle. R. Ago, *Carriere e clientele nella Roma barocca*, Laterza, Roma-Bari 1990; Id., *Maria Spada Veralli, la buona moglie*, in G. Calvi (ed.), *Barocco al femminile*, Laterza, Roma-Bari 1992.

⁶ For further details see C. Fayer, *Sponsalia, matrimonio, dote*, L'Erma di Bretschneider, Roma 2005, in Id., *La famiglia romana. Aspetti giuridici ed antiquari*, 3 vol., L'Erma di Bretschneider, Roma 1994/2005.

⁷ G. Delille, *Famiglia e proprietà nel Regno di Napoli, XV-XIX secolo*, Einaudi, Torino 1988; Idem, *Famiglia e potere locale. Una prospettiva mediterranea*, Edipuglia, Bari 2011; M. Fubini Leuzzi, «Condurre a onore». *Famiglia, matrimonio e assistenza dotale a Firenze in età moderna*, Olschki, Firenze 1999; P. Malanima, *Il lusso dei contadini. Consumi e industrie nelle campagne toscane del Sei e Settecento*, il Mulino, Bologna 1990; R. Ago R., B. Borello (eds.), *Famiglie. Circolazione di beni, circuiti di affetti in età moderna*, Viella, Roma 2008; A.M. Cuccia, *Lo scrigno di famiglia. La dote a Torino nel Settecento*, Pisa University Press, Pisa 2014. For marriage contracts in various European contexts we suggest the essays in «Annales de Démographie Historique», *Le contract de mariage*, 2011-1.

⁸ For the detailed explanation of this archivist source, see G. Da Molin, A. Carbone, *Gli uomini, il tempo e la polvere. Fonti e documenti per una storia demografica italiana (secc. XV-XXI)*, Cacucci Editore, Bari 2010, p. 105-109.

Studying the hundreds of marriage contracts pertaining to Puglia and Basilicata in the 17th, 18th and 19th centuries, allowed identification of some characteristic elements of a dowry, terms and times of payment, details of the trousseau as well as the ritualistic objects contained therein⁹.

Carefully comparing the differences between social classes, the amount of the dowry is an interesting indicator of a family's wealth or poverty, since it is closely linked to their social status¹⁰.

These marriage contracts reveal how the groom was always one of the contracting parties, though in collaboration with his father if still under parental responsibility; it is noteworthy that marriage represented the son's freedom from parental responsibility. As regards the bride, her role in the contract was overseen by her father, where he no longer alive, by a brother or the widow. On occasion, the future bride herself oversaw proceedings though in the presence of a male relative or a guarantor which could also be the notary himself. This was usually the case when the future bride was a widow. The dowry contained fixed assets. Fixed assets were normally the house and land and handed over to the spouse just before or directly after the religious ceremony. Moreover, part of the dowry was a sum of cash, obviously in line with the economic condition of the future bride. Payment of this sum was usually deferred to a variable later date and terms of payment were linked to the type of dowry. As far as cash payments were concerned, a part was paid to the groom upon celebration of the marriage with the rest of the dowry. The remainder was paid in instalments over a maximum limit of four years.

The core of the dowry lay in the list of the trousseau, jewellery, furnishings and furniture the bride had been given.

Following the tradition of this period, the family had to provide the two most essential elements for the marital home which were of a symbolic nature: the marital bed and home furnishings.

The mid 18th century also saw the arrival of other elements connected to the marital bed, such as its wooden framework, mattresses, pillows, bed-linen, the "sprovieri", lengths of cloth used to create a tent-like structure around the bed, the "cappitello, a roof to the bed, and the "giraletto" (a screen which separated the bed from the rest of the room). The bed-

⁹ Archivio di Stato di Bari (herein after ASBA), *Fondo notarile*: Castellana, notary Monsulli Nicola, (1681-1726 and 1729-1737); Castellana, notary Mazzarelli Oronzo Vincenzo (1753-1785); Bari, notary Inzucchi Lorenzo (1767-1803); Bari, notary Calvani Gaetano (1850-1854). Archivio di Stato di Matera (herein after ASMT), *Fondo notarile*: Matera, notary D'Ercole Flaminio (1603-1659); Matera, notary Donato Maria Parvullo (1597-1611); Matera, notary Raffaele Bronzini (1821-1868).

¹⁰ A very important role was played by the daughters of specialized artisans. If the artisan didn't have sons, a daughter would marry a young man who worked in the same craft sector. In this way, the workshop and the continuity of the family tradition were safeguarded. A. Carbone, *La via del rame. Mestieri, strategie matrimoniali e sistemi dotali in Terra di Bari a metà Settecento*, MEFRIM, Mélanges de l'École française de Rome, tome 112, 2000, 1, p. 151-172; G. Da Molin, A. Carbone, *Gli artigiani nel Mezzogiorno d'Italia nel XVIII secolo: modelli differenziali della famiglia, del matrimonio e del controllo degli assetti produttivi*, in Fondazione Istituto Internazionale di Storia Economica "F. Datini" Prato, *La famiglia nell'economia europea (Secc. XIII-XVIII)*, Atti della "Quarantesima Settimana di Studi", Prato 6-10 aprile 2008, a cura di Cavaciocchi S., Firenze University Press, Firenze 2009, p. 305-324.

cover or “coltra” was an extremely important element of the trousseau since it not only served a practical function. Indeed, in most cases, given the beauty and preciousness of cloth used, such as white linen and wool, it was a tangible expression of family’s wealth. It was put on display on occasions where the family had to “show off”, for example, the birth of a child or death of a family member. In Southern Italy, during religious processions such as Corpus Domini or the feast of a Patron Saint, it was displayed outside the house as a sign of devotion¹¹.

On the contrary, pots, frying pans, “camastre,” chains used to hang pots over the open fire, made up the “hearth” part of the dowry. Other items foreseen were the bride’s clothes and undergarments. The trousseau was an integral part of the dowry and was put on show in the days leading up to the marriage in order to be admired by relatives, friends and the whole neighbourhood. Tradition dictated all items be laid out on the bed, on chairs and tables in the family home: with a view to proving the dignity, decor and pride of the family. This symbolic value justified the care placed in the weave of the various cloths used, thus obliging the parents to make great economic sacrifices. Since childhood, and under the watchful eye of mothers and grandmothers, young girls learned to sew and embroider items for their trousseau. Richer families tended to outsource to specialized embroiderers and seamstresses who worked from home on a commission basis. Although there were no set rules as to the number of items a trousseau should include, in Southern Italy 6 sheets were considered the minimum; whereas the number of items for kitchen and bed-linen were “fixed”. All items prepared over the years, were gathered together prior to the marriage to be appraised by friends or relatives invited by the future couple. The estimate, often written in the marriage contract, was a necessary precaution in that, should the dowry need to be returned, each item, whether worn out or disused, had to be accounted for.

Often, in the dowry acts, some mention of the groom’s trousseau is made, though generally of a much lesser quantity compared to the bride’s.

In the marriage contract the future groom usually gave the bride various pieces of jewellery. Gold rings with precious stones lent the dowry a much greater value than its merely economic one; they were mainly a symbol of good wishes for the new family in the making. Among these gifts of a more symbolic and ritualistic nature, there is coral the same stone used in the amulets mothers placed around the necks of their newly born to ward off evil.

After more than a century, from the study of the marital chapters warranted by notary Calvani, in between variation of the structure of the rite, a more frequent participation from the bride can be noticed. In some cases, the custom of the notary to go to the family’s home for a redaction of the act can be observed.

In short, between the 18th and 19th centuries, items of a dowry remained unchanged: material and intangible assets, items of the trousseau and finery are recorded in registers. The social status of the future groom lent the future bride’s dowry a strong characterization of symbolic and material value.

Therefore, for instance, if Vito Lavermicocca, a proprietary farmer, donates 300 “ducati” to pay in between four years from the day of the marriage of his daughter Antonia Rosa,

¹¹ V. D’Amelio, *Dote, matrimonio e famiglia. Approfondimenti a margine di una carta dotale uggianese di fine ‘700*, autorinediti, Napoli 2010, p. 73.

then the family of his groom would significantly contribute. Don Francesco Saverio Caravita e Donna Nicoletta Dursi would donate, aside from the outfits of the family, a total amount of 10 000 “ducati”¹².

If the stage of the promise and engagement was exclusively dominated by mere economic aspects, the features of the actual ceremony would be dictated by the local tradition. In particular, the liturgical rite of the 18th century and 19th respected what imposed by the Sacred Roman Church following “Tridentine” dispositions¹³. Considering what ruled by the “Tridentine” Canon, the wedding needed to be celebrated in *Facie Ecclesiae*, after being confessed and “declared”. Granted that the couple chose marriage independently, the priest solemnly blessed them and registered the wedding on the parochial registry (detailing the couple and their respective testimonies). In Bari and most of its province, it was custom to make remunerative donations to the Church or its representatives. Couples belonging to higher society often adorned the place of worship, the poorest donated candles or other sacred objects. After the ritual, there was the wedding reception, usually organised by the “compare”. It was a well-known character in the community, which usually established the “tone” of the marriage. The “compare” is a similar figure to the modern wedding planner. He was the one organising dances, declaring toasts, coordinating presents and assisting guests. Often, the celebration could last for days, from Saturday to Monday. The first day, after the ceremony, the couple was brought by a carriage to the bride’s home for a reserved lunch with close relatives. In the evening guests arrived, it was a moment dedicated to dance and dining. The second day followed a similar routine. Monday evening was dedicated to young friends where refreshments and another dance was organised. At the end of every feast, the couple would retire in their new home, precedently prepared by their respective mothers. Generally, after a week, the couple was ready for the first public apparition and, according to an ancient tradition, a lunch with the “compare”. Differently, in Sicily in the 18th century, the tradition imposed a banquet with specific cooking, ending with dancing and the nuptial dance called “sonu”. Accompanying the couple in their new house, parents and friends, while a tradition in Palermo wanted the bride to be undressed and put to bed by the mother in law (if not available the privilege was designed to the sister in law)¹⁴.

3. Marriage in high society: sonnets and rituals

In high society, in 18th and 19th century Southern Italy, sources that allow further investigation over the ritualization of weddings are enriched. Alongside marriage contracts, in this case particularly abundant, family archives provide the researcher an incredible amount

¹² ASBA, *Fondo notarile*, Bari, notary Gaetano Calvani, 1850-1851-1852-1853-1854.

¹³ For further details please consult: A. Marongiu, *Matrimonio e famiglia nell'Italia meridionale (sec. XIV-XVI)*, «Società di storia patria per la Puglia», vol. XXXIX, Bari 1976; A.L. Sannino Cuomo, *Il matrimonio in Basilicata prima e dopo il Concilio di Trento*, in G. De Rosa, A. Cestaro (eds.), *Il concilio di Trento nella vita spirituale e culturale del Mezzogiorno tra XVI e XVII secolo*, Atti del convegno di Maratea, 19-21 giugno 1986, Osanna Edizioni, Venosa (Pz) 1988; D. Lombardi, *Fidanzamenti e matrimoni dal Concilio di Trento alle riforme settecentesche*, in M. De Giorgio, Ch. Klapisch-Zuber (eds.), *Storia del matrimonio*, Editori Laterza, Roma-Bari 1996, p. 215-250.

¹⁴ G. Pitre, *Il popolo siciliano*, Brancato Editore, Milano 2002, p. 177.

of private documents, accountants books, singular epistle and manuscripts that add new bits of knowledge to the matter.

From the study of the documentation from the “Archivi di Famiglia” deposited in the “Archivio di Stato di Bari” emerged, concerning high society, a peculiar tradition of donations of sonnets, odes, compositions, texts about love, to original publications containing different essays by several writers to celebrate the marriage.

Inside the Caracciolo Carafa Archive, regarding one of the noblest and important families in the Kingdom of Naples between the 17th e 19th century, is preserved a volume of extreme value. In 1780 Giuseppe Pignatelli of the Montecalvo Dukes dedicated to his sister Emanuela Pignatelli, given as a bride to Antonio Francesco Caracciolo, a dissertation on conjugal love¹⁵. The occasion is the birth of Marianna, daughter of Emanuela, the 19 December of 1780. The volume is a bound hardcover covered in golden leaves. The frontispiece depicts an allegory of conjugal love, which crowned, hugs the couple and a childlike figure while on the right (over the burning flame of love) there's an angel that bears the word “happiness”.

Famous sonnets composed in celebration of other marriages of the high society in Puglia are preserved in the Archive of the Esperti family¹⁶. Domenico da Paula, in the 17th century, composed a sonnet for the marriage of the marquis Francesco Saverio Fraggianni and the marquise D. Maria Aurora Esperti. The sonnet is on just one sheet, finely decorated and with floral motifs on the edges representing the beloved “Aurora” allegorically. The archive also contains a sonnet “Per lo Sponsalizio dell'Ill.mi Sig.ri Giorgio Esperti e la Signora D. Rosa Gattola” and an Epithalamic Ode composed by Doctor “Fisico” Francesco Paolo de Leon celebrating the marriage between Don Francesco Saverio Esperti and Donna Eleonora Elefante, nobles of the city of Barletta. The Ode is inspired by the ancient Greek tradition of the nuptial chant which was sung in the nuptial room. Aside from the tradition of producing odes and sonnets, between the 19th and 20th century, the custom of publishing books and collections of essays for the marriage spread through the Italian peninsula. This custom was not only designated to the city's elites but predominately to the cultural sphere of reference. For instance, in 1910, for the marriage between Armando Perotti – poet and author from Bari – and Maria Fortunata Consiglio, the volume “Cose di Puglia” was published by the editor Laterza. It was a private, 100 copies numbered publication, of which eight were not numbered and were distributed between the couple and the typographic collection.

In between the stipulation of the marriage contract and the actual celebration in Church including the banquet and fireworks, the preparations concerned the different protagonist in the intimate domestic circle. The documentation of the overall funds, for dresses and wedding, of the marriage between princess Anna Caracciolo di Santeramo and prince Francesco Caracciolo Carafa, celebrated in Naples in 1904 it's fascinating¹⁷.

The total amount for the wedding was 48 669,45 Italian lire. The highest expense corresponds to the amount given to the prince (20 000 Italian lire), next, the outfits for the princess (14 000 Italian lire). Legal costs reached 7 711,45 Italian lire, whereas other expenses, such as invitations (650 copies), wedding favours (50 units), gifts to the priest, gardeners,

¹⁵ ASBA, *Archivio Caracciolo Carafa di Santeramo, Fondo Napoli*, cassetta 4, lettera E, fasc. 4, n. 210.

¹⁶ ASBA, *Archivio Esperti*, b. 1, fasc. 2.

¹⁷ ASBA, *Archivio Caracciolo Carafa di Santeramo, Fondo Napoli*, cassetta 4, lettera I, fasc. 9, n. 390.

tapestry workers and waiters reached the total amount of 4 324 Italian lire to which an amount of 2 634 was added for the prince's gifts. The outfits, meticulously described for kind of dress, fabric, and colour in all its components, with the particulars concerning cost and number, is remarkable. The entirety of this documentation was correlated to the social status of the bride and the fashion standard established at the time. The research also brought up the list of all the gifts given to the princess. A list of 165 gifts, detailed with precision, allows an accurate reconstruction of the most common gifts, along with the social status of the donors. The list opens with the gifts given from the groom, mostly fine jewellery with several gemstones (rubies, emeralds, sapphire, corals, turquoises, pearls, etc.) but also accessories like hand fans, scarfs, parasols, theatre glasses. Other gifts from the attendants of the wedding include personal objects, other jewellery for the princess, home objects, silverware and even mass books and music books.

4. Aiding “the daughters of poverty”: a dowry between cult, devotion and “destiny”

Shifting our perspective to the poorer families on the margins of society, the preoccupation of finding for a daughter a husband took on vital importance. On the one hand, it meant eliminating another mouth to feed, on the other, it was essential to ensure the young girl did not fall by the wayside and lose her virginity, both crucial elements of her future marriage.

Unable to provide a dowry for their daughters given their social position and poor economic conditions, the families turned to an assistance network made up of “Monti di Pietà,” “Monti dotali” and “Monti di maritaggio,”¹⁸ as they were known. Most of these institutes offered dowry allowances, donated by private benefactors or bequeathed in wills: this was part of the charitable legacy to bequeath assets to favour marriages of less fortunate young girls. Criteria for donation, management, objectives and rituals varied based on the community and chronological context considered.

One such example is the Sacro Monte della Misericordia in Matera, founded by Captain Marco Malvini della Forza in 1656, which, among its other foreseen obligations, was to aid

¹⁸ G. Delille, *Un esempio di assistenza privata: i Monti di Maritaggio nel Regno di Napoli (secoli XVI-XVIII)*, in G. Politi, M. Rosa, F. Della Peruta (eds.), *Timore e carità. I poveri nell'Italia moderna*, Atti del Convegno *Pauperismo e assistenza negli antichi stati italiani*, Cremona 28-30 marzo 1980, Biblioteca Statale e Libreria Civica di Cremona, Cremona 1982; D'Amelia M. (1988), *La conquista di una dote. Regole del gioco e scambi familiari alla Confraternita dell'Annunziata (secc. XVII-XVIII)*, in L. Ferrante, M. Palazzi, G. Pomata (a cura di), *Ragnatele di rapporti. Patronage e reti di relazione nella storia delle donne*, Rosenberg & Sellier, Torino, pp. 305-343; Groppi A. (1994), *I conservatori della virtù. Donne recluse nella Roma dei papi*, Laterza Editori, Roma-Bari. In Naples, in 1638 the “Monte Grande de' Maritaggi” was founded on the initiative of 38 noble Neapolitan knights, with the aim of ensuring a conspicuous dowry to the aristocratic girls. See *Capitoli del Monte Grande de' Maritaggi*, Per Pietro Palumbo, Napoli 1746. The results of local researches are provided by: M. Carboni, *Le doti della «povertà». Famiglia, risparmio, previdenza: il Monte del Matrimonio di Bologna (1583-1796)*, il Mulino, Bologna 1999; D. Colaci, *Assistenza alle orfane: l'Azienda e il pio Monte di maritaggio di S. Giuseppe in Alessano tra Settecento ed Ottocento*, in G. Da Molin (ed.), *Istituzioni, assistenza e religiosità nella società del Mezzogiorno d'Italia tra XVIII e XIX secolo*, Cacucci Editore, Bari 2009, vol. 2, p. 91-105; V. Iandiorio, *Il Monte dei Maritaggi nel XIX secolo*, Arturo Bascetta Editore, Avellino 2017.

the marriage of two poor 'vergini onorate' per year, bequeathing 5 ounces each, whose names were drawn from those put forward by the local parish priests. The draw took place during the celebration of Holy Mass on the feast days of Saint John and Saint Joseph. Along with these allowances, as has emerged from studying requests for charity in "Libro degli introiti e degli esiti" (Accounts Ledgers) relative to the late 18th century, the institute periodically gave sums of money to girls of marriageable age. The letters predominantly show the symbolic value of the marital bed since desperate widowed mothers begged for "uno straccio di letto per maritare mia figlia" ("even a few pieces of wood for a bed for my daughter")¹⁹.

An extremely interesting case is to be found in the 'maritaggi nicolaiani' linked to the worship of Saint Nicholas of Bari, Bishop of Myra. Legend has it that three girls of marriageable age, who due to unfortunate happenstance and having no dowry, decided to pursue a disreputable life. On hearing of their unfortunate circumstances, the Saint secretly left them three bags of gold so they could marry and lead a more decorous life. This episode led to Saint Nicholas becoming the Saint of brides-to-be in Bari and is also the Patron Saint of the city. Devotion to Saint Nicholas led to setting up of marriage foundations for poor and orphaned girls, thanks to large donations, such as that by Queen Bona Sforza who donated 5 000 ducats²⁰. This tradition continued for many centuries.

The State Archive in Bari house a register entitled *Repertorio* which contains an alphabetical list of all girls who participated in the draw of 5 June 1887, for seven dowries as approved by the Commission for the feast of Saint Nicholas²¹.

The details registered for each girl are name, surname, age and residence; moreover, from details concerning their parents, it was possible to define the legal status of each girl.

In 1887, four hundred girls took part in the draw of the 'seven marriages'. They were mainly fatherless (275 = 68.8%) followed by the foundlings (46 = 11.5%). In a lesser measure there were orphans (30 = 7.5%), motherless girls (22 = 5.5%), legitimate daughters with both parents living (22 = 5.5%); lastly there were few cases of daughters of birth mothers (5 = 1.2%). As regards age, the majority were aged from 15 to 22, with a higher number in the 16-17 bracket. In this case, the 'goddess of fortune' together with devotional observance and the practice of age-old customs represented the only chance for a poor, young girl to realize her dream of one day becoming a wife and mother.

The girls chosen were given a personal bank book issued by the Banco di Napoli in Bari containing 150 Lire to be repaid by the age of 30, after having produced a copy of their marriage certificate. Should they not be married by age 30 they could keep the money. Were the girl to pass away before age 30 the sum was handed over to the Congregation of Charity to assist the poor of the city.

¹⁹ A. Carbone, *Tra vicoli e precipizi. Popolazione, società e istituzioni a Matera nel corso del Settecento*, Cacucci Editore, Bari 2010, third chapter, *Ai margini della società: poveri e mendicanti*, p. 121-139.

²⁰ Archivio Basilica di San Nicola, *Ospizio dei Pellegrini, carte dei matrimoni*, XVI-XVIII centuries.

²¹ ASBA, *Comune di Bari*, b. 1334, fasc. 6.

5. A guaranteed dowry: enclosed girls and 'institutional families'

Having no family, or with an existing family unable to look after their daughter, thousands of girls from North to South of Italy were sent to institutes; there foundlings and orphans suffered the moral and financial distress of being termed 'daughters of shame', 'daughters of sin' or 'daughters of poverty'. Conservatories, children's homes and orphanages were founded in an attempt to safeguard and 'preserve' the honour of girls in danger, having no male figure to control or protect them. Institutionalized girls became the focus of a disciplining social policy aimed at their reintegration in the urban and rural social fabric through matrimony, guaranteeing them a dowry²².

One extremely interesting case is the Santa Casa dell'Annunziata in Naples, the largest and most important children's home in the kingdom of Naples throughout the 18th and 19th century. Children abandoned there, called 'daughters of the Madonna' or 'daughters of Ave Gratia Plena', after being entrusted to a wet nurse until the age of 7 or 8, were sent to the conservatory which was later abolished in the 1800s and substituted by the 'alunnato'.

One of the rare occasions in which these girls had any form of contact with the outside world was during the feast of the Annunciation, where they walked in procession through the streets of Naples; they were put on show to enable them to find a husband. A young man who wanted to marry a girl from the conservatory and had not chosen her from the procession, could ask the governors to view the girls so as to make his choice. As foreseen in the regulations of the conservatory in 1739, the young man could only be accompanied by close relatives. In the presence of the custodian, the Abbess and the vicariate the girls were made to line up in the atrium of the conservatory, simply dressed in clothes provided by the Institute, wearing no make-up or jewellery. The indispensable condition to arrange the marriage was the reciprocal consent of the future couple, the girl's wishes were respected, no girl could be forced to marry a man she did not want. With the choice made and application for marriage sent, it was the duty of the parish priest to gather information as to the job, economic situation, and moral fibre of the future husband who, in turn, was obliged to guarantee the dowry be given back in the event of premature death of the wife or of a childless marriage. The dowry, no less than 50 ducats in the 18th century, was paid after the wedding ceremony in the Annunziata's Church; only after having pronounced the fateful 'I do' were the doors of the Institute where she had been brought up, opened to both the girl and her dowry²³.

²² Despite a variety of political and social contexts linked to different local situations, when girls left the institution to marry, they were provided with a dowry, which varied depending on the orphanage. G. Da Molin, A. Carbone, A.G. de Pinto, *Italian Assistance Patterns for Orphans in the Eighteenth and Nineteenth Centuries*, in N. Roman (ed.), *Orphans and Abandoned Children in European History. Sixteenth to Twentieth Centuries*, Routledge Taylor & Francis Group, London and New York 2018, p. 87-104.

²³ The foundling girls returned by the external nurses and those brought up inside the institute were admitted in the Annunziata conservatory. The main aim of the conservatory was to educate girls through good religious preparation and physical segregation from the outside world. See G. Da Molin, *I figli della Madonna. Gli esposti all'Annunziata di Napoli (secc. XVII-XIX)*, Cacucci Editore, Bari 2001, p. 29-53.

The notes section of the historical archives of the Santa Casa dell'Annunziata the notary registers which, as of the 16th century, conserve all the notary acts drawn up for the Institute. These registers also contain acts regarding the distribution of dowries²⁴. Among those guaranteed by the Institute, the Annunziata of Naples also took part in the extraction of additional dowries foreseen by the lottery, started in Naples in 1682, and distributed dowries in the city for poor girls, orphans and foundlings²⁵. The draw ceremony was spellbinding; it was held in Castelcapuano, seat of the 'regia Camera della Sommaria' with the entire population present just as at any feast.

A decree emanated by Ferdinando IV di Borbone, the 29 May of 1816, ordered, in fact, the participation of the Santa Casa dell'Annunziata at the weddings of the lot. The decree established that the ninety numbers selected would be divided between the following institutes in Naples: to the alumnae of the Real Albergo dei Poveri numbers from 1 to 30; to the ones of the Santa Casa dell'Annunziata from 31 to 60; to the girls hospitalised in the Ospizio di San Gennaro dei Poveri from 61 to 70; to the alumnae of the Ritiro di San Vincenzo Ferreri and Immacolata Concezione from 71 to 80 and the ones from the Conservatorio di Sant'Eligio and Maddalenella from 81 to 90.

Concerning the selection procedures, to the numbers where assigned the names of the girls. The institutes sent the list of the girls to be named earlier than the day of the selection so that the lists could be printed and distributed. The ceremony of the selection was an actual feast, organised in Castelcapuano, (venue of the Camera della Sommaria) with warm participation from the public. The protagonist of the ceremony was the child drawing the numbers from the bowl: he needed to be seven years old or younger and belong to a low-income family. Apart from these requisites, there weren't other particular rules for the choice. However, the amount provided to the selected child (twenty "ducati") usually caused a competition that resulted in a quick run for recommendations. As a rite to honour the chosen one, a Solemn Mass was celebrated in Santa Caterina church. After everyone took a seat, the child walked on the stage with a bracelet containing reliques on his right arm. One of the magistrates read the names out loud and closed them in spherical containers to be allocated in the bowl. The priest recited some prayer and blessed the child and the bowl, then, the urn was shaken to mix the spheres until the public shouted to stop. Subsequently, the canceler opened the bowl and the child, blindfolded, extracted the five names which were then, read, checked and affixed to the board. To every girl selected a marriage was assigned, to which the expense was twenty-five "ducati". The amount was distributed to the institution only when the girl could truthfully demonstrate her marriage.

Significant innovations came about at the beginning of the 1800s, during the French dominion. As of 1809, the marriage registers contain all documentation pertaining to the foundlings who married and of their spouses. Studying the marriage publications and acts housed in the State Archives in Naples²⁶, it is possible to retrace both the history and life of

²⁴ The archives of the Santa Casa dell'Annunziata in Naples retain a very important documentation particularly interesting for the study of the foundlings' dowry. It's About the "Notamenti". See S. Marino, *L'Archivio dell'Annunziata di Napoli. Inventari e documenti (secoli XII-XIX)*, Laveglia e Carlone, Salerno 2015.

²⁵ F. Schiattarella, *La Beneficiata*, EDART, Napoli 1968, p. 135-152.

²⁶ Archivio di Stato di Napoli, *Stato civile, Stabilimento dell'Annunziata*, Matrimoni 1809-1865 (*Antenati. Gli Archivi per la Ricerca Anagrafica* www.antenati.san.beniculturali.it).

the foundling until her marriage as well as the demographic and social characteristics of her spouse; age, status, legal status, employment, and residence. When the bride, daughter of 'Ave Gratia Plena' was under 21 years, she was assisted by the Tutor for Abandoned Minors. Data relative to marriage acts dating from 1812 to 1865 of the Annunziata register a total of 918 marriages (for the three years between 1809–1811, marriages had been registered in the section in the city of Naples called 'Mercato')²⁷. Moving from the Kingdom of Naples into the provinces, while considering the obvious differences in age relating to when the girls were allowed to leave, the amount of their dowry, terms of payment, what does become clear from studying archive sources of the institutes is the presence of a ritual which replaces all past traditions and customs characterizing girls of marriageable age who lived with their families. A precise regulation and greater administrative uniformity for all female institutes in Southern Italy was enacted as of the early 19th century.

The norms of the General Council of Institutes in the Province of Bari for the internal regulation of conservatories, orphanages, and homes for young women, dated 1825, adopted thereafter throughout the kingdom, foresaw a maximum commitment to marry off girls in institutes and an obligation, on behalf of those institutes to grant dowries. In the case of a request of marriage by a young man to the institute, the girl was only allowed to meet her future spouse for a few minutes at the inner door of the building, always in the presence of the Mother Superior.

In the period between the marriage request and the final celebration, with the girl leaving the institute for good and subsequent delivery of the dowry, it was strictly forbidden to receive any gift from the future husband.

In the case of orphans, once marriage negotiations had been completed, the girl was sent back to her family of origin. Foundlings were not allowed to leave the institute and only did so when being accompanied by the director or spiritual father to the church for the wedding celebration; after she was definitively handed over to her spouse.

In the orphanage in Bitonto (Bari) founded in 1852, on receiving requests of marriage the institute played the role of the 'head of the family'²⁸. The administrators, after having received the 'ambasciata', made strident checks on the moral qualities, financial circumstances and state of health of the pretender. They questioned parish priests, neighbours, employers or others whose names had been provided by the young man, aware they would be asked for credentials. The family situation and job commitment were the two kingpins around which the figure of a good husband revolved while the man's job was the main guarantee for the couple's future.

At this stage, and with a positive result, the young man was allowed to meet the chosen girl and under the strict supervision of the mother superior the brief encounter between the young couple, which preceded the marriage, could take place. The dowry assigned to the girl was the fruit of work carried out over the years within the institute. Earnings for work done were divided into three sums: one for the institute, one for the communal coffers benefitting all girls and one only for working girls. The historical archives in Bitonto

²⁷ *Stato Civile delle dodici sezioni della città di Napoli dall'anno 1809 all'anno 1865*, Officina Tipografica Dir. Rinaldi e G. Sellitto, Napoli 1879.

²⁸ For a detailed reconstruction of the history of the orphanage in Bitonto, see A. Carbone, *Esposti e orfani nella Puglia dell'Ottocento*, Cacucci Editore, Bari 2000, second chapter, *Fanciulle reclusi in Terra di Bari: l'istituto Maria Cristina di Savoia di Bitonto*, p. 67-115.

housed their bank books where money for work done was deposited, later to be given to the girls on leaving the institute for good.

After years of being enclosed and a severe upbringing, the dowry guaranteed by the institute represented, for those thousands of girls, a foot on the first rung of the social ladder of the society from which they had hitherto been shunned and now finally deemed good mothers and honest workers.

Conclusion

The customs, the symbolic dimensions and the rituals that characterized the period before the marriage of girls in Southern Italy between the eighteenth and nineteenth centuries were strongly influenced by social belonging and the legal status of the girls.

Around the marriage revolved a complex ritual that articulated procedures, roles and functions: from the choice of the partner to the promise of marriage, from the importance of the bride's outfit to the collective participation and to the "spectacle" of the wedding in the higher social classes, through the composition of odes, sonnets and writings in honor of the *nubendi*.

Turning their gaze to the poorest fringes of the population, in the impossibility of guaranteeing a dowry to their daughters, the families turned to a dense welfare network – made up of *Monti di pietà*, *Monti dotali* e *Monti di maritaggio* – for which the donation of charity skills has always been one of the main statutory purposes.

The same experience of habits and customs that interested the girls of marriageable age who lived in the family was carried out, for the orphans and the institutionalized foundlings, by the welfare institutions in charge of them. In this case, on the occasion of a marriage request, the institute carried out the functions of a *good family man*, ascertaining the economic and social conditions of the claimant and guaranteeing a dowry to the girl upon leaving the institution, which, thus, crowned his dream of bride and mother.

La cultura romantica italiana e la nascita della poesia maltese

OLIVER FRIGGIERI
UNIVERSITÀ DI MALTA

Abstract

The older literary tradition in Malta, written in Italian, formed an integral part of the literature of Italy. For centuries Maltese writers considered themselves Maltese through their natural adherence to the modes of thinking and writing of the nearby peninsula, with which Malta forged excellent relations also in the political field. Maltese, the ancient but largely unwritten speech habit of the Maltese people, had no notable history of its own, and was commonly ignored in the cultural and institutional fields. It was through the paramount importance of the Italian cultural heritage in the island that Maltese eventually started to be cultivated on a somehow national scale. The fact that the new romantic principles flourished so strongly in Malta soon led to the inevitable, although belated, acknowledgement of the Maltese language as a medium of literary expression. The birth of poetry in Maltese is due to this direct contact between the two countries.

Keywords: Italia, Malta, poesia, romanticismo, tradizione

Prima parte

PREMESSA STORICO-LETTERARIA

Lo storico siciliano Michele Amari ricorda tre poeti maltesi che scrissero in arabo durante la prima metà del sec. XII. Due di loro, Ibn as Samanti al Maliti e Ibn al Qasim ibn Ramadan al Maliti, sono ricordati come co-autori di una canzone che deriva la sua importanza dal fatto che è il documento letterario più antico, che sia stato scritto da un abitante dell'isola:

La ragazza che picchia il sang,
per lei ballano i cuori,
come se colui che la congegnò
fosse pria salito in cielo;
e avesse contemplato le sfere, scoprendo i segreti
del zodiaco, e (misurando ciascun) grado
(dell'ecclittica).¹

¹ M. AMARI, *Biblioteca arabo-sicula*, I, Torino-Roma, Loescher, 1880, p. 24. L'Amari attribuisce al secondo poeta due epigrammi scritti per il Re Ruggiero II (cfr. *Storia dei Musulmani di Sicilia*, III, 2^a ed., a c. di C. A. Nallino, Catania, Prampolini, 1939, p. 785, nota 1). Intorno ad una canzone del terzo

La datazione di questo brano e di qualche altro dei due co-autori è significativa. La dominazione araba (870-1090) non realizzò una completa rottura con la cultura occidentale; e durante il dominio normanno, iniziato nel 1090, un periodo in cui tutta la Sicilia, a eccezione di Noto, cadde sotto la stessa potenza, esistevano arabi maltesi che partecipavano al rinascimento artistico e letterario che il Re Ruggiero suscitò nell'isola vicina.² Fino al 1200 circa l'arabo continuò a predominare come lingua culturale di Malta, e, benché non sia noto per quanto tempo la letteratura araba sia fiorita, si sa che epitaffi arabi continuarono ad essere scritti per un intero secolo dopo l'arrivo del Conte Ruggiero. Nel 1249 i musulmani furono cacciati dall'isola dall'Imperatore II;³ e mentre l'arabo proseguiva il corso di trasformazione nel nuovo linguaggio locale, questo si trovò in grado di aprirsi a nuove influenze. I normanni introdussero il siciliano, e da quel momento ebbe inizio una diversa storia di influssi fonetici e lessicali.⁴ Mentre sul piano linguistico si iniziò una coesistenza tra lingua burocratica e idioma parlato dai maltesi, sul piano culturale non era possibile alla lingua del popolo di salire a livello di uno strumento elaborato e colto. L'italiano cominciò a dominare a Malta dal secolo XV, prima nella forma siciliana e poi, dal secolo successivo, nella forma toscana. Oltre all'inesistenza di una tradizione scritta in maltese, c'era anche la difficoltà di trascrivere un dialetto semitico secondo l'alfabeto latino, l'unico conosciuto sia dalle masse che dai dotti.

L'antica tradizione e la presenza ininterrotta della cultura italiana a Malta – conseguenze, fra l'altro, della storia politica – non favorirono il bisogno di coltivare la lingua maltese come strumento artistico e culturale. L'italiano continuava ad essere scritto dai letterati maltesi per lunghi secoli; e il vasto deposito di manoscritti e di libri pubblicati, particolarmente di opere di poesia e di storia, mette in evidenza che, almeno dalla pubblicazione del primo libro a Malta, *I natali delle religiose militiae de' cavalieri spedalieri, e templari, e della religione del tempio l'ultima roina* di Geronimo Marulli da Barletta nel 1643,⁵ si è dato inizio ad una tradizione letteraria e storiografica che partecipò costantemente e da vicino alla spiritualità straniera, con particolare attaccamento al barocco e al rinascimento. L'uso dell'italiano o del siciliano era 'sempre o del conti-

poeta, Utman Ibn Abd ar Rahman, chiamato As Susi, cf. ult. cit., pp. 773-774, secondo poeta due epigrammi scritti per il Re Ruggiero II (cfr. Storia dei Musulmani di Sicilia, III, 2^a ed., a c. di C. A. Nallino, Catania, Prampolini, 1939, p. 785, nota 1). Intorno ad una canzone del terzo poeta, Utman Ibn Abd ar Rahman, chiamato As Susi, cf. ult. cit., pp. 773-774.

² A. VELLA, *Storja ta' Malta*, I, Malta, Klabb Kotba Maltin, 1974, p. 81.

³ M. AMARI, *Biblioteca arabo-sicula*, op. cit., p. 213.

⁴ G. AQUILINA, *Papers in Maltese linguistics*, Malta, Royal University of Malta, pp. 57-58.

⁵ Cf. G. MARULLI DA BARLETTA, *I natali delle religiose militiae de' cavalieri spedalieri, e templari, e della religione del tempio l'ultima roina*, Malta, 1643. A pp. 5-8 ci sono quattro sonetti petrarcheschi, in italiano, di Salvatore Imbroll, Carlo Michallef, Carlo Cosentino e del Marulli. Tutt'e quattro mostrano già un'impostazione dantesca nella scelta lessicale, nelle immagini, una disposizione aulica e classicheggiante che cerca l'architettura formale, e una evidente assenza di contenuto umano e personale. Sono tutte caratteristiche destinate a dominare per lungo tempo nella poesia italiana dei maltesi. Questi autori scrissero con la precisione richiesta dalla precettistica letteraria derivata dai continui contatti con le scuole poetiche italiane; e in effetti, rimasero distaccati dai sentimenti del popolo e dai problemi sociali e politici del paese.

nuovo praticato nello scrivere e fra le persone letterate e civili'.⁶ Scrittori maltesi e italiani che si recarono nell'isola contribuirono alla formazione di un patrimonio di opere che, anche se pubblicate, rimasero tuttavia lontane dal sentimento della maggioranza della popolazione maltese; o, rimaste manoscritte, dovettero aspettare per lungo tempo l'attenzione, piuttosto storica che analitica, di qualche studioso che le diede alle stampe in tempi moderni.⁷ Altre opere, ispirate ad argomenti storici e religiosi, concernenti intimamente le esperienze e la sensibilità del paese, o furono pubblicate in Italia, o continuarono ad essere conservate fino ad oggi, prive dell'apprezzamento del pubblico, nella Biblioteca Nazionale.⁸ Sarebbe superfluo aggiungere che, benché l'argomento appartenga spesso allo spirito tradizionale maltese, costruito sulla visione delle sofferenze popolari e sulle valorose imprese dei dominatori stranieri, i particolari letterari fanno entrare con forza queste opere nella tradizione epica, narrativa e celebrativa della poesia italiana.

Mentre da una parte continuava a svolgersi, con vigore ed erudizione, sempre leale alla tradizione della poesia della classe colta, legata a varie accademie della penisola,⁹ dall'altro lato si può supporre che il popolo, distaccato per varie ragioni da questa attività culturale, cercava anch'esso di esprimere la propria ispirazione, e non la poteva trovare se non

⁶ G. F. ABELA, *Della descrizione di Malta isola nel mare siciliano*, II, Malta, P. Bonacota, 1647, p. 259, not. IX.

⁷ Così accadde, ad esempio, ad un'opera del 1650, il romanzo *Disavventure marinaresche* di FABRIZIO CAGLIOLA (1604-1665), apparso, secondo la versione della NML, ms. 654, come edizione della M. L.' nel 1929, a cura di Vincenzo Laurenza. Si tratta di un romanzo storico, di tendenza picaresca, che racconta le vicende coraggiose di Gabriello Pulis. La costruzione sintattica, tutta intricata e sovrabbondante, l'affollamento di persone e di ambienti, la velocità narrativa e il gusto delle descrizioni fanno entrare l'opera nella tradizione barocca. Il romanzo non si allontana mai dal duplice scopo di rievocare le glorie passate e contemporanee dell'Ordine Gerosolimitano, e di dare rilievo al coraggio patriottico dei maltesi, rappresentati dal protagonista.

⁸ Ad esempio, la collezione degli *Stromati Melitensium* di IGNAZIO SAVERIO MIFSUD include, fra altre opere, *La historia di Malta, nuovamente composta in ottava rima*, per Antonio Pugliese, l'anno 1565 delli 10 di maggio, pubblicata a Venezia da Fressonia nel 1585, e conservata nella NML, ms. II, pp. 498-519. È un'epica cristiana e cavalleresca, che canta i combattimenti di un popolo religioso contro i turchi non credenti. Insieme al sentimento politico, tutt'uno con la preoccupazione religiosa che vede nella fede tutto il motivo della guerra, ci sono anche elementi mitologici e pagani, sempre cristianizzati e fusi in un'unica visione spirituale che è la causa di un ottimismo consapevole della presenza divina nella storia. È degno di essere ricordato anche *L'Ismeria ossia l'allegrezza della Francia nei stupori dell'Egitto* di CARLO MICHALLEF (m. 1669), un racconto di avventure di tre cavalieri francesi che, all'epoca delle Crociate, furono presi prigionieri dal Re d'Egitto. La trama si scioglie in una serie di persecuzioni con lo scopo di fare convertire i cavalieri all'Islam. Il romanzo fu stampato localmente presso la tipografia di Paolo Bonacota, nel 1648. Una seconda edizione seguì a Venezia, e una terza a Viterbo (cf. I. S. MIFSUD, *Biblioteca maltese*, Malta, Stamperia di S. A. S., 1764, p. 294, nota c).

⁹ Numerosi scrittori maltesi furono membri di accademie italiane. Ad esempio, Gio Antonio Ciantar (1696-1778) fu membro dell'Accademia Reale delle Iscrizioni e Belle Lettere di Parigi, dell'Accademia degli Intronati di Siena, della Colombaria di Firenze con il nome di Tagindo Jonide (cf. V. LAURENZA, Società culturali in Malta durante il Settecento e l'Ottocento, «Br.», I, n. IV, 1932, p. 86). Il poeta Luigi Rigord (1757-1823) era associato alla Colonia Etnea con il nome di Ruidarpe Etolio (cf. V. LAURENZA, *La questione del metodo negli studi letterari e la letteratura italiana in Malta*, Malta, Stamperia del Governo, 1914, p. 16).

nell'ambiente primitivo della campagna e nelle manifestazioni colorite della sua umile vita. Nonostante ciò, è scarsissima l'evidenza di questa ipotesi. Una poesia maltese, scritta intorno alla metà del sec. XV da Pietro Caxaro, fu scoperta soltanto nel 1966;¹⁰ e non risolve in alcun modo il problema, perché si tratta di un caso isolato che non stabilisce la possibilità di un movimento di poesia popolare 'scritta' in maltese nel ricordato arco di tempo. Parimenti, la *Cantilena* del Caxaro, il più antico documento poetico in maltese, suggerisce già la linea generale che la lontana poesia successiva era destinata a seguire. Benché non abbia che una sola parola di origine non semitica, cioè romanza ('vintura'), apre la strada per la forma poetica europea, o meglio italiana, del movimento moderno maltese. I versi costituiscono un'allegoria e ricordano la poesia mosarabica della Spagna. In genere, i versi sembrano essere modellati sull'endecasillabo. A volte, a causa della difficoltà presentata dall'ortografia che tenta di trascrivere arbitrariamente una lingua semitica con l'alfabeto romano, l'armonia endecasillabica non riesce del tutto chiara: ciò risulta dalla inclusione apparentemente superflua di qualche sillaba non accentata dentro la serie degli accenti principali.¹¹ Comunque, ogni verso ha un accento fisso sulla penultima sillaba, corrispondente alla decima; e alcuni fanno cadere gli accenti principali sulla quarta e sull'ottava:

mensab fil gueri uele nisab fo homorcom,
non si è trovato né nel passato né nel presente,
[...]
halex liradi 'al col xebir sura.
perché c'è differenza di qualità in ogni spanna di terra.

Inoltre, un verso ripetuto è composto perfettamente di un ottonario e di un quinario:

fen timayt insib il gebel / sib tafal morchi.
dove ho sperato di trovare pietra, ho trovato creta liquefatta.

Il risorgimento letterario, anzi la nascita di una vera poesia, e direi di una letteratura maltese, non poteva avvenire prima della 'conversione', non di spirito e di cultura ma per necessità di lingua, di qualche membro della classe privilegiata dei letterati che avevano ignorato per secoli il dialetto delle masse e si erano espressi in italiano. Nel 1796 Mikiel Anton Vassalli (1764-1829), considerato oggi come il padre della lingua maltese, parlò per la prima volta del bisogno sociale e culturale di coltivare la 'lingua nazionale' affinché si creasse un mezzo raffinato ed efficace per l'educazione del popolo e per lo svolgimento di

¹⁰ Pietro Caxaro (m. 1485), abitante di Medina, descritto da un suo familiare Brandan De Caxaro come «filosofo, poeta e oratore», fu giudice almeno due volte tra il 1441 e il 1475, e varie volte giurato del Comune tra il 1461 e il 1483 (cf. G. WETTINGER – M. FSADNI, *Peter Caxaro's cantilena*, Malta, Lux Press, 1968, pp. 15-22). La datazione della cantilena fa risalire la scrittura maltese allo stesso arco di tempo in cui furono registrati i più antichi manoscritti italiani che si conservano nell'isola (cf. ibidem, p. 32). È importante notare che, malgrado il suo nobile stato sociale, il Caxaro si interessò almeno una volta del dialetto incolto per comporre una poesia.

¹¹ La difficoltà si presenta se si consideri la versione originale. Nella trascrizione moderna, data fedelmente da G. Wettinger e da M. Fsadni in op. cit., p. 37, almeno sette dei venti versi sono endecasillabi perfetti.

una letteratura autonoma. Il Vassalli, che si educò a Roma dove pubblicò alcune sue opere,¹² nutriva idee liberali, fondate sulla necessità della partecipazione popolare alla cultura e della diffusione democratica del sapere. Il suo spirito illuministico lo costringeva a concedere una particolare importanza alla funzione della lingua locale:

In un secolo in cui le arti e le scienze han fatto progressi sì grandi ed ammirabili, che quasi non restano fra di esse più dipartimenti da illustrare, pareva che non si dovesse trascurare incolto, senza dissotterrarlo dall'oblivione, uno de' più antichi monumenti, qual è la lingua maltese.¹³

Per il Vassalli, la lingua nativa si presentò come l'oggetto più raro dell'antichità dell'isola, degno delle ricerche dei letterati e della più raffinata cultura.¹⁴ Pur ammettendo che il maltese era, o pareva essere a primo aspetto, rozzo e pieno di barbarismi, concludeva che ciò accadeva perché era trascurato: 'ma si coltivi prima, anche per un poco, e si vedrà che più d'ogni altra è suscettibile di coltura'.¹⁵ Il suo concetto, pregno di sapore nazionalistico, era un intelligente compromesso tra il movimento illuministico che stava morendo e l'avanzata del nuovo spirito romantico. Il Vassalli, cosmopolita in un certo senso a causa del suo vagare irrequieto da un paese all'altro, scoprì il valore supremo della patria, e giunse ad una mediazione proprio nel modo in cui utilizzò tutto quello che aveva imparato dall'estero con l'intento di migliorare la patria. Considerò Malta come un organismo spirituale e fisico, il centro particolare degli affetti dove si acquistasse e si coltivasse l'impronta individualistica attraverso la tradizione, la storia, la cultura e soprattutto la lingua:

La cultura d'una nazione consiste nell'educazione, d'onde risulta la qualità di sua morale; nella prudenza e politica nazionale, che la rende docile, affabile, e sempre intenta al bene comune; nella coltivazione delle arti e scienze, poichè da queste quelle si perfezionano, oggetto che aumenta l'attività nazionale ed il commercio; e nella cognizione ed osservanza delle leggi, che tengono in pace e tranquillità, lo stato, e quindi producono la felicità e l'individuale sicurezza [...]. Da ciò rettamente deducesi che ove non si coltivi la lingua nazionale, né si scriva, quella nazione che la parli non può mai pervenire all'apice di sua floridezza ed ingrandimento.¹⁶

Il Vassalli stesso confermò con la propria vita il concetto della nazione missionaria creato dallo Herder.¹⁷ Fu, altresì, il primo a riconoscere che la lingua maltese spicca mirabilmente e con genio particolare nel campo poetico:

¹² Cf. N. CREMONA, *Mikiel Anton Vassalli u zminijietu*, 2^a ed., a cura di O. Friggieri, Malta, Klabb Kotba Maltin, 1975, pp. 3-4 e passim.

¹³ Discorso preliminare, *Ktieb il-kliem Malti*, Roma, A. Fulgonio, 1796, p. VII.

¹⁴ Ivi, p. XIII.

¹⁵ Ivi, p. XIX.

¹⁶ Ivi, p. XXI.

¹⁷ A causa del suo liberalismo culturale e del suo vivace sentimento nazionalistico, il Vassalli fu mandato in esilio, messo in carcere, e perseguitato fino agli ultimi giorni della sua vita (cf. N. CREMONA, *Mikiel Anton Vassalli u zminijietu* cit., pp. 19-71 e passim).

La vivezza dell'espressioni, le sentenze prodotte dal fervore della fantasia maltese, la semplicità e la naturalezza attrattiva unite alle doti naturali della lingua, benché l'idee siano qualche volta ristrette, formano il bello delle nostre canzoni. Sarebbe impresa molto degna che alcun de' nostri si mettesse ad illustrare questo articolo; ma per riuscirvi dovrebbe tenersi lontano dagli usi poetici di quelle nazioni eterogenee di lingua riguardo alla nostra, dei quali non credo che sia troppo suscettibile un'antica lingua orientale.¹⁸

Di particolare significato è l'ultima opinione; nella seconda parte discute se la poesia maltese, essendo il maltese un germoglio dell'albero delle lingue semitiche, non debba adottare la tecnica prosodica orientale. L'ambiente, molto recettivo quando si trattava di influssi latini e ostile se fossero arabizzanti, e l'intera tradizione poetica italiana dell'isola, non potevano facilitare l'uso del maltese in sede poetica e favorire il richiesto riconoscimento se i poeti successivi decidevano di battere una nuova strada, assai accademica e decisamente contraria ai dati di storia, adottando la metrica semitica. Nella prima parte di questo giudizio, benché il Vassalli fosse più interessato allo sviluppo della lingua che della letteratura, si riconoscevano le qualità della poesia popolare coeva, viva e autentica ma non scritta.

Questa predilezione per la poesia del popolo era destinata a trovare più tardi una considerevole fortuna. Basta qui ricordare che questa è una tendenza fondamentalmente romantica, che suggerisce una radicale e spregiudicata valutazione della poesia vista come il prodotto collettivo di un intero popolo, e non soltanto come il trastullo di una classe sociale privilegiata.

LA PRIMA POESIA POPOLARE

La nascita della poesia maltese si deve a quei versificatori (ghannejja) che, fin dai tempi più remoti, usarono cantare per il popolo.¹⁹ Poiché Malta fu sempre dominata da diverse nazioni straniere e la lingua della cultura e dei rapporti ufficiali era straniera, il popolo non poteva costruire una propria letteratura. Fu nei primi anni del sec. XIX che la visione di una nazione maltese, pur essendo soggetta ad una grande potenza, balenò nella mente di pochi maltesi, e si fecero i primi passi verso la formazione di una letteratura. Prima di quel secolo, con qualche minima eccezione, non c'erano poesie maltesi stampate; si poteva soltanto sentire qualche canzone costruita e rimata dal popolo, e uomini e donne sollevano cantare i versi con l'accompagnamento delle chitarre o di qualche organetto, in riva al mare e nelle feste popolari, fra le quali quella conosciuta con il nome di 'Lapsi'. I giovani usavano cantare canzoni d'amore nella campagna, nelle strade e nelle case durante le ore del lavoro.²⁰

I maltesi avevano e hanno ancora le loro canzoni folkloristiche, centinaia di quartine rimate con un contenuto emotivo che si esprime spesso in metafore vivaci. Avevano anche i loro cantastorie che raccontavano imprese di giganti, di principesse liberali che si innamoravano di uomini comuni; e argomenti simili, tutti cari alla immagi-

¹⁸ Cit., p. XIX.

¹⁹ N. CREMONA, *Antologija ta' proza Maltija*, Malta University Press, p. 33.

²⁰ DUN KARM, *Tahdita fuq il-poezija Maltija*, L. M., XXIX, vol. I, 1960, pp. 2-3.

nazione popolare. Ma, poiché non si metteva per iscritto questo patrimonio, Malta non poté avere una letteratura antica; è fondamentale anche il fatto che sia la Chiesa sia lo Stato non riconoscevano l'idioma delle masse.²¹

A causa di questa noncuranza linguistica, fu ignorata anche dagli studiosi la registrazione in scrittura della poesia tramandata da generazione in generazione. Una gran parte del patrimonio tradizionale dei contadini e della gente umile, che cantava ma che non sapeva trascrivere il canto, si era dispersa. Ciò vale anche per la poesia religiosa, di cui almeno è rimasta una raccolta considerevole. Sono numerosissime le preghiere, le invocazioni, gli scongiuri con i quali il popolo usava rivolgersi al cielo e ai santi nelle circostanze principali o critiche della vita,

di sera ed al mattino, mentre tuona e mentre fulmina, per la scelta felice di un marito e d'una sposa, durante il parto o nell'ora della morte [...]. È una massa di canti e di credenze religiose abbarbicate alla vita ed alla pratica tradizionale del paese; sono i riflessi dell'antica religiosità del popolo maltese strettamente uniti con la vita del popolo. Si recitano per lo più dalla gente del contado, e più spesso ad argomento da qualche episodio ben conosciuto nella vita di Cristo e dei santi.²²

Sempre da un punto di vista strettamente contenutistico, questa descrizione rassomiglia molto a quella che dà l'Aquilina:

In nessun altro modo meglio di questo si esprime il cittadino maltese, particolarmente quello che passa la vita intorno agli alberi e in campagna; il suo dolce canto esce dal cuore, ora felice e lieto, e ora lacerato dai dissidi dolorosi, e echeggia nelle valli. Si crea un bello spettacolo quando qualche ragazzo abbronzato, tipico di Malta, canta senza esaurire la propria ispirazione, quasi suggerendo che la sua anima voglia uscire fuori con la canzone. Il villaggio è escluso e perduto fra le colline dell'isola, la notte è luminosa, e il grillo nascosto dentro le piante del pomodoro canta anche lui nel silenzio della notte.²³

Tanto il Cassar Pullicino quanto l'Aquilina collocano la poesia popolare maltese nell'ambiente rustico e vi trovano il contesto naturale della poesia pura, più sentita e enunciata che scritta e elaborata, più immedesimata con l'incanto dello scenario che distinta e oggettivata. Se, per un momento, si escludesse l'elemento religioso, fortissimo in questa tradizione a causa dell'antica e profondamente sentita presenza della fede cattolica, si potrebbe identificare sia il contenuto sentimentale ed effusivo sia l'ambiente adatto per questo tipo di espressione poetica collettiva con quello che della poesia popolare italiana scrive, insieme a tanti altri, Gino Galletti:

²¹ G. AQUILINA, *Papers in Maltese linguistics* cit., pp. 63-64.

²² G. CASSAR PULLICINO, *La Maddalena in una leggenda maltese*, L., XVI, fasc. I, aprile 1950, pp. 177-178.

²³ G. AQUILINA, *Il-ghana f'halq il-Malti*, L. M., I, vol. I, 1931, p. 8. (Per una lettura omogenea del presente lavoro si è ritenuto opportuno trascrivere questo e altri brani in lingua italiana, avvertendone sempre il lettore).

Il popolo delle campagne, quello che vive nella pace immensa della natura [...], trasfonde nei suoi canti la soavità degli affetti, la gloria delle albe argentee, dei tramonti d'oro e delle notti stellate, la fine dolcezza dei baci e dei colloqui amorosi [...], la nota dolce e appassionata di una campana che squilla nella solitudine delle valli [...], una sinfonia di uccelli nei boschi al levare del sole [...], un rimbombo di acque cascanti dalle balze erbose [...], un lungo stormir di foglie o un frullo di ali invisibili.²⁴

LE PRIME VERSIONI SCRITTE (1791-1839)

Il primo a raccogliere versi popolari dalle labbra dei maltesi fu lo storico François Emm. Guignard de St. Priest che nel 1791 pubblicò tre canzoni, di una quartina ciascuna, scritte da Gioacchino Navarro (1748-1813)²⁵ che, per non trascriverle nell'alfabeto arabo, perché non tutti lo conoscevano, formulò un alfabeto maltese composto di dodici lettere tolte dall'arabo, o probabilmente dal persiano, e di altre tolte dall'italiano.²⁶

Le tre quartine hanno qualche valore poetico; fino ad un certo punto, presentano il Navarro come uomo colto in relazione ai tempi. L'autore le scrisse per presentare al St. Priest qualche esemplare della poesia locale del tempo, ma di conseguenza ci danno un compromesso tra il letterato (e il Navarro era un prete, cioè uno di quelli che appartenevano alla ristretta classe dei colti) e il popolano fervido di sentimento amoroso. *Tliet ghanjiet bil-Malti*²⁷ si aprono con la personificazione di una qualità morale, la speranza; i primi due versi della prima strofa offrono una concordanza – assai tipica della poesia popolare – tra la struttura ritmica e la struttura allitterativa, mediante il susseguirsi delle due consonanti *t* e *m*. La seconda quartina si svolge per mezzo dell'interrogazione; l'interlocutore invita la persona interpellata ad abbandonarsi a lui perché il loro destino è identico. La terza cerca di esprimere, attraverso l'uso di due proverbi, una riflessione sulla limitatezza umana e sulla fugacità del tempo; temi graditissimi al popolo, e anche fondamentali per lo spirito romantico.

Dun Karm analizzò la versificazione delle quartine e giunse alla conclusione che i versi sono ottonari, composti di due gruppi di quattro sillabe ciascuno, con l'accento sulla terza sillaba o sulla penultima di ogni gruppo, ma rilevò anche che gli accenti della seconda strofa non seguono questo schema:

Smájt l'inti tárbit l-Imhábbá;
ghidli fl-Imhabba xi gralek?
Ejja thaddet ghommtok mieghi,
ghax nahseb l'jien grali bhalek.

Ho saputo che tu sei la fanciulla dell'Amore;
dimmi, cosa ti ha fatto l'Amore?

²⁴ G. GALLETTI, *Poesia popolare livornese*, Livorno, Giusti, 1896, pp. 10-11.

²⁵ Navarro, cappellano conventuale dell'Ordine Gerosolimitano, fu un archeologo e uno studioso di greco e latino. Si dice che Byron frequentò le lezioni del Navarro durante il suo soggiorno a Malta. Oltre che esperto in varie lingue, fu anche autore di diversi opuscoli di interesse storiografico e vario.

²⁶ F. E. G. DE ST PRIEST, *Malte par un voyageur français*, Paris, 1791, p. 63.

²⁷ Ivi, p. 64.

Vieni e parlami dei tuoi dolori,
perché penso che mi è accaduta la stessa cosa.

Gli ottonari hanno veramente un ritmo diverso da quello più comune, e gli accenti tonici cadono sulla prima, sulla quarta e sulla settima sillaba. Dun Karm rileva che, poco prima, il Carducci aveva pubblicato alcune poesie in ottonari con questo schema e ipotizza che fosse stato il poeta italiano a formulare per la prima volta questo schema. Esaminando questo esemplare del 1791, Dun Karm concluse che era proprio «il popolo maltese che prima del Carducci intrecciò i versi ottonari in tal modo».²⁸ Come si sa, il Carducci era convinto che l'esametro offriva la possibilità di essere diviso in due parti, la prima corrispondente ad un settenario italiano, la seconda ad un novenario; e in altri casi, la prima corrispondente ad un quinario o senario, e la seconda ad un novenario o ottonario.²⁹

Nel 1818 uscì la seconda edizione del volume *Poems upon several subjects* di Mrs Iliff che nell'ultima sezione incluse il testo parallelo, in maltese e in inglese, di due poesie. Una di esse, *Ghad li Malta hi wisq ckejkna*, elogia le doti naturali dell'isola, e la bontà e l'ospitalità tradizionale dei cittadini. È un inno al popolo, scritto in ottonari semplici e con un insistente tono di racconto.

Quattro altre poesie uscirono nel 1824, quando F. Vella e G. Montebello Pulis pubblicarono il *Ktieb il-qari jew dahla ghal-lsien Malti*, stampato a Livorno. Nella sezione delle favole morali i due autori inclusero due quartine in settenari,³⁰ costruite su una serie di proverbi che illustrano situazioni importanti della vita umana da cui derivano delle riflessioni. Da un lato, si sente il tono declamatorio di chi conosce la verità e intende proclamarla; e dall'altro, si intravede il rapporto tra l'elemento metaforico e il motivo didattico:

Il-ghazz igibna foqra
u fit-tigrif jitfaghna;
tigrif tigrif isejjah,
l-ahhar tigrif jiblaghna.

L'ozio ci impoverisce
e ci mette nei guai;
i guai causano altri guai
e poi viene la distruzione.

Si scorge la mano del letterato modesto che cerca l'economia verbale e le conclusioni che la filosofia popolare deduce dall'esperienza quotidiana. Benché non ci siano indicazioni di una composizione popolare od orale (ad esempio, assonanza e consonanza, ritmi difettosi, un tono narrativo vicinissimo al modo di parlare, ecc.), i versi non esprimono niente altro fuorché sentimenti elementari della comunità. Si sente già il compromesso, destinato a primeggiare poi per un intero secolo nella poesia maltese, tra il poeta umile e senza ambizioni accademiche e il popolano che esprime a modo suo le emozioni democratiche.

²⁸ DUN KARM, op. cit., pp. 4-5.

²⁹ Cf. *Odi barbare*, Bologna, Zanichelli, 1877

³⁰ Cf. pp. 14, 17, 19, 22.

George Percy Badger, noto studioso della lingua araba e editore del giornale 'L-arlekkinn jew kawlata Ingliza u Maltija', si interessò da vicino alla normalizzazione dell'ortografia maltese.³¹ Nel 1841 scrisse '*A letter on the eligibility of the Maltese dialect as a written medium of instruction in the Government primary schools*', diretta al Governatore Bouverie presentando alla sua considerazione un proprio sistema alfabetico.³² Nel 1838 contribuì pure ai primi sviluppi della poesia maltese con la pubblicazione di alcuni versi popolari, frammenti di rime semplici e tipiche dell'ispirazione locale.³³ *Ghanjiet* parlano del dolore di un innamorato che, dovendo emigrare e allontanarsi dalla sua ragazza, le prometteva di continuare ad amarla, perché questa simpatia era cresciuta con lui fino da quando era giovanissimo. L'elemento metaforico è del tutto sentimentale; parlando in prima persona e indirizzandosi all'amante, l'autore ricorre al simbolismo del cuore come sede degli affetti; e alla connotazione della forza istintiva degli occhi come veicoli di comunanza di sensazioni:

Bl-ebda dawl ma nista' nimxi
ghajr bid-dawl tas-sbieh ghajnejk.
Bid-dawl tas-sbieh ghajnejk
jien mexxejt il-passi tieghi.

Non posso guidarmi con nessuna luce
se non con la luce dei tuoi occhi belli.
Con la luce dei tuoi occhi belli
io ho percorso il mio cammino.

Altre parti di queste canzoni evocano l'usanza tradizionale delle ragazze maltesi di sedersi a lungo sul balcone della casa ad aspettare che passi qualche giovane e s'innamori di loro, di nascosto dai vicini e all'insaputa della madre. Un altro brano mette in versi il dialogo che si svolge tra il 'huttab' [promotore dei matrimoni], la madre della ragazza, e la ragazza stessa: i tre personaggi drammatizzano una caratteristica situazione della tradizionale vita prematrimoniale, un periodo che nel giudizio degli antichi aveva molto a che fare con l'onore della famiglia.

Il dialogo è un particolare essenziale dei canti popolareschi, perché l'interlocutore non solo parla con insistenza, ma richiede un'urgente risposta. Il dialogo continuò a determinare a lungo il carattere della poesia popolare, ed è tipico anche dei versi tradizionali italiani.³⁴ Fu poi adottato, come strumento di più efficace immediatezza espressiva e di variazione di intonazioni, dai primi poeti che svolsero la loro attività subito dopo questo periodo iniziale, fra i quali Gan Anton Vassallo e Richard Taylor; e fu variamente adoperato da alcuni dei principali poeti romantici del Novecento, fra i quali il poeta nazionale maltese Dun Karm. Come si sa, la poesia italiana non abbandonò tale espediente tecnico e alcuni, come il De Amicis (in *Fra cugini* e in *Il bersagliere*), la Vivanti (in *Destino*), il Fogazzaro (in *Amor amorum*), il Fucini (in *Il dramma di jersera*) e tanti altri se ne servirono per vari motivi.

³¹ G. AQUILINA, *Papers in Maltese linguistics* cit. p.87.

³² Riguardo al contributo e alle idee linguistiche del Badger, cfr. D. MARSHALL, *History of the Maltese language in local education*, Malta, Malta University Press, 1971, pp. 17-18.

³³ Cf. G. P. BADGER, *Description of Malta and Gozo*, Malta, M. Weiss, 1838, pp. 85-89.

³⁴ Cf., ad esempio, G. GALLETTI, op. cit., p. 21 e passim.

Nel 1838 'L-arlekk in jew kawla Ingliża u Maltija',³⁵ pubblicò *L-imhabba u l-fantasija* e *Sunett*. Nella prima, tradotta dall'inglese di Mrs Iliff, si esprime la ricerca della bellezza, la qualità personificata che domina nelle ventisei quartine in ottonari. Ci sono presenti la visione di un viaggio spirituale, che assume l'aspetto di un viaggio fisico, e una gamma di componenti che danno al tema una impostazione del tutto romantica: la difficoltà di incontrarsi con la bellezza, che, in verità, significa uno stato di felicità, il concretizzare le qualità astratte in metafore fortemente realistiche, la rievocazione di luoghi silenziosi e nascosti, lontani dalla vita delle città affollate, il dialogo tra l'amore antropomorfizzato (come il conduttore che conduce verso la via dove si trova la bellezza) e il poeta (come il viandante); e, soprattutto, il senso del bisogno della fantasia per una vita felice. La felicità risiede nell'allontanarsi delle facoltà dall'immediatezza empirica:

Izd'ekk inti wahhalt f' mohhok
li trid tirbah is-Sbuhija,
jahtieg, ibni, li tirrikorri
lejn il-helwa Fantasia.

Ma se tu sei deciso
di possedere la Bellezza,
devi, figlio mio, ricorrere
alla dolce Fantasia.

Il poeta continua a mostrare la sua ferma volontà di raggiungere un ideale così difficile, e finalmente si abbandona nel regno vago della fantasia che gli presenta una serie di quadri in cui primeggiano le belle donne, rappresentatrici del segreto della felicità: l'amore. Nonostante un tenue filo di decorazione mitologica (un elemento che, ovviamente, separa questa poesia sia dalle poche altre composte nell'epoca sia dal gusto popolare), *L-imhabba u l-fantasija* si chiude nel modo tipico delle opere del genere, cioè con una fine felice che culmina nel matrimonio. Attraverso un lungo viaggio nei terreni misteriosi e sconfinati della fantasia, il protagonista finisce con l'incontrarsi con la sua donna che sembra emergere vagamente da questa esperienza chimerica. L'argomento ebbe ampi sviluppi nella poesia romantica posteriore dell'isola, particolarmente dai poeti che trattarono la problematica dell'amore e provarono la necessità di rifugiarsi nel labirinto del fantastico e del voluttuoso per vivere e dialogare liberamente con la donna prediletta che, tuttavia, non poterono trovare sulla terra. Tale esperienza, sublimata in modo esemplare da un Leopardi, è una dimensione fondamentale dello stato d'animo irrequieto e infelice di due degli esponenti più importanti del pieno romanticismo maltese, Ruzar Briffa (1906-1963) e Karmenu Vassallo (1913-1987).

La seconda poesia, *Sunett*, è un sonetto costruito secondo lo schema petrarchesco (il più comune fra i poeti degli anni successivi) e si scioglie in una dichiarazione d'amore. Il poeta anonimo scrive in prima persona e utilizza un aspetto essenziale della poesia contemporanea: il contrasto tra il passato come motivo di evocazioni e di rimembranze, e il presente come momento in cui si cerca di coglierne gli effetti. Nel passato ci si innamora, e

³⁵ Cf. 6-12-1838, pp. 166-167 e 168.

nel presente si tenta di appagare le esigenze emotive. La metafora principale della prima quartina si basa sulle connotazioni del sole come l'inizio della vita che, conseguentemente, prende la estensione simbolica di un giorno (un'altra tendenza metaforica della fantasia romantica). L'uso del superlativo concede un'importanza assoluta a tale esperienza da cui sembra dipendere tutta la vita individuale. La concentrazione su parti specifiche del corpo umano, specialmente sul viso, sugli occhi e sulla bocca, rinvigorisce il sentimento dell'intimità fisica che è sempre una condizione inalienabile per la poesia amorosa. La figurazione, del tutto emotiva, si appella soltanto a quello che fa parte dell'esperienza sensoria, ed è facilmente degna di essere considerata come un altro esemplare del linguaggio fantastico dell'epoca:

Ghajnejk u fommok huma z-zewg ghedewwa
li jassru 'l qalbi biex ma tkunx mifdija.
Dak fommok xehda minn tal-ohla hlewwa,
ghajnejk zewg kwiekeb minn tal-isbah dija.

I tuoi occhi e la tua bocca sono i due nemici
che hanno imprigionato il mio cuore per non essere riscattato.
Quella tua bocca è un favo di ottima dolcezza,
i tuoi occhi sono stelle di chiarissimo splendore.

La struttura strofica è tipica di altre liriche che seguono la stessa linea di ragionamento. I primi due versi, sintatticamente distaccati dagli altri due, parlano degli occhi e della bocca sotto un aspetto attivo; questa attività vaga è interpretata metaforicamente secondo le connotazioni delle tre parole che comprendono tutto il nucleo del contenuto simbolico: ghedewwa ['nemici'], jassru ['imprigionarono'], mifdija ['riscattata']. L'esperienza d'amore si configura in un aspro combattimento tra quello che si desidera, e quello che sembra impossibile o almeno inarrestabile. I due versi finali identificano metaforicamente le parti del viso con elementi naturali che evocano sensibilità e dolcezza.

Le due terzine, distaccate sintatticamente e anche in termini di intonazione dall'ottava, esprimono il lamento, radicato in una concezione dolorosa del tempo che fugge, e il senso di sconfitta causato dal fatto che il futuro dipende dalla situazione attuale che si dibatte tra i due poli opposti: dell'intenso desiderio, e della difficoltà di vederlo realizzato. Si ha qui l'annuncio remoto, ma abbastanza evidente e autentico (perché il sonetto è piuttosto una delle migliori poesie di questo periodo iniziale) dell'intuizione romantica della poesia come rifacimento della vita stessa, come la sublimazione dell'insofferenza attuale, radicata nel ricordo amaro o nel presentimento vago. Il modo in cui il sonetto oscilla continuamente tra i due estremi della storia privata e del futuro desiderato, rafforza questa nuova e fresca impostazione. Poiché il componimento è il frutto di un temperamento abbastanza raffinato e isolato (per ragioni di lingua, di tradizione e anche di distacco dal classicismo aulico della poesia italiana dei contemporanei maltesi), lo si può considerare come il primo che abbia un notevole valore letterario. È anonimo, quasi esprime la voce collettiva del popolo, non ancora in grado di raggiungere un adeguato livello artistico; ed è nello stesso tempo stimabile per la scelta metaforica, per la precisione tecnica e per l'economia verbale.

Nel 1839 F. Vella pubblicò una lirica *Xemx ohrog mix-xefaq* nel libro *Tfixkil t'alfabet Gharbi-Ruman*, stampato a Livorno. Si scioglie in chiave musicale; i primi quattro versi di ogni strofa di cinque ciascuna hanno le rime alternate, e l'ultimo verso della prima rima con l'ultimo della seconda. Si sta tentando di uscire dal chiuso limite della quartina in ottonari. Il tema si svolge interamente secondo un'impostazione sentimentale. Il poeta implora il sole a svelarsi all'orizzonte e a distendere la sua 'capellatura' luminosa. Poiché il Vella, studioso della lingua, si presenta contrario ad un particolare schema alfabetico formato di lettere arabe e latine, il suo scopo è ovviamente polemico. Nonostante ciò, la figurazione poetica si mantiene lungo i dieci versi di cui l'ultimo si chiude con un imperativo che fa risaltare tutta la tonalità della lirica, contenente sei imperativi indirizzati al sole, figura gigantesca personificata in una bella donna.

Fuq il-mewt ta' Napuljun il-kbir di Vincenzo Caruana (m. 1824) venne pubblicata per la prima volta sul giornale 'Malta penny magazine' dell'ottobre 1839.³⁶ Caruana è uno dei primi, se non il primo, ad uscire temporaneamente dalla schiera degli scrittori maltesi in italiano, e a sperimentare la possibilità di comporre una poesia in volgare. È autore di un certo numero di poesie classiche in latino e in italiano, e tradusse anche versi francesi; fino alla sua morte, le sue poesie italiane rimasero disperse in giornali e in riviste, particolarmente in 'L'arte'.³⁷ Questa unica esperienza sul modesto parnaso maltese di un poeta che, del resto, deve essere considerato come uno di quelli che continuarono la tradizione letteraria italiana, lo fa entrare nel campo ristretto della poesia maltese dell'epoca, quasi per mettere in evidenza la paura che i letterati provarono di fronte al rischio, che poteva assumere un senso di sfida o di provocazione, di adoperare la lingua locale per un ideale artistico.

Benché di gran lunga inferiore al Manzoni, il Caruana sembra aver preso lo spunto dall'ode *Il cinque maggio*, composta tra il 17 e il 19 luglio 1821 e pubblicata nel medesimo anno. Come il Manzoni, il poeta maltese traduce l'avvenimento storico in un'occasione in cui si rivela la supremazia di Dio nel corso degli eventi terreni. La vita eroica di Napoleone è considerata sotto un aspetto esclusivamente metafisico ed eterno. La forza ultraterrena di Dio involve il destino dell'eroe, uomo come tutti gli altri, che deve sottomettersi al processo incessante delle leggi fisiche e storiche. Conservando qualche nucleo del contenuto religioso del primo coro dell'*Adelchi*, il Caruana, pur con versi piuttosto poveri, che, infatti, sono più accettabili nella loro versione originale in italiano, rievoca la nullità dell'esistenza umana. L'argomento oscilla romanticamente tra i due estremi della grandezza politica, acquisita lungo la vita, e l'annientamento che viene con la morte; tra la piccolezza umana e la potenza infinita di Dio. L'elegia del Caruana si avvicina, tematicamente, all'ode manzoniana anche nella conservazione del metro e del tono sentenzioso e didascalico. L'intento moraleggiante, identico a quello dell'ode manzoniana, cambia l'avvenimento terreno in una manifestazione divina:

³⁶ La poesia fu ripubblicata sul 'Diogene' del 5 apr. 1843, p. 4; e sulla rivista 'Il Malti' del 4 mag. 1844, p. 79, insieme alla versione italiana.

³⁷ Cf. R. MIFSUD BONNICI, *Dizzjunarju Bijo-Bibliografiku Nazzjonali*, Malta, Dipartiment tal-Infommazzjoni, 1960, pp. 110-111; G. A. VASSALLO, Vincenzo Caruana, A., n. 52, 1865, pp. 1-4; G. CASSAR PULLICINO, *Gan Anton Vassallo*, L.M., XXI, vol. CCXLII-CCXLIV, 1951, pp. 63-64.

U baqghet mitfija
 F'lejl l-aktar mudlam
 il-lehha tad-dija
 li nissel mill-hram.
 [...]
 Tad-dinja, o kobrija,
 ghalkemm int merfugha,
 kemm inti kburija
 tal-genn u tal-frugha!

E rimase dimenticato
 in una notte tutta oscura
 il lampeggio dello splendore
 che derivò dal paganesimo.
 [...]
 Del mondo, o superbia,
 pur essendo stimata,
 perché sei tanto orgogliosa
 della pazzia e della vanità?

Il senso della vanità terrena, continuamente contrapposto al presentimento dell'eternità, è un argomento romantico di primo piano, che non poteva non trovare vari e ampi sviluppi nella poesia posteriore, inalzandolo ad un livello artistico, sempre ispirato a modelli della tradizione linguistica e letteraria dell'Italia, essendo questa l'unica a formare il letterato maltese. Nel novembre 1838 la regina Adelaide visitò Malta, e si attirò la simpatia del popolo che festeggiò la sua presenza e le fece omaggio in vari modi.³⁸ Questo spiega perché l'avvenimento spinse diversi versificatori a comporre facili inni e poesie in onore della regina. Il 15 gennaio 1839 'Il-kawlata Maltija' pubblicò dei versi anonimi, *Ghar-regina Adelaide*, che esprimono il fervido sentimento collettivo. Una manifestazione di amore e fedeltà e' al centro di *Il-belt ta' Malta*, poesia augurale (come tante altre scritte in italiano a Malta, nello spirito dell'ode augurale che distingue il Settecento italiano), pubblicata su 'The phosphorus' del 18 dicembre 1838. Le quartine, costruite col metro popolarissimo dell'ottonario, riecheggiano gli stessi sentimenti di fedeltà e di sottomissione ai dominatori britannici.³⁹

Di particolare importanza è la canzone *Nuper fugit amor* che Salvatore Cumbo (1810-1877) scrisse in latino e poi tradusse in maltese nel 1838.⁴⁰ Il Cumbo, autore prolifico di opere latine e italiane, spesso ispirate a qualche argomento estemporaneo,⁴¹ è uno dei pochi scrittori che, per primi, lasciarono per qualche momento la produzione italiana per sperimentare la poesia maltese. La canzone è una lirica romantica, che gli concede un posto

³⁸ A. V. LAFERLA, *British Malta*, I, Malta, Government Printing Office, 1938, pp. 175-177.

³⁹ Altre poesie del 1839 sono *Ghall-migja f'Malta tar-regina Adelaide* ('Brighella', n. 5, 15 gen. 1839) e *Innu* ('Il-kawlata Maltija', n. 3, 29 gen. 1839) di LUDOVICO MIFSUD TOMMASI. Cf. anche G. CASSAR PULLICINO, *Kitba u kittieba tal-Malti*, II, 1, Malta, Università ta' Malta, 1964, pp. 32-36.

⁴⁰ Riprodotta da G. CASSAR PULLICINO, ult. cit., pp. 36-37.

⁴¹ R. MIFSUD BONNICI, cit., p. 150.

decente nel quadro limitato che si sta cercando di delineare. I senari, chiusi in quartine con la rima baciata alla fine del secondo e del terzo verso, sono frenetici; e si raffrenano alla chiusura di ciascuna strofa con un senario tronco. Si parla di una madre che lamenta la scomparsa del figlio che s'innamora e se ne va via. Il ragazzo si identifica con una deità popolare, Namur, e rappresenta l'esigenza umana di innamorarsi, alla quale si contrappone un'altra figura, la Venere mitologica, che, eccezionalmente, è qui presentata in pianto sul destino. La ripetizione di parole importanti, la figurazione tolta da aspetti della natura, e il senso insistente della ricerca, danno un'impostazione elegiaca e tenue alla poesia che, infine, dichiara che il ragazzo si trova nascosto entro il cuore di chi ama.

Luigi Rosato (1795-1872) è un versificatore popolare che interpreta i sentimenti quotidiani in versi che, pur non avendo le qualità di alcune delle suddette canzoni, confermano che chi, nel ricordato periodo compose qualche cosa in schema metrico, ebbe come scopo principale il divertimento popolare. Ad esempio, *Jekk tafni nfakkrek fija*⁴² conserva un filo narrativo perché era proprio quello che le masse incolte domandavano di più al poeta popolare o estemporaneo. Il racconto è amoroso ma si scioglie in uno scherzo perché, come credeva anche la popolazione, il patetico e il comico si configurano spesso in due variazioni di un unico tema.

Questa prima fase della poesia maltese, ben scarsa di valore creativo ma abbastanza fedele ai requisiti del sentimento del popolo, e scarsa altresì dal punto di vista quantitativo, determina già diversi aspetti che la poesia dei decenni posteriori, soprattutto del primo Novecento, continuerà a svolgere e ad elaborare, avvicinandosi sempre di più all'altezza e all'equilibrio dell'arte. La metrica di questi primi tentativi è italiana, cioè accentuativa, fondata sull'accento e sul numero delle sillabe. Come i versi italiani, questi primi componimenti, ben lontani dalla tecnica della poesia orientale, hanno tutti un accento sulla penultima sillaba; e, oltre tale accento fondamentale, ce ne sono altri secondari su altre sillabe. Quando il verso è parisillabo, gli accenti cadono sulla penultima di ciascun gruppo. Fino a questo periodo, i parisillabi preferiti, quasi ad esclusione di tutti gli altri versi, parisillabi e imparisillabi, sono il senario e l'ottonario, essendo quest'ultimo il più comune, così come è – nota il Cremona – nel caso delle canzoni napoletane e siciliane.⁴³

Tale predilezione per l'ottonario veniva riconosciuta cento anni dopo, in sede teorica e assai più in sede pratica, dal poeta più noto Dun Karm che credeva che i primi versi popolari fossero costruiti su un sistema di tre accenti. Il verso popolare per eccellenza, l'ottonario, si trova nei canti popolari di vari paesi: è il più spontaneo; e il poeta, che desidera proiettare con immediatezza i pensieri e le emozioni, lo sceglie istintivamente; così fece il Monti in *Bella Italia, amate sponde*, il Grossi in *La rondinella*, Tommaso da Celano in *Dies irae*; e pure il popolo maltese. Il popolo maltese, prosegue Dun Karm, quando intende abbandonarsi all'emozione e dare prova di amore e di dolore, non si serve di alcun metro fuorché di quello che fu sempre il mezzo di chi sente più che pensare. Dun Karm si chiede perché chi desidera comporre una canzone popolare adoperi il detto metro; e trova la risposta nel fatto che l'ottonario, composto di due versi di quattro sillabe ciascuno, è divisibile in due parti uguali; ogni parte ha le prime tre sillabe forti e altisonanti, mentre

⁴² L. ROSATO, *Ghajdut Malti ghat-tifkira ta l-armila regina Adelaide fl-ewwel migja taghha fit-Teatru fil-ghaxra ta' Dicembru 1839 u ta' bosta hwejjeg okra bl-istess ghajdut*, Malta, 1839, pp. 12-14.

⁴³ N. CREMONA, *Folklore u Isien*, L.M., XIV, vol. CLVIII-CLXII, 1944, p. 8.

l'ultima è flebile, e il poeta se ne serve come pausa, prima che si riprenda la seconda metà del verso. Così, sia il versificatore sia il poeta, che vollero aderire fedelmente alle esigenze del cuore, scelsero l'ottonario quasi senza saperne il perché.⁴⁴

Questa interpretazione non è, ovviamente, il giudizio di un pensatore o di un critico, ma l'intuizione di un poeta. È, comunque, di colui che ha trasformato questo metro in uno strumento duttile ed efficace, adatto a vestire una vasta gamma di temi e di tonalità.

Già nel 1851 Gan Anton Vassallo sottolineò la sua predilezione per l'ottonario, vedendovi il metro più idoneo alla forma poetica maltese:

La lingua si presta mirabilmente alle poesie erotiche, ed il verso ottonario è ad essa naturalissimo. Qualunque poesia in lingua maltese che non sia in quel metro è, almeno nella sua forma, spuria. Ed abbenché siasi a sufficienza comprovato che la poesia maltese si possa facilmente enunciare in tutte le forme italiane, essa ciononostante, uscendo dalla sua forma naturale (il verso ottonario) potrebbe piacere bensì, giammai però riuscire popolare.⁴⁵

Questa impostazione è anche fedele allo spirito della maggior parte della poesia popolare e tradizionale italiana. Nel campo specifico della poesia 'non dotta' basterebbe ricordare che il Berchet, come tanti altri, tradusse e adattò i vecchi motivi delle romanze spagnuole⁴⁶ adoperando il metro svelto dell'ottonario e la quartina, in cui rimano il secondo e il quarto verso; così avviene nella maggior parte delle poesie tradizionali maltesi e della produzione strettamente letteraria che arriva fino agli anni sessanta del Novecento, quando poi ebbe inizio una forte reazione anti-romantica.

Il terreno metaforico è altresì romantico, e le figurazioni sono antropomorfiche, concretistiche, animistiche; sono rarissime, quasi trascurabili, le metafore deumanizzatrici, perché queste prenderebbero un corso molto diverso da quello voluto dalle esigenze di uno stato d'animo appassionato, in cerca di un contenuto animato e preferibilmente umano, anche quando si tratta di natura vegetativa e sensitiva.

L'aspetto tematico presenta un quadro troppo serrato di argomenti e di esperienze: l'amore nel senso personale, familiare, patriottico; il sentimento religioso che sottolinea la consapevolezza della limitatezza umana in confronto alla creazione; l'analisi semplice e senza pretese filosofiche della realtà come si manifesta negli eventi quotidiani. La poesia si coglie soltanto in qualche metafora, in qualche colorazione verbale e soprattutto in qualche momento di decisa affermazione del significato del sentimento.

LA RIVALUTAZIONE DELLA POESIA POPOLARE IN ITALIA

Il concetto di poesia popolare e poesia tradizionale assunse il valore di simbolo fondamentale della poesia romantica. Ogni popolo andava trasmettendo spontaneamente e con vigore una sua letteratura leggendaria e primitiva, frutto di una salda partecipazione collettiva e anonima realizzata istintivamente fuori dalle accademie e dai centri di cultura, a celebrazione di vicende e di avvenimenti nazionali e di sicura portata sociale. La

⁴⁴ DUN KARM, *Ghaliex il-versi tat-tmienja fil-poezija popolari*, Ml., dic. 1936, pp. 107-111.

⁴⁵ G. A. VASSALLO, 'Solamur otia cantu', *Ghall-kitarra ossia collezione di nuove poesie maltesi sul gusto delle popolari*, Malta, Paolo Cumbo, 1851, p. 6.

⁴⁶ Cf. G. BERCET, *Le vecchie romanze spagnuole*, Bruxelles, 1837.

visione di un tale patrimonio poetico che non si trascriveva e che, nonostante ciò, continuava ininterrottamente a vivere e a rin vigorirsi con l'andare del tempo, corrispondeva intimamente al concetto che i protagonisti del romanticismo – poeti e popolo – si erano fatti del movimento extraletterario e democratico, a cui poteva associarsi tutta la parte più sensibile della comunità. È ovvio che, a questo livello, il romanticismo non era affatto in polemica contro il Settecento, anzi presenta una matura sintesi di concetti illuministici e di nuove aperture, maggiormente come frutto della rielaborazione che ne fece lo Herder. Le false 'scoperte' del Macpherson (1736-1796), che egli voleva fare credere di origine medievale, introdussero un arioso rinnovamento nel campo poetico. Nel 1760 il Macpherson pubblicò i *Frammenti di antica poesia scozzese*, presumibilmente tradotti dalla lingua gaelica. Nel 1761 annunciò d'aver trovato *Fingal*, un poema epico del sec. II; e nel 1765 diede alle stampe le poesie di Ossian, il bardo medievale. La fortuna che ebbe questa traduzione fu grandissima; la visione della natura primitiva e barbarica che introdusse, era alla base del nuovo gusto. Melchiorre Cesarotti tradusse il *Fingal* nel 1763, e diede la versione italiana di altri poemetti di Ossian.⁴⁷ Con queste traduzioni, l'Italia cominciò ad accogliere il motivo lugubre e, principalmente, l'appello popolare, tradizionale, di una poesia che sembra rappresentare la memoria di origini antiche e misteriose. È significativa, sotto questo aspetto, una lettera del Cesarotti al Macpherson:

Bisogna riconoscere come l'opera di Ossian ponga la poesia della natura e del sentimento al di sopra della poesia di riflessione e di intelligenza [...]. Egli non conosce affatto i misteri della mitologia classica; non ha letto la *Poetica* d'Aristotele, e tuttavia egli ha l'audacia di fare delle epopee.⁴⁸

Il nuovo gusto continuò a svilupparsi e a prendere dimensioni universali. Luigi Tadini scrisse salmi, cantici, inni per il popolo e li pubblicò nel 1818. Dal 1836 in poi Samuele Biava andò pubblicando *Esperimento di melodie liriche*, *Melodie lombarde*, *Salmi popolari della Chiesa* e altre simili raccolte. Nel 1842 Antonio Berti presentò *Le voci del popolo, canti popolari scritti su temi di musica popolare*. Nel 1853 Ferdinando De Pellegrini tradusse canti slavi, e pubblicò a Roma *Un po' per tutti, florilegio poetico popolare*. Nel 1842 uscì *Il cantastorie* di Domenico Buffa e nel 1859 il piemontese Cesare Cavara raccolse le *Poesie popolari*. Nel 1834 uscirono le *Ballate* di Luigi Carrer, e nel 1843 il Prati pubblicò i *Canti per il popolo* e le *Ballate*. Nel 1841 il Tommaseo pubblicò *Canti popolari toscani, corsi, illirici, greci*. La schiera è vasta, specialmente negli ultimi anni dell'Ottocento.⁴⁹

⁴⁷ Cf. l'edizione a cura di G. Balsamo Crivelli, Torino, 1924.

⁴⁸ Citata da S. BATTAGLIA, *Introduzione al romanticismo italiano*, Napoli, Liguori, 1965, p. 157.

⁴⁹ Per dare un'idea della vasta diffusione del movimento in Italia, basti ricordare le seguenti raccolte: G. TIGRI, *Canti popolari toscani*, 2ª ed., Firenze, Barbera, Bianchi e C., 1860; G. PITRÈ, *Canti popolari siciliani*, Palermo, Luigi Pedone, 1871; S. SALOMONE-MARINO, *Storie popolari in poesia siciliana*, Palermo, Tip. Del 'Giornale di Sicilia', 1896, e *La storia nei canti popolari siciliani*, Palermo, F. Giliberti, 1870; F. CORAZZINI, *I componimenti minori della letteratura popolare italiana nei principali dialetti*, Benevento, Stab. Tip. F. De Gennaro, 1877; A. D'ANCONA, *Venti canti popolari*, Livorno, Vigo, 1877, *La poesia popolare italiana*, Livorno, Vigo, 1878, e *Poemetti popolari italiani*, Bologna, A. Forni, 1889 (intorno all'amicizia tra il D'Ancona e lo scrittore

La poesia popolare nell'Ottocento presenta la sintesi di due atteggiamenti nei confronti di questa questione: raccogliere devotamente la poesia trasmessa da una generazione all'altra (quasi tutta anonima); comporre versi, che sono popolari in quanto il contenuto è anti-accademico, e interessa tutta la società. Questo è accaduto a Malta: quasi tutta la poesia dell'Ottocento ha una diretta impronta popolare, e più tardi la poesia letteraria continuò a lungo a nutrirsi delle stesse fonti. Tutta la produzione appare come un unico corpo: poeti letterari scrivevano anche versi popolari (e.g. Gan Anton Vassallo e Guzè Muscat Azzopardi), e verseggiatori riuscirono qualche volta a produrre qualche componimento di valore artistico (ad esempio, Dwardu Cachia e Salvatore Frendo De Mannarino).

Seconda Parte

IL RICONOSCIMENTO DEI PRIMI TESTI POETICI MALTESI (1895-1964)

L'interesse letterario nella poesia popolare fu introdotto a Malta da uno studioso italiano, Luigi Bonelli, e lo continuò lo studioso austriaco Hans Stumme che nel 1909 pubblicò, a Leipzig, con una introduzione critica, il volume *Maltesische Volkslieder*, raccolta di 400 canti che aveva recuperato Fraulein Bertha Ilg.⁵⁰ L'analisi metodica e la ricerca scientifica, accompagnate da un vivo apprezzamento, furono riprese da un altro studioso italiano, Vincenzo Laurenza.⁵¹ L'indirizzo che diedero questi studiosi stranieri fu seguito con maggiore interesse e impegno da studiosi maltesi che non solo andarono alla ricerca di manoscritti inediti e dimenticati che poi analizzarono e pubblicarono insieme a saggi critici, ma ripubblicarono le prime poesie e altri frammenti che erano sparsi, per lungo tempo, in giornali e in riviste maltesi. Gli studiosi e gli autori più importanti in questo campo, che si costituirono poi in una specie di movimento di recupero e di studio, sono Ninu Cremona (1880-1972),⁵² Guzè Aquilina (1911-1997)⁵³ e Guzè Cassar Pullicino (1921-2007).⁵⁴

maltese Gaetano Gauci [1849-1926], cf. V. LAURENZA, *Una lettera di Alessandro D'Ancona a Gaetano Gauci*, 'Br.', III, n. I, 1934, p. 5); C. NIGRA, *Canti popolari del Piemonte*, Torino, Loescher, 1888; G. GIANNINI, *Canti popolari della Montagna Lucchese*, Torino, Loescher, 1889.

⁵⁰ Dello Stumme, cf. anche *Maltesische Märchen - Gedichte und ratsel in Deutscher Übersetzung*, Leipzig, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung, 1904; *Maltesische Studien Eine Sammlung Prosaischer und Poetischer Texte in Maltesischer Sprache Nabst Erläuterungen*, Leipzig, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung, 1904, particolarmente il testo di alcune canzoni maltesi a pp. 63-69; *Maltesische Scharaden und Rebusse*, Leipzig, 1915. Cf. anche B. ILG - H. STUMME, *Maltesische Volkslieder im Urtext mit Deutscher Uebersetzung*, Leipzig, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung, 1909.

⁵¹ Cf. *Un canto popolare maltese*, P. Sc., 1923, p. 12.

⁵² Cf. *Tifkiriet ewlenija ta' tqabbil Malti*, L.M., I, vol. VII, 1931, pp. 3-24; *Folklore Malti*, Ml., marzo, 1931, pp. 15-18; *Is the maid of Mosta a myth?*, Malta, Lux Press, 1934; *Le relazioni etnografiche del folklore narrativo e leggendario delle isole di Malta*, M. F. R., vol. I, n. I-III, 1962-1966.

⁵³ Cf. *Il-muza Maltija*², Malta, A. C. Aquilina & Co, 1964, pp. 1-7; *L-ghana f'halq il-Malti*, loc. cit., pp. 8-9; e L. M., I, vol. II, 1931, pp. 11-12.

⁵⁴ *Maltese ballads*, T.S., vol. IV, n. III, 1944, pp. 23-30; *The Order of St. John in Maltese folklore*, S., vol. XV, n. IV, 1949, pp. 149-175; *Ghana u taqbil it-tfal*, L.M., XVIII, vol. CCVI-CCVIII, 1948, pp. 33-66; *La Maddalena in una leggenda maltese* cit.; *Canti sulla Passione nelle isole maltesi*, L., XX, fasc. III-IV, luglio-dic. 1954, pp. 138-158; *Kitba u kittieba tal-Malti*, I, Malta, Università ta' Malta, 1962 e II, 1 cit.

Nel 1895 il Bonelli pubblicò la ballata tradizionale *L-gharusa tal-Mosta*.⁵⁵ Lo studioso italiano Ettore Rossi afferma che questa leggenda della sposa rapita dai corsari, che è salvata dal sacrificio dello sposo, ha diverse varianti da paese a paese; la più caratteristica e vicina alle origini è la versione della *Scibilia Nobili*, raccontata da Salvatore Struppa a Marsala e pubblicata nel 1874.⁵⁶ Il Rossi attribuisce un'origine meridionale e marinaresca alla leggenda; e dice che la somiglianza tra il racconto della *Scibilia Nobili* di Marsala e la *L-gharusa tal-Mosta* è un altro segno delle affinità antiche tra la Sicilia e Malta.⁵⁷ Il Cremona accetta l'opinione del Bonelli per il quale la leggenda è piuttosto antica, e che il fatto è collocato circa il 1500. Ma le attribuisce uno sfondo maltese perché, in un manoscritto locale del Settecento, si dice che 'si cantano ancora delle canzoni su una ragazza rapita';⁵⁸ e conclude che la somiglianza fra alcune strofe delle due versioni, cioè la maltese e la siciliana, suggerisce una mera interazione.⁵⁹ Come ricorda lo stesso Cremona, a causa della sua antichità e del fascino storico-popolare che evoca (una conseguenza dell'intrecciarsi dell'amore privato con il destino collettivo, e della mescolanza di idealità e di tono elegiaco), la leggenda ebbe una grande fortuna come spunto o come tema centrale di varie opere letterarie. Nel 1862 Nicola Zammit pubblicò il romanzo storico *Angelica o la sposa della Mosta*, apparso anche in versione maltese nel 1878 e nel 1900, ad opera di Guzè Muscat Azzopardi; nel 1915 Gaetano Gauci elaborò il racconto in un romanzo di valore non trascurabile, la *Notte di dolore – racconto storico del secolo XVI*.

Lill-Gran Mastru Cottoner, una poesia di Giov. Francesco Bonamico,⁶⁰ conservata nel ms. 144 della Biblioteca Nazionale (Nuova scuola della antica lingua punica scoperta nel moderno parlare maltese e gozitano), fu pubblicata per la prima volta nel 1931 dal Cremona.⁶¹ Fu scritta verso il 1675, per essere recitata nella piazza principale della capitale

⁵⁵ Cfr. A. G. I., supp. IV, 1895, pp. 85-87. La ballata è stata pubblicata anche da A. PRECA, *Malta Cananea*, Malta, Tip. del 'Malta', 1904, pp. 172-174, che la colloca nella metà del sec. XV; e da G. CASSAR PULLICINO, L.M., a. XII, vol. CXXXII-CXXXVI, 1942, p. 27. È inserita anche da TANCREDI BORG nel suo romanzo storico *Sulejma jew bint l-ilsira tal-Gran Mastru La Vallette*, Malta, G. Muscat, 1925, pp. 118-119. Per una sua trascrizione in prosa, cf. A. FARINI, *La sposa della Mustà*, M., serie romana, 15 marzo. 1941, p. 3.

⁵⁶ Cf. *Nuove effemeridi siciliane*, 2ª serie, I, 1874, p. 526. Della stessa leggenda si occuparono pure altri studiosi italiani, fra i quali L. BONFIGLI, *Le canzoni narrative popolari*, C.P., III, 1910, pp. 361-374; G. COCCHIARA, *Gli studi sulle tradizioni popolari in Sicilia*, Palermo, Amenta, 1928, p. 27 sgg.; V. FRAZZI, 'Scibilia Nobili e la raccolta dei canti popolari', P P., VII, fasc. I, 1929, pp. 11-33. Un'altra versione è data da S. MORINO, *Leggende popolari siciliane in poesia raccolte e annotate*, Palermo, 1880.

⁵⁷ Cfr. *Scibilia Nobili e la leggenda maltese della sposa della Mosta*, L., nuova serie, III, n. II, 1932, pp. 5-10. A proposito di un altro apprezzamento italiano della leggenda, cf. R. CORSO, *La canzone della sposa rapita dai pirati barbareschi – recenti studi e nuove varianti*, R. O., III, vol. XIII, 1935, pp. 173-174.

⁵⁸ NML, ms. 1146, vol. I, p. 256. Cf. E. B. VELLA, *Storia tal-Mosta*, Malta, Empire Press, 1930, p. 53.

⁵⁹ N. CREMONA, *Is the maid of Mosta a myth?* Malta, Lux Press, 1934, pp. 4-8.

⁶⁰ Il Bonamico studiò medicina e esercitò la professione in Francia, a Berlino, Amsterdam e Bruxelles. Scrisse varie poesie in latino, e diversi opuscoli scientifici e culturali in italiano e in latino (cf. R. MIFSUD BONNICI, cit., pp. 35-36).

⁶¹ *Tifkiriet ewlenija ta' tqabbil Malti*, L.M., I, vol. VII, 1931, p. 3.

maltese durante la festa popolare del Calendimaggio.⁶² Le antitesi che sembrano tolte dalle acrobazie verbali dei poeti barocchi italiani del Seicento, le metafore ben ideate ma sovrabbondanti, l'impostazione rustica e idillica che allontana la figura del Gran Maestro dalle complessità e dalle incertezze della vita politica e ufficiale del tempo, gli ottonari posti dentro le quartine, lo schema della rima: tutte le caratteristiche di questo componimento, il più noto e degno di attenzione fra tutti i frammenti di cui si sta parlando, lo inseriscono nell'ambiente della poesia sofisticata e stilizzata che si scriveva in Italia, e che fu imitata a Malta in italiano. Il Bonamico non poté allontanarsi dalla tradizione contemporanea, anche se scrisse in maltese; fu un letterato educato italianamente, e le idealità artistiche che conobbe, furono quelle delle maggiori città straniere.

L'ottonario è qui adoperato per un intento dichiaratamente letterario. In Italia fu usato per lo più nelle poesie religiose e goliardiche del Medio Evo; e un tale fatto può spiegare in qualche modo la questione dell'enorme popolarità che ebbe nelle poesie maltesi. Fu dapprima introdotto nella poesia dei maltesi in italiano, e poi mantenne la sua priorità anche nell'ambito della nuova produzione in maltese. Più significativa è l'impronta barocca di questa poesia che ci fornisce un rarissimo esempio di opera barocca in volgare scritta nel Seicento. Nelle quattro strofe, non più agili e danzanti come quelle dei canti schiettamente popolari, si sente il continuo bisogno di creare nuovi paragoni, secondo il credo mariniano della sorpresa e della stravaganza:

È del poeta il fin la maraviglia,
chi non sa far stupir vada alla striglia.

Il Bonamico dice che il Gran Maestro è 'dawl t'ghajnejna' ['luce dei nostri occhi'], e che 'tant is-sema jhallik hdejna, fl-akbar bard ikollna s-shana' – 'finche' il cielo ti lascia con noi, nell'inverno avremo l'estate'.

Il personaggio storico è quasi divinizzato; è paragonato ad uno dei sensi esterni dell'uomo, anzi con quello che è comunemente stimato il più caro; e ha delle forze che vanno al di là dei limiti delle possibilità umane.

Si tenta pure di produrre qualche effetto musicale attraverso la ripetizione e il parallelismo (si noti, ad esempio, la corrispondenza sintattica tra il secondo e il terzo verso della terza quartina):

li ma kienx min iwennisha,
li ma kienx min iharisha.
se non c'è chi la cura,
se non c'è chi la protegge.

Nel 1931 il Cremona pubblicò per la prima volta una poesia anonima del Seicento, e un'altra, *Per l'omicidio successo in persona del P. Lettor Vincenzo Grimani – canzone maltese*.⁶³ La prima, conservata dal De Soldanis,⁶⁴ racconta di un gozitano che fu rapito

⁶² G. MANGION, *G. F. Bonamico, scienziato e letterato maltese del Seicento*, S. S., vol. 12, 1971, p. 298.

⁶³ *Tifkiriet ewlenija ta' tqabbil Malti*, loc. cit., pp. 3-6. A pp. 8-14 ripubblicò le due poesie che erano apparse su 'L-arlekk in jew kawla Ingliza u Maltija', n. 42, 6 dic. 1838, le tre poesie incluse dal ST. PRIEST in *Malte par un voyageur Français* cit., le canzoni incluse dal BADGER in

dagli sbirri, e trascinato a Malta in carcere e torturato ingiustamente per un intero anno. Il versificatore popolare si lamenta di essere stato dimenticato e abbandonato dalla famiglia, e perciò si rivolge a Dio e alla Madonna. Mentre dichiara ripetutamente la propria innocenza, esige vendetta sui nemici. I versi, ottonari, senari e altri, si susseguono rapidamente. Il motivo musicale primeggia lungo tutto il racconto; e le ripetizioni, le allitterazioni e le rime baciante mantengono una trama di nostalgia e di dolore.

La seconda, conservata negli *Stromati* di Ignazio Saverio Mifsud,⁶⁵ rievoca il delitto che era avvenuto nel convento dei padri domenicani a Valletta, il 23 aprile 1738. Gli ottonari, piuttosto duri e privi di ogni valore espressivo, conservano spontaneità nella descrizione della scena del delitto, e mostrano una predilezione per il gusto del macabro e del crudo.

La ballata *Tal-awditur*, pubblicata dal Cassar Pullicino nel 1944,⁶⁶ è tradizionale e risale al sec. XVII.⁶⁷ L'evidenza interna ne dichiara l'antichità, e l'uso frequente dell'assonanza l'avvicina alla spontaneità incolta della produzione popolare. La vicenda è accaduta nell'epoca dei cavalieri, e narra di una donna sposata che si innamora di un cavaliere, il marito viene a saperlo e la uccide, ma, prima di morire, la donna si pente, concede il perdono al suo uccisore e gli augura di sposarsi di nuovo.

Nel 1948 il Cassar Pullicino pubblicò un *Sonetto punico-maltese* dell'ill mo signor Dott. Ludovico Coltellini che Francesco Agius De Soldanis scrisse nel 1758.⁶⁸ Il De Soldanis, amico di numerosi intellettuali italiani, cercò di sviluppare in maltese alcune delle tendenze letterarie straniere dell'epoca. Benché sia un sonetto acrostico, limitando così la libertà verbale e tematica, alcuni elementi mostrano che l'autore non era indifferente all'influsso della poesia barocca. Essendo espressione di augurio e testimonianza di stima al Coltellini, il segretario dell'Accademia Botanica e di Storia Naturale di Cortona, il sonetto utilizza facilmente qualche elemento della poetica del sorprendente: la persona interpellata è chiamata gidi ['la mia ricchezza'] e sidi ['il mio padrone']; e la sua presenza, amichevole 'tferrah... izjed mill-Ghid', ['ci rallegra... più della Pasqua']. La lode è superlativa e tende a idealizzare, con il solito formalismo verboso, la persona a cui si rivolge l'augurio.

Il-vrajs tal-Madalena, una leggenda pubblicata per la prima volta dal Cassar Pullicino nel 1950,⁶⁹ è costruita sul racconto evangelico, modificato in qualche particolare secondo la fantasia popolare; e trae il motivo conduttore dalla conversione e dalla penitenza della peccatrice pubblica. Esperienze umane e intervento divino si fondono insieme affinché il racconto assuma una fisionomia accettabile alle masse. L'epoca della leggenda maltese è posteriore al Medio Evo, quando sorse in Europa la leggenda cristiana con le sue elabo-

Description of Malta and Gozo cit., e *L-ghajdut Malti ghat-tifkira tal-armila Regina Adelaide* cit. del ROSATO.

⁶⁴ NML, ms. 144, *Nuova scuola della antica lingua punica scoperta nel moderno parlare maltese e gozitano aperta agli studenti maltesi e forestieri*, pp. 110-113.

⁶⁵ NML, ms. II, *Stromatum*, Lib. XVIII, MDCCCLXI, *Raccolta di diverse composizioni poetiche fatte in Roma ed in Malta con altre notizie miscellanee*, pp. 166-167.

⁶⁶ *Maltese ballads*, loc. cit., pp. 27-28.

⁶⁷ G. CASSAR PULLICINO, *Kitba u kittieba tal-Malti*, II, 1, cit., p. 18.

⁶⁸ NML, ms. 155, f. 133; e ms. 146, vol. II, p. 213v, citato da G. CASSAR PULLICINO, *M. A. Grima u De Soldanis*, Br., 5 marzo. 1948, pp. 3-4; e *Kitba u kittieba tal-Malti*, I, cit., pp. 75-81.

⁶⁹ *La Maddalena in una leggenda maltese* cit., pp. 181-182.

razioni e i suoi abbellimenti. Il Battelli⁷⁰ afferma che questa leggenda, esistente anche in Romagna, deve essere nata sulle rive del Rodano fra i pellegrini che si recavano a visitare le reliquie della santa, stando al santuario delle Sante Marie del Mare nella pianura della Camargue. La leggenda è poi passata a Malta. La versione maltese non ha niente di comune con quella siciliana, e assomiglia più alla versione della canzone che Paolo Toschi pubblicò nel libro *La poesia religiosa del popolo italiano*.⁷¹

L'aspetto religioso della leggenda e della canzone popolare maltese ha un'importanza fondamentale. Si trovano a Malta diverse preghiere popolari ispirate alla passione di Cristo. Siccome questo patrimonio è stato trascurato fino ai primi decenni del Novecento, quando ebbe inizio il movimento a favore del contributo popolare alla poesia maltese, quel poco che ci è pervenuto è incompleto o frammentario. Alcuni vecchi solevano recitare una composizione chiamata *il-vrajs*. Questi canti sulla Passione rappresentano ciò che si è tramandato di generazione in generazione, un materiale dottrinale e popolare assimilato dai Vangeli e dalle prediche.⁷²

Questi brevi commenti intorno alle poche leggende maltesi che sono state conservate, studiate e poi fatte conoscere dal gruppo del movimento a favore della poesia popolare, avvicinano un tale patrimonio, limitatissimo ma decisamente autentico, al vasto patrimonio della leggenda popolare siciliana che, se considerata sotto gli aspetti contenutistici, potrebbe distinguersi in sacra, religiosa e profana. La leggenda sacra prende un argomento biblico e lo rianima alla sua maniera emotiva, basando tutto sull'anello tra il cielo e la terra, tra Dio che perdona o punisce e l'uomo che pecca. Normalmente, la forma della leggenda siciliana utilizza l'ottava a quattro rime alterne, e l'ottava epica;⁷³ benché il periodo della poesia maltese in esame sia iniziale e suggerisca una mancanza di sperimentazione tecnica, la strofa è sempre, o quasi sempre, la quartina rimata, e si attinge particolarmente al settenario e all'ottonario.

Dal punto di vista tematico, quando si esaminano le fiabe e le leggende maltesi accanto a quelle siciliane, e di altre parti d'Italia, vi si scorge un'affinità narrativa nei motivi di rilievo, negli episodi principali che formano l'organismo tematico. Tra la fiaba o la novellina e la leggenda maltese e quella siciliana, c'è una distinzione negli elementi secondari:

Ogni fatto od avvenimento in un racconto possiede una facoltà di riproduzione. Nei trasferimenti orali di racconti da un individuo all'altro, l'avvenimento con gli altri elementi di persone o cose che vi figurano possono essere di poca o di nessuna entità per la costruzione sentimentale del tema [...]. La loro riproduzione dipende dall'ambiente sociale come anche dal temperamento ed intelletto dell'individuo. Nell'esaminare il racconto attinto da una fonte estranea, il testo maltese della narrazione rivela dei fenomeni di assorbimento di certi elementi secondari di sostituzione con altri, delle volte da altre narrazioni; un certo ibridismo di

⁷⁰ IVI, p. 179.

⁷¹ Firenze, Libreria Editrice Fiorentina, 1921, pp. 29-30.

⁷² Cf. G. CASSAR PULLICINO, *Canti sulla Passione nelle isole maltesi* cit., passim. Intorno a somiglianze di stile e di concezione tra i canti maltesi e altri italiani, cf. ivi, p. 2 ss. A proposito di simili poesie religiose cf. G. CASSAR PULLICINO, *Zewg kurunelli bil-Malti*, L.S., 23 feb. 1949, pp. 7-8.

⁷³ G. PITRÈ, *Studi di poesia popolare*, Bologna, A. Forni, 1968, pp. 231-237.

caratteri ed episodi, come anche un adattamento di cose ed ambienti locali in sostituzione di altri estranei.⁷⁴

Un parallelismo formale sembra esistere tra *il ghanja* o *il-vrajs* (strofetta, versetto), cioè una canzone fatta soltanto di una strofa di quattro versi, ciascuno di otto sillabe,⁷⁵ e la canzone italiana che a volte è composta di una sola quartina, o di tre, o di due o di una sola, chiamata aria o baiata.⁷⁶

Gan Anton Vassallo, scrivendo nel 1851, afferma che nel suo tempo la canzone o ode maltese prendeva lo spunto da argomenti erotici. In tempi anteriori si componevano odi di argomento eroico, perché il popolo si ispirava alle avventure coraggiose dei pirati e ai combattimenti tra maltesi e turchi. Essendo ormai passato il tempo eroico, non si cantava più secondo l'ispirazione di una *Iliade* o di una *Nautomachia*, ma ci si abbandonava in effusioni pindariche e in abbracci catulliani.⁷⁷ A questa classificazione della canzone maltese in canzone storica o eroica e in canzone amorosa, il Cassar Pullicino aggiunge la poesia religiosa che occupa una grande parte di tutto il patrimonio.⁷⁸ Così si avvicina di più alla classificazione che il Pitre dà della leggenda popolare siciliana. Se si considera che la preoccupazione primaria dei versificatori popolareschi non era politica ma sociale, immersa nell'indagine della crisi nazionale vista sotto aspetti che toccano i rapporti familiari, si può identificare la poesia eroica, come l'aveva chiamata il Vassallo, con quella che il Pitre chiama 'profana' perché rammemora

ladri, banditi e scene luttuose e paurose di sangue e di rapina [...]. Quelle feroci vendette, quei delitti impuniti, quelle passioni gagliarde e poco men brutali, quegli atti tra pietosi e feroci, tra magnanimi e bassi, infondono sensi di raccapriccio, di dolore, di compassione, di amore.⁷⁹

In quest'ultima specie di poesia popolare, si devono includere anche i foglietti e le carte volanti con delle poesie stampate. Sono poche le ballate maltesi antiche che sono state conservate fino ai nostri giorni (un fenomeno che Malta sembra avere in comune, su una scala del tutto minore, con l'Italia centrale e meridionale);⁸⁰ ma nella seconda metà dell'Ottocento si diffuse largamente, a Malta, la consuetudine dei versificatori popolari di produrre racconti che prendevano lo spunto dalla trama dei libretti delle opere liriche italiane, da qualche tragedia tradizionale della penisola (come quella, ad esempio, di Pia de' Tolomei); e soprattutto da qualche avvenimento eroico o triste, particolarmente una disgrazia o un delitto atroce che si svolgeva fatalmente intorno ad un noto personaggio

⁷⁴ N. CREMONA, *Le relazioni etnografiche del folklore narrativo e leggendario delle isole di Malta* cit., pp. 8-9.

⁷⁵ Per questa definizione cf. G. A. VASSALLO, cit., p. 5.

⁷⁶ G. GALLETI, cit., p. 35.

⁷⁷ Cit., p. 5.

⁷⁸ *Kitba u kittieba tal-Malti*, II, 1, cit., p. 11.

⁷⁹ *Studi di poesia popolare* cit., pp. 234-236.

⁸⁰ Cf. A. H. KRAPPE, *The science of folklore*, London, 1930, p. 175.

locale (una vittima o un birbante).⁸¹ Il racconto era stampato in forma di un libretto di otto o di una quindicina di pagine, e divulgato fra le masse a prezzo di un soldo o un po' più.

La popolarità di questi foglietti fu enorme, e se ne stampano ancora. Antica è anche la tradizione di scrivere canti popolari ad onore del santo patrono di una città o di un villaggio, e di stamparli su carte volanti. A questa consuetudine prenderanno parte più tardi anche i maggiori esponenti del romanticismo, quali Dun Karm, Karmenu Vassallo e altri.⁸²

⁸¹ Si sa che, per commuovere il popolo, i romantici italiani rappresentarono tristi avventure d'amore, o vicende di tempi e di luoghi lontani. Infatti, la ballata, o la romanza, è un genere molto caratteristico di tutto il movimento. La trama era tragica e trattava di varie sfortune, soprattutto di amori infelici che conducevano verso la catastrofe finale. Gli sforzi poetici popolari di semplici versificatori maltesi, pur rimanendo lontani da un apprezzabile livello artistico, soddisfacevano i bisogni della fantasia collettiva dell'epoca e partecipavano modestamente ad una esigenza provata da vari popoli.

⁸² Dal vasto patrimonio di fogli che contengono poesie popolari che prendono le mosse da vari aspetti della vita sociale e che spesso narrano delitti e lugubri eventi, basti ricordare i seguenti, particolarmente quelli dei tre autori più noti, Francesco Caruana, Giuseppe Sciberras: Arturo Caruana: R. TAYLOR, *Il-mewt ta' Salvu Farrugia u Salvu Saliba mlaqqmin il-Voldieri u z-Zozz mghallqin fis-7 ta' Dicembru*, Malta, s.d.; ANON., *Il-kometa*, Malta, 1857; ANON., *Id-dehra tal-beata Vergni lil zewg rghajja*, Malta, Luigi Borg, 1860; ANON., *Ghana gdid ghall-kitarra*, Malta, Tip. Strada S. Domenico, 1872; S. MELI, *Il-ghannej u tal-kitarra*, Malta, V. Abela, 1882; *Zewg spjantati ossia Wenzu Macari u Felie Bizlonga*, Malta, Stamperija tal-Isla, 1891; *Kitba taz-zwieg ta' Salvu u Marija ossia kuntratt ta' zewg Ghawdxin stendut min-nutar Gregorio Mascarella*, Malta, Stamperija Mifsud, 1896; *Kitba taz-zwieg ta' Cetta u Girgor stenduta min-nutar Mandozio Parata*, Malta, 1900; ANON., *Kitba taz-zwieg ta' Pietru u Serafina stenduta min-nutar Pasquale Garrobba*, Malta, 1891; S. CAMILLERI, *Id-delitt ta' Pawlu Azzopardi t-Tork li qatel lil Mari Baldacchino Furficetta fit-23 ta' Lulju 1851*, Malta, G. Maistre - G. Rizzo, 1898; G. SAPIANO-LANZON, *Il-kitarra skurdata jew gabra ta' ghana amoruz*, Malta, G. Sapiano-Lanzon, 1901; A. CARUANA, *L-ahhar bewsa moghtija bejn zewg gharajjes*, Malta, Caruana, 1903; Agnese Visconti - *grajja ta' Mantova*, Malta, M. Psaila, s.d.; *Giacomin Ciantar jew il-martri tal-kavallieri, grajja ta' Malta*, Malta, M. Psaila, s.d.; *Gannmarija Cassia - grajja ta' Malta*, Malta, M. Psaila, s.d.; *Guditta xempju tan-nisa romol li qatghet ras Oloferne*, Malta, Ant. Ellul, s.d.; *Grajja ta' Malta miktuba poezija ghad-dilettanti tal-ghana - I-Gharusa tal-Mosta*, Malta, M. Psaila, s.d.; *L-ghanja ta' I-imghallaq bla htija*, Malta, M. Psaila, s.d.; *L-istorja ta' Guljetta u Romeo*, Malta, M. Psaila, s.d.; *Pia de' Tolomei - fatt li gara*, Malta, M. Psaila, s.d.; *Marija - bint is-sajjied Malti, grajja ta' Malta*, Malta, Lit. Mirabatur & Co., s.d.; *Bint il-bojja*, Malta, Lux Press, s.d.; F. CARUANA, *Il-qtil tal-Hamrun - poezija fuq il-verita' tal-fatti*, Malta, Tip. S. Paolo, 1926; *II-qattiel ta' missieru - fatt li gara*, Malta, Stamperija Malta, 1932; *Dolores - grajja Maltija*, Malta, A. Ellul, 1931; *II-kuccier tal-Qrendi, jew prova ta' delitt f'gibjun imkahhal - fatt li gara f'Malta*, Malta, A. Ellul, 1931; *Vittmi tal-imhabba - Guljana u Lucija, grajja ta' biki u zventura*, Malta, A. Ellul, 1931; *Il-fatt tal-Mosta ta' Alfredo u Marija - grajja vera u antika*, Malta, Tip. Ellul, 1932; *Iz-zewg surgenti - fatt tal-biki*, Malta, Hammet, 1934; *Faloride - grajja tal-biki*, Malta, Hammet, 1937; *II-qtil u I-guri ta' Karmen Abdilla u binha Victor mill-Hamrun*, Malta, Hamalta, 1937; G. SCIBERRAS, *Id-delitt u I-mewt ta' Pawlu t-Tork li qatel lil Marija Baldacchino Furficetta fit-23 ta' Lulju 1851*, Malta, Unione Tip. Maltese, s.d.; *Malta*, Tip. Malta, s.d.; *Id-delitt u I-mewt ta' Ganni Borg, il-Paddy, li qatel lil Carmela Borg Rodin f'Birkirkara*, Malta, Unione Tip. Maltese, s.d.; *Guzeppi ndifen fil-qabar ta' Lwiza jew il-bewsa tal-mejta*, Malta, New Art Press, s.d.; C.S., *Ix-xebba tal-Bon-Bon u x-xebba tal-kampanja*, Malta, Popular Press, 1925; A. BONELLO, *Il-vittima tal-imhabba ta' Guzeppi u Marija*, Malta, 1934; A. C., *Genoveffa*, Malta, Abela 1939; ANON., *Ix-xebba li tmaqdar is-snajja' kollha*, Malta, Stamperija Cumbo, 1953; ANON.,

Tutto questo patrimonio sembra essere un filone del patrimonio assai più largo del popolo italiano, con la sola differenza che, mentre nella penisola il canto popolare coesisteva con la poesia d'arte coeva, fornendole spesso la tematica schietta e appassionata, a Malta si svolgeva in contrapposizione alla produzione artistica italiana dei dotti; e, pur essendo per lungo tempo ignorato, preparava lo stato d'animo per la poesia elaborata dei decenni futuri. In sostanza, il popolo maltese non poteva essere indifferente alla vita poetica delle masse italiane. La schiatta dei cantastorie dell'Ottocento italiano ha le sue origini nel remoto passato. Durante il Trecento e il Quattrocento le piazze dell'Italia settentrionale e centrale risuonarono di declamazioni di numerosi cantori popolari. Nel Cinquecento il popolo ascoltava le storie del cieco Compa' Junno, di Sbruffapappa, di Gian Carlo detto dell'Arpa, di Giovanni della Carriola, e di tanti altri. Nel Seicento e nel Settecento i poeti-rapsodi narravano in pubblico le avventurose gesta che animavano la fantasia di tutti. Nell'Ottocento i cantastorie trovarono il loro pubblico in ogni parte della penisola. Almeno fino a tutto il sec. XVII, oltre alle pubbliche dizioni, i poeti popolari erano sempre presenti nelle feste da ballo o di nozze o di battesimo. Questa letteratura costituì per vari secoli il solo patrimonio culturale di una grande parte della popolazione, insieme con gli almanacchi e i lunari, con i canti di Carnevale e di Quaresima, e con le caricature di personaggi contemporanei. La diffusione di tali stampe popolari fu estesa e duratura in tutta Italia, quasi sino all'ultimo ventennio dell'Ottocento, e in qualche caso fino al primo decennio del sec. XX.⁸³

La *kurunella*, una poesia semplice, che celebra sentimentalmente gli attributi di Dio e le virtù dei santi, era molto diffusa a Malta per mezzo di simili fogli volanti. La pubblicazione delle *kurunelli* e anche degli inni religiosi, continuata fino ai nostri giorni, ha dato un contributo assai considerevole allo sviluppo della lingua maltese e alla sperimentazione tecnica e idiomantica in sede poetica; e può essere considerata come uno dei primi tentativi, realizzati su un piano estensivo e accessibile a tutti, di minimizzare o addirittura di annientare la frattura tradizionale tra la letteratura accademica e quella, ancora nascente, delle masse popolari. Fra le più antiche di queste pubblicazioni c'è *Coronella dello Spirito Santo che si recita nella sua novena dalla Veneranda Congregazione degli Onorati, composta dal M.R.P.P. Fedele, Custode dei RR. PP. Cappuccini nell'anno 1822*; e *Kurunella ad unur u glorja tat-Twelid glorzuz tal-Bambina Vergni Marija li tinghad fin-novena*, di un autore anonimo, scritta intorno al 1813 e al 1814, quando scoppiò la peste nell'isola.⁸⁴ Questo genere di poesia popolare religiosa continuò a divulgarsi, e anche

Il-qerda ta' Mari u Gamri, Malta, Unione Tip. Maltese, s.d.; ANON., *L-ahhar bewsa*, Malta, St. Paul's Press., ANON., *Ir-rahhal o nkella l-abbandunata Marija*, Malta, Lux Press s.d., G. Pulis, *Armando fuq il-qabar ta' Margerita*, Malta, New Art Press, s.d.; ANON., *Fra Kaspru u r-Re u poeziji ohra*, Malta, Lux Press, s.d.; Malta, New Art Press, s.d.; S. CAUCHI MASCHINA, *Hrejef Morali*, Malta, G. Muscat, s.d.; ANON., *L-istorja ta' Bertuldinu*, Malta, New Art Press, s.d.; D. AZZOPARDI, *Il-mara tiegħi għandha d-duda – vermi solitarji*, Malta, Lombardi's Press, s.d.; A. BONELLO *Il-qtil gravuz ta' Cikku Laus*, Malta, s.d.; K. PSAILA MAMO, *L-imsejkna Pija*, Malta, Abela Press, s.d.; M. ABELA, *Delitt orribbli ta' omm li qatghet ras binha, li grat fit-23 t'Awissu 1960*, Malta, Lombardi's Press, s.d.

⁸³ Cf. A. ALTAMURA, *I cantastorie e la poesia popolare italiana*, Napoli, Fausto Fiorentino, 1965, pp. 8-12.

⁸⁴ Cf. G. CASSAR PULLICINO, *Kitba u kittieba tal-Malti*, II, 1, cit., pp. 42-46.

ad assumere qualche pretesa letteraria nelle opere di Ludovico Mifsud Tommasi (1795 c.-1879) che intendeva invitare quelli che componevano e cantavano canzoni tradizionali ad ispirarsi ad un tema religioso.⁸⁵

Non è da escludere affatto la possibilità che tutta questa smania per la pubblicazione e la diffusione di versi popolari in forma di fogli volanti o da un soldo, abbia ricevuto una notevole spinta per mezzo della presenza degli esuli a Malta durante i moti risorgimentali italiani. L'Italia ha una vasta collezione di canti popolari o popolareggianti stampati su fogli volanti che si configurano in una specie di partecipazione delle masse, durante il movimento risorgimentale e post-risorgimentale, alla conquista e poi alla ricostruzione della patria. La schematizzazione di questo corpus, accanto al filone meridionale-contadino e al filone centro-settentrionale urbano,⁸⁶ dovrebbe giustamente includere anche l'attività poetica che gli esuli, incoraggiati e aiutati dai maltesi, svolsero nell'isola. Il contatto diretto tra esuli e maltesi, sotto questo aspetto, ha in comune la predilezione per la poesia popolare stampata e diffusa.

È vero che la tematica tradizionale (religiosa e amorosa) di questi fogli fu sostituita, in tutto il periodo risorgimentale, da una tematica politica e civile. Ma non si poteva aspettare un tanto radicale capovolgimento nel caso di un piccolo paese che non aveva trovato ancora la propria fisionomia e non si era ancora imbarcato nell'impresa dell'emancipazione costituzionale. Il sentimento patriottico, pur avendo cominciato a svolgersi mediante il contatto con i profughi, tardò a trovare le voci coraggiose disposte a predicare, nella forma poetica, il mito nazionale e l'inevitabile coscienza anticoloniale. L'idea patriottica rimase velata sotto la scorza di racconti storici che proiettavano il sentimento attuale in quello analogo che veniva fuori dalla considerazione del remoto passato. La disposizione fondamentalmente religiosa del popolo spese anch'essa l'ardore della ribellione, e preferì per lungo tempo continuare ad aderire alla concezione cattolica, motivo di accettazione rassegnata delle vecchie strutture e di pacifismo.

UNA GIUSTIFICAZIONE LETTERARIA

Accanto alla giustificazione popolare, c'è anche la questione del mito del popolo, un principio fondamentale fra i letterati che cominciarono a manifestare un profondo culto per il patrimonio artistico delle masse. Il che significa che, mentre fra il popolo tale partecipazione diede un risultato immediato – perché, fin dagli ultimi decenni dell'Ottocento, il popolo poteva vantarsi di un enorme corpo di versi che, in sede strettamente extraletteraria, conducevano verso la democratizzazione della cultura (costituendo così un processo diametralmente opposto, o almeno una reazione istintiva contro la letteratura ristretta dei dotti); e verso la scoperta di una intera gamma di motivi destinati a farsi sentire e a cercare il veicolo adatto a comunicarsi –, una giustificazione

⁸⁵ La più antica e più voluminosa raccolta di inni religiosi in maltese, scritti con un linguaggio idiomático e spontaneo e in una varietà di metri, è *L-inni mqaddsa-l-antifoni tat-tmiem tal-brevjarju Ruman u s-sekwenzi tal-missal migjubin bil-Malti mis-sac*. Dott. Lod. Mifsud Tommasi, Malta, F. Cumbo, 1853.

⁸⁶ Cf., ad esempio, *La poesia popolare italiana nel risorgimento italiano*, a cura di R. CALISI e F. ROCCHI, Roma-Milano-Napoli, Vito Bianco, 1961, p. XIV. Il volume è basato in gran parte sui fogli volanti in possesso del Museo Nazionale delle Arti e Tradizioni Popolari di Roma.

strettamente letteraria era destinata a presentarsi con l'andare del tempo e con il graduale maturarsi dell'uso poetico del maltese.

Tale rivolta letteraria accadde quando, fra i letterati 'convertiti' o orientati romanticamente a favore della letteratura democratica e popolare, si formò il gruppo di quelli che intendevano seguire gli indirizzi poetici italiani, e svolgere la loro attività in un duplice modo: 1) raccogliendo e pubblicando i primi testi poetici maltesi e 2) scrivendo una 'nuova' poesia orientata secondo le esigenze delle masse, aliene dal classicismo accademico e dal formalismo ristretto delle scuole letterarie. Questa seconda tendenza continuò a primeggiare nel campo poetico maltese per lungo tempo, finché si raggiunse l'equilibrio tra poesia popolare, come fase essenziale e inevitabile dello stadio iniziale di ogni storia letteraria (e da questo punto di vista, l'inizio popolare della letteratura maltese coincide con il nuovo apprezzamento che veniva dato in Italia e in altri paesi alla poesia «incolta»), e la poesia d'arte, anch'essa radicata nel suolo del temperamento romantico ma contemporaneamente diretta verso un livello artistico che potesse far risalire l'idioma nativo alla dignità di mezzo letterario. Nel campo poetico questa altezza fu raggiunta da Dun Karm che cominciò a scrivere in maltese nel 1912, dopo aver passato il periodo 1889-1912 percorrendo il parnaso italiano, seguendo la tradizione neo-classica e classico-romantica della penisola.

La poesia popolare, scritta da versificatori e da poeti non dotti, continuò a svolgersi anche dopo i primi decenni del Novecento, ma la marcia verso le più alte vette dell'espressione poetica era cominciata con costanza, offrendo così finalmente un'alternativa alla poesia dotta in italiano e anche alla tradizione popolare. La coesistenza dei tre filoni ci fa parlare di una contemporaneità di diversi atteggiamenti, e di una interdipendenza, ma cronologicamente si rivelò nell'emergere della poesia maltese d'arte.

Per identificare giustamente la prima ragione del culto dei letterati maltesi per la poesia del popolo (cominciato, come si è visto, dal Bonelli, e continuato da Stumme, Ilg, Laurenza, Rossi, Cassar Pullicino, Cremona, Aquilina e, in un certo senso, anche da Magri),⁸⁷ credo inevitabile confrontare il pensiero dei maggiori esponenti maltesi con quello del Berchet, il profeta romantico più importante del mito del popolo-poeta. Stabilire l'efficacia che la sua visione esercitò su quella dei maltesi, significa constatare un essenziale rapporto, in sede specificamente letteraria, tra le due culture.

LA RIFLESSIONE CRITICA MALTESE SULLA POESIA POPOLARE

L'Aquilina identifica il canto popolare, legato intimamente alle esperienze sentimentali dei giovani maltesi del passato e alle loro tradizioni rustiche, con la fase iniziale di ogni letteratura nazionale. Il canto collettivo è la prima poesia del popolo che s'accontenta di un semplice schema di versi, in cui dà vita ai sentimenti d'amore per

⁸⁷ Il Magri era più solerte nel raccogliere le fiabe che egli aveva trascritto, dopo di averle sentite dal popolo, in una prosa squisitamente poetica. Cf. le sue fondamentali raccolte: *X'ighid il-Malti*, Malta, Stampertija tas-Salesjani, 1925; *X'ighid il-Malti jew hrejjeġ missirijietna*, Malta, Alf. M. Galea, 1902-1905 (Kotba tal-Moghdija taz-Zmien, 15, 18, 29, 38, 39, 44); e l'edizione completa, in due volumi, Malta, Problemi ta' l-lum, 1967, 1968. Cf. anche L. GALEA – M. A. MURRAY, *Maltese folk-tales*, Malta, Empire Press, 1932; M. E. CALABRITTO, *Canti popolari maltesi*, L., I, vol. II-III, 1930, pp. 57-62; G. CASSAR PULLICINO, *Norman legends in Malta*, S., vol. XI, n. IV, 1945, pp. 152-165 e *Tahnin u ghana tan-nieqa*, L. M., XIX, vol. CCXXIV-CCXXVI, 1949, pp. 107-127.

una ragazza, e, a volte, a sentimenti di rancore se lei non corrisponde, o di vendetta e di odio per qualche rubacuore. Questo genere di poesia anticipa la poesia d'arte che dalla tessitura delle parole crea nuove strutture e ritmi più variati. Nella storia della lingua maltese, come in quella di altri veicoli letterari, l'inizio della poesia si trova nel canto popolare costruito con semplici ottonari. Si tratta della musa primitiva, la prima espressione dell'immaginazione nazionale nella forma in cui si esteriorizza lo spirito del popolo maltese, senza ornamenti, così come lo sa tradurre l'anima del contadino, nelle notti silenziose dell'estate o durante il giorno di lavoro.⁸⁸

Molte canzoni popolari sono soltanto facili versificazioni, ma alcune sono pregevoli per le metafore che un poeta d'arte saprebbe fondere in un componimento raffinato; la poesia d'arte si avvale della raffinatezza della tecnica espressiva, ma è meno sincera e genuina del canto popolare.⁸⁹ Benché non sia costruita e intrecciata secondo i canoni della precettistica poetica, ma soltanto secondo le inclinazioni dell'anima, l'opera popolare è bella in quanto si configura in un grido dell'anima; il suo fascino fa pensare agli elementi della natura,⁹⁰ arricchita da immagini vivaci e incantevoli.⁹¹

La tematica della poesia popolare, afferma l'Aquilina, comprende gli aspetti fondamentali della sensibilità umana. Tratta l'amore e l'odio, i lamenti del cuore, la rievocazione degli eventi antichi, e la filosofia che risulta dalla contemplazione dell'esperienza quotidiana.⁹² Mentre insiste sulla visione dell'ambiente rustico e naturale come il contesto da cui la poesia popolare trae la sua ispirazione che, d'altra parte, 'perde molto della sua efficacia quando viene trascritta', perché la naturalezza e la spontaneità immediata sono le sue condizioni indispensabili,⁹³ l'Aquilina accentua anche l'identificazione del contenuto di questa forma espressiva con l'identità della nazione e con il processo storico.⁹⁴

Il Cremona sostiene che il valore maggiore di questo genere sta nella sua antichità, e a causa della sua priorità storica è anche la stessa sorgente da cui più tardi sarebbe scaturita la poesia d'arte. Si può trovare in qualche canzone l'arte della poesia elaborata, ma la raffinatezza letteraria dipende dagli esercizi dell'intelletto e dall'uso della lingua.⁹⁵ Pur essendo composte, in gran parte, di versi difettosi e privi di precisione tecnica, mescolate a proverbi e a stornelli popolari, queste canzoni riescono sempre dolci e non vi mancano frammenti che esprimono con fedeltà il concetto e l'emozione di chi le compone e le canta.⁹⁶

Il Cassar Pullicino definisce la poesia popolare come una raccolta di versi semplici, costruiti senza l'artificio intellettuale, caratterizzati dalla soavità dei pensieri che colpiscono l'immaginazione non della gente educata ma di quella parte del popolo per cui la vita consiste unicamente nello svolgersi delle quattro stagioni e nella realizzazione della volontà

⁸⁸ *Studji kritici letterarji Malta*, Lux Press, 1949, pp. 1-2.

⁸⁹ Ivi, pp. 4-5.

⁹⁰ *Il-ghana f'halq il-Malti*, L. M., I, vol. I, 1931, p. 9.

⁹¹ *Studji kritici letterarji* cit., p. 2; e *Il-ghana f'halq il-Malti*, L. M., I, vol. II, 1931, p. 12.

⁹² *Il-Ghana f'halq il-Malti*, L.M., I, vol. 1931, p. 8; e I, II, 1931, p. 12.

⁹³ *Il-ghana f'halq il-Malti*, L. M., I, vol. I, 1931, pp. 8-9 e 12.

⁹⁴ *Il-ghana f'halq il-Malti*, L. M., I, vol. II, 1931, p. 12.

⁹⁵ *Tifkiriet ewlenija ta' tqabbil Malti*, loc.cit., p. 2.

⁹⁶ *Folklore Malti*, loc. cit., p. 15.

divina nell'esperienza della vita dei campi. Questa poesia, particolarmente se religiosa, è tutt'una con la vita e con le vicende della nazione.⁹⁷

C'è un intimo rapporto tra le credenze del popolo e la forma espressiva che assumono. Riferendosi al corpo poetico religioso, il Cassar Pullicino distingue nettamente tra i versi che la gente devota crea per il proprio uso e che poi trasmette ai posteri mediante una tradizione orale – soavi versificazioni in cui l'immaginazione collettiva si svaga senza esprimersi e abbellisce il contenuto religioso oggettivo con idee colorite – e i versi scritti da un autore (un prete o un letterato) e che poi il popolo impara a memoria e recita testualmente.⁹⁸ Dalla ricostruzione del materiale poetico popolare balza fuori anche la ricostruzione della storia antica dei padri della nazione, trasformata dalla fantasia e dall'immaginazione.⁹⁹

Reagendo contro la poesia dotta delle accademie, il Berchet tradusse e adattò i motivi antichi delle romanze spagnuole che risalgono al sec. XV; e nel 1837 pubblicò a Bruxelles le *Vecchie romanze spagnuole*.¹⁰⁰ Per l'importanza attribuita dallo stesso Berchet a Johann Gottfried Herder che cominciò a dar credito alle prime esperienze poetiche del popolo (in verità, era soprattutto il Vico che aveva anticipato questa posizione); e per l'influenza che lo Herder esercitò sul pensiero del Berchet, è giusto rintracciare brevemente le idee fondamentali dell'autore dei *Volkslieder* (1778 - 1779) o *Canti popolari* (la raccolta che, nel 1807, un altro editore ripubblicò con un titolo diverso ma ben più idoneo, *Stimmen der Völker in Liedern*, cioè 'Voci dei popoli nei canti'). La valutazione dello Herder concorda da vicino con quella del Vico che, nella *Scienza nuova* (1725), stabilì il rapporto tra poesia popolare e vita primitiva e incolta delle nazioni; e chiamò in credito l'indole ingenua e istintiva della produzione poetica, anticipando in tal modo il nuovo sentimento romantico della tradizione nazionale e remota, insieme con la devozione verso la trasmissione secolare dei canti anonimi del popolo.

Lo Herder identificò la poesia nazionale con la tradizione, in cui si trova una ispirazione pura e naturale; il contenuto non è accademico e artistico. Con lui ebbe inizio la visione della letteratura come manifestazione del cuore del popolo e la netta distinzione tra la poesia autentica e la poesia accademica e artificiosamente elaborata. È dallo Herder che il romanticismo, specialmente quello latino, ha appreso la distinzione fondamentale tra la *Kunstpoesie* (poesia d'arte) e la *Naturpoesie* (poesia di natura); quella è il prodotto ben formato della cultura e della riflessione matura, e questa è la voce intima e spontanea dell'anima, cioè l'unica vera poesia. Perciò lo Herder, creatore del mito romantico dell'anima collettiva del popolo, trovò l'ispirazione autentica nell'opera di Omero, di Sofocle, di Shakespeare, di Ossian e anche nella Bibbia. In questo patrimonio c'è la passione selvaggia, barbarica, il frutto dell'impulso indomabile che è alla base della natura umana. È pure fundamentalmente romantica la distinzione herderiana tra la poesia popolare che si trasmette di generazione in generazione, raccogliendo così in sé l'anima anonima

⁹⁷ *Kitba u kittieba tal-Malti*, II, 1 cit., pp. 11-12.

⁹⁸ *Kitba u kittieba tal-Malti*, II I cit., p. 15.

⁹⁹ *Maltese ballads*, loc.cit., p.30.

¹⁰⁰ L'opuscolo del Berchet era considerevolmente noto nei circoli letterari maltesi. Una edizione, 'diligentemente corretta' delle sue poesie, eseguita su quella di Londra e riveduta dall'autore, uscì a Malta presso la Stamperia Italiana, nel 1840. Cf. anche V. M. PELLEGRINI, *Giovanni Berchet, capo del romanticismo e poeta del risorgimento*, Malta, L'isola, 1936.

della nazione, e la poesia popolare che parla dell'esperienza civile e comunitaria, pur essendo scritta da poeti colti e artisticamente maturi.

Anche la dottrina del Berchet si dibatte entro questi limiti. Nella prefazione alle *Vecchie romanze spagnuole* asserisce che, dovunque c'è comunanza di memorie e di costumi, ivi può essere la poesia; e che questa trova il modo di esternarsi anche senza l'eleganza formale del letterato. Il Berchet contrappone la poesia semplice e schietta (egli chiama 'mediocri' gli esempi dati dallo Herder) che si sviluppa nel periodo iniziale della civiltà, alla poesia letteraria delle scuole accademiche. Invece dell'interesse per la forma precisa e architettonicamente ben costruita, introduce la ricerca del contenuto umano e il valore dell'applicabilità popolare e nazionale della poesia, tradotta in tal modo in una cronaca della vita sociale. Il Berchet distingue altresì tra la poesia che è tutta d'istinto, opera di poeti

'non dotti', e quella in cui cominciano a balenare l'intenzione e l'esercizio della forma; e concede grande valore alla poesia 'ineducata' e al suo carattere extra-culturale. Nella sua definizione, c'è pure un processo cronologico: la poesia incolta si forma prima che si sviluppino 'una civiltà più adulta'.

Questi giudizi e altri simili spiegano fino a che punto il pensiero dei letterati maltesi abbia le sue origini in questo suolo romantico. Inoltre, l'Aquilina va un passo più avanti e utilizza la distinzione berchetiana tra poesia popolare e poesia d'arte, per stabilire il posto che tocca a Gan Anton Vassallo nel corso della storia letteraria dell'isola, collocando il poeta nel momento in cui i due poli, cronologicamente successivi fino ad un certo punto, s'incontrano.

Il Vassallo, membro della sezione colta dei letterati, non trascurò la tradizione accademica quando scrisse in italiano. D'altra parte, volle esprimersi anche in maltese; e la condizione linguistica e letteraria, fra altre cause, non gli permise di far salire i suoi versi in vernacolo all'altezza formale e contenutistica della poesia dotta coeva; perciò conservò un carattere popolano, incolto, e ciò non ostacolò il contatto diretto che egli intendeva stabilire tra la sua opera e la sensibilità collettiva. L'asserzione dell'Aquilina che il movimento letterario maltese avesse inizio come movimento semiletterario e semi-popolare; e che dal Vassallo in poi si andasse aprendo la via propriamente letteraria,¹⁰¹ giustifica la distinzione berchetiana e la applica alla situazione locale perché (1) la storia letteraria maltese è un esempio del detto che la poesia popolare fiorisce agli inizi della civiltà e (2) i primi sforzi a favore della formazione di una poesia maltese esigevano, sotto tali aspetti, che non solo si scrivesse una poesia del genere, ma anche che più tardi gli studiosi e i poeti stessi raccogliessero il patrimonio poetico ignorato e sottovalutato.

Abbreviazioni

A. – L'Arte; B. – Il-Berqa; A.G.I. – Archivio Glottologico Italiano; Br. – La Brigata; C.P. – Canti Popolari; L. – Lares; L.M. – Lehen il-Malti; L.S. – Lehen is-Sewwa; M. – Malta;

¹⁰¹ *Studji kritici letterarji*, p.5.

M.F.R. – Malta Folklore Review; M.L. – Malta Letteraria; Ml. – Il-Malti; P. – Pallante;
P.Sc. – Prime Scintille; R.O. – La Rivista d’Oriente; S. – Scientia; – Studi Secenteschi; T.S.
– The Sundial.